Suppléments : Emploi/Technopoles : Sophia-Antipolis

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

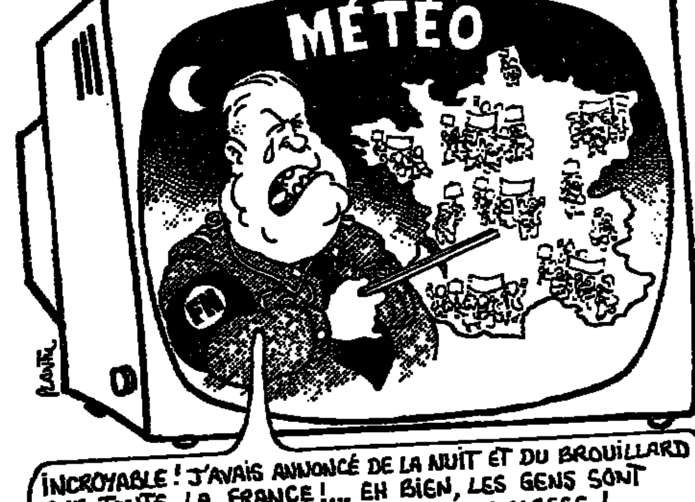
QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – N° 14089 – 5 F

MERCREDI 16 MAI 1990

L'ampleur de la manifestation antiraciste renforce l'isolement du Front national

L'opposition demande le report de la table ronde sur l'immigration

La manifestation organisée, le lundi 14 mai, à Paris, après les profanations de Carpentras, a montré l'ampleur de la mobilisation contre le racisme et l'antisémitisme. On peut estimer à environ deux cent mille ceux qui avaient répondu à l'appel de la communauté juive et de tous les partis politiques. Le Front national, seul absent, a ainsi vu son isolement s'accroître. L'opposition, largement représentée dans un cortège auquel M. Mitterrand s'est joint, refusant de mélanger les problèmes a demandé le report de la table ronde sur l'immigration prévue à Matignon pour mercredi.



La houle du refus

Ce fut comme une réplique confuse, multiforme, et bienfaisante. Une manif tâtonnante contre *« le retour du refoulé »*, la découverte brouillonne, ondulante du refus commun de la haine. Une démonstration sans ordre, souvent sans queue ni tête, contre l'ordre implacable du racisme et de l'antisémitisme. Le besoin, aussi, d'être avec les Juifs, Juif soi-même, par solidarité, entre République et Bastille, et pour les Juifs, l'occasion d'affirmer une identité, de dire le droit et le dédain de la peur.

Tout y alla de travers, et la force de l'événement qui comptera comme l'une des grandes heures de la rue, en France, n'y perdit rien. Cela devait être une marche silencieuse, sans slogan ni banderole, et ce ne fut qu'un long piétinement souvent bruyant, une station debout avouant sans détour son hostilité au Front national. Il était question d'y pleurer Carpentras, et déjà Clichy-sous-Bois, d'intérioriser sa peine.

PHILIPPE BOGGIO

Lire la suite page 9 - section B

Coup d'arrêt ?

par Jean-Marie Colombani

Et maintenant ? Maintenant que tant de citoyens se sont rassemblés, se sont rassurés, en même temps qu'ils ont rassuré un pays sur le respect des valeurs qui fondent sa cohésion, que faire ?

Chacun sait bien qu'une manifestation, si imposante soit-elle -et celle-ci le fut, ô combien- ne suffit pas, ne suffira pas à conjurer le mal qui menace la société française . Au-delà de l'antisémitisme, objet de la protestation du 14 mai, au-delà du racisme qui s'exerce à l'endroit des maghrébins, fussent-ils de nationalité française – et que l'on aurait garde d'oublier, sauf si l'on admettait qu'il y ait de bonnes et de mauvaises victimes du racisme – comment conjurer le vertige identitaire qui nous saisit ? Concrètement, comment faire pour que l'électrochoc provoqué par les profanations de Carpentras et le sursaut dont témoignent les manifestations du 14 mai, se transforment en coup d'arrêt porté à la montée de l'extrême droite.

Lire la suite page 10 - section B

Bucarest la menteuse

Le combat pour la démocratie en Roumanie manque de combattants

BUCAREST
de notre envoyé spécial

Ceausescu est-il mort sous la torture, en refusant de livrer les numéros de ses comptes en Suisse et son exécution n'a-t-elle été que celle d'un cadavre ? Y a-t-il vraiment eu une révolution en décembre à Bucarest, ou seulement mise en scène néo-tragique d'une révolution de palais ? Les hommes de la Securitate ont-ils opposé une résistance farouche à l'avènement d'un ordre nouveau ou bien s'étaient-ils ralliés à l'avance, dans une immense majorité, aux nouvelles autorités ? Celles-ci étaient-elles de connivence bien avant la révolution, ou se sont-elles retrouvées, comme par hasard, en entendant les premiers coups de feu ? Le Front de salut national, et le Conseil provisoire d'union nationale, présidé par M. Ion Iliescu incarnent-t-ils une véritable rupture avec le communisme, ou ne servent-ils, au contraire, que de paravent au maintien d'un régime néo-marxiste ?

Ce ne sont là que quelques-unes des questions à Bucarest. Il y en a beaucoup d'autres, à commencer par celles qui concernent le sort réservé aux dizaines de milliers de membres de la Securitate et à tous les zélateurs et collaborateurs d'un régime dictatorial que beaucoup voudraient bien aujourd'hui réduire aux dimensions d'une famille infernale. Mais il est inutile de les mentionner toutes ; il y en a trop et les réponses enregistrées sont trop ambiguës, voire si mensongères que la vérité, manifestement, n'est ni pour aujourd'hui ni même pour demain.

Le pire sans doute, c'est qu'une grande majorité de la population, qui s'apprête à légitimer massivement le pouvoir de M. Ion Iliescu et de ses partisans, n'éprouve guère le besoin de dissiper l'immense écran de fumée qui s'est abattu sur la Roumanie

JACQUES AMALRIC

Lire la suite page 3

La mort annoncée du pacte de Varsovie

TRISTE anniversaire pour le pacte de Varsovie. Le 14 mai 1955, le maréchal Boulganine et sept de ses homologues signaient son acte de naissance. Trente-cinq ans plus tard, un ministre est-allemand de la défense, pasteur, objecteur de conscience et pacifiste, M. Rainer Eppelmann, annonce, en guise de commémoration, sa dissolution prochaine.

Le pacte est en état de coma dépassé. Il a perdu sa fonction militaire : aucune offensive commune de l'URSS et de ses « alliés » n'est plus imaginable. Il a dû renoncer aussi à sa fonction d'occupant et de gendarme, c'est-à-dire à la défense d'un système politique que toute l'Europe de l'Est rejette impérieusement.

RESTE que l'acte de décès légal paraît encore bien difficile à enregistrer. L'opposition libérale hongroise, qui demande le retrait du pacte, a été priée par la commission des affaires étrangères du parlement de Budapest de patienter quelques semaines avant qu'un tel débat soit ouvert. La Tchécoslovaquie et la RDA, dont le retrait est virtuellement programmé, n'entendent pas non plus précipiter les choses. Quant aux Polonais, ils préfèrent, tout anti-soviétisme ravalé, rester dans une alliance avec Moscou plutôt que se retrouver nus face à une Allemagne dont l'armée rouge aurait quitté la partie orientale.

Si chacun temporise, c'est d'abord parce que le pacte moribond a encore une mission à mener à bien : la conclusion à Vienne des négociations sur le désarmement conventionnel qui devraient présider au retrait de l'armée rouge en bon ordre et dont la première phase a été engagée sur la base d'une arithmétique « de bloc à bloc ». Même si les objectifs et la méthode de cette négociation sont déjà dépassés, un premier accord reste un point de passage obligatoire.

LA seconde bonne raison de maintenir le pacte en état de survie artificielle, c'est la crainte d'une mauvaise réaction des maréchaux et des généraux soviétiques devant la disparition de leur enfant. La perte de la RDA, son élément central, lui portera le coup fatal. C'est en réponse à la remilitarisation de l'Allemagne de l'Ouest et à son intégration dans l'OTAN que le pacte était né ; c'est par l'unification de l'Allemagne dans l'OTAN que sans doute il mourra. Mais ce passage se révèle plus difficile que prévu et l'URSS, revêche à Vienne et dans le cadre de la conférence sur l'Allemagne, sera la dernière à l'accepter.

Le maréchal Yazov rejetait lundi toute perspective de « désagrégation » du pacte et n'envisageait sa dissolution que sous forme de réciprocité avec celle de l'OTAN. Cela veut dire qu'il faudrait au moins à l'Union soviétique, pour renoncer formellement au Pacte de Varsovie, un système de sécurité qui lui garantisse, ainsi qu'à ses voisins d'Europe centrale, la non-agression. Il lui faudrait aussi sans doute un vaste marchandage économique qui apporterait à M. Gorbatchev quelque vigoureux renfort face à ses militaires.


M 0147 - 516 0- 5,00 F

Les surprises de la croissance

Légère baisse des prélèvements obligatoires en 1989

Les prélèvements obligatoires ont légèrement baissé l'an dernier en France, passant de 44,1 % en 1988 à 43,9 % en 1989, annonce l'INSEE dans les comptes nationaux détaillés qu'elle vient de publier. L'impôt de solidarité sur la fortune et la reprise de l'augmentation des cotisations sociales n'ont été que partiellement compensés par les réductions de TVA et de l'impôt sur les bénéfices de sociétés. La croissance économique a fait le reste : malgré un gonflement des recettes de l'Etat, les prélèvements rapportés à la richesse nationale ont diminué.

Par la magie statistique du « cercle vertueux », chacun peut donc payer davantage d'impôts, de taxes et de cotisations tout en apprenant que la collectivité en paie moins.

Lire nos informations p. 21 section C

SCIENCES ◇ MÉDECINE

Mille cinq cents participants aux entretiens sciences et défense

Un dialogue armée-recherche

Mille cinq cents chercheurs, civils et militaires participent pendant deux jours aux seconds « Entretiens sciences et défense », ouverts mardi 15 mai à Paris, à la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette. Ils passeront en revue les dernières découvertes et réalisations dans quatre domaines de pointe ; la mécanique en environnement sévère ; les nouveaux matériaux ; les lasers et le « traitement du signal », discipline de l'informatique utilisée pour les radars, le traitement des images et des sons.

Cette manifestation vise à développer et à renforcer le dialogue entre les armées, la communauté scientifique et les industries, comme le souligne M. Gérard Renon, secrétaire d'Etat à la défense, dans un entretien au *Monde*. Une coopération déjà très étroite : la défense nationale utilise chaque année plus de 30 % des crédits alloués par l'Etat à la recherche. En 1989, par exemple, un millier de contrats passés par les armées ont fait travailler six à huit mille chercheurs. Le tissu industriel français profite largement de cette manne, et les transferts de technologie vers le domaine civil sont légion : les lasers servent aussi en médecine, le traitement du signal aux télécommunications ou à la télévision.

Pages 13 à 15 - section B

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 650 m ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 160 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

هكذا من الأصل

« Europe : le défi culturel », de Jean-Marie Domenach

Le printemps de l'humanisme

par Jacques Delors

L'HUMANISME serait-il à nouveau de saison ? On se prend à l'espérer au vu des multiples signes qui attestent de sa vitalité. Il ne s'agit pas seulement de ces penseurs de la liberté, premier ministre en Pologne, président de la République en Tchécoslovaquie. Dans nos vieilles démocraties elles-mêmes, les humanistes semblent reprendre la parole.

Ainsi, comment ne pas être frappé dans ce contexte par l'essai pénétrant que Jean-Marie Domenach consacre au *défi culturel européen* ? Il n'est pas seul : sa voix retentit dans une chorale discrète dont les protagonistes sont dispersés aux quatre coins du continent européen. Citons, sans prétention d'exhaustivité, les travaux récents de Francesco Alberoni, Salvatore Vera, Alexis Philomenco, Tzvetan Todorov, Iraneus Eibi-Eibesfeldt, *Hans Gadamer*, Norbert Elias : philosophes, sociologues ou anthropologues. Ils nous font redécouvrir l'Europe comme espace de pensée créatrice, ouverte sur l'humanité. Cependant, parce qu'il parle notre langue et assume *le dynamisme particulier de notre* identité nationale, l'appel de Jean-Marie Domenach nous saisit.

Il nous saisit, mais ne nous surprend pas : *n'est-ce pas lui qui* annonçait voici quinze ans avec modestie, mais fermeté, l'échec des philosophies du soupçon dans leur tentative *désespérée et désespérante* de renvoyer l'homme au néant de mécanismes implacables ?

Aujourd'hui, en ce temps de *printemps* 1990, il sort de sa réserve. Avec *Europe : le défi culturel*, c'est d'un appel à la *conscience qu'il s'agit d'abord*.

Oui, selon lui, les cultures européennes convergent, et cette convergence désigne une personnalité, sinon une identité ; elle est source d'énergie, propre à nous faire comprendre et aimer notre époque. Message hardi, puisqu'il répond à nos *interrogations* sur la nature de l'Europe en train de se faire : quelles sont ses valeurs ? A quel combat nous engage-t-elle qui vaille la peine de nos efforts ?

Donner un sens à l'avenir

L'identité européenne n'est pas ici *un dépôt que l'on recueille* après avoir passé au crible les multiples courants de notre Histoire. Elle est au contraire mouvement, *volonté collective*, tournés vers la réalisation d'un projet qui ne se laisse enfermer dans aucune tradition ; *la tradition est un appui*, non une fin.

Elle hérite ainsi de l'Histoire un fondement dynamique et humaniste ; il consiste dans cette tentative, toujours à renouveler, d'accomplir *« la promotion de l'homme par et pour la liberté et de l'organisation politique et sociale nécessaire pour la réaliser »*.

Cet ouvrage suscitera sans doute des discussions, voire des polémiques. Car les jugements qu'il prononce sur le déclin de l'Etat nation, sur la fracture de l'identité nationale française sont excessifs, *tranchés comme peuvent* l'être les termes d'un appel destiné à secouer la torpeur. A considérer au contraire la manière dont la France *s'est engagée* dans la construction européenne, à voir aujourd'hui les manifestations de son dynamisme *économique*, à *espérer sa volonté* de remise en question du racisme, je suis personnellement confiant dans la capacité de notre pays à *donner un sens à son avenir* et au fond à rester fidèle à lui-même.

Donner un sens à l'avenir, retrouver la place de la politique, c'est là le véritable lieu de cette interpellation, et la critique quant au degré de son analyse ne doit pas nous égarer de la direction qu'elle *souligne*.

Entre Metternich et Napoléon III

Jean-Marie Domenach remet en perspective la relation entre culture et politique dans nos sociétés nationales, comme dans l'embryon de société européenne. Face aux *« nouveaux barbares, qui n'ont pas de torches à la main, dont les chars d'assaut sont des bulldozers, qui déplacent des milliards de devises, malaxent la terre, salissent la mer, empuantissent le ciel »*, il sollicite notre culture, *« dressant contre eux la revendication de la vie »*.

Il ne s'agit pas d'ajouter un volet culturel à un projet politique comme on ajouterait du sucre pour diminuer l'amertume d'une *potion*. Il s'agit de démontrer, par le moyen d'une intégration politique réelle, douée de volonté, que les *nations d'Europe sont* capables d'agir vraiment en s'unissant dans un projet qui exprimerait, d'un seul souffle, ce qui leur est commun : l'homme libre dans et par une société humaine.

Depuis 1984, la relance de la construction européenne a été mise en œuvre, avec un succès *indéniable*, en partant de l'impératif économique face aux défis du monde. Cette stratégie, j'en conviens, pouvait apparaître à première vue comme technocratique et dominée par l'économisme, en dépit du renforcement des politiques de solidarité et de la dimension sociale. Mais nos économies étaient menacées par un déclin relatif ! J'ai toujours pensé que *cette stratégie* appellerait, le moment venu, un enrichissement, par la politique et par la culture, qui la transformerait *en un véritable projet*. Ce moment est venu, alors que le tiers-monde nous presse de coopérer à la création *d'un ordre économique mondial* plus juste et plus efficace, alors qu'à nos portes nos frères de l'Est vivent dans l'espérance de la *liberté et du progrès social*. Or que constate-t-on dans nos pays, sinon le désenchantement né de la misère de la politique, la nostalgie de l'âge d'or de la démocratie ? L'appel vient du dehors. J'approuve pleinement Jean-Marie Domenach, lorsqu'il écrit : *« Je crois que le moment est venu où la nostalgie doit laisser la place de transformer la nécessité en destin »*.

L'éveil des démocraties naissantes à l'Est ne saurait nous dispenser *de cette tâche* urgente et enthousiasmante. Nous sommes pressés de sortir de nos routines et de nos petits problèmes pour *retrouver* vigueur et espérance, pour aider nos frères de l'Est à partager, avec nous, le réveil du citoyen et un développement économique et social plus harmonieux. De ce point de vue, la charte sociale adoptée sous présidence française n'est que le point de départ, voire le stimulant, d'une action visant à permettre aux citoyens de revivre en société.

Tel est le défi nouveau à la Communauté européenne.

Pour certains, la fin de l'ère de Yalta aurait rendu celle-ci obsolète, car elle n'aurait eu d'autre destination que de consolider le *front de l'Ouest pendant la guerre* froide. Pour d'autres, elle ne se justifierait que comme un moyen d'assagir la puissance allemande. Ces thèses *ont en commun* de borner notre horizon, notre sécurité, notre identité, à la restauration des équilibres géopolitiques quelque part entre Metternich et Napoléon III. Aussi est-il bon d'entendre rappeler aussi fermement que l'intégration politique de l'Europe a pour but de répondre au défi culturel du temps qui vient et qu'en cela même elle s'enracine dans un passé vivant.

Que cet appel soit entendu et que *nombreux soient ceux* – intellectuels, hommes de sciences et de lettres, créateurs – qui viennent nous rejoindre sur le chantier pour lui donner le souffle et la dimension humaniste qui par trop lui manquent.

► ***Europe : le défi culturel*, Editions La Découverte, 156 pages, 75 francs.**

Démographie

La France n'a pas fini de vieillir

par Paul Paillat

CEUX que le vieillissement de la population, actuel et *prévisible, dérange avaient* jusqu'à présent pour tactique d'en minimiser la portée, que ce soit quant au financement des pensions ou quant à la croissance des dépenses de santé. Pour obtenir une adhésion plus générale de *l'opinion publique, toujours plus* sensible aux chants d'allégresse qu'aux mises en garde de Cassandre, pour ébranler les hésitants, il restait un pas à franchir. C'est chose faite. Dans des déclarations reprises par la presse et la radio, *un démographe renommé*, directeur de recherche à l'INED, conteste le niveau de la fécondité en *France*, *tel qu'il* apparaît dans les publications de l'INSEE et de l'INED, jetant ainsi le discrédit sur ces deux institutions et sur leurs *chercheurs*.

Constater que la « descendance finale » des femmes est plus élevée que celle qui avait été calculée sur *la base de la fécondité conjoncturelle*, c'est une chose. C'est même une intéressante constatation puisqu'elle met en lumière la difficulté *d'estimer un phénomène démographique en cours de modification*. En tirer parti pour servir une thèse ou vider une querelle est déjà *contestable* ; *écarter* d'un revers de manchette la politique familiale à visée nataliste, les difficultés de financement à venir des pensions, ou *saluer la fécondité autochtone*, c'est irresponsable et inacceptable.

Même avec une fécondité plus forte qu'annoncée (1,8), le vieillissement par la base de la population, dû à une baisse antérieure et prolongée de la fécondité, non seulement *continuera mais s'amplifiera* en raison de la structure héritée d'un siècle d'histoire mouvementée et souvent tragique. Il *faudrait obtenir* un indice conjoncturel de 2,4 (au lieu de 1,8) et le maintenir à ce niveau pendant *cinquante ans pour stabiliser le* vieillissement à son niveau de 1990 (14 % d'habitants âgés de soixante-cinq ans ou plus), sans le faire régresser, et cela au prix d'un supplément de 16 millions d'habitants entre 1990 et 2040. Avec un *indice de 2,1, on observerait* d'après l'INSEE en 2040 23 % de personnes âgées.

L'indispensable politique nataliste

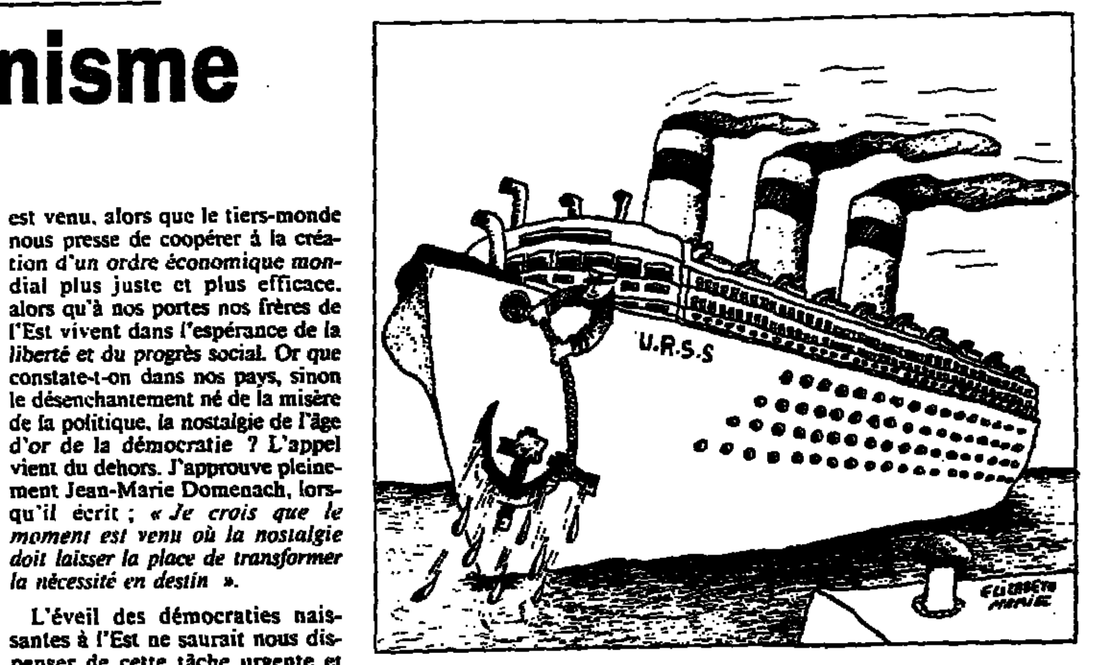
Si la « descendance finale » des *femmes aujourd'hui en âge de procréer* se révèle sensiblement plus élevée en France que dans les autres pays d'Europe (à l'exception de l'*Irlande*), *croit-on* que la politique familiale n'a joué aucun rôle dans ce domaine ? Est-on sûr qu'en supprimant les dispositions *pronatalistes de cette politique on* n'enregistrerait aucune répercussion négative au sein des familles en cours de constitution ou de *développement* ? *L'exemple de la* Sarre en 1957 est éloquent. Comment peut-on savoir si cette reprise de la *natalité est durable* ? Si elle n'est pas durable, ce ne sera qu'un « accident de l'histoire » ; si elle est durable, suffira-t-elle à effacer la part de vieillissement due à tant de décennies peu fécondes ? Certainement pas. La démographie est *relativement* jeune mais elle a *déjà* eu assez de recul pour apprécier le rôle du temps dans la forme que prennent les évolutions et pour souligner ce qu'on appelle l'« inertie démographique », à ne pas confondre avec l'inertie des démographes.

Que cela plaise ou non, l'Europe occidentale et demain bien d'autres parties du monde y compris l'*Europe de l'Est*, *seront* confrontées à un vieillissement accru de leurs populations. Les problèmes à *résoudre ne le seront pas par des* déclarations dont l'aspect fracassant et délibérément médiatique ne cache pas le caractère lénifiant.

L'allongement de la vie peut être et est souvent bénéfique mais il s'accompagne aussi d'une multiplication des grands vieillards fragiles *survivant* dans une société qui *n'a* pas su ouvrir les yeux à temps sur sa nouvelle morphologie. Freiner la prise de conscience nécessaire, telle qu'on l'observe au Japon et aux Etats-Unis par exemple, c'est une attitude irresponsable, contribuant à préparer des lendemains qui déchantent.

► ***Paul Paillat est démographe-gérontologue.***

TRAIT LIBRE



Exclusion

Des idées qui tuent

par Jacques Maury et Geneviève Jacques

LE chagrin, l'indignation et la honte qui nous ont tous secoués devant la profana*tion du cimetière juif de Carpentras* vont-ils – enfin – permettre à notre peuple de se ressaisir ? C'est, bien sûr, ce que nous appelons *de tous* nos vœux. Mais, pour que l'émotion se traduise en effets durables, nous réclamons avec force une offensive contre tout ce qui constitue le socle idéologique du racisme et de l'exclusion.

A l'occasion de la *table ronde* que le premier ministre a convoquée sur l'immigration, nous voulons demander à ceux qui ont la charge de la *communauté* nationale : des idées fortes ; une éthique sans concession, une pédagogie active et aussi, et sur*tout*, une *politique volontaire* et sans ambiguïté permettant à notre pays d'« intégrer » les différentes *composantes* de sa *population et de* retrouver, ce faisant, son intégrité morale et spirituelle.

Certaines idées peuvent entraîner *la mort*, sans intention de la donner. Celle du *« seuil de tolérance »* par exemple. Il nous semble à nous que *le seuil de l'intolérable* c'est de céder, si peu que ce soit, à la mentalité du bouc émissaire, qui cherche à faire porter à l'*« autre »*, *qu'il* soit immigré ou juif, la responsabilité des ratés de notre société.

Celle de la *« préférence nationale »* aussi. L'*institutionalisation* de discriminations en matière de répartition des droits sociaux et civiques, alors que les devoirs sont communs, ne légitime-t-elle pas le concept même de discrimination, avec toutes les conséquences que l'on imagine ? A ce propos, les sondages d'opinion sont-ils les meilleurs conseillers pour juger de l'extension du droit de vote aux résidents étrangers dans les scrutins locaux ? Le principe de non-discrimination ne serait-il pas prioritaire ? La complaisance, de fait, devant l'extrême droite lorsqu'on déclare que Le Pen pose les questions justes, même *si* c'est pour ajouter qu'il apporte des réponses fausses, n'ouvre-t-elle pas déjà la porte à sa logique de peur et de suspicion à l'égard des étrangers ?

A partir de telles *brèches* dans la conscience publique, on peut se retrouver devant les pires violences et, en tout cas, y *laisser* échapper son âme.

Mais il n'y a pas que les idées qui soient dangereuses. Il y a aussi des politiques dont les *implications* peuvent s'avérer désastreuses.

Lier les possibilités *d'« intégration »* des étrangers en France à la fermeture des frontières à *« toute la misère du monde »* nous semble relever d'une logique inacceptable. Pour trois raisons au moins.

Tout d'abord, cela *légitime* dans l'esprit de beaucoup les notions de fermeture, de bouclage, d'autoprotection, terreaux fertiles au développement des réflexes de peur et d'exclusion vis-à-vis des nouveaux venus... comme des anciens rési*dents d'ailleurs*.

Ensuite, cela ne fait que renforcer la société duale, avec ses gagneurs et ses exclus : à défaut de pouvoir léga*lement travailler* selon les règles du droit, les étrangers dont l'économie a besoin, mais à qui la loi impose d'être clandestins, sont *livrés sans* défense et sans protection à l'exploitation d'employeurs sans scrupules, dans des conditions *indignes* d'une démocratie. Enfin, et ce n'est pas l'effet le moins grave, cela conduit à dérégler les dispositifs de protection des réfugiés et à instaurer la suspicion devant les demandeurs d'asile, au risque de vider le droit d'asile de son sens.

L'Europe, bousculée par l'Est, interpellée par le Sud, ne peut ni ne doit se définir comme un espace fermé. La France non plus. Se préparer aux réalités de l'avenir, où les migrations humaines vont, plus que *jamais*, *faire partie* de l'Histoire, ce ne peut être s'entourer de barbelés, perfectionner des mécanismes d'expulsion ou s'enfouir la tête dans le sable. Il faut au contraire, et dès maintenant, apprendre à gérer ces phénomènes migratoires qui ne seront une menace que si le droit des gens – de tous les gens – n'est pas respecté. L'émergence d'une conscience solidaire, au niveau de la communauté nationale comme à celui de la communauté des nations, est à ce *prix*. Cela *doit* l'emporter sur une conception frileuse de la raison d'Etat.

Nous ne pouvons qu'appeler, pour notre *pays* et pour l'Europe entière, un renversement de dynamique dans les mentalités, les pratiques et les lois. Au lieu de nous enfermer dans une attitude de défense égoïste des acquis, génératrice de peur et de divisions, prenons les risques et saisissons la chance d'une ouverture vers la richesse de ces hommes et de ces femmes avec lesquels nous sommes appelés à vivre. Nous pourrons alors gagner la bataille de l'*insertion* des uns et des autres dans la reconnaissance de l'interdépendance de nos avenirs.

► ***Le pasteur Jacques Maury est président de la CIMADE ; Geneviève Jacques est secrétaire générale de ce mouvement.***

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985).

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

ÉTRANGER

URSS : à la veille de la réunion du premier Parlement de Russie

M. Gorbatchev déclare illégale l'indépendance de l'Estonie et de la Lettonie

Des manifestations anti-indépendantistes étaient prévues, mardi 15 mai, dans les Républiques baltes, au lendemain du rejet, par deux décrets présidentiels de M. Gorbatchev lus à la télévision, des déclarations d'indépendance de l'Estonie et de la Lettonie, considérées comme *« nulles et non avenues »*: A Riga, des officiers anti-indépendantistes ont provoqué, lundi, des incidents devant le Parlement, un symptôme inquiétant à la veille de la réunion, mercredi, du Parlement de Russie et du conflit autour de la création d'un parti communiste russe.

Membre du bureau politique pendant vingt ans

Andreï Kirilenko est mort

Andreï Kirilenko, qui fut membre du bureau politique du PC soviétique de 1962 à 1982, est mort à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, annonce l'agence Tass. Sa notice nécrologique publiée mardi 15 mai par *la Pravda* porte la signature anonyme d'un « groupe de fonctionnaires de l'appareil du comité central ».

La chevelure blanche sagement rejetée en arrière, Andreï Kirilenko passa longtemps, à force d'avancer dans l'ombre des grands – Nikita Khrouchtchev d'abord, Leonid Brejnev ensuite – pour le type même du « brillant second ». Mais sa carrière, qui avait déjà connu quelques éclipses dans les années 60, en connut de plus graves à la fin.

Né en 1906, deux mois avant Leonid Brejnev, Andreï Kirilenko appartenait au « groupe de Dniepropetrovsk », formé à la fin des années 40 autour du futur secrétaire général de la *« stagnation »*. Après des études d'aéronautique à Rybinsk, sur la Volga, et une brève carrière d'ingénieur dans une usine de Zaporoje, il obtient en 1938 sa première promotion dans le parti (dont il était membre depuis 1931) en devenant secrétaire de district. Devenu secrétaire régional pendant la guerre, il succède par deux fois à Brejnev, en 1947, comme premier secrétaire de la région de Zaporoje, et en 1950 de celle de Dniepropetrovsk. Mais sa principale promotion se situe en 1962, lorsque, après avoir dirigé le parti à Sverdlovsk pendant sept ans, il devient membre de plein droit du présidium (bureau politique) du parti et premier adjoint de Khrouchtchev à la tête du bureau du comité central pour les affaires de Russie.

En tant que secrétaire du comité central à partir de 1966, il s'affirme peu à peu comme l'adjoint de Brejnev pour les affaires du parti, avec des compétences étendues. Alexeï Adjoubei raconte que c'est lui qui convoqua Khrouchtchev pour lui interdire d'écrire ses mémoires, ce qui valut une première crise cardiaque à l'ancien premier secrétaire déchu.

Cela dit, la succession de Brejnev tardant à s'ouvrir, de nouveaux « dauphins » apparurent : Konstantin Tchernenko, un client encore plus direct du secrétaire général, puis Iouri Andropov, le président du KGB. La mort de Souslov en janvier 1982 fut suivie de la promotion de ces deux hommes et d'une éclipse durable d'Andreï Kirilenko, qui payait ainsi l'inconvénient d'avoir été dauphin trop tôt. Au lendemain de la mort de Brejnev, il quittait, pour *« raisons de santé »* une direction dont il avait été membre pendant tout juste vingt ans.

Peu connu en Occident, Andreï Kirilenko avait pourtant assisté à plusieurs congrès de partis communistes étrangers, notamment celui du PC français en 1976.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Présentation du programme de réformes économiques

A moins d'un mois des élections libres, le gouvernement tchécoslovaque a présenté à la presse, lundi 14 mai, son programme économique, plusieurs fois reporté faute de consensus. Le programme a été présenté par M. Vaclav Vales, nommé le mois dernier vice-premier ministre en charge de l'économie, entouré de son équipe, favorable à un passage rapide aux mécanismes de marché et qui a toutes les chances de rester au gouvernement.

Le texte prévoit la présentation, en juin prochain au Parlement, d'un calendrier de réformes, dont seules les grandes lignes ont été données. Ce calendrier prévoit un marché libre de devises pour les entreprises au premier janvier 1991, date à laquelle les prix devront être totalement libres, les dotations à certains biens et services étant remplacées par des allocations aux familles.

La convertibilité externe de la couronne n'interviendra que *« bien plus tard »*, a précisé M. Vladimir Dlouhy, en charge du plan. Les entreprises d'Etat seront d'abord *« désétatisées »* et vendues par actions, l'appel au capital étranger et national pour les privatiser totalement n'intervenant que dans une seconde phase, l'Etat se réservant cependant des secteurs comme les transports et les postes.

La campagne électorale a en outre été agitée par des déclarations de l'ex-chef du PC de Prague, Miroslav Stepan, recueillies à sa demande dans sa prison par le quotidien *Lidové Noviny* et publiées lundi : il y rejoint l'hypothèse déjà avancée par une commission parlementaire (*le Monde* du 11 mai) selon laquelle la brutale répression policière du 17 novembre, qui fut le point de départ de la *« révolution de velours »*, a été planifiée par des courants au sein du PCT, en liaison avec le KGB soviétique. – *(AFP, UPI.)*

□ **Washington refuse de se prononcer sur la demande balte d'entrée à l'ONU et à la CSCE.** – Le porte-parole du département d'Etat, Mme Margaret Tutwiler, a déclaré lundi 14 mai, au lendemain de l'appel du nouveau Conseil de la Baltique, que *« l'intérêt des trois Etats à participer aux Nations unies et à la CSCE reflète la volonté populaire d'une plus grande autonomie et une reconnaissance internationale des peuples baltes »*, en soulignant qu'il revenait à ces institutions de traiter de cette affaire. – *(AFP.)*

Bucarest la menteuse

Suite de la première page

La Roumanie n'est ni la Hongrie, ni la Tchécoslovaquie, ni la Pologne ; la mémoire démocratique y fait défaut tout comme la mémoire industrielle ; la misère y est trop grande et la dictature y a été trop folle pour qu'une vraie rupture avec le passé soit possible à court terme.

M. Iliescu, qui aime se présenter comme un résistant à Ceausescu depuis 1971, en sait quelque chose.

Jouant tour à tour sur l'anti-intellectualisme, le nationalisme et la xénophobie ambiante (ses deux adversaires des partis « historiques » à l'élection présidentielle reviennent d'un exil de près de vingt ans dans le cas de M. Radu Campeanu, de près de cinquante ans dans le cas de M. Ion Ratiu), il a réussi à s'imposer comme le « chef » naturel du pays sinon encore comme le père. Le fait qu'il contrôle un appareil d'Etat resté lui-même – notamment la télévision, – nonobstant un ravalement de façade et l'appareil de l'ancien Parti communiste théoriquement disparu, l'a considérablement aidé.

Pour le reste, il joue sur la peur panique des lendemains qui habite les Roumains : peur de la privatisation, présentée comme un bradage au bénéfice de l'étranger, peur du chômage, peur de l'inflation, peur de l'inconnu. L'exploitation de ces craintes est infiniment plus présente dans ses derniers discours que les appels au changement, quitte à se démarquer du discours plus ouvert d'un Petre Roman, le sémillant premier ministre qu'il a « donné » à la Roumanie (et à l'Occident).

Rumeurs et diffamation

Quelques augmentations de salaires et l'achat à l'étranger de différents produits alimentaires hier introuvables – Ah ! la fonction électorale des oranges et des bananes ! – ont fini de persuader le Roumain moyen que le mieux était d'éviter l'aventure. A tout cela, il faut enfin ajouter une bonne dose de rumeurs et d'accusations infondées destinées à discréditer l'adversaire politique : tel ou tel serait financé par d'anciens de la Garde de fer, réfugiés au Canada ; tel autre contrôlerait des maisons de tolérance en Occident ; celui-ci ne serait qu'un violeur, déguisé en démocrate, etc... Chaque jour charrie de nouvelles calomnies anonymes, impossibles à effacer dans ce pays du mensonge déconcertant.

Chaque jour, aussi, est marqué par des violences dont surtout les hommes de l'opposition sont victimes. Les partis démocratiques affirment que deux des leurs ont été tués, mais ils sont incapables d'en fournir les identités. Il n'en demeure pas moins que le climat est lourd, surtout en province, où la plupart des petits chefs d'hier sont toujours en fonction.

Comme à Bucarest, d'ailleurs, où la présence de centaines de journalistes occidentaux contraint les autorités à adopter un profil courtois et coopératif tant que les questions ne sont pas trop pointues.

Laxisme ou réconciliation nationale

Difficile, cependant, d'obtenir un organigramme du gouvernement et de la haute administration, car il indiquerait clairement que les hommes nouveaux ne se comptent que par dizaines (un seul exemple « vécu » : le responsable du ministère des affaires étrangères, qui a refusé pendant des années tout visa aux collaborateurs du *Monde* et de beaucoup d'autres journaux, est toujours en place...) .

Impossible également d'obtenir une liste exhaustive des responsables politiques de l'ère Ceaucescu poursuivis pour leurs méfaits. De source officielle, on précise seulement qu'une quarantaine de membres du Comité central font l'objet d'une enquête.

C'est peu, mais la situation est encore plus glauque en ce qui concerne les membres de la Securitate : quelques dizaines seulement ont été jugés et condamnés pour participation à ce que les officiels s'entêtent à appeler avec emphase le « génocide » de décembre, et quatre à cinq cents seraient dans l'attente d'une décision du parquet. La grande majorité cependant est en liberté, et de, l'aveu même des autorités aucun membre de la sinistre police politique n'est poursuivi au titre des activités criminelles menées depuis des dizaines d'années. Parler, dans ces conditions, comme le fait M. Roman, de *« rupture avec le passé »* est pour le moins exagéré.

M. Iliescu, lui, justifie ce laxisme par la nécessité de promouvoir la *réconciliation nationale »*, ce qui est, il est vrai, compréhensible de la part d'un homme qui fut certes en délicatesse avec Ceausescu à partir de 1971, mais qui continua, longtemps après, à occuper des fonctions importantes de proconsul du Parti en province.

Ce sombre tableau explique pourquoi M. Iliescu et ses amis ne cachent pas leur certitude de l'emporter, haut la main, dimanche prochain. Ils connaissent mieux que quiconque la profonde lassitude et leur résignation des Roumains soigneusement entretenue par une église orthodoxe qui a collaboré sans vergogne avec Ceausescu, et qui vient d'ailleurs de remettre à sa tête le patriarche Teoctist, un moment écarté après la chute du dictateur).

Il savent aussi que l'opposition a été incapable de promouvoir un dirigeant tant soit peu charismatique, qu'elle est profondément handicapée par le retour des partis « historiques » inconnus des jeunes générations et qu'elle est aussi divisée sur la question particulièrement sensible de la minorité hongroise.

Le seul risque, finalement, pour le Front de salut national, eût été le retour du roi Michel. Non que sa popularité soit avérée. Mais sa venue aurait représenté une inconnue dans un pays qui se cherche inconsciemment un « père ». C'était là un risque mineur, que M. Iliescu n'a pas voulu prendre. La porte a donc été claquée au nez du souverain sans couronne et c'est sans complexe, sourire aux lèvres, que le président intérimaire Iliescu considérait son élection comme acquise, au cours d'une conférence de presse donnée samedi dernier à Bucarest. *Les gens sont fatigués de toute cette instabilité et ce n'est pas ma faute si l'opposition manque de souffle. Mais si deux coureurs sur trois s'effondrent dans une compétition, le troisième n'en est pas moins déclaré vainqueur »*, affirmait-il après avoir considéré que ce n'était pas *le moment »* de dire s'il est toujours marxiste ou social-démocrate.

Par sa métaphore sportive, M. Iliescu reconnaissait la triste réalité du moment : le combat pour la démocratisation de la Roumanie sera loin d'être gagné dimanche prochain.

JACQUES AMALRIC

Incidents autour de la place de l'Université

Des manifestants anti gouvernementaux ont bloqué l'accès au ministère roumain de l'agriculture, lundi 14 mai à Bucarest, pendant plusieurs heures avant se disperser dans le calme. Venus de la place de l'Université qui fait face au ministère, les contestataires affirmaient que trois de leurs camarades étaient retenus à l'intérieur du bâtiment officiel. Ils pourchassaient un inconnu, accusé d'avoir agressé un des grévistes de la faim sur la grande place occupée depuis plus de trois semaines par les opposants.

L'incident est révélateur d'une certaine tension depuis l'ultimatum du président Ion Iliescu demandant aux contestataires de quitter la place alors qu'une amorce de dialogue, attendue lundi, entre le président intérimaire et les opposants ne s'était pas matérialisée.

Le chef de la police de Bucarest, le général Dumitru Bitlan, a affirmé que personne n'avait été retenu dans les locaux du ministère et que ses services ignoraient l'identité de l'individu qui aurait agressé un gréviste de la faim.

Les manifestants craignaient que l'incident fût utilisé pour justifier une intervention des forces de l'ordre contre leur mouvement. Le président Ion Iliescu a donné jusqu'à vendredi aux contestataires pour évacuer la place.

De leur côté les principaux partis d'opposition ont déclaré qu'ils ne se retireraient pas de la course électorale malgré les entraves à leur campagne. *« Par sens de la responsabilité et afin d'empêcher la dérive vers le totalitarisme »* au sein de la future assemblée constituante, les partis disent maintenir leur candidature aux élections de dimanche prochain. Cette décision a été annoncée dans un communiqué après une réunion, lundi, des partis national-libéral, national-paysan et social-démocrate. – *(AFP.)*

□ **POLOGNE : création de M. Radio.** – Un protocole d'accord a été signé entre la radio nationale polonaise, l'association des scouts de Pologne et la société B-Com de M. Pierre Bellanger (président de Skyrock) en vue de la création d'une radio nationale en Pologne. Une société d'économie mixte réunissant à parité les trois partenaires va se porter candidate à l'obtention d'une fréquence dès que la loi abolissant le monopole d'Etat sur les ondes – actuellement en discussion à la Diète – aura été votée. Appelée M. Radio – comme la station lancée prochainement par B-Com à Moscou – la radio sera musicale, de langue polonaise et destinée plus particulièrement aux jeunes. Emettant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, elle escompte des ressources provenant de la publicité internationale et locale ainsi que de petites annonces.

GRANDE-BRETAGNE : nouvel attentat de l'IRA à Londres

Sept personnes blessées par l'explosion d'une bombe dans une école militaire

Sept personnes ont été blessées, dont une grièvement, par l'explosion d'une bombe, lundi 14 mai, dans une école militaire de la banlieue sud-est de Londres. L'Armée républicaine irlandaise (IRA), l'organisation clandestine qui combat par la violence la présence britannique en Irlande du Nord, a revendiqué l'attentat lundi soir dans un communiqué diffusé à Dublin.

LONDRES

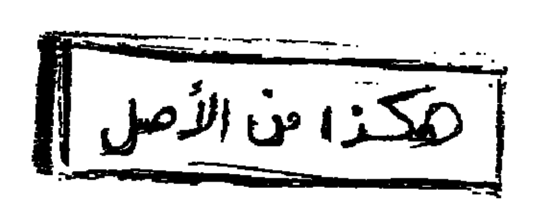
de notre correspondant

Environ 10 kilos de Semtex, un explosif fabriqué en Tchécoslovaquie et très difficile à détecter, avaient été enterrés dans une plate-bande devant l'école militaire d'Eltham. Ce type d'attentat, qui consiste à enterrer un puissant explosif muni d'une minuterie, avait été très rarement employé jusqu'ici en Grande-Bretagne même, alors qu'il est fréquent en Irlande du Nord.

L'école d'Eltham est par excellence une de ces « cibles faciles » auxquelles l'IRA s'est attaquée en priorité en Grande-Bretagne depuis quelques mois. Il s'agit d'un simple bâtiment non clôturé, au milieu d'une banlieue prospère, dont la surveillance est confiée à des civils sans armes. Les autorités estiment que la décision récente de recouvrir les vitres de l'école de feuilles de matière plastique transparente destinées à éviter les éclats en cas d'explosion, a probablement sauvé des vies.

Ce nouvel attentat a ravivé la polémique sur la protection des établissements militaires. Pour des raisons d'économie, le ministère de la défense confie de plus en plus à des agences civiles privées la sécurité de certaines installations jugées d'importance secondaire. C'était notamment le cas pour l'école de fanfare de la marine, à Deal, dans le Kent, où un attentat de l'IRA a fait onze morts en septembre dernier.

DOMINIQUE DHOMBRES



هكذا من الأصل

EUROPE

RFA : les entretiens Kohl-de Maizière à Berlin-Ouest

Les chrétiens-démocrates et les libéraux seraient favorables à l'élection rapide d'un parlement allemand unique

Aiguillonnés par leur défaite de dimanche lors des élections de Basse-Saxe et de Rhénanie du Nord-Westphalie, les partis conservateurs ouest-allemands paraissent décidés à prendre le taureau par les cornes pour accélérer le rythme de l'unification allemande. Bien que leur échec ait été en grande partie attribué à l'inquiétude suscitée dans l'électorat par le coût de cette unification, le chancelier Kohl et ses amis politiques ont fait savoir lundi 14 mai qu'ils envisageaient désormais l'élection, le plus vite possible, d'un parlement allemand unique.

BERLIN-OUEST

de notre envoyé spécial

Les conversations que le chancelier Kohl a eues lundi soir 14 mai à Berlin-Ouest avec le premier ministre est-allemand, M. Lothar de Maizière, n'ont sans doute pas été une partie de plaisir pour ce dernier. Commencée en début de soirée, la rencontre s'est prolongée tard dans la nuit sans que l'on sache exactement sur quoi elle a abouti. Avant même que la discussion ne soit terminée sur le projet de traité sur l'union monétaire et économique entre les deux Allemagnes, on prêtait au chancelier l'intention de soumettre à son homologue de RDA quelques idées précises sur la marche à suivre des prochains mois.

Jusqu'a présent, le chef du gouvernement de Bonnparaissait s'en tenir au maintien au 2 décembre des élections législatives prévues en RFA et à un rendez vous vers la fin de l'année prochaine pour l'organisation d'élections conjointes dans les deux Allemagnes. A l'issue d'une réunion des instances dirigeantes du Parti chrétien-démocrate, il a cependant indiqué lundi, avant de partir pour Berlin, que l'on verrait *« très prochainement »* si le rendez-vous du 2 décembre pouvait être lié à des élections en RDA.

Fervent partisan de cette accélération du calendrier, le président du Parti libéral (FDP), le comte Otto Lambsdorff, avait remis le sujet sur le tapis dès dimanche soir en exigeant que le principe et la date de ces élections soient fixés dans le traité sur l'union économique et monétaire qui doit entrer en vigueur début juillet .

En RDA, cette éventualité est loin d'être mûre. En public, M. de Maizière s'est toujours refusé de se laisser entraîner sur ce terrain. Le chef du groupe parlementaire socialiste est-allemand, M Richard Schröeder, a déclaré dimanche qu'après la mise en place de l'union économique et monétaire, il n'était pas question de se laisser presser par le temps . L'approbation du Parti social-démocrate - principal partenaire de la CDU dans la coalition au pouvoir à Berlin-Est - est indispensable, à l'Est comme à l'Ouest, pour décider d'un tel scrutin, qui suppose notamment une accélération du processus de la reconstituion des lander est-allemands.

Au cours d'une brève conférence de presse organisée sur le perron de la villa où ils se rencontraient, le chancelier Kohl et M. de Maizière ont démenti que la fixation d'une date ait joué un rôle dans leurs discussions. M. de Maizière a indiqué qu'une telle décision n'appartenait pas qu'à lui. Le chancelier a néanmoins suggéré que la question pourrait être a l'ordre du jour une fois l'union économique et monétaire réglée. *« Ensuite, plus tard, nous pourrons parler des prochaines étapes et de rendez vous électoraux »*, a-t-il dit

Nouvelles discussions sur le Traité d'Etat

Après les élections de dimanche, il était à prévoir, que le chancelier Kohl soumette son interlocuteur à de fortes pressions pour en terminer avec les discussions sur le Traité d'État en cours de négociation. Il n'en a rien laissé paraître, se montrant au contraire ostensiblement tout miel, se réjouissant avec insistance de l'atmosphère des discussions. La question est passée au second plan, le chancelier Kohl et M. de Maizière minimisant les points de divergences subsistants, notamment sur le volet social du traité.

C'est à leurs ministres des finances, qui se sont rencontrés eux aussi en fin d'après midi, qu'il était revenu de discuter en détail du projet de traité mis au point pendant le week-end par les experts des deux gouvernements pour régler les problèmes encore en suspens. Au cours d'une conférence de presse, le ministre est-allemand, le social démocrate Walter Romberg. a insisté sur l'importance de minimiser le coût social de l'union économique et monétaire. Son homologue ouest-allemand, M Theo Waigel, a mis l'accent au contraire sur la nécessité de tout faire pour assurer un flot d'investissements dans le pays. Une nouvelle session de travail est prévue pour jeudi à Bonn pour régler le problème du financement du budget est-allemand après la mise en place de l'union.

Abandons de souveraineté

Le projet de traité a été rendu public lundi soir par les agences de presse des deux Allemagnes. Il n'y a pas eu de surprise. Le texte confirme que la RDA accepte d'importants abandons de souveraineté au profit de la RFA en matière monétaire et budgétaire. Le gouvernement est-allemand ne pourra notamment pas prendre de nouveaux emprunts sans demander son avis à Bonn et sera soumis au strict contrôle de la Bundesbank. Il est également prévu que la RDA pourra prendre des mesures protectrices pour permettre la restructuration de son industrie et de son agriculture, mais seulement pendant une période limitée. En matière de protection sociale, qui fait l'objet de désaccord à propos de la période transitoire, il est prévu que la RDA s'alignera peu à peu d'une manière générale sur le régime ouest-allemand.

HENRI DE BRESSON

DIPLOMATIE

La visite à Moscou du secrétaire d'Etat James Baker

Le sommet américano-soviétique de Washington s'annonce difficile

Des espoirs d'accord Start sur les armements stratégiques révisés en baisse, beaucoup de perplexité sur la situation en URSS et l'attitude de M. Gorbatchev, et une prise de conscience que le problème lituanien ne peut être ignoré : à deux semaines du prochain sommet américano soviétique de Washington, les responsables américains paraissent se préparer à une rencontre difficile et vraisemblablement à des résultats beaucoup plus modestes que ceux qu'on envisageait après les entretiens de Malte entre MM. Bush et Gorbatchev.

WASHINGTON

de notre correspondant

La visite du secrétaire d'Etat James Baker à Moscou, à partir du mercredi 16 mai, -dernière étape prévue de la préparation du sommet- peut encore modifier les données de la situation : mais à moins d'un revirement soudain et peu probable de l'attitude des Soviétiques, les perspectives devraient rester plutôt grises.

Ce qui devait être l'objet majeur du sommet, -un accord de principe sur un traité « Start » prévoyant la réduction de moitié des armements stratégiques des deux grands- ne semble plus vraiment à portée de la main, depuis que les Soviétiques ont fait machine arrière sur un certain nombre de questions qui semblaient avoir été réglées (aussi bien d'ailleurs sur les Start que sur les armements conventionnels). Bien sûr, il n'avait jamais été vraiment question de signer un traité Start au sommet de Washington, mais seulement de constater que l'accord était réalisé dans ses grandes lignes : même cela semble désormais difficile, à moins de percée de dernière minute, en particulier sur les missiles de croisière lancés depuis la mer (SLCM) ou l'air (ALCM) .

Le sommet de Washington aurait aussi dû être l'occasion de « normaliser » les relations économiques soviéto-américaines, essentiellement par l'attribution à l'URSS de la clause de la nation la plus favorisée en matière d'échanges commerciaux . Les négociations menées à ce sujet à Paris ont donné de bons résultats, mais la Maison Blanche semble avoir décidé qu'il était politiquement impossible, dans les circonstances présentes, de consentir ce « cadeau » aux Soviétiques. En dépit de l'extrême compréhension manifestée par M. Bush à l'égard de l'URSS dans l'affaire lituanienne, les responsables américains paraissent désormais convaincus qu'il faut à présent marquer certaines limites, faute de quoi le Congrès refuserait de suivre. Et c'est à présent l'administration elle-même qui tient à faire comprendre à M. Gorbatchev que s'il persiste à refuser le dialogue avec les Lituaniens, il n'obtiendra pas les accords économiques attendus.

La fin des grandes espérances

Peut-on au moins s'attendre à un résultat sur l'Afghanistan, puisque diverses sources, en particulier aux Nations Unies, affirment que Soviétiques et Américains sont tout près d'un accord ? Les responsables de l'administration américaine semblent moins optimistes, du moins pour l'avenir immédiat. Sans doute, indique-t-on à la Maison Blanche, quelques avancées ont été réalisées qui permettent d'espérer l'esquisse d'une solution « à la nicaraguayenne », c'est à dire un transfert du pouvoir à la suite d'élections. Mais, ajoute-t-on, on n'en est pas encore là, et les Soviétiques ne semblent pas éprouver le besoin de trouver d'urgence une solution.

Reste la possibilité, assez réelle celle-là, d'un accord sur le désarmement chimique. Les Américains ont avancé récemment de nouvelles propositions -auxquelles l'URSS n'a pas encore répondu- mais avant même ces propositions, certains spécialistes soviétiques avaient laissé entendre qu'un accord serait réalisé à Washington. Même si c'est le cas, ce résultat risque de paraître un peu maigre... A Washington, le temps n'est plus aux grandes espérances. Il est plutôt aux grandes interrogations, à une perplexité croissante sur l'avenir, non pas tant des relations américano-soviétiques que de l'URSS elle-même, et naturellement de M. Gorbatchev. .. -

L'administration, principalement par la bouche du président Bush, a clairement exposé les principes de la politique américaine : quelles que soient les difficultés rencontrées par M. Gorbatchev, et même si parfois son comportement étonne ou déçoit, les Etats Unis restent déterminés à appuyer ses efforts, et en tous cas à éviter de lui compliquer la tâche . Il reste, pour les responsables américains, le moteur des transformations de l'URSS, même si ce moteur donne des signes de fatigue. L'hypothèse que Gorbatchev puisse devenir un obstacle à la réforme à laquelle on l'identifie n'est toujours pas envisagée.

Mais pour le reste, la plus grande incertitude semble régner. Le récent « durcissement » des positions soviétiques s'explique-t-il par les pressions auxquelles serait soumis M. Gorbatchev, ou bien s'agit-il plus simplement d'une classique manoeuvre d'avant sommet, guère différente de ce qui s'était passé avant chacune des précédentes rencontres soviéto-américaines ? Récemment (*le Monde* du 5 mai), M. Bush lui-même a paru accréditer l'idée que le secrétaire général serait poussé sur des positions plus dures par la hiérarchie militaire soviétique, voire menacé d'une « résurgence du militarisme ». Mais dans le même temps certains de ses plus proches collaborateurs évoquent cette hypothèse avec beaucoup de scepticisme, et excluent que le pouvoir de M. Gorbatchev soit le moins du monde en danger. Ce qui ne les empêche pas de constater que l'URSS risque de se retrouver sous peu en plein chaos, de redouter l'instabilité qui pourrait en résulter, et même de s'interroger à haute voix sur des scénarios aussi inquiétants qu'un relâchement du contrôle du pouvoir politique sur les forces stratégiques soviétiques...

En somme, la fascination et l'enthousiasme sont en train de laisser place à l'inquiétude, M. Bush s'exprimant même parfois comme s'il craignait que tous les acquis de l'année écoulée puissent être remis en cause, y compris l'indépendance nouvelle des pays de l'Est. Cette inquiétude, réelle ou feinte, est une raison supplémentaire pour tenter d'obtenir au plus vite des résultats sur l'essentiel. C'est à dire, pour Washington, sur l'appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN.

Mais cette inquiétude est avant tout celle de l'incertitude, devant un pays resté très « opaque », et devenu désormais imprévisible, et devant un homme qu'on n'est toujours pas très sûr de bien connaître. Comme s'il prenait un malin plaisir à ajouter un peu plus à la confusion, M. Gorbatchev vient, contre toute attente, de faire savoir à la Maison Blanche qu'il comptait poursuivre son séjour aux Etats-Unis par un déplacement à Minneapolis, puis en Californie, où il souhaiterait rencontrer l'ancien président Reagan ... Un projet hautement « médiatique » dont, sans nul doute, l'administration Bush se serait fort bien passée.

JAN KRAUZE

□ **Retrouvailles soviéto-égyptiennes à Moscou.** – Le président Moubarak est arrivé, lundi 14 mai, à Moscou et a été immédiatement reçu par M. Gorbatchev, pour la première visite en URSS d'un président égyptien depuis dix-huit ans. Cette visite constitue *« l'aboutissement de la normalisation des relations et tire un trait sur l'état anormal de ces relations qui a existé pendant un certain temps »*, a déclaré M. Vladimir Vinogradov, ancien ambassadeur en Egypte et ministre des affaires étrangères de la République fédérée de Russie. Rompues par le président Sadate en septembre 1981, les relations diplomatiques entre les deux pays avaient formellement repris en 1984. – *(AFP.)*

□ **L'Iran a répondu à une offre irakienne de pourparlers.** – Un échange de messages direct s'est instauré entre l'Irak et l'Iran après l'envoi, par Bagdad, d'une lettre à M. Rafsandjani dans laquelle le président Saddam Hussein aurait proposé la tenue d'un sommet entre les deux pays. *« Le premier geste est à l'initiative de Bagdad, et il y a eu ensuite une réponse de Téhéran »*, a déclaré, lundi 14 mai, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, après avoir rencontré à Rome le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar. *« L'échange de lettres était officiel. Nous considérons qu'il s'agit d'un développement positif »*, a-t-il ajouté. – *(Reuter.)*

Les Etats-Unis et l'Iran ont signé un accord réglant une partie de leur contentieux

Les Etats-Unis et l'Iran ont signé un accord réglant près de trois mille cas litigieux formant une partie de leur contentieux financier né de la révolution islamique de 1979, a-t-on indiqué, lundi 14 mai, de source diplomatique à La Haye, où siège le tribunal arbitral chargé de ce contenieux.

Aux termes de cet accord, l'Iran versera aux Etats-Unis 105 millions de dollars, concernant 2 750 plaintes américaines, dont la plupart sont de « petites réclamations ». La conclusion de cet accord – qui n'avait pas encore été signé – avait été annoncée mercredi dernier à Washington et à Téhéran, dix jours après la libération de deux Américains, Robert Polhill et Frank Reed, retenus en otage pendant quelque trois ans par des groupes terroristes pro-iraniens (*le Monde* du 11 mai). Il reste six otages américains au Liban, tandis que l'essentiel du contentieux irano-américain portant sur plusieurs milliards de dollars n'a toujours pas été réglé. – *(Reuter, AP.)*

AFRIQUE

ALGÉRIE
Chahut pour un couplet manquant

ALGER

de notre correspondant

De vifs remous ont accompagné, lundi 14 mai, l'ouverture de la session de printemps de l'Assemblée nationale populaire, dont la première séance était consacrée à la constitution d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur l'« affaire des 26 milliards de dollars » de pots-de-vin (*le Monde* des 3 et 13 avril.)

Ce n'est pourtant pas ce sujet qui a soulevé l'émoi dans l'hémicycle mais le cérémonial d'ouverture. Pour la première fois, en effet, les parlementaires ont entamé leurs travaux par la lecture de la Fatiha, prière musulmane, suivie de l'hymne national *Kassaman*. Mais il manquait à ce chant le couplet où la France coloniale est rudement apostrophée, prévenue que *« le temps des regrets est révolu »* et que *« le moment de dresser les comptes est arrivé »*. Cela a aussitôt déclenché un beau tollé. M. Rabah Bitat, président de l'Assemblée, n'a pu que rejeter la responsabilité de l'incident sur la radio, qui avait fourni une cassette amputée du couplet manquant.

La suppression de ce passage anti-français a parfois été suggérée par des responsables algériens, mais la proposition a toujours soulevé l'opposition d'une partie de l'opinion prompte à y voir une nouvelle concession à ce *« parti de la France »* si souvent stigmatisé à Alger.

G. M

□ **Seize morts pour un alcool frelaté.** – La consommation d'un alcool frelaté à Sfisef, prés de Sidi-Bel-Abbes, dans l'Ouest algérien, a fait seize morts depuis dimanche 13 mai. Parmi la soixantaine de personnes en traitement, quatre sont dans un état comateux. Le wali (préfet) de Sidi-Bel-Abbes, a lancé un appel à la population la mettant en garde contre la consommation de cette boisson qui, selon les analyses, contient 18,75 % de méthanol, alors que la quantité fatale oscille entre 15 et 20 %. – *(AFP.)*

□ **MADAGASCAR : cinq morts et vingt blessés dans la tentative de coup d'Etat.** – Le coup d'Etat manqué, dimanche 13 mai, a fait cinq morts et vingt blessés selon des sources médicales malgaches. Mais on ignorait si les victimes étaient des putschistes qui avaient investi à l'aube le bâtiment de la radio nationale et pris en otage des journalistes et des techniciens avant d'être maîtrisés. Le ministre de l'information, M. Jean-Claude Rahaga, a indiqué que treize personnes ont été arrêtées et a précisé que deux des auteurs de la tentative, Joma Ernest et Jean-Jacques Rafalimanana, avaient déjà été impliqués, en juillet dernier, dans un incident similaire au cours duquel six hommes s'étaient également emparés de la radio pour lancer un appel en faveur d'un changement de régime. – *(Reuter.)*

□ **AFRIQUE DU SUD : prochaine tournée de M. Mandela aux Etats-Unis.** – Le vice-président de l'ANC (Congrès national africain) arrivera aux Etats-Unis le 20 juin pour une visite dans six villes américaines au cours de laquelle il sera reçu à la Maison Blanche par le président George Bush. A son passage à Washington, Nelson Mandela aura l'honneur rare de parler devant les deux chambres du Congrès réunies. A New-York, le leader noir aura droit à une parade triomphale. Le président sud-africain Frederik De Klerk sera pratiquement au même moment aux Etats-Unis puisque, selon des sources sud-africaines, il doit être reçu le 18 juin par M. Bush. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

ISRAEL : condamné à mort pour crimes contre l'humanité
« Ivan le terrible » en appel

Au moment où les autorités dénoncent une vague d'antisémitisme renaissant en Europe, la cour suprême d'Israel s'apprête à statuer, en appel, sur la sentence de mort prononcée contre John Demjanjuk, le 25 avril 1988, par un tribunal spécial réuni à Jérusalem. A l'unanimité, les juges avaient été alors décidé que cet Ukrainien, extradé des Etats-Unis où il s'était réfugié après la guerre, était bien celui que l'on appelait « Ivan le terrible » bourreau de Treblinka, où les nazis exterminèrent plus de 850 000 juifs.

JERUSALEM

de notre correspondant

Commencé alors que se répandait le poison des thèses révisionnistes niant la réalité des camps de la mort, le procès avait duré près de quatorze mois. Il se déroula au fil d'insoutenables témoignages sur les sévices infligés à nombre de femmes et d'enfants de Treblinka. Auxiliaire des SS, *« Ivan le terrible »* était chargé de mettre en marche les moteurs des chambres à gaz et, à la porte de ces lieux, donna libre cours à son sadisme : assassinats, tortures, viols.

Si la Cour confirme le jugement du tribunal, John Demjanjuk risque la pendaison, sauf à bénéficier de la grâce présidentielle. Il a quitté, lundi 14 mai, sa cellule de la prison d'Ayalon, près de Tel Aviv, pour assister à la première audience de l'appel. Les séances ont lieu, à Jerusalem, au siège de la Cour suprême, devant un parterre restreint, et non plus au palais des congrès, théâtre du premier procès, tenu devant un public nombreux et retransmis en direct à la radio. La défense, assurée par l'Israélien Yoram Sheftel, *a* souligné que son client avait *été* jugé par des magistrats « sous *influence* », c'est-à-dire *« dans une atmosphère de lynchage et un climat d'hystérie »* entretenu par la presse et la classe politique.

Me Sheftel a repris son argumentation d'il y a deux ans : erreur sur la personne. John Demjanjuk n'est pas *« Ivan le terrible »*, dit-il. A l'époque où ce bourreau sévissait à Tréblinka, Demjanjuk était encore prisonnier des Allemands qui l'avaient capturé sur le front de Crimée, alors qu'il servait dans l'Armée rouge, où il avait été enrôlé au début de la guerre. Me Sheftel repousse les éléments de dossier transmis par les Etats-Unis et l'Union soviétique. Il conteste la validité de témoignages recueillis, cinquante ans plus tard, auprès de rescapés de Treblinka. Il réfute l'authenticité d'une pièce essentielle, fournie par le KGB, qu'il prétend être un faux : une carte d'auxiliaire des SS portant la photo et la signature de l'accusé.

L'accusation, menée par le procureur Michael Shaked, avance que John Demjanjuk n'a jamais été capable de fournir le moindre détail sur sa détention durant la guerre, qu'il a fait preuve d'embarrassants trous de mémoire, qu'il s'est embrouillé dans nombre de déclarations contradictoires et qu'il a bel et bien été reconnu par des hommes et des femmes n'ayant aucune raison d'avoir oublié le visage d' *« Ivan le terrible »*.

Le débat doit durer plusieurs semaines avant que la cour ne délibère et ne prenne une décision définitive dans le premier des grands procès pour crimes contre l'humanité organisé en Israël depuis celui d'Adolf Eichman, pendu il y a près d'un quart de siècle.

ALAIN FRACHON

□ **Le rabbin Moshe Levinger est escorté en triomphe jusqu'en prison.** – Des colons juifs de Cisjordanie ont salué en héros, lundi 14 mai, le rabbin extrémiste Moshe Levinger, cinquante-quatre ans, qui partait purger une peine de cinq mois de prison pour avoir tué, au début de l'intifada, un commerçant arabe après que des Palestiniens eurent lapidé sa voiture. – *(Reuter.)*

JORDANIE : près du pont Hussein sur le Jourdain
Incidents lors d'une manifestation pro-palestinienne

AMMAN

de notre envoyée spéciale

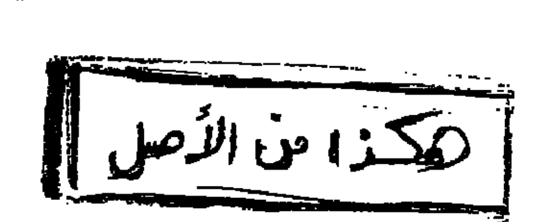
« L'émigration des juifs soviétiques, une déclaration de guerre à la nation arabe » ; *« Oui à l'État palestinien sous la direction de l'OLP, oui au droit au retour »* : la marche de la paix, la première du genre depuis la guerre de six jours en 1967, a rassemblé, lundi 14 mai, environ vingt mille personnes en Jordanie, à 1 kilomètre du pont Hussein (anciennement pont Allenby), principale voie de passage vers la Cisjordanie occupée.

Venus d'Amman et de ses environs, les manifestants – Palestiniens et jeunes pour la plupart – ont répondu en nombre à l'appel des syndicats de Jordanie et d'autres pays arabes, vite dépassés, dans leur volonté d'organiser une marche pacifique, par des centaines de personnes qui ont tenté, à plusieurs reprises, de gagner le pont gardé à une extrémité par l'armée jordanienne et à l'autre par les soldats israéliens.

Aux cris de *« Allah akbar ! »* (Dieu est grand), brandissant des drapeaux jordaniens et palestiniens, ces jeunes ont submergé un service d'ordre policier très souple, bientôt aidé par l'armée déployée sur les collines de sable environnantes, pour se ruer en direction du pont. Les appels au calme, lancés par les organisateurs *« au nom de la Palestine et du sang des martyrs »*, les tentatives répétées de M. Taher Masri, président de la commission des affaires étrangères du Parlement jordanien et ancien ministre, n'y ont rien fait. Seule l'intervention de la police anti-émeutes – une trentaine d'hommes qui ont fait usage de gaz lacrymogènes – a réussi à stopper leur avance, à moins de 500 mètres du pont. Incommodés par les gaz, une soixantaine de personnes ont dû recevoir des soins à l'hôpital.

Le succès de cette manifestation est d'autant plus à souligner que les Frères musulmans avaient rappelé, dimanche, dans une conférence de presse à Amman, leur opposition à une telle marche, réitérant *« leur appel à la guerre sainte pour libérer toute la Palestine »*. *« Comment pouvons-nous participer à une marche qui appelle à un petit État palestinien à côté de l'entité sioniste ? »*, avait notamment déclaré M. Abdoul Latif Arabiyad, député et porte-parole des islamistes à l'Assemblée jordanienne.

FRANCOISE CHIPAUX



هكذا من الأصل

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : devant la multiplication des incidents

Le maire de New-York lance un appel à l'« unité raciale »

New-York fait face depuis quelques jours à une poussée de tension raciale. Les affrontements entre Blancs et Noirs dans les quartiers pauvres étaient déjà devenus une banalité ; il faut désormais ajouter à cette violence les heurts entre Afro-Américains et membres de la communauté hispanique ainsi qu'une nouvelle forme de racisme visant la communauté asiatique.

NEW-YORK

de notre correspondant

La situation créée par cette multiplication des incidents inquiète David Dinkins, le premier maire noir de la ville, élu en novembre dernier sur un programme de *« réconciliation raciale »*, qui subit en ce moment son premier véritable test politique.

Pour l'instant, l'essentiel de ses soucis provient de Brooklyn, l'une des cinq circonscriptions de New-York. C'est là, dans le quartier de Bensonhurst, que le 23 août dernier a éclaté la principale « affaire » : ce jour-là, quatre adolescents noirs s'emploient à regarder sous toutes les coutures une voiture d'occasion qu'ils ont l'intention d'acheter, quand ils se retrouvent brusquement entourés par plus d'une vingtaine de jeunes Blancs de leur âge armés de battes de base-ball. Que s'est-il passé exactement ? L'enquête aura bien du mal à l'établir. Des invectives on passe aux coups, et l'un des assaillants sort un pistolet. Yusuf Hawkins, seize ans, s'effondre, mortellement blessé. Ce sont deux de ses attaquants qui comparaissent en ce moment devant la cour suprême de Brooklyn.

« Cette ville malade de sa violence »

Pour les centaines de Noirs qui, chaque jour, font le siège du tribunal, allant jusqu'à tenter de brûler un drapeau américain, il ne fait pas de doute que Keith Mondello et Joseph Fama sont coupables. Et qu'il s'agit d'un crime raciste, pas d'un banal règlement de comptes. A l'intérieur, les deux jurys chargés de répondre par oui ou par non aux accusations d'homicide involontaire ou d'assassinat, siègent sous la pression de la rue et des médias. En fin de semaine, ils n'étaient toujours pas parvenus à se faire une opinion, et le président du tribunal est intervenu pour les inciter à reprendre les délibérations tandis que, dehors, la communauté italienne s'en prenait vivement aux manifestants noirs.

Dans un autre quartier populaire de Brooklyn, à Flatbush, la tension est brusquement montée en milieu de semaine devant la Red Apple (la pomme rouge), une épicerie tenue par des Coréens et qui, depuis de longs mois, fait l'objet d'un boycottage de la part de la communauté noire. Celle-ci reproche au personnel de la boutique d'avoir frappé une jeune Haïtienne, Giselaine Fetissainte, accusée – à tort, selon elle – d'avoir volé quelques produits. Le blocus est efficace. Le propriétaire de l'une des mille cinq cents épiceries coréennes implantées à New-York, a vu son chiffre d'affaires quotidien se réduire à une poignée de billets verts, contre plus de trois mille dollars par jour avant l'incident. Une autre épicerie coréenne, Church Fruits, située dans le même quartier, fait aussi l'objet du ressentiment des protestataires noirs qui, tenus à distance par d'imposantes forces de police, prêtent une oreille attentive aux propos enflammés de Sonny Carson, un meneur noir qui s'est emparé de cette nouvelle affaire.

Le contexte a été jugé suffisamment grave à la mairie de New-York pour que David Dinkins demande à cinq chaînes de télévision locales de lui accorder vingt minutes d'antenne. Dans un discours volontairement dramatisé, il a d'abord dénoncé *« cette ville malade de sa violence »* avant de lancer un appel à l'*« unité raciale »*, critiquant au passage le gouvernement de Washington *« qui nous a abandonnés et préfère consacrer 500 milliards de dollars au sauvetage des caisses d'épargne »*. Le 13 mai, en fin de matinée, un calme relatif s'était rétabli à Flatbush. Quelques heures plus tard, un objet incendiaire était pourtant lancé dans un magasin tenu par trois Vietnamiens, et l'un d'entre eux a été grièvement brûlé. Les assaillants les avaient confondus avec des Coréens ...

SERGE MARTI

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : les élections générales du 16 mai

La crise économique et la pagaille administrative devraient profiter à l'opposition

Trois millions et demi d'électeurs dominicains sont appelés à désigner, mercredi 16 mai, le successeur du président Joaquim Balaguer, ainsi que leurs députés, sénateurs et maires.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

« Juan Bosch presidente ». Si les sondages ne se trompent pas, Juan Bosch, qui a fêté en juin dernier son quatre-vingtième anniversaire, devrait regagner mercredi prochain à la tête du Parti de libération dominicaine (PLD) – qu'il a fondé en 1973 – le fauteuil présidentiel qu'il avait occupé pendant sept mois en 1963, avant d'être renversé par un coup d'Etat militaire. Le président sortant, Joaquim Balaguer, qui, malgré ses quatre-vingt-trois ans et sa cécité, aspire à un sixième mandat présidentiel, n'arrive, d'après les sondages, qu'en deuxième position.

En dépit de la récente remontée de José-Francisco Pena Gomez, le candidat du Parti révolutionnaire dominicain (PRD-membre de l'Internationale socialiste), les candidats plus jeunes ne semblent guère avoir de chances de l'emporter face aux deux vieux *caudillos* qui dominent la vie publique dominicaine depuis plus d'un quart de siècle. La couleur de peau de M. Pena Gomez, qui est le seul candidat noir, ne paraît plus être un handicap dans ce pays où plus de 80 % de la population est métisse. Mais le parti qu'il représente est affaibli par ses divisions : Jacobo Majluta, qui a longtemps disputé le leadership du PRD à M. Pena Gomez, a maintenu sa candidature à la présidence sous les couleurs d'une nouvelle formation, le Parti révolutionnaire indépendant (PRI).

Surtout, l'image du PRD a beaucoup souffert de la corruption qui a marqué son passage au pouvoir entre 1978 et 1986, au point que l'ex-président Salvador Jorge Blanco a été traîné devant les tribunaux sous l'inculpation de détournement de fonds publics. *« Bosch va gagner car la population veut un gouvernement honnête et soucieux de faire respecter la loi »*, affirme Antonio Abreu, qui préside une petite formation modérée, Unité démocratique.

Les motifs de mécontentement à l'égard de l'actuel gouvernement du président Balaguer sont, dans l'ordre, l'inflation, qui selon plusieurs économistes indépendants frôle les 100 %, le « désordre » et la débâcle des services publics, à commencer par la distribution d'électricité, qui n'est assurée que quelques heures par jour dans la plus grande anarchie.

Drapeaux mauves

Le prix du lait, multiplié par cinq en quatre ans, est devenu un des thèmes obligés de la campagne. Les salariés, et plus généralement la classe moyenne, dont le pouvoir d'achat a brutalement chuté avec l'érosion du peso dominicain, ont rallié en masse le Parti de la libération dominicaine. Même les campagnes, traditionnellement balaguéristes, se couvrent de drapeaux mauves. Tout au long de sa campagne et particulièrement lors d'un discours devant la chambre américaine de commerce début avril, M. Juan Bosch a pris soin de modérer son image d'homme de gauche. Tout en maintenant que le marxisme demeure un instrument d'analyse de la société, il a affirmé que *« la seule manière de parvenir à un développement rapide de l'économie dominicaine est de promouvoir le capitalisme, ce que nous ferons si nous gagnons les élections »*. Un discours qui a rassuré les milieux d'affaires, déçus par la gestion de M. Balaguer.

« En finançant par la planche à billets un ambitieux programme de constructions en vue de la célébration du cinq centième anniversaire de la découverte de l'Amérique, Balaguer a déchaîné l'inflation et bouleversé les règles du jeu économique », constate un chef d'entreprise, qui craint cependant que *« le populisme de gauche ne succède au populisme de droite »*. En campagne depuis plus de deux ans – il inaugure chaque semaine des tronçons de route ou des logements bon marché, – le président Balaguer n'a pas dit son dernier mot. Son programme de constructions fait vivre deux cent cinquante mille personnes et il conserve de solides bastions dans les couches les plus pauvres de la population urbaine.

Les vendeurs à la sauvette et les petits métiers du secteur informel comptent parmi les gagnants du grand jeu de l'inflation où ils sont les premiers à faire valser les étiquettes.

Immense carnaval sur fond de *merengue*, la campagne a été émaillée d'incidents violents. Jets de pierres, échanges de coups de feu : au moins quatre personnes ont été tuées, et plusieurs dizaines blessées au cours d'affrontements entre bandes rivales. Un bilan malgré tout limité compte tenu de l'échauffement des esprits et de la quantité de militants exhibant des revolvers et des pistolets. Dans ce pays où l'alternance n'a jamais été facile, nombre de Dominicains craignent que des résultats serrés ne conduisent à des contestations violentes. Les deux principaux partis d'opposition, le PLD et le PRD, ont à plusieurs reprises accusé certains proches collaborateurs du président Balaguer d'organiser une vaste fraude pour se maintenir au pouvoir. L'ex-président américain Jimmy Carter est attendu à Saint-Domingue le 16 mai, à la fête de quelques dizaines d'observateurs internationaux.

JEAN-MICHEL CAROIT



ASIE

TAIWAN : prospérité et libéralisation

La mutation de l'île pose un grave défi à Pékin

Réélu en mars à la présidence de Taïwan, pour son premier mandat complet de six ans, M. Lee Teng-hui doit nommer le 20 mai son nouveau premier ministre. Le futur gouvernement devra présider à une mutation cruciale de l'île nationaliste confrontée au défi de la prospérité.

TAIPEI

de notre envoyé spécial

Quand vient la fête annuelle de la déesse de la mer Matzu, divinité tout particulièrement vénérée par les pêcheurs des deux côtés du détroit de Taïwan, M. Ju Gao-jeng, député en vue de l'opposition taïwanaise, met les petits plats dans les grands. Il loue un autocar et emmène dans son village natal, Peikang, à trois heures de route de Taipei, une poignée de fidèles ainsi que la presse locale et étrangère. Ce qui suit combine curieusement la tradition, frisant l'hystérie collective et le meeting politique.

Tout au long de la nuit, les pétards ne cessent d'exploser. Tous les dix ou quinze mètres, les cortèges de figurines traditionnelles et de chars fleuris qui sillonnent la ville, avec des hauts-parleurs saturés de musique, doivent s'arrêter et laisser la poudre parler pour effrayer les mauvais esprits. On ne prend même plus la peine de sortir les pétards de l'emballage du grossiste, on allume le tout à la va-vite. La rue est noire de fumée.

Dans le temple, toute la nuit, les fidèles se pressent avec un côté badaud dénué de solennité, en famille. Ils achètent des bâtons d'encens, par brassées entières, et les déposent dans les urnes d'offrandes tout en émettant les vœux que confirmeront ou infirmeront les baguettes divinatoires, selon l'ordre dans lequel celles-ci se disposeront une fois lâchées sur le sol.

Non loin de là, devant sa résidence, M. Ju Gao-jeng tonne contre le gouvernement nationaliste, accusé de traîner les pieds dans la réforme démocratique et fustige une partie de ses amis politiques de l'opposition qu'il juge inconséquents.

M. Ju est un pur produit de la libéralisation mesurée intervenue depuis 1987 à Taïwan. Flamboyant au point, il n'y a pas si longtemps, de se battre physiquement avec d'autres députés en plein Parlement, il a toutefois mis, ces derniers temps, de l'eau dans son vin. L'heure est venue, estime-t-il, d'une opposition plus constructive qui tienne à la fois compte des impératifs locaux – sentiment national des Taïwanais, dont il est, face aux continentaux venus en 1949 – et des limites que le régime communiste de Pékin ne veut pas voir franchies. *« Après la mort de Deng Xiaoping*, lance-t-il, *le continent risque d'être encore contrôlé par une clique passéiste qui n'entend pas remettre en cause sa politique envers Taïwan. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser le chaos s'instaurer ici. »* L'avertissement vaut en effet d'être entendu.

La campagne présidentielle de mars a donné lieu à des bagarres affligeantes dont ont été victimes, en particulier, les vieux législateurs élus avant 1949, détenteurs de sièges à vie au Parlement. Mais elle a également été le prétexte d'une bouffée de contestation estudiantine sans précédent, indicatrice d'une impatience de la société devant les lenteurs de la réforme. Sentant la pression, M. Lee a annoncé le 18 avril un plan de mise à la retraite, d'ici à la fin 1991, des 144 détenteurs de sièges de députés qui étaient encore bloqués, symbolisant le rattachement du pouvoir nationaliste au continent.

Dérogations « exceptionnelles »

Mais surtout, le chef de l'Etat a donné son accord à la tenue d'une *« conférence sur les affaires nationales »* qui pourra donner lieu à une remise en cause, pour la première fois explicite, de la fiction sur laquelle repose depuis 1949 le pouvoir nationaliste à Taïwan : la *« reconquête » du continent perdu*. La conférence, prévue du 28 juin au 4 juillet, doit réunir une centaine de politiciens du Kuomintang, d'opposants en vue, d'universitaires et de représentants du monde des affaires et de la presse. Elle doit jeter les bases d'une réforme constitutionnelle entérinant l'abolition de tout ou partie des clauses datant de la guerre civile, qui confèrent au chef de l'Etat des pouvoirs étendus face à *« la rébellion communiste »*. Le débat reste ouvert quant à l'avenir du régime : parlementaire ou présidentiel.

La démocratisation reste cependant assujettie aux considérations de sécurité : *« Ce n'est qu'une politique fondamentale parmi d'autres et elle ne doit pas contredire la thèse d'une seule Chine »*, souligne M. Shaw Yu-ming, porte-parole du gouvernement. Il s'agit d'éviter que Pékin ne soupçonne le régime de Taipei de lâcher trop de lest face au sentiment indépendantiste.

L'autre volet de la conférence est le plus important : il lui faut définir envers le continent une nouvelle politique que demande avec insistance une classe moyenne pressée d'y investir mais soucieuse d'associer le gouvernement aux risques économiques qui en résultent. Car le miracle économique taïwanais commence à se ressentir de l'exiguïté du laboratoire dans lequel il a été accompli. Toutes sortes de tensions économiques et sociales en résultent : la spéculation boursière effrénée, la prospérité chaotique d'une finance « parallèle », la hausse du coût de la main-d'œuvre, une criminalité en passe de devenir inquiétante.

L'expansion économique doit franchir un palier, se projeter désormais sur l'extérieur. Déjà, Taïwan a investi autant, l'an dernier, que le Japon dans le Sud-Est asiatique (2 milliards de dollars). Mais son débouché naturel, c'est évidemment le continent, réservoir immense de main-d'œuvre à bon marché. Pour y prendre réellement pied, Taïwan doit rompre avec son refus traditionnel de contacts directs avec les autorités communistes.

D'ores et déjà, le gouvernement a donné son accord à une liaison aérienne quasi directe entre Taipei et le continent pour y amener, en septembre, l'équipe sportive et les accompagnateurs de la représentation de Taïwan aux Jeux asiatiques de Pékin. Le gouvernement a beau souligner l'aspect *« exceptionnel »* de la dérogation, chacun sait parfaitement que ce précédent l'obligera à céder plus encore, à l'avenir, dans le domaine des transports directs.

Les projets des investisseurs de Taïwan sur le continent dépassent en effet largement le stade de la PME soucieuse de recycler à bon compte ses équipements dépassés en profitant d'avantages fiscaux offerts par Pékin. L'un des magnats de l'industrie, M. Wang Yung-ching, PDG de Formosa Plastics, envisage la construction d'un gros complexe chimique à Xiamen, face à Taïwan. Il a récemment confirmé s'en être entretenu avec M. Deng Xiaoping, fin 1989 à Pékin. Un tel aveu aurait été accueilli comme un sacrilège il y a peu. Aujourd'hui, le gouvernement est tellement habitué à voir ses édits bafoués que plus personne ne s'en offusque vraiment.

La glaciation politique sur le continent n'arrête personne. Les investissements font partie de ce que M. Shaw Yu-ming, le porte-parole, appelle avec un sourire *« les fruits insidieux du capitalisme corrompu que nous introduirons dans le système communiste »*, directement ou *via* Hongkong. Avec la certitude, à l'en croire, que sera ainsi hâté l'effondrement du régime de Pékin.

Un nouveau parti ?

« Le continent est sur le déclin, nous sommes sur la pente ascendante », assure M. Shaw, qui a tendance à rosir le tableau sur le plan intérieur. Car cette mutation que traverse Taïwan a des répercussions sur le pouvoir lui-même. La contestation à laquelle M. Lee Teng-hui a dû faire face au sein même du Kuomintang lors de son élection en témoigne. Outre la vieille garde, dont c'était probablement le chant du cygne, la jeune aile réformiste du parti reprochait au président son indécision. Parmi les hommes qui formulaient ces critiques dans la coulisse, figurait le premier ministre sortant, M. Lee Huan.

En filigrane, on voit ainsi s'esquisser un recentrage possible des forces apparues à la faveur de la prospérité. Au point que certains n'hésitent pas à prédire à terme la formation d'un nouveau parti qui pêcherait ses voix au sein du Kuomintang comme dans l'opposition. Ce serait un souci de plus pour Pékin qui n'apprécie pas particulièrement de voir les tabous s'effondrer les uns après les autres à Taïwan. Parmi ceux qui disparaissent, on a relevé la remise en cause du budget alloué à une commission gouvernementale censée gérer les affaires *« de Mongolie et du Tibet »*, lointain héritage d'une époque où le Kuomintang croyait encore régner notamment sur la Mongolie extérieure. Le pouvoir nationaliste se voit aussi reprocher ouvertement de ne pas avoir adopté une position claire envers le Dalaï-Lama en raison d'un vieux dogme que le Kuomintang partage avec Pékin : la suzeraineté chinoise sur le « Toit du monde ».

Par tous ces signes de maturation autant que par sa puissance économique, Taïwan pose à présent au continent un défi bien plus grave que celui d'une survie jadis cantonnée au statut déguisé de petit protectorat américain. Il y va maintenant de la légitimité réelle du pouvoir chinois. D'où l'âpreté prévisible des grandes manœuvres à venir, opposant Pékin et Taipei, pour savoir *« quelle Chine »* siégera dans des organisations internationales telles que le GATT.

FRANCIS DERON

□ **NEPAL : démission du président de la commission constitutionnelle.** – Le président de la commission constitutionnelle, nommé vendredi par le roi Birendra pour préparer un projet de nouvelle loi fondamentale, a démissionné à la suite des critiques des partis de la coalition gouvernementale, a annoncé mardi 15 mai la radio népalaise. Samedi, la reine avait abandonné la présidence du Conseil de coordination nationale pour le service social, dont la gestion avait été critiquée par plusieurs donateurs étrangers. Pendant ce temps, l'agitation se poursuit dans le pays, et un manifestant a trouvé la mort au cours d'affrontements avec la police. – *(AFP, Reuter.)*

□ **PHILIPPINES : manifestations contre les bases américaines.** – Des affrontements entre police et manifestants de gauche qui protestaient contre les bases militaires américaines ont fait cinquante-cinq blessés lundi 14 mai à Manille. Lors de l'ouverture des négociations américano-philippines sur ces bases, les Etats-Unis ont appelé à la conclusion d'un nouvel accord de coopération et estimé que ces bases étaient toujours nécessaires à la garantie de la sécurité et de la stabilité en Asie. Le porte-parole de la Maison blanche a dit que les Etats-Unis étaient prêts à abandonner leurs bases, mais non à céder au terrorisme, qui a coûté la vie, dimanche à deux militaires américains. – *(AFP, Reuter.)*

POLITIQUE

La visite de M. François Mitterrand à Tahiti

Voyage au paradis déboussolé...

M. François Mitterrand a quitté Paris, mardi matin 15 mai, en compagnie de plusieurs membres du gouvernement, pour une visite de trois jours en Polynésie française, où il doit participer aux fêtes qui marqueront le centième anniversaire de la fondation de la ville de Papeete. C'est la première fois que le président de la République se rend dans le chef-lieu de ce territoire depuis son arrivée à l'Elysée.

PAPEETE

de notre envoyé spécial

Aucun fantôme ne viendra troubler les rêves tahitiens de M. Mitterrand. Le *Rainbow-Warrior-II* a discrètement largué les amarres, samedi soir 12 mai, pour cingler vers les îles Samoa. Depuis six jours, le nouveau trois-mâts vert de Greenpeace exhibait sagement son étrave arc-en-ciel au « quai d'honneur », réservé aux hôtes de marque, et son équipage menait tranquillement campagne pour la protection écologique de l'océan Pacifique, avec l'autorisation expiatoire des autorités civiles et militaires. Quand il a quitté le port, au soleil couchant, les badauds ont souri en voyant trois plaisantins, surgis à bord d'un Zodiac et déguisés en hommes-grenouilles, prendre des « photos souvenirs » dans son sillage...

Pour Papeete aussi, le passé est mort. La « capitale » de la Polynésie a complètement effacé, sur sa façade touristique, les séquelles de la nuit d'émeute du 23 octobre 1987, qui avait fait exploser le mythe du paradis tahitien dans le pillage et l'incendie. Avec son front de mer digne de la Côte d'Azur, son nouveau marché couvert aux allures de cathédrale, Papeete respire à nouveau la prospérité.

Pour fêter le centenaire de la ville, le maire, M. Jean Juventin, président de l'Assemblée territoriale, a ouvert partout de grands chantiers, en sollicitant le concours des communautés religieuses pour les opérations de nettoyage. Il a passé sa matinée du 13 mai à surveiller les ultimes travaux autour du chef-d'oeuvre de son programme d'aménagements : son nouvel hôtel de ville, une immense bâtisse à la façade rose et aux colonnades blanches, réplique d'un ancien palais offert par le Second Empire à la reine tahitienne Pomaré IV pour la remercier d'avoir, en 1842, placé son royaume sous la protection de la France.

On a vu M. Juventin diriger, du haut du perron, les escouades de balayeurs aimablement mises à sa disposition par la paroisse adventiste, la seule à ne pas chômer le dimanche. Même s'ils sont nombreux à soupçonner leur maire de s'être livré à une dépense somptuaire en payant 110 millions de francs ce monument municipal qui sera inauguré en grande pompe par M. Mitterrand, les habitants de Papeete tireront bientôt fierté de cette perle de l'architecture néo-coloniale.

Grève générale évitée

Le président du gouvernement territorial, M. Alexandre Léontieff, l'un des deux députés non inscrits de la Polynésie, a retrouvé, lui aussi, le sourire. Il est parvenu, *in extremis*, à désamorcer la menace de grève générale agitée par le syndicat le plus activiste – l'A Tia I Mua, apparenté à la CFDT, – qui avait profité des circonstances pour exiger un règlement global des problèmes sociaux en suspens. La signature, samedi soir, d'un protocole d'accord présenté comme une *« grande victoire »* par le secrétaire général de cette organisation, M. Hiro Tefaarere, policier « en disponibilité », a soulagé également le haut-commissaire de la République, M. Jean Montpezat, qui appréhendait la mise à exécution des cinquante-deux préavis de grève illimitée déposés pour lundi.

Cette semaine, Papeete veut oublier ses peurs. La peur de voir se tarir la poule aux œufs d'or avec la réduction des activités du centre d'expérimentation nucléaire, qui a apporté à la Polynésie beaucoup d'argent facile, mais déréglé la société traditionnelle. La peur d'une récession économique, ajoutée à celle d'une poussée démographique qui voue au chômage une population composée à 40 % de moins de quinze ans, dans un panorama qui *« laisse présager un risque de déséquilibre accru entre une minorité qui s'enrichit et une majorité en voie de paupérisation »*, comme le disait, en avril dernier, au Palais du Luxembourg, M. Bernard Laurent, sénateur centriste de l'Aube, rapporteur du projet de loi modifiant le statut du territoire dans le sens d'une présidentialisation accrue du pouvoir local.

Campagne électorale

Les interminables querelles politico-judiciaires qui défraient la chronique n'en apparaissent que plus dérisoires. La coalition qui avait mis fin, en décembre 1987, au règne de M. Gaston Flosse, alors secrétaire d'Etat chiraquien chargé des problèmes du Pacifique sud, a volé en éclats.

M. Léontieff, que soutiennent sans relâche le premier ministre et le ministre des DOM-TOM, n'a pas pire détracteur, aujourd'hui, que l'autre député non inscrit, M. Emile Vernaudon, maire de Mahina, l'un des premiers à sonner la charge contre M. Flosse, le battant aux élections législatives de 1988, et qui vient de retourner spectaculairement sa veste en s'alliant à ce dernier après avoir été évincé par M. Léontieff du gouvernement territorial. C'est ensemble que MM. Vernaudon et Flosse ont conduit leurs militants à l'assaut de l'assemblée locale, le 9 avril, pour essayer de renverser le gouvernement de M. Léontieff.

Les coups volent bas. M. Léontieff, qui est à l'origine des plaintes ayant abouti à l'inculpation de M. Flosse pour ingérence, en septembre 1989, vient d'échapper à sa propre inculpation dans le cadre d'une instruction ouverte à propos de détournements de fonds dans la gestion d'une centrale d'approvisionnement pour l'habitat. Le président du gouvernement territorial, qui a désormais comme directeur de cabinet son ancien avocat, Me Francis Szpiner (défenseur, entre autres, de l'ex-empereur Bokassa et de l'ex-ministre Christian Nucci), ne sera finalement entendu que comme témoin dans cette affaire, où semble très engagée, en revanche, la responsabilité personnelle de son ancien chef de cabinet, lequel aurait cherché à le mettre en cause, pour se protéger, en parlant de financements occultes de campagnes électorales.

M. Juventin, allié indéfectible de M. Léontieff, est en butte, lui, à la hargne procédurière d'un autre compère de M. Vernaudon, l'armateur Quito Braun-Ortega, qui l'accuse d'être, lui aussi, coupable d'ingérence en ayant accepté la présidence de la société chargée du traitement des ordures du syndicat intercommunal dont fait partie Papeete.

La perspective du renouvellement de l'Assemblée territoriale, en mars 1991, n'est pas étrangère à la permanence de ce jeu de massacre. Tout le microcosme est déjà en campagne électorale, et cette réalité pèsera sur la visite de M. Mitterrand.

Pour l'instant, M. Léontieff, dont la volonté de dialogue social est reconnue par les partenaires de son gouvernement, continue de disposer d'une majorité stable tandis que M. Juventin vient d'être facilement réélu à la présidence de l'Assemblée territoriale, malgré la candidature de M. Braun-Ortega. Mais dans cette ancienne colonie, où le clientélisme a trop souvent tenu lieu de panacée politique, toute prévision est impossible.

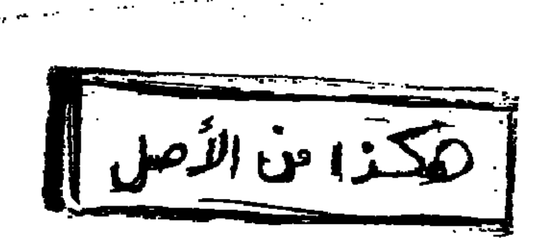
M. Mitterrand ménagera donc l'avenir en s'interdisant de prendre parti dans la dispute entre les députés rivaux qui se réclament tous deux de sa majorité présidentielle. Il aura pour M. Vernaudon, connu pour son mysticisme ombrageux, autant d'égards que pour M. Léontieff. Le président de la République doit, ainsi, accorder un entretien en tête à tête au maire de Mahina. Par ce geste, M. Mitterrand s'emploiera à préserver le capital de sympathie qu'il avait accumulé au second tour du scrutin présidentiel de 1988, en rassemblant 54,47 % des suffrages polynésiens.

Mobilisation indépendantiste

Le Front national n'étant pas parvenu à s'ancrer sur le territoire (M. Le Pen n'a recueilli ici que 2,91 % en 1988), il existe, en effet, un gros risque pour le gouvernement de M. Léontieff, de voir les indépendantistes du Front de libération de la Polynésie, contrôlé par le maire de Faaa, M. Oscar Temaru, profiter seuls, dans un an, des votes protestataires prévisibles à cause du discrédit qui menace d'abstentionnisme les partis politiques traditionnels.

M. Temaru mobilise déjà ses troupes, avec l'espoir de faire beaucoup mieux que ses quelque 14 % de mars 1986, qui lui avaient donné deux sièges à l'Assemblée territoriale. Il est en guerre ouverte avec l'autre formation indépendantiste du territoire, le Ia Mana Te Nunaa (« Que le pouvoir soit au peuple »), qu'il accuse de *« ramper devant les Français »*, au motif que son chef, M. Jacqui Drollet, biologiste de formation, a accepté la charge du ministère de la santé et de l'environnement dans le gouvernement. M. Temaru refuse non seulement d'accueillir M. Mitterrand à son arrivée à l'aéroport de Tahiti, situé sur sa commune, mais il appelle les indépendantistes à observer, à partir de lundi, trois jours de *« deuil national »* pour souligner que la prise de possession de la Polynésie par la France ne s'est pas faite uniquement par échange de douceurs sous les cocotiers, comme le prétendent les cartes postales.

ALAIN ROLLAT
(avec la collaboration de Michel Yieng-Kow)



هكذا من الأصل

POLITIQUE

La réunion du comité central du PCF

M. Charles Fiterman est accusé de vouloir constituer une « fraction » dans le parti

Plusieurs membres du comité central du PCF ont fait part de leur désaccord ou de leur inquiétude lors de la réunion de cette instance, lundi 14 mai à Paris. Après avoir entendu un rapport introductif de Mme Gisèle Moreau, les dirigeants du parti ont suspendu leur discussion pour participer à la manifestation antiraciste. En conséquence, la réunion devait se poursuivre mardi.

Dans son rapport sur *« la situation sociale et les tâches du parti »*, qui n'est pas présenté au nom du bureau politique mais au nom de *« la majorité »* de celui-ci *(nos dernières éditions du 15 mai)*, Mme Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central, a dressé un réquisitoire sévère contre la politique gouvernementale.

« Austérité, flexibilité, précarité sont les maîtres mots de la politique qu'accélère le gouvernement socialiste de Michel Rocard, en alliance avec une partie de la droite », a-t-elle dit en critiquant *« les choix de classe effectués par les gouvernements qui se sont succédé sous les septennats de François Mitterrand »*. Pour elle, la méthode Rocard est *« tout bonnement celle des patrons de choc : l'intransigeance absolue sur l'essentiel »*. Toutefois, selon la dirigeante communiste, *« l'orientation gouvernementale n'est pas invincible »*, car, *« malgré tout l'arsenal déployé, le gouvernement rencontre des résistances dans la mise en œuvre de ses principaux projets »*. Mme Moreau a souligné que *« le mécontentement s'accroît incontestablement et atteint désormais non seulement le PS, mais le président de la République »*, à l'égard de qui se manifeste *« une désillusion amère »*. *« Les millions d'électeurs de François Mitterrand en 1981 et 1988 ont le sentiment justifié d'avoir été trahis »*, a-t-elle ajouté.

La situation actuelle *« ne peut conduire à se résigner à l'absence d'unité. L'unité est un combat à mener auprès des travailleurs en premier lieu »*, a affirmé le rapporteur en affirmant qu'*« il ne s'agit bien évidemment pas de revenir à l'union d'antan, à l'union au sommet laissant de côté les revendications et l'opinion des travailleurs »*. Toutefois, selon Mme Moreau, *« l'union en bas, décisive, primordiale, ne s'oppose pas à des initiatives prises à un niveau plus élevé pour favoriser l'unité »*.

Corriger le tir

Concernant le livre de Georges Marchais, *Démocratie*, Mme Moreau a jugé que sa lecture *« est un élément de première importance dans la lutte politique actuelle »*. *« La bataille de la diffusion se mène, les premiers résultats sont très encourageants »*, a-t-elle dit, ajoutant que *« cette tâche n'est pas partout prise comme une tâche politique essentielle et qu'on rencontre ainsi de trop grandes inégalités. C'est un manque à gagner très préjudiciable pour le rayonnement du parti, qu'il importe de corriger très rapidement »*. Cette dernière appréciation a cependant soulevé quelques oppositions au sein du comité central.

La plupart des intervenants ont fait un éloge vibrant de l'ouvrage du secrétaire général, mais deux d'entre eux, MM. Roger Martelli, historien, et Marcel Trigon, maire d'Arcueil, ville du Val-de-Marne qui se trouve dans la circonscription législative de M. Marchais, ont exprimé quelques doutes sur la nécessité de la diffusion par le parti d'un livre qui exprime, selon son auteur, des *« idées personnelles »* et non pas collectives.

M. Charles Fiterman a mis en question la stratégie développée par l'équipe de M. Marchais notamment dans l'affaire de la censure du gouvernement. L'ancien ministre a appelé la direction à mettre en œuvre une *« démarche claire »*. Il a été rejoint dans ses critiques par Mme Thérèse Hirszberg, « patronne » des fonctionnaires CGT, qui semble avoir fait part d'une certaine défiance – mêlée à un certain désarroi – à l'égard de la direction du PCF (*Mme Hirszberg se situe pourtant sur une ligne qui est à l'opposé de celle de M. Fiterman*).

Chargé de contrer M. Fiterman, M. Alain Zoughebi, adjoint de M. Jean-Claude Gayssot, membre du secrétariat du comité central chargé de l'organisation, l'a accusé, à demi-mot, de tenir un double langage en votant des textes qu'il dénonce par ailleurs, et de vouloir constituer dans le parti une *« minorité »*, une *« tendance »*, voire une *« fraction »*.

OLIVIER BIFFAUD

□ **Des élus communistes reçus par M. Rocard.** – Après la manifestation à Paris, samedi 12 mai, de l'Association nationale des élus communistes et républicains, le premier ministre, M. Michel Rocard, a reçu à Matignon, lundi 14 mai, une délégation de cette association conduite par M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale. *« Depuis la décentralisation, des compétences nouvelles ont été données aux communes, aux départements et aux régions, mais les transferts de financement n'ont pas suivi. La situation s'aggrave »*, a déclaré M. Lajoinie à l'issue de cette réunion.

Le député de l'Allier a rappelé les propositions des élus communistes, qui souhaitent le retour à l'indexation sur la TVA de la dotation globale de fonctionnement, des emprunts à 6 % au lieu de 10 %, le remboursement de la TVA sur les dépenses de fonctionnement, notamment pour les activités sociales, et une réforme des impôts locaux.

Un colloque socialiste

« De l'état de grâce à l'état d'âme »

Le Cercle d'études contemporaines, qu'anime M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, a invité des responsables politiques et des intellectuels, samedi 12 mai à Paris, à traiter du thème : « Après les bouleversements à l'Est, être de gauche aujourd'hui ». L'actualité a partiellement déplacé le débat sur : « Après Carpentras, que faire quand on est de gauche? »

M. Max Gallo, représentant le courant Socialisme et République du PS, a dressé un tableau sévère de la France d'aujourd'hui, récusant l'optimisme de commande du côté du pouvoir et invitant les socialistes à *« dire le réel »*, qui, selon lui, n'est pas exaltant. M. Henri Emmanuelli, jospiniste, s'est inquiété des manifestations d'antisémitisme dans le pays et de la tendance de certains à chercher la parade hors du combat politique.

Pour l'historien Jacques Kergoat, la réponse au racisme doit être apportée *« sur le terrain économique et social, ce que ne fait pas le gouvernement »*, et il est temps de *« passer du « parler vrai » au « faire quelque chose »*. M. Michel Debout, poperéniste, a convenu de la nécessité, pour le PS, de remettre à l'ordre du jour la réduction de la durée du travail et de s'intéresser aux problèmes de l'organisation du travail. M. Jean Le Garrec, député du Nord, proche de M. Pierre Mauroy, a plaidé pour un *« retour à l'esprit critique »* et à *« l'imagination »*, ainsi que pour une réflexion sur *« le rapport de la gauche au pouvoir et à l'argent »*.

M. Cambadélis a observé que, après l'affaire de Carpentras, les manifestations avaient *« tardé à venir »*. *« Il ne faut pas désespérer de la gauche*, a-t-il dit, *mais il est nécessaire qu'elle se reconstitue.* (...) *La gauche est passée de l'état de grâce à l'état d'âme.* » Face à l'extrême droite, estime le député de Paris, il faut *« opposer à la préférence nationale la priorité de la réforme, la priorité de la démocratie, la priorité de l'Europe »*. Pour M. Cambadélis, *« tant qu'on n'aura pas mis dans la rue l'ensemble du peuple de gauche, disant : « Le Pen, ça suffit ! », on n'enrayera pas le processus. »*

P. J.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni lundi 14 mai au palais de l'Elysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits :

● **Droits de l'enfant**

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant la ratification de la convention relative aux droits de l'enfant.

La convention relative aux droits de l'enfant a été adoptée par l'assemblée générale des Nations unies le 26 novembre 1989 après dix années de négociations rendues difficiles par l'hétérogénéité des systèmes juridiques, culturels ou religieux existant dans le monde. (...)

La législation française est déjà, sur la plupart des points, conforme à la convention, voire en avance sur ses dispositions. Certaines adaptations seront nécessaires, notamment en matière de droit pénal ou de droit civil.

● **Intéressement et participation des salariés aux résultats de l'entreprise**

(le Monde du 15 mai.)

● **Contrat de construction d'une maison individuelle**

(le Monde du 15 mai.)

● **Développement des nouvelles technologies d'information routière et de gestion du trafic**

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, chargé des transports routiers et fluviaux, a présenté au conseil des ministres une communication relative au développement des nouvelles technologies d'information routière et de gestion du trafic.

Les encombrements de la circulation irritent les usagers et provoquent un gaspillage économique. Pour les seuls « bouchons » recensés sur les principales routes et autoroutes, le nombre d'heures perdues est actuellement estimé à 100 millions par an ; ce chiffre progresse de 15 % à 20 % par an.

L'amélioration de la situation requiert des mesures à court et moyen terme.

1. – A court terme.

a) *L'équipement du réseau routier et autoroutier* en panneaux à messages variables et radios spécialisées, qui donnent des informations sur l'état de la circulation et conseillent des itinéraires de délestage, sera poursuivi.

b) *L'organisation des « grandes migrations »* sera améliorée en étendant la régulation du trafic à de nouveaux axes, notamment aux autoroutes A10 et A11 dans le Bassin parisien.

c) *Les installations et les moyens techniques* du centre national d'informations routières de Rosny-sous-Bois et des sept centres régionaux seront modernisés. Des bulletins télévisés régionaux quotidiens d'informations routières seront mis en place.

2. – A long terme.

a) *Les évolutions technologiques offriront de nouveaux moyens d'information de l'usager* : téléphone embarqué, radio-data-système (RDS), balises infrarouges. La recherche sera développée dans le cadre des programmes français et européens, tels que les projets de « route intelligente » et de « véhicule intelligent » du programme EUREKA.

b) *Les produits et les moyens de communication* concernant le véhicule, la route et les réseaux de transmission seront progressivement normalisés. (...)

Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

● Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Josy Moinet est nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire.

● *Sur proposition du ministre de l'intérieur, M. Jean-Pierre Lacroix, préfet de la région et du département de la Guyane, est nommé préfet hors cadre ; M. Alain Christnacht, administrateur civil hors classe, est nommé préfet, chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement.*

● Sur proposition du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, M. Gilbert Santel, ingénieur des ponts et chaussées, est nommé directeur de la construction.

● Sur proposition du ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du gouvernement, M. Jean-Pierre Lacroix, préfet hors cadre, est nommé directeur des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer ; M. Bernard de Gouttes, magistrat, est nommé administrateur supérieur des terres australes et antarctiques françaises.

Réunie en congrès à Montpellier

L'association de rapatriés Le Recours devient Recours France

MONTPELLIER

de notre correspondant

Réunie en congrès le week-end dernier à Montpellier, en présence de quatre cents délégués venus de toute la France, l'association de rapatriés Le Recours a décidé de se nommer désormais Recours France, afin de s'élargir aux Français métropolitains et pour s'exprimer plus largement sur l'ensemble des problèmes de société qui ont trait à la France et au Maghreb.

Dans un premier temps, cette nouvelle structure nationale a mis en place deux laboratoires de réflexion réunissant pieds-noirs, *métropolitains et élus locaux, à Montpellier et Aix-en-Provence.* Le Recours a opté pour cette formule garante de son indépendance, après une phase d'hésitations et de contacts plus ou moins avancés avec plusieurs partis politiques (CNI, RPR, UDF et PS) et devant le besoin de plus en plus pressant qu'il ressentait de ne pas laisser le monopole des idées aux *« émules de SOS-racisme, qui nourrissent des situations conflictuelles et rendent un mauvais service à l'intégration »*.

Evoquant ce problème de l'intégration des immigrés, M. Jacques Roseau, porte-parole du mouvement, a insisté sur *« la nécessité de ne pas les rejeter dans les bras des intégristes par des comportements d'intolérance »*. Priorité, selon lui, doit être donnée aux harkis, *« dont certains ont choisi la France dans des conditions souvent dramatiques »*. Or quatre vingts pour cent de la population harki de moins de vingt-cinq ans est aujourd'hui au chômage. Avant la table ronde du 16 mai à Matignon, M. Roseau souhaite être entendu car *« la communauté rapatriée représente »*, selon lui, *« un ferment de pâte conciliatrice, de par la diversité de ses composantes »*.

M. Roseau s'est encore inquiété de l'évolution de l'intégrisme islamique en Algérie, *« menace pour la France et la colonie maghrébine qui l'habite »*. Encore bouleversé par la profanation du cimetière juif de Carpentras, et ayant rappelé l'importance de la communauté juive au sein de son mouvement, il a fait part de son intention de retourner en Algérie pour obtenir du gouvernement de ce pays l'assurance de la réhabilitation et de la préservation des cimetières français. *« Lors d'une précédente mission en 1983, nous avions été horrifiés par ce que nous avions découvert »*, a précisé M. Roseau.

Mais Recours France ne délaisse pas pour autant son volet de défense des droits des rapatriés, sujet qui apparaît toujours comme extrêmement sensible. Les dirigeants de l'association ont fixé un ultimatum de six mois au gouvernement de M. Rocard pour régler le problème de l'indemnisation des personnes âgées prévue dans la loi de 1987, avant d'envisager de nouveaux modes d'action plus musclés.

Le message semble avoir été bien reçu par M. Maurice Benassayag, délégué du gouvernement chargé des rapatriés, qui était présent à Montpellier. Ce dernier a en effet assuré les membres de l'association qu'il soutient leur combat sur ce point, et s'est engagé à donner sa démission s'il n'obtenait pas gain de cause lors de la session budgétaire d'octobre prochain.

JACQUES MONIN

Ancien député FN des Bouches-du-Rhône

Gabriel Domenech est mort

Un émule de Léon Daudet

M. Gabriel Domenech, ancien député (FN) des Bouches-du-Rhône, conseiller régional et conseiller municipal de Marseille, est décédé d'une crise cardiaque, à son domicile marseillais, dans la nuit du dimanche 13 au lundi 14 mai. Il était âgé de soixante-neuf ans.

Journaliste et écrivain, élu à deux reprises député sans avoir fait de carrière politique, Gabriel Domenech appartenait à la lignée des nationalistes de l'entre-deux-guerres, émule de Léon Daudet plus que de Charles Maurras.

Né le 4 septembre 1920, à Reynes (Pyrénées-Orientales), il est toujours resté fidèle au quotidien marseillais *le Méridional* où il est entré en 1945 et dont il a été le rédacteur en chef de 1971 à la fin de 1985. Après avoir suivi, pendant huit mois, l'affaire Dominici, sur laquelle il publia un livre, il s'attacha au département des Basses-Alpes au point de s'y faire élire, en 1958, d'abord conseiller général du canton de Peyruis puis député (indépendant) de la 1ère circonscription (Forcalquier-Castellane) contre l'ancien ministre socialiste Edmond Naegelen, en faisant campagne en faveur de l'Algérie française. Mais après la dissolution de l'Assemblée nationale en 1962 il perdit son siège et n'eut plus qu'une activité politique restreinte dans les rangs du Centre démocrate, parti auquel il avait adhéré essentiellement par anti-gaullisme.

Au fil des années, il glissa progressivement vers l'extrême-droite en dénonçant, notamment, sans relâche, dans des éditoriaux virulents, *« l'invasion maghrébine »*. L'un de ses articles, écrit en juillet 1973, après le meutre d'un chauffeur de bus marseillais par un dément algérien, lui valut d'être condamné pour incitation à la haine raciale. Après avoir pris sa retraite au *Méridional*, il s'engagea aux côtés de Jean-Marie Le Pen, *animé par « le souci*, expliqua-t-il, *de lui apporter la caution de quarante ans de journalisme au service de la vérité »* .

Elu député des Bouches-du-Rhône et conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur en 1986, il adhéra officiellement au Front National l'année suivante. Après avoir été battu, comme les trois autres candidats sortants du Front dans le département, aux élections législatives de juin 1988, il fut installé, deux mois plus tard, par M. Jean-Pierre Stirbois, à la présidence de la fédération départementale du parti lepéniste. Fonction dont il fut évincé, en mai 1989, après les mauvais résultats (14,14 % des voix) obtenus par la liste du FN qu'il avait conduite aux élections municipales de Marseille . Depuis cette date, il n'avait plus de responsablités dans l'appareil lepéniste.

G. P.

La manifestation contre le racisme et l'antisémitisme

La houle du refus



Suite de la première page

Sans doute un tel cortège du recueillement renvoyait-il à trop de processions perdues. Les jeunes, surtout, y mirent du son, des cris de colère, parfois l'envie d'en découdre, pour certains la nécessité, absurde, de casser.

Chacun y déversa ce qu'il avait sur le coeur, les gaullistes leur fidélité au gaullisme, les socialistes une certaine nostalgie de mai 1981, les anciens leurs cauchemars, les plus jeunes leurs inquiétudes.

Tout y alla de travers, en tout cas jamais comme prévu, d'abord parce que le service d'ordre du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) et les policiers croulèrent sous le nombre. Imprudemment, les Renseignements généraux avaient prévu la venue de 25 000 personnes, et on avait placé les barrières trop près de la chaussée. La foule, immense, en supporta la contrainte sans broncher. On discutera longtemps les chiffres de ce rassemblement. Impossible à préciser, même pour les meilleurs experts de la Préfecture de police, car au moment de s'ébranler, vers 18 h 30, place de la République, la manif réalisa qu'elle était déjà sans avenir, la place de la Bastille, en bas, déjà comble, le boulevard du Temple envahi, les rues adjacentes obstruées. Alors, au bas mot, sans doute plus de deux cent mille personnes. Après, plus rien ne bougea, ou si lentement, parfois en sens inverse de la marche, sur les côtés ou un boulevard plus loin, que les derniers arrivèrent à la nuit, deux heures après l'ordre de dispersion.

Tout y alla de travers parce qu'on avait voulu donner la part belle à l'unité retrouvée des partis démocratiques, qu'on voulait Jacques Chirac et Michel Rocard coude à coude, en tête de cortège, derrière le Grand Rabbin Joseph Sitruk et les chefs de toutes les Eglises. La foule bouleversa cet ordonnancement, sépara les blocs de personnalités, isola les ministres au milieu de milliers de pékins, de gosses et d'instituteurs à la retraite. La banderole officielle- « *Non au racisme, non à l'antisémitisme* » - se noya dans le fleuve . Le chef de l'Etat, attendu, impromptu, près du Cirque d'Hiver, ne put rejoindre la manif qu'à la Bastille. Il battit la semelle en vain, refusa quelques micros de hasard - sauf pour dire : « *ma présence suffit* ». On perdit très tôt Charles Pasqua . Jacques Chirac s'englua à la République. Michel Rocard occupa le centre, au gré des issues, poussé, tiré, acclamé. Crevé.

« Où est Rocard? »

On applaudit tout le monde, car la rue était bonne fille. Georges Marchais et François Léotard, le cardinal Decourtray, le recteur de la Mosquée de Paris, les protestants et les Fran-maçons. Pierre Méhaignerie était exsangue. Très vite, les policiers présents jouèrent les sauveteurs, formant des commandos de repêchage dans la marée humaine. Il fallait retrouver Pierre Arpaillange. Introuvable. « *Où est Rocard ?* », crachaient les radios des gendarmes mobiles. Après son altercation avec les extrémistes casqués qui s'en étaient pris aux vitrines du restaurant Chez Jenny (voir d'autre part), Simone Veil, indignée, s'échappait par les trottoirs. On mit plus d'une demi-heure à la libérer du piège de sa popularité.

Partout, le service d'ordre du Crif était débordé, même avec l'aide de la CGT et du RPR. Alors, les policiers se mirent à la tâche, montrant un savoir-faire inattendu dans l'organisation d'une manifestation. Les CRS formèrent les premiers rangs, bras dessus, bras dessous, souriant aux photographes. Les policiers en civil qui étaient venus manifester à l'appel de la Fédération autonome des syndicats de police mirent leurs brassards.

« *Mais t'es flic?* », dit alors un macho du PC à une inspectrice blonde. « *Flic et juive, comme tous les flics ! Ca t'emmerde?* », répondit l'inspectrice. Il l'embrassa. Les radios mobiles des commissaires de police apprenaient que là-bas, inatteignable par le boulevard, le président de la République subissait l'assaut chaleureux de centaines de jeunes Juifs et que le service d'ordre de l'Elysée, isolé, avait fort à faire pour préserver un carré de survie. M. Mitterrand devait serrer la main du Grand Rabbin, mais celui-ci avait été installé dans une voiture de CRS, malmené lui aussi par les effusions de la foule. Sauvé. Une demi-heure, aussi, pour extraire le chef de l'Etat...

Le bourdon de Notre-Dame sonnait sur la Seine, manière d'associer tous les catholiques à la dénonciation de l'acte barbare de Carpentras, mais le boulevard n'entendait rien d'autre que des slogans hostiles au Front national. Partout, on voulait discuter avec les journalistes de l'audiovisuel, comprendre pourquoi « *Le Pen était encore invité à la télé* ». Il y avait beaucoup de Juifs originaires d'Afrique du nord dans la manif qui embrassaient des Arabes, peu nombreux, des Antillais, mais peu d'Africains. L'étoile jaune s'arborait sur les poitrines, d'office acccrochée au revers des costumes de ministres.

« *Hé, pote ! Hé,pote ! Lionel ! Pourquoi y'a Le Pen ?* » Le ministre de l'éducation nationale comprenait enfin que c'était lui que les lycéens apostrophaient. Blème, en nage, stoïque, Lionel Jospin expliquait à nouveau, pour la vingtième fois, la montée de l'intolérance, la bête tapie au fond de nous tous, et les trésors de la mémoire. Débordés, les CRS, priaient le ministre d'abréger son exposé. Les chaînes, encore, cassaient . Arpaillange introuvable, Marchais boîtant bas, le S. O. du RPR coupé de son chef, le Recteur épuisé, Michèle Barzach regrettant ses talons hauts... la manif se vida enfin vers le sud.

On protégeait encore les voitures officielles, noyées au milieu de groupes qui discutaient ferme des moyens de lutter contrel'antisémitisme. La démocratie devait-elle rester molle, ou préventive ? Les plus vieux, sous leurs bannières d'Auschwitz, rappelaient le passé. « *Vous rendez-vous compte : çà fait à peine cinquante ans, et on n'en tient plus compte* ». Les gosses se disaient prêts à dire son fait au Front national. Les policiers les priaient de bien vouloir descendre du toit de la voiture du ministre de l'agriculture.

Excuses au fils d'anti-nazis

Tout alla de travers jusqu'à la fin. Les banderoles réapparaissaient, maintenant que le Crif repliait ses responsables. La place de la Bastille, vers 21h, devint nettement plus sioniste, le Betar, groupe d'extrémistes pro-sionistes, revenu à moto vers la foule. Les drapeaux israéliens fleurissaient tout autour de la colonne. Au milieu de communistes attardés, de famille de gauche qui préfèrent par expérience les queues de manif où l'on respire mieux, avançaient le Ligue communiste révolutionnaire et le Renouveau juif. Le cortège s'énervait dans la vieille tradition du gauchisme. « *A bas ! A bas le Front national, et F comme fascistes, et N comme nazis !* » .

La rumeur courrait que les policiers avaient interpellé dix « *skins* », battes de base-ball à la main, dans un café de la République. Les casseurs du Bétar étaient furieux. Ils crurent voir une autre tête rasé d'extrême droite boulevard Beaumarchais. L'homme était un touriste allemand, fils d'anti-nazis. Des gardiens de la paix obligèrent les jeunes juifs à présenter leurs excuses.

La nuit était tombée. Ne restaient plus sur la place que des grappes d'antiracistes du PC et de la CFDT qui discutaient de leurs responsabilités respectives dans les survivances de l'intolérance. Et des centaines de jeunes qui refusaient de s'en aller. Qui en voulaient toujours à la télé. Qui auraient bien aimé trouver l'ennemi. Ils furent encore nombreux, Bétar, LCR, et flâneurs mêlés allonger le sillon de la colère. Rue de Rivoli, avant le premier vrai barrage policier. Quelques frondes brisèrent des vitrines du quartier Saint-Paul. Un groupe à moto, petites amies sur le tansad, chercha à rejoindre la rue des Pyramides, lieu géométrique, depuis quelques jours, de toutes les haines contre la haine, pour une librairie extrémiste de droite.

Tout le monde repartit épuisé, mais soulagé, de ce long piétinement démocratique. Les hommes politiques n'osèrent pas le confier, mais ils étaient heureux d'être ensemble. La foule avait trouvé « *normale* » la présence du chef de l'Etat, mais elle apprécia. Les républicains s'étaient comptés, et ils s'étaient rassurés de leur nombre. Les Juifs de Paris avaient symboliquement fait front.

Alors cent mille, ceux cent mille ou davantage, c'était bien secondaire au regard de ce sentiment d'avoir fait date, avec les prêtres et les bouffeurs de curés, les Rouges et les Bleus, cocos et libéraux, prolos et bourgeois confondus. La déclinaison d'une autre France.

PHILIPPE BOGGIO

Le Bétar : radical et rugueux

Créé en 1923 en Palestine par Zev Jabotinski, fondateur de la tendance dite révisionniste du sionisme (dont sont issus MM. Menahem Begin et Itzhak Shamir), le Bétar est un mouvement de jeunesse voué à la lutte pour la création, puis pour la défense d'Israël. Empruntant son nom à la dernière forteresse juive qui ait résisté à la colonisation romaine, au début de notre ère, en même temps qu'aux initiales de son intitulé d'origine en yiddish, le Bétar s'est implanté dans les années 30 en France, où il constitue, aujourd'hui, la structure militante de la branche française du parti Hérout dans la jeunesse.

Le Bétar recrute principalement dans l'agglomération parisienne et dans quelques grandes villes des jeunes auxquels il propose des cours d'éducation sioniste, des activités s'apparentant au scoutisme et des camps de vacances. Ses membres sont invités à préparer leur « *alia* » (émigration en Israël). Les plus âgés, étudiants, appartiennent au Tagar, organisation qui se préoccupe, aussi, de la sécurité des lieux communautaires. Tous les membres du Bétar suivent, d'ailleurs, un entraînement à l'autodéfense, dans l'idée que la communauté juive doit être capable d'assurer sa propre sûreté. Ils y veillent, notamment, dans le quartier du Sentier, à Paris, où existe un comité de coordination des commerçants juifs animé, notamment, par des militants du Hérout.

Réputé pour le radicalisme de ses positions et pour le caractère rugueux de ses interventions, le Bétar ignore tout, officiellement, de l'Organisation juive de combat (OJC), qui a revendiqué, dans le passé, des actions brèves et violentes contre l'extrême droite. Le Bétar, cependant, n'a jamais réprouvé les initiatives signées par l'OJC.

P. J.

Une brasserie sous l'assaut

C'est un point stratégique pour voir la manifestation, presque une procession. Les familiers des lieux s'y sont donné rendez-vous. Une vieille dame raconte à un couple qui attend ses enfants comment elle a été prise dans une rafle sous l'occupation. Une vingtaine d'hommes et de femmes, de tous âges, attendent ainsi devant les grilles de la « *Brasserie alsacienne Chez Jenny* » qui fait presque l'angle de la place de la République et du boulevard du Temple.

Une voiture émettrice d'une radio juive est garée à côté de la terrasse couverte de l'établissement. A l'intérieur quelques lampes sont allumées mais les grilles de fer ont été tirées. Sur la chaussée, un mannequin de Jean-Marie Le Pen émerge de la foule compacte.

Plus bas une banderole évoque le camp d'Auschwitz. Il est presque 19 heures . Un homme montre du doigt un couple âgé et une femme qui regardent le défilé depuis les fenêtres du second étage de la brasserie : « *Salauds, nazis* ». Les regards convergent vers l'établissement : « *C'est là que les néo-nazis ont célébré l'anniversaire de la naissance d'Hitler !* ». Rumeurs de protestation. « *Laissez-les, ils n'y sont pour rien, vous voyez bien que se sont des locataires* » dit un vieil homme.

Sortis de nulle part

L'incident semble clos. Le cortège n'a presque pas progressé. Brusquement deux ou trois jeunes gens escaladent le parapet. Ils bousculent les spectateurs qui, là, portent presque tous une étoile jaune. Ils renversent les bacs de plantes vertes. Une petite bousculade. Ce n'est rien. Le service d'ordre écarte les curieux, lance des appels au calme . « *C'était un provocateur skin* », assure une blonde à ses amies.

Mais 5 mètres en contre-bas, un homme vient d'apparaître sur les marches. Ses cheveux gris, qui tombent sur les épaules, sont retenus par un bandana noir. Sa poitrine n'est recouverte que d'un gilet chamarré en toile mexicaine.

Il y a, dans son allure, du Geronimo. S'il n'est un chef, il en a l'air. Avant le départ de la manifestation, il était juché sur une Harley-Davidson pétaradant sous une banderole du Betar, le mouvement sioniste extrémiste. Maintenant il brandit le poing en scandant : « *Oui ! Israël vivra* ». C'est le signal.

A coups de casque de moto, des jeunes – dix, puis vingt, trente et plus qui semblent sortis de nulle part – se ruent sur la vitrine de la brasserie. Des grilles sont arrachées. Des vitres volent en éclat. Un pan de cloison s'effondre sous la poussée.

Quatre gendarmes mobiles accourent. Ils tentent de s'interposer sans faire usage de leur matraque. Ils doivent se replier. Les assaillants se déchaînent. Un drapeau israélien est agité au-dessus de la mêlée. La surprise passée, les spectateurs commencent à réagir.

Un homme d'une cinquantaine d'années supplie les sionistes d'arrêter : « *Pas de violence, je vous en supplie. Ce soir on ne verra que ça à la télévision, ça se retournera contre nous.* »

Agrippés aux grilles d'une bijouterie, juchés sur les barrières, montés aux arbres, les jeunes répliquent par le slogan qui a déclenché l'attaque : « *Oui, Israël vivra.* »

Un rabbin appelé pour calmer les esprit n'ose intervenir. Un homme en chemise verte à carreaux noirs explique avec passion que la brasserie est un repaire de nazis à ceux pour qui le recueillement était le seul mot d'ordre de la manifestation.

« *Arrêtez, arrêtez* » crient les gens qui, immobilisés dans le cortège, ont fini par comprendre ce qui ce passait sur le trottoir. Puis c'est la débandade dans les rangs des casseurs.

Une quinzaine de CRS, matraque au poing, vient de remonter en courant le boulevard et s'installe devant la vitrine saccagée de la brasserie. Dans leur sillage il y a Simone Veil . L'ancienne *présidente du Parlement européen* est juchée sur des débris. « Ecoutez-la, laissez la parler » réclament les plus vieux et les plus sages. Les jeunes sifflent, applaudissent. A moins d'un mètre impossible d'entendre sa harangue, un appel éploré au calme, à la raison, au silence. Ben Mabrouk, le joueur de football capitaine du Racing Paris 1, tente en vain d'approcher. Des gamins qui l'ont reconnu lui tirent la manche.

Mme Veil : « C'est une honte »

Un cordon du service d'ordre de la manifestation prend la relève des CRS. Simone Veil, indignée, regagne le boulevard sous les applaudissements. « *C'est une honte, ce sont des extrémistes juifs. Chaque camp a ses extrémistes* » nous dira le député européen. Il est 19 h 30. Un calme précaire est revenu.

Les derniers manifestants ne quitteront pas la place de la République avant 20 h 45. « Chez Jenny » ne subira pas d'autre déprédation. Mais presque toutes les cinq minutes un homme, une femme, des adolescents montrent la brasserie. Le coin de trottoir devient un petit forum. « *Il faut les boycotter, il faut qu'ils mangent de la merde* » .

ALAIN GIRAUDO

Un office œcuménique à la grande synagogue de la rue de la Victoire

« Merci à la France »

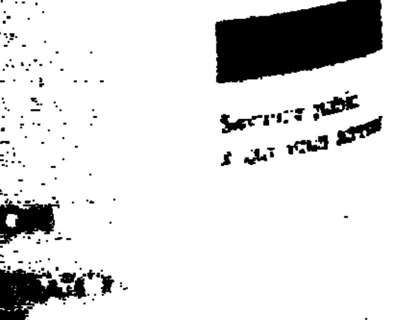
Un office religieux a été célébré, lundi 14 mai, de 20 h 45 à 22 h à la grande synagogue de la rue de la Victoire à Paris (9e), à l'issue de la manifestation. Présidée par M. Joseph Sitruk, grand rabin de France, cette cérémonie a revêtue un caractère oecuménique exceptionnel, avec la présence du cardinal Albert Decourtray, président de la Conférence épiscopale, du père Jean-Michel di Falco, porte-parole de l'épiscopat, du pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, et d'un représentant de la grande mosquée à Paris. Parmi les personnalités politiques, on notait la présence de M. Jacques Chirac, ainsi que celle de M. Robert Badinter.

Au cours de cet office, le grand rabin de France a notamment déclaré : « *Merci au peuple de France, à la France, la vraie, celle qui ne cesse de lutter pour défendre les droits de l'Homme. Nous savons les limites des manifestations qui n'ont jamais amélioré l'humanité, ni évité les persécutions* », mais « *je voudrais rappeler* », a insisté M. Joseph Sitruk, en se tournant vers les personnalités religieuses « *que c'est bien le même Père que nous célébrons* ».

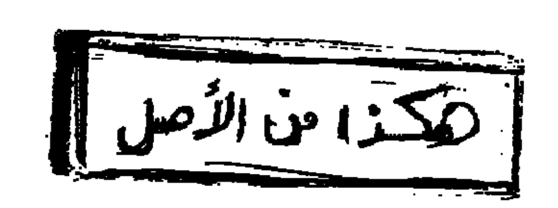
Peu avant l'ouverture de cet office religieux à la grande synagogue, le bourdon de la cathédrale Notre-Dame de Paris s'est mis à sonner durant une dizaine de minutes. Retenu au même moment par une cérémonie catholique, le cardinal Lustiger s'était fait représenter dans la manifestation par Mgr Claude Frikart, évêque auxiliaire de Paris.











هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

La manifestation contre le racisme et l'antisémitisme

Le coup d'arrêt ?

Suite de la première page

Le choc de Carpentras a interrompu – faut-il le rappeler ? – une période dont la vie publique nationale a désormais le secret, toute entière vouée aux préoccupations qu'il est convenu d'appeler « politiciennes ». On a pu ainsi apprécier les performances d'une droite qui, centristes compris, a volé au secours de Mme Marie-France Stirbois (celle-ci défend pourtant les pires thèses du FN, mais sans jamais se départir d'un sourire enjôleur) et refuser ainsi le renforcement de la législation antiraciste.

L'antiracisme, c'était le point de départ de la table ronde suggérée par M. Pasqua au gouvernement, promptement organisée par celui-ci, et tout aussi rapidement pervertie par une manoeuvre parlementaire, la droite refusant alors que cette réunion n'accouche d'une « loi Gayssot ». Chemin faisant, M. Rocard avait accepté de transformer le thème de la dite table ronde : le racisme cédait la place à l'immigration au risque d'associer celle-ci à celui-là. Là-dessus, se greffa la polémique sur l'amnistie qui fit l'objet, à l'Assemblée nationale, d'un usage tout aussi tactique et désastreux malgré, là encore, l'importance du sujet, à savoir l'argent de la démocratie.

Les vieux démons de la société civile

Cet électrochoc souligne, à lui seul, la distance qui sépare la planète politique de la réalité, le jeu politique de sa finalité – laquelle est et doit rester la pacification de la société et la désacralisation du pouvoir, donc sa démocratisation- la classe politique enfin de la société civile. L'une et l'autre entretiennent un dialogue de sourds . Contrairement à ce que croit M. Michel Rocard, il n'y a pas, en la matière, une « main invisible » susceptible d'adapter la demande de l'une aux offres de l'autre. La société civile ne s'autorégule pas spontanément ; elle a plutôt tendance, par les temps qui courent, a se déréguler d'elle-même. A ses propres marges, n'y a-t-il pas aujourd'hui de nouveaux barbares ? Elle ne s'exprime pas, elle parait indifférente ; au mieux, elle bougonne, elle râle ; au pire, elle renoue avec quelques-uns de ses vieux démons. Ainsi toute annonce, tout progrès sur la voie de l'intégration des immigrés sont-ils perçus comme un avantage concédé à ces derniers et comme une inégalité infligée au plus grand nombre. D'où la thématique lepénienne du « racisme anti-français ».

En face, la société politique ne dit rien qui vaille : elle n'avait jusqu'à présent saisi aucune occasion de parler aux Français. Ainsi s'explique le sentiment qu'ont certaines catégories d'être livrées à elles-mêmes. Chacun avait pourtant intérêt à l'instauration d'un véritable consensus sur l'immigration et l'antiracisme. Chacun n'est-il pas d'accord pour mettre en oeuvre une politique de contrôle des flux migratoires assortie d'une intégration beaucoup plus active ?

Le sentiment d'horreur qui s'est emparé du pays devant la profanation du cimetière de Carpentras, l'effroi qu'a suscité le degré de préparation et de provocation de l'opération ont provoqué un véritable sursaut. Sursaut du pays certes, mais aussi de ceux qui le représentent. Ils n'étaient sans doute pas bras dessus, bras dessous ; ils ont feint de ne pas se voir, se contentant d'être vus ; mais ils étaient là, tous sauf M. Giscard d'Estaing qui, retenu à Strasbourg, n'a pas su venir... Il n'est pas indifférent que la dite « classe politique » ait pour le coup compris le caractère décisif d'un tel moment pour éviter que la nation ne bascule.

Accessoirement, on retiendra que la droite était tout de même un peu piégée : si elle avait eu, toutes tendances confondues, un comportement sans ambiguïté à l'égard des thèses de l'extrême droite, elle n'aurait éprouvé aucune gêne à parler avec la gauche ; elle n'aurait eu nul besoin de se contorsionner avant de prendre position sur la table ronde de Matignon. Elle était, lundi soir, dans la rue : c'est tout à son honneur. Mais elle était obligée d'y être, comme le montre le ralliement plus que tardif du RPR.

Mais on retiendra surtout – c'est là que le sursaut prend toute sa valeur – que pour la première fois s'est déroulée une manifestation anti-Le Pen, même si, officiellement, les organisateurs ne l'avaient pas voulu ainsi explicitement. Si la profanation du cimetière de Carpentras avait été perçue comme un acte isolé, et non comme le reflet d'un « climat malsain » comme le dit Mme Veil, que M. Le Pen a contribué à créer, la réaction n'aurait sans doute pas été aussi puissante. Jusque là, le refus du lepénisme s'exprimait dans les sondages ; les manifestations contre l'extrême droite étaient soit groupusculaires, soit commémoratives. Jamais riposte n'avait été aussi massive ; jamais foule n'avait été si composite ou si l'on préfère « cosmopolite » .

Mieux encore, sur le terrain traditionnel de l'extrême droite, c'est à dire dans l'occupation de la rue, et sur celui, propre à M. Le Pen, de la distinction entre la « vraie France » et l'autre, le président du FN a été battu. Il a, en quelque sorte enregistré à ses dépens les résultats d'un référendum d'initiative populaire grandeur nature, organisé par ceux-là même qui, de la République à la Bastille, ont voté avec leurs pieds.

La défaite de M. Le Pen

La question est désormais de savoir s'il sera, ou non, possible de transformer cette défaite en coup d'arrêt. La façon dont M. Le Pen lui-même a réagi lundi après-midi, montre qu'il a sans doute mesuré le danger qu'il court. A moins de découvrir, dans les jours qui viennent, une main islamiste à Carpentras, on voit mal qu'il puisse éviter de subir le contrecoup de l'onde de choc du 14 mai. On voit mal aussi que les « révisionnistes », grâce notamment à l'initiative des chaînes de télévision de diffuser *Nuit et brouillard*, puissent poursuivre tranquillement leurs basses oeuvres pseudo-historiques. On voit mal enfin comment M. Giscard d'Estaing -courageusement combattu sur ce terrain par M. Chirac- pourrait poursuivre sans dommages sa stratégie visant à récupérer sans bruit, mais avec juste ce qu'il faut de « courtoisie » comme dit M. Le Pen, les voix du FN.

Mais on voit tout aussi mal s'interrompre, comme par un coup de baguette magique l'interpénétration de la droite et de l'extrême droite dans le sud de la France, là où déjà les électorats se mêlent ; on ne sait pas si l'électorat de la droite classique distinguera ceux qui, comme MM. Chirac ou Léotard, ont eu une attitude ferme, et les autres ; on ne sait pas davantage s'il ne sera pas fait reproche au PS lui-même, après tout comptable du maintien de l'ordre depuis plusieurs années et coupable de quelques calculs cyniques, de la dérive qui menace ; on ne sait surtout pas si l'opinion consentira à faire le lien - pourtant évident- entre racisme et antisémitisme. Or, la société française -qui est d'abord confrontée à un problème avec l'islam- court le risque de s'accomoder d'un racisme qu'elle voudrait réservé aux maghrébins. Aux uns il est reproché de n'être pas assez intégré ; aux autres de l'être trop bien. Le fait de s'en prendre aux premiers révèle que les intentions à l'égard des seconds sont de même nature. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit d'un même refus de la différence.

Pour marquer vraiment un coup d'arrêt, il faudrait qu'existe de part et d'autre la volonté de protéger la société civile contre ses propres dérives, et de saisir l'occasion pour restaurer la confiance que doit inspirer la société politique. Pour y parvenir, il serait souhaitable de convenir que les préoccupations tactiques ne doivent pas se chercher des prétextes dans des enjeux aussi considérables et aussi risqués que l'immigration. Il faudrait que le gouvernement agisse enfin fortement contre toutes les pauvretés, et que la droite coupe vraiment tous les ponts avec l'extrême droite ; ou peut-être encore que la gauche réfléchisse en termes d'unité nationale plutôt que de se contenter, comme elle le fait, de spéculer sur les divisions de la droite.

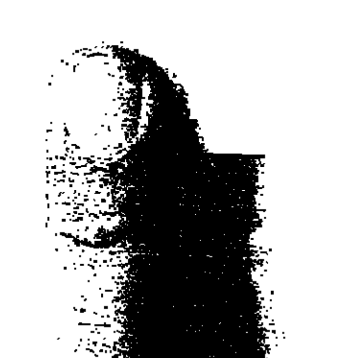
Puis il restera à affronter la délicate question de l'identité nationale. A l'évidence, dans une Europe déstabilisée, la crise est là. Déjà, l'Elysée s'interroge et suggère qu'il ne faut plus laisser au Front national le monopole du discours d'autorité et le souci de cette identité .

Le tout est bien sûr de savoir de quelle identité il s'agit . Celle de Charles Maurras et du droit du sang ? Ou bien celle d'une nation qu'Emmanuel Levinas, découvrant en 1923 alors qu'il venait de Lituanie, décrivait comme une entité à laquelle on peut s'attacher « *par l'esprit et par le coeur aussi fortement que par les racines* » ?

JEAN-MARIE COLOMBANI

□ **RECTIFICATIF.** – Une erreur de composition a rendu incompréhensible un passage de la fin de l'article « L'antisémitisme dans le texte » dans nos éditions du 15 mai, en dernière colonne de la page 14. Après le rappel du meeting tenu en juin 1989 pour la « *liberté d'expression* » et contre la loi antiraciste de 1972, il fallait lire : « *Principal orateur, Me Eric Delcroix, qui fut l'avocat de M. Faurisson, est l'auteur d'une brochure sur ce thème* – Loi subversive et délit métaphysique – *souvent recommandée aux lecteurs de la presse du Front national. Une loi qui pose un problème à l'organisation de M. Le Pen si l'on en croit l'un des textes internes de son Institut de formation nationale.* « Certains milieux bien typés ne nous aiment pas », *milieux qui ne sont pas nommés mais que le lecteur devine après cette précision :* « Mais accuser nommément ces milieux, c'est accréditer l'idée que nous serions racistes (...), c'est tactiquement mauvais et cela détériore notre image.» (La suite sans changement).

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY



M. Mitterrand : « Le respect des vivants est lié au respect des morts »

M. François Mitterrand a déclaré au cours du conseil des ministres que « *les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit, selon les termes du premier article de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Or le respect des vivants est lié au respect des morts. Ce principe fondamental doit être respecté plus fermement que jamais au moment où se développent de nouvelles et dangereuses tentatives d'exclusion et de discrimination* ». « *Les enseignants, comme les parents et les organes d'information pourraient aussi le faire, rappelleront les pages noires des années 30 et de la France occupée. lorsque la faiblesse des démocraties a laissé s'enfler la haine raciale. La mission de la justice et de la police est de veiller à préserver le droit de tous. Elles n'y manqueront pas* », a ajouté M. Mitterrand.

□ **M. Valéry Giscard d'Estaing :** M. Giscard d'Estaing, président du groupe libéral démocratique et réformateur au Parlement européen, et les députés européens français ont pris part à la minute de silence et de recueillement observée par le Parlement à l'ouverture des travaux de la session régulière pour témoigner leur émotion. M. Giscard d'Estaing et les députés européens se sont associés « *à la manifestation commune des formations politiques nationales pour s'élever contre toutes les formes d'antisémitisme et les incitations qui y conduisent* ». Ils ont assuré la communauté juive française « *de leur solidarité et de leur vigilance* ».

□ **M. Raymond Barre :** l'ancien premier ministre a « *exprimé personnellement sa réprobation des actes antisémites perpétrés en France et sa solidarité avec la Communauté juive de notre pays* ». Il a eu lundi 14 mai un long entretien avec le grand rabbin de Lyon, M. Richard Wertenschlag.

□ **M. Michel Rocard :** le premier ministre avait déclaré qu' « *il n'entre ni dans les fonctions ni dans les habitudes d'un premier ministre de défiler dans la rue à l'occasion d'une manifestation quelle qu'en puisse être la légitimité. Pourtant, j'entends participer à celle à laquelle le Conseil représentatif des institutions juives de France invite les Français. Je ne le ferai pas seulement pour exprimer l'horreur que m'inspirent le racisme et l'antisémitisme (...). Je le ferai surtout pour qu'il soit clair, aux yeux des peuples étrangers ébranlés par des crimes comme celui de Carpentras, que si notre nation, comme les autres, nourrit en son sein quelques fous criminels, la France unanime, qui n'est ni raciste ni antisémite, s'est toujours honorée d'offrir au monde une image vraie de la tolérance et de concorde* ».

□ **M. Jean Kahn :** le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a indiqué que la manifestation contre le racisme et l'antisémitisme était « *un très grand succès salutaire et exceptionnel, un sursaut national exprimé de façon généreuse et grandiose par le peuple de France* ». « *C'est la cause de la France qui était en jeu, la France l'a compris. Il faut continuer à agir, en arrêtant de diffuser dans les médias des images ignominieuses du cimetière de Carpentras, en nous plongeant dans une réflexion pour trouver les moyens de lutter contre ces fléaux que sont le racisme et l'antisémitisme* », a ajouté M. Kahn, qui a suggéré des « *moyens législatifs plus appropriés pour sanctionner* » les racistes et les antisémites, ainsi qu'une « *pédagogie plus adaptée aux enfants, pour que, quel que soit l'avenir de la France, chacun puisse y vivre avec l'autre dans une harmonieuse fraternité* ».

□ **Mme Simone Veil :** au sujet de la profanation de tombes juives au cimetière de Clichy-sous-Bois, Mme Veil a déclaré « *il ne faut pas trop faire de catastrophisme (...) Très souvent, lorsqu'il se passe des événements graves, cela agit sur les déséquilibrés.* » L'ancienne présidente du Parlement européen estime, d'autre part, qu'on n'a « *pas le droit d'imputer* » à M. Jean-Marie Le Pen la responsabilité de l'affaire de Carpentras, « *alors que l'on a très peu d'indices* ».

□ **M. Harlem Désir :** le président de SOS-Racisme estime nécessaire « *un ressaisissement éducatif et moral* » face au « *racisme banal, quotidien, de petites discriminations en insinuations et en calembours antisémites* », qui finissent par « *faire perdre toute valeur morale* ».

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

Suspension

LA Manche n'est pas polluée. « *Jamais entendu parler* », s'étonnent les autorités compétentes. Les maires riverains nient. La pêche à la seiche bat son plein en baie du Mont-Saint-Michel. Qu'est-ce que les Parisiens vont encore s'imaginer, avec leur manie de tout compliquer !

Pourtant, allez-y voir : ce n'est plus la Côte d'Emeraude, ce printemps, c'est la côte de la boue et de la bouse. Du jamais vu. La totalité de l'eau est prise, épaissie, marronnasse comme un étang. On n'y voit plus à deux mètres de fond. *Des glaires blanchâtres nagent dans une soupe de végétaux.*

Si vous insistez, les locaux finissent par admettre qu'en effet la mer serait bien un peu trouble, ces jours-ci. Trop de plancton, sans doute ; le temps à l'orage, l'hiver trop doux... En tout cas, pas la faute d'huîtres importées *du Portugal ou du Japon, ça non. Rien que* des saletés en suspension. Une certaine météo les révèle. Une autre, soyez tranquilles, nous en lavera !

DES saletés en suspension, déjà là, en germes : ce mécanisme de surgissement *sui generis* mériterait d'être pris pour métaphore de l'antisémitisme renaissant. Il renouvellerait un stock verbal terriblement poussif. Sortis de la « *peste brune* » et de la fameuse « *bête immonde et toujours féconde* » de Brecht, hommes politiques et publicistes bafouillent.

La disproportion serre le cœur, entre l'ampleur du mal, de la menace, et cette course essoufflée aux qualificatifs cinglants : « abject », « infâme », « ignoble ». La pelle des mots sonores croit venir à bout du ver, et regardez comme le ver frétille après le coup porté, comme il gonfle et enroule son ventre rose, pas besoin de tête ni de queue pour cela ; nourri de sa propre contorsion, le ver ; cognez toujours, tout le temps pour lui, le ver, chez lui partout. « Immonde », moi ? Cause toujours, dit le ver, au chaud en nous-mêmes.

Le racisme est bien cette pourriture en suspension, virtuellement là, de tout temps, qu'un rien révèle à elle-même, détraquant l'écosystème de toute une société, pulvérisant les bonnes consciences. Sartre se croyait affranchi de tout antisémitisme quand il écrivait *Réflexions sur la question juive* (1946) : or il en était atteint à son insu, tributaire des habitudes mentales de son époque, ces choses molles qui tapissent nos têtes dès que nous avons le dos tourné. Lisez les *Lettres* de de Gaulle sur les juifs polonais des années 20 : le futur ami du colonel Mayer et de René Cassin a beau surveiller sa prose, en lui le grand état-major antidreyfusard fourbit ses louches préjugés.

C'est à désespérer de la vigilance, et de la solidarité volontaire avec les persécutés. Dès que vous parlez « *du dehors* », vous risquez le lapsus venu de la nuit des temps. « *Difficile de juger*, concède Sartre en décembre 1945, *quand on n'est pas soi-même en danger.* » Il n'y a pas d'intention louable qui tienne. « *Seuls nos actes décident de ce que nous avons voulu* » : cette réplique de *Huis clos*, soudain chargée de vigueur nouvelle par la reprise de la Comédie-Française, s'applique à l'auteur, aussi bien.

A Cannes, les réalisateurs de l'association Cinéma et liberté ont eu le bon réflexe, à propos de Carpentras. Ils ont estimé et fait dire à tout le festival, le *12 mai, sur les marches du palais en fête,* qu'on ne pouvait « *célébrer sereinement l'accession des pays de l'Est à la liberté si, dans le même temps, l'Europe retournait à ses vomissements des années 30* ». « *Si le rêve que fabrique le cinéma ne sert pas à chasser le cauchemar, à quoi bon le rêve !* »

Irréprochable raisonnement, et pourtant... Cherchez le ver dans le fruit. Il suffit d'adopter un instant le point de vue de l'Autre, par exemple le Noir, l'homme du Sud affamé Qu'évoquent, à ses yeux, nos retrouvailles Est-Ouest d'Européens blancs et nantis, sinon... la préférence nationale et l'égoïsme sacré du « *mes cousins d'abord !* » prôné par un de nos monstres en suspension ?

Il a gagné, ledit monstre, à « *l'heure de vérité* », quand il a proféré, sans être interrompu, que « *les juifs [étaient] nombreux dans la presse* » *comme les Corses dans les douanes* ». Si personne n'a bronché, c'est que cette chose-là, beaucoup de Français le disent entre eux, en traînant à table, le dimanche après-midi. Le monstre en suspension n'a rien inventé. Il n'invente jamais rien, c'est sa force. Au passage, il s'adjuge le mérite du franc-parler ; et, par paradoxe, grâce au non-dit. Notez bien qu'il a seulement trouvé « *nombreux* » les juifs dans la presse (vous n'allez tout de même pas empêcher un constat pareil, en pays de liberté, si ?) ; tant pis pour vous si vous avez entendu « *trop* » à la place de « *beaucoup* ». Celui qui se sent morveux, qu'il se mouche ! Le crime, le monstre en suspension vous le refile.

Le mot « trop », c'était bon pour le temps de Vichy, lorsqu'un autre sophiste borgne affecté par Pétain à la persécution antisémite, Darquier, « *en* » voyait partout dans le cinéma et les arts, déjà. Jeudi s'ouvre au Grand Palais, une exposition sur la propagande de Vichy : saine occasion de vérifier que le brave maréchal ne mérita pas l'absolution souhaitée l'autre jour par le monstre en suspension pour prix d'une résistance bonnasse que le cher vieillard devançait gaillardement les exigences de l'occupant.

« Beaucoup », « trop » ? Allons, on ne va pas chipoter sur un détail pareil !

A propos de « *détail* », écoutez ceci, que j'ai cru bon de ne pas mentionner sur le moment.

En 1988, quand des lycéens furent emmenés en pèlerinage à Auschwitz par des organisations juives, savez-vous ce qu'un « historien » susurrait aux enfants, sitôt leurs accompagnateurs hors de vue ? « *Pas question de contester les fours crématoires, mais enfin, ce monte-charge dont on vous dit qu'il hissait quatre cadavres d'un coup, j'ai testé le moteur. Eh bien ! il ne pouvait en monter que deux...* »

Qui était ce révisionniste adepte du « *détail* », et par quel aplomb, par le jeu de quelle inconscience des organisateurs, était-il venu distiller le poison du doute sur les lieux mêmes du supplice ? Ne comptez pas sur moi pour donner un nom, ni même un signalement. Dans notre pays qui battit tous les records de dénonciation de l'Europe occupée, au point que les Allemands n'avaient plus le temps d'ouvrir nos lettres anonymes, et où toutes les déontologies s'effondrent au nom de la liberté, à chacun, n'est-ce pas, de poser ses propres bornes. Même si c'était pour retrouver les vandales de Carpentras, même pour cela, l'appel à la délation serait pis que le mal. Et dire qu'on s'apprête à faire de la « traque » publique un spectacle, pour cause d'*audimat* ! Liberté, que de crimes on aura commis en ton nom !

ON verra bientôt dans les salles *Taxi Blues*, un des films vedettes de Cannes... Un chauffeur prolo (on dirait Thorez joué par Henri Vidal) doit admettre que ses certitudes de Soviétique musclé ne résistent pas aux convulsions d'un saxophoniste anar et toxico. Le produit est fait pour plaire aux Occidentaux : on y voit la liberté ruiner, en quelques cuites, la morale marxiste, aussi factice qu'une musculation aux haltères. Jusqu'à l'ancien combattant de l'armée rouge qui ne se gêne plus pour s'en prendre aux « youpins » ! (Pourquoi faut-il, autre malédiction, que la teneur des crapuleries en suspension soit plus forte, dans tous les pays, chez les héros des guerres passées, que le souvenir des sacrifices porte aux pires conneries ? Pourquoi !)

Il n'est pas inepte de penser que le regain d'antisémitisme affiché ces derniers mois à l'Est et chez nous est la conséquence des progrès de la liberté – encore elle ! Vous levez votre pelle à mots au-dessus du ver, et vous suspendez votre geste, parce que la fleur liberté se trouve sur le trajet.

Si liberté égale vérole, faut-il regretter le temps des gabardines luisantes, des coups de sonnette avant l'aube, des opinions ligotées ? Le pari sur la liberté ne se divise pas ; et l'instinct abject exige sa part du festin. Des *Bas-Fonds* de Gorki à *Taxi Blues*, rien ne s'est passé, d'une certaine façon. C'était bien la peine ! Le loup redevient loup pour l'homme ; avec, en moins, ces illusions dont on fait les oppressions collectives.

ENCORE un mot de l'exposition sur la propagande de Pétain. On a oublié comme il aimait Jeanne d'Arc, notre vieux signataire du statut des juifs. Il l'aimait presque autant que nos frontistes d'aujourd'hui. C'est fou ce qu'ils aiment la sainte aux blancs étendards, nos monstres en suspension !

En souvenir des défilés où nous traînaient les racistes du maréchal contre une poignée de biscuits, je ne sais ce qui me retient de lui dire m..., à la Pucelle. Ou plutôt si, je le sais bien : toujours cette putain de liberté !

SOCIÉTÉ

après les profanations de Carpentras

Le Front national s'estime victime d'une « diffamation d'Etat »

En l'absence de M. Jean-Marie Le Pen à la conférence de presse à laquelle il avait convié les journalistes, lundi 14 mai à l'heure précise où débutait la manifestation contre la montée du racisme et de l'antisémitisme – les dirigeants du Front national se sont refusés à donner la raison de cette absence, – M. Bruno Mégret, délégué général du parti d'extrême droite, a dénoncé l'« *exploitation* » qui est faite de l'« *horrible profanation des sépultures* » du cimetière juif de Carpentras qui constitue, selon lui, « *une seconde profanation* ». Il a avancé ce motif pour expliquer le refus du FN de participer à la manifestation organisée à Paris.

Entouré de plusieurs membres du bureau politique qui venait de tenir une réunion en présence du président du Front, M. Mégret a affirmé que M. Le Pen est « *victime d'une formidable diffamation d'Etat* ».

Le délégué général a déclaré que « *M. Joxe n'est plus le ministre de l'intérieur mais le ministre de la propagande* » en cherchant, aux yeux de M. Mégret, « *à mettre au ban de la nation française les 15 à 20 % des Français qui se reconnaissent dans* [le] *projet politique* » de cette formation. Le dirigeant du Front national s'en est pris à tous les autres partis qui avaient, selon lui, « *sans doute besoin de ce coup de pouce* » et il a condamné le « *tintamarre politicien déplorable* ».

L'absence de M. Le Pen avait sans doute pour but de montrer l'unanimité du bureau politique envoyé au feu, pour l'occasion, afin de protéger son chef alors que cette instance, tout comme le comité central, ne joue d'ordinaire qu'un rôle secondaire dans le fonctionnement de ce parti.

Lors de la réunion du bureau politique, M. Pierre Sergent, ancien dirigeant de l'OAS-Métropole, a suggéré que le Front noue un contact avec le grand rabin de France, M. Joseph Sitruk. Cette proposition n'a pas été retenue, certains participants arguant d'échecs lors de précédentes tentatives.

□ **Le maire d'Angoulême interdit un meeting de M. Le Pen.** – Le maire d'Angoulême (Charente), M. Georges Chavanes (CDS), a décidé, lundi 14 mai, d'interdire une réunion publique de M. Le Pen prévue dans sa ville pour le 21 juin. M. Chavanes, député, ancien ministre, a fait savoir qu'il acceptait de procurer une salle au Front national, mais pas le 21 juin, jour de la Fête de la musique.

Les réactions dans la presse

Les principaux quotidiens nationaux ont consacré, mardi 15 mai, leur « une » à la manifestation organisée la veille à Paris pour protester contre la profanation de Carpentras.

Dans *le Figaro*, sous le titre « Et demain? », Franz-Olivier Giesbert estime que « *la marée humaine qui a déferlé sur Paris montre bien que la France n'est pas entrée en régression mentale comme au temps des ligues et de l'antisémitisme rampant. Aujourd'hui, on ne voit pas de raisons de désespérer de ce pays qui s'est levé pour protester contre l'abjection de Carpentras* ». « *Reste un problème* (...), *il ne faudrait pas oublier pour autant que la France traverse une crise morale. D'abord il faut se méfier de la bonne conscience. Ensuite, il ne sert à rien de* « diaboliser » *Jean-Marie Le Pen. Enfin il n'est plus possible de laisser passer sans broncher les déclarations antisémites* », ajoute le directeur de la rédaction du *Figaro*. « *Bref nous ne sommes pas tout à fait quittes avec nous-mêmes après la grande manifestion d'hier. Elle n'a pas soldé tous les comptes* », conclu Franz-Olivier Giesbert.

Arnaud Spire, dans *l'Humanité*, estime que « *l'extension de la gangrène xénophobe, raciste et antisémite, a des racines profondes : une proportion croissante de la population est plongée dans le mal-vivre. Cela favorise les tensions. Une manifestation ne suffira pas a arracher ces mauvaises racines* ».

Ce point de vue est partagé par Serge July, dans *Libération*. « *Jean-Marie Le Pen ne s'est pas associé à cette initiative, il a eu tort. L'unanimité de l'ensemble de la société le met ipso facto en position d'accusé. Socialement plus déstructurée, la société française a besoin d'être recousue. Le lepénisme se développe dans toutes les béances. Pour s'opposer à cette glissade permissive, il importe évidemment de recréer des liens* », estime le directeur de la publication de *Libération*. « *Le plus élémentaire de ces liens, c'est l'association ponctuelle, c'est-à-dire la manifestation. Pendant quelques heures, la politique fut ramenée à quelques exigences fondamentales. Malheureusement le sursaut risque d'être de courte durée. Pour s'opposer aux racismes, il faut aussi faire de la politique dans les banlieues françaises. Mais ça, c'est une autre histoire.* », conclu Serge July.

Dans le *Quotidien de Paris*, Philippe Tesson estime que « *la manifestation massive est la plus belle et la plus forte réponse que l'on pouvait apporter au crime de Carpentras* ». Mais « *l'absence de relation directe entre Carpentras et le problème de l'immigration devrait suffire à dissuader les représentants de l'opposition d'aller à la table ronde de Matignon* », ajoute Philippe Tesson.

Rassemblements et cortèges dans une dizaine de villes de province

● **A Marseille**, plus de six mille personnes ont défilé lundi 14 mai, dans la soirée. Cette manifestation était organisée à l'appel de Marseille-Fraternité, relayée par les partis de gauche et de multiples organisations. De nombreuses personnalités marseillaises, dont le maire de la ville, M. Robert Vigouroux, avaient pris la tête du cortège derrière une large banderole proclamant : « *Halte au racisme et à l'antisémitisme. Non à la banalisation, à la complicité, à la complaisance. !*»

● **A Quimper**, quelques cinq mille personnes ont défilé lundi. Dans cette ville où des étoiles de David avaient été peintes en rouge sur les devantures de 17 magasins du centre-ville dans la nuit de samedi à dimanche, 19 associations et 3 formations politiques (PCF, PS, Ligue communiste révolutionnaire) avaient lancé un appel à cette manifestation. Le procureur de la République de Quimper, M. Gérard Nédellec, avait indiqué dans l'après-midi de lundi qu'« *aucun élément ne permet pour l'instant d'identifier le ou les auteurs* » de ces graffitis antisémites.

● **A Rennes**, deux mille personnes environ se sont rassemblées sur la place de la mairie avant de défiler dans les artères piétonnières de la ville. Les élus des différents partis politiques étaient présents, avec à leur tête le maire socialiste de la ville, M. Edmond Hervé.

D'autres manifestations ou rassemblements ont eu lieu dans le reste du pays, réunissant notamment trois mille cinq cents personnes environ à Nantes, plus d'un millier à Dijon, autant à Rouen. Dans cette dernière ville, militants et élus du RPR ont manifesté séparément.

A Besançon, Vichy, Bayonne, plusieurs centaines de personnes se sont réunies. Une séance exceptionnelle du conseil municipal de Reims devait avoir lieu, le mardi 15 mai, pour entendre une déclaration du maire (RPR) de cette ville, M. Jean Falala.

Guerre des signes à Clichy-sous-Bois

De loin, ils regardent. Ils sont venus « rafraîchir » les tombes de leurs proches, mais leurs yeux restent fixés sur les deux rangées de tombes accolées à l'un des murs d'enceinte, dans un coin du cimetière de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Personne n'ose vraiment s'approcher du carré juif profané dans la nuit du dimanche 13 au lundi 14 mai. Comme pour ne pas troubler plus encore, par le bruit des pas sur le gravier, la paix malmenée des trente-deux tombes souillées.

Les fleurs flétries ont été jetées à terre, éparpillées, les arbustes déterrés, les plaques commémoratives et les poteries brisées. Tout semble avoir été fait à la va-vite. Sur six tombes, des croix gammées en rouge indélébile jouxtent l'étoile juive. Guerre des signes. Les croix, branches à l'envers, sont mal dessinées. Mais le symbole demeure.

Seules les familles, alertées par la radio, arrivent, anxieuses, sur les tombes. Tristesse et désarroi, larmes, incompréhension. « *Tout est si calme d'habitude*, explique l'un des responsables du centre culturel local. *Tout est si tranquille. La communauté* (quatre cents familles à Clichy) *n'a jamais eu à se plaindre . Et il n'a jamais été prouvé que l'incendie de la synagogue, il y a trois ans, ait été la conséquence d'un acte antisémite.* »

Néanmoins, le climat politique ambiant est loin d'être sain. L'ancien maire communiste, M. André Deschamps, avait été désavoué le 31 mars par la fédération de son parti à la suite de propos considérés comme racistes.

Un rassemblement de protestation était prévu à 17 heures , mardi, devant le cimetière. Noin loin de là, à profusion, les affiches appellent à lutter « *contre le racisme et toutes les formes d'injustice* » .

JEAN-MICHEL DUMAY

Plusieurs profanations de cimetières à l'étranger

Plusieurs cas de profanations de cimetières ont été signalés le lundi 14 mai dans divers pays. A Wejherowo, une petite ville du nord de la Pologne, des vandales ont saccagé plusieurs dizaines de tombes, brisant les monuments mortuaires et les insignes religieux. Le cimetière de la ville accueille des défunts de toutes les confessions.

A Lund, dans le sud de la Suède, une dizaine de tombes de victimes de camps de concentration nazis, déportés soviétiques, yougoslaves et hongrois pour la plupart, ont été profanées. Les croix surmontant les caveaux ont notamment été brisées. En Italie, ce sont deux cimetières catholiques qui ont été visés près de Vérone, où une quarantaine de tombes ont été saccagées.

Enfin, en Israël, des croix gammées et des slogans anti-israéliens ont été peints sur des sépultures du cimetière juif du mont des Oliviers à Jérusalem-Est. La police a par ailleurs interpellé un second suspect juif dans le cadre de l'enquête sur la profanation de deux cent cinquante tombes commise dimanche à Haïfa. – *(AFP.)*

« Nuit et brouillard » sur les six chaînes

Les six chaînes de télévision française – TF 1, Antenne 2, FR 3, Canal Plus, la 5 et M 6 – ont diffusé lundi soir, en fin de soirée, *Nuit et bruillard*, le documentaire d'Alain Resnais sur les camps et le martyre des déportés durant la dernière guerre. Cette programmation, qui a bouleversé les grilles habituelles des chaînes, avait été demandée par le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) et des associations antiracistes. Les droits de diffusion du film ont été cédés par le producteur, M. Anatole Daumann, à la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme).

L'ensemble des chaînes a largement couvert la manifestation, certains journaux comme ceux de FR3 et d'Antenne 2 étant même réalisés en direct de la place de la République à Paris, la 5 encadrant la diffusion de *Nuit et brouillard* d'un débat. Enfin, mardi soir, « Les dossiers de l'écran » devaient être à nouveau consacrés à l'intolérance et au racisme.

La police dispose de très peu d'indices matériels

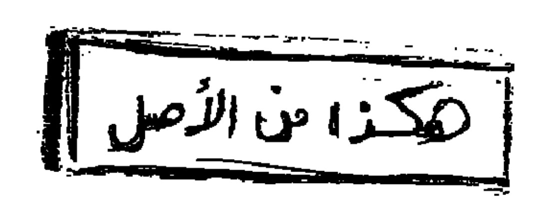
Aucune information fiable n'a pu être obtenue sur les raisons des investigations menées, lundi 14 mai, dans l'enceinte du cimetière juif de Carpentras par les policiers chargés de l'enquête, en présence du juge d'instruction, Mme Françoise Mothes.

Les enquêteurs recherchaient apparemment des indices sur les conditions dans lesquelles la dépouille de Félix Germon a été l'objet d'exactions lors de la profanation et de la dégradation de trente-quatre tombes du cimetière. Le cadavre de Félix Germon avait été empalé sur un manche de parasol. Des scellés ont ensuite été posés sur les battants métalliques de l'entrée principale et sur la porte annexe du cimetière.

Ce transport de justice, qui avait provoqué le « bouclage » du cimetière durant l'après-midi de lundi, en présence du premier adjoint au maire de Carpentras, d'employés des Pompes funèbres, des services techniques municipaux et de représentants de la communauté juive, illustre les difficultés de l'enquête.

Cinq jours après la découverte de la profanation, la police ne semble disposer d'aucune piste sérieuse . Mme Mothes a *délivré, lundi, une commission rogatoire très large à tous les services de police judiciaire* du territoire. « Nous ne cherchons pas un groupe en particulier, nous cherchons des faits, des indices *concrets et nous ne privilégions aucune piste* », confiait un enquêteur de l'antenne d'Avignon du SRPJ de Montpellier pour résumer la situation. Les enquêteurs ne disposent que de très peu d'indices matériels, à part le fait que les empreintes de pas relevées – des chaussures munies de semelles à fort relief, genre « Rangers » ou « Pataugas » – paraissent indiquer que les profanateurs étaient au nombre de quatre.

Après l'interpellation sans résultats de six skinheads de l'agglomération avignonnaise, les policiers ont orienté leurs investigations vers les milieux d'extrême droite d'autres villes de la région, en particulier d'Aix-en-Provence, où sévissent plusieurs groupes néo-nazis qui ont multiplié, récemment, les « bombages » anti-juifs. Mais ces recherches n'ont rien amené de plus que la confirmation d'un « *climat général* » .



هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

Après les profanations de Carpentras

M. Lionel Jospin : l'école doit apprendre à lutter contre le racisme et la xénophobie

M. Lionel Jospin a longuement évoqué les événements de Carpentras, en inaugurant, lundi 14 mai, une exposition de travaux d'élèves sur la déportation, au lycée professionnel Kastler de Dourdan (Essonne).

« *En profanant les tombes de Carpentras*, a-t-il déclaré, *on a voulu blesser, de la façon la plus abjecte qui soit, la communauté juive de France, mais l'on a aussi atteint l'humanité. Cette violence, parce qu'elle s'inscrit dans un climat d'exclusion et de haine quotidienne et insidieuse, n'est pas seulement un acte marginal et monstrueux, c'est une défaite. Ou plutôt, ce pourrait être une défaite, pour les valeurs de respect et de dignité des individus sur lesquelles nous avons fondé nos institutions et notre vie collective, si nous ne réagissions pas avec force. (...)*

» *Nous savions notre société en proie à des résurgences de racisme et d'antisémitisme. Nous avons voulu comprendre. On peut effectivement trouver des causes. Jamais on ne trouvera d'excuse. Il faut savoir que le racisme est une attitude irrationnelle. En essayant de le comprendre, peut-être le légitime-t-on. Qui trouvera jamais la raison, économique, sociale ou culturelle, de l'acte de Carpentras ? Il faut savoir condamner, de façon absolue. Et combattre.*

» *Pour faire que la mémoire ne disparaisse pas, pour donner à tous les jeunes des repères, pour les aider à comprendre qu'il n'est pas de discours innocent, l'école a un rôle à jouer, une mission à remplir. L'éducation nationale est tout d'abord un de ces lieux où s'élabore la mémoire collective, où se transmet la connaissance des époques passées. C'est là que les élèves apprennent l'histoire et, ce faisant, se construisent des références, car nous savons bien qu'un certain racisme se nourrit de l'ignorance. Cet enseignement s'effectue dans le respect de l'objectivité historique et dans la plus grande liberté intellectuelle. Les enseignants ont là une responsabilité importante et ils l'assument pleinement. C'est un devoir essentiel de l'école.*

» *En même temps, plusieurs affaires ont récemment montré la présence dans l'université d'enseignants et de chercheurs défendant des idéologies d'extrême droite, et par exemple, les thèses dites révisionnistes sur la négation des camps de la mort. Les universitaires en France ne sont élus et jugés que sur des critères scientifiques dont leurs pairs sont les garants. C'est donc à la communauté universitaire d'assumer pleinement son devoir de vigilance.*

» *Mais l'école est également le lieu d'un apprentissage de la tolérance et d'une éducation contre le racisme. De nombreuses disciplines sont concernées par cet apprentissage. Je pense en particulier à la philosophie, à l'histoire, la géographie, la littérature... Apprendre aux jeunes la diversité des cultures et des arts, leur apprendre que les civilisations ne vivent jamais en autarcie mais s'enrichissent continuellement de leurs apports mutuels, c'est leur donner une indispensable ouverture intellectuelle. Ce doit être aussi l'occasion de lutter contre le racisme et la xénophobie. Une semaine d'éducation contre le racisme a été instituée. L'instruction civique aussi doit jouer un rôle important dans cette éducation. Enfin, l'école est aussi ce lieu où, par la vie en commun, les enfants font l'apprentissage du respect des autres et de la tolérance.* »

La FASP : les policiers républicains sont solidaires

« *Nous, policiers de la République, policiers du pays des droits de l'homme, sommes solidaires de tous ceux qui se sont sentis atteints dans leur âme, dans leur chair, dans leur mémoire par cet acte abominable, quels qu'en soient par ailleurs les auteurs.* » En accueillant par ces mots, lundi 14 mai à Vincennes (Val-de-Marne), à l'heure même de la manifestation, M. Pierre Joxe à l'ouverture du dixième congrès de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), M. Bernard Deleplace a tenu à exprimer la « *solidarité* » du principal syndicat de policiers.

Prévu de longue date, ce congrès empêchait les syndicalistes de la FASP de participer au cortège. Toutefois, le matin même, M. Deleplace avait invité, sur France-Inter, « *tous les républicains et les démocrates dans la police à se joindre* » à la manifestation. Le soir, à Vincennes, il ajoutait : « *Nous y sommes avec le cœur, avec l'émotion, avec l'esprit, avec la force de toutes nos valeurs* », avant d'annoncer qu'il devait revenir « *longuement* », mardi 15 mai, « *sur l'effroyable profanation de Carpentras* ».

Accueilli sur l'air du « *Temps des cerises* », M. Joxe devait notamment déclarer, sous les applaudissements des congressistes, que la police nationale « *se doit de combattre le racisme* ». Selon le ministre de l'intérieur, l'existence d'une organisation de policiers « *attachée à la défense des principes républicains et des droits de l'homme* (est) *une grande chance* » pour la démocratie. « *Un pays démocratique est un pays qui a la chance d'avoir, et de moderniser, une police démocratique* », a conclu M. Joxe en présentant les grandes lignes de son projet de loi d'orientation sur la « *sécurité intérieure* ».

ÉRICH INCIYAN

Le responsable de la revue *Révision* en correctionnelle

Trois mois de prison ferme pour antisémitisme « obsessionnel »

M. Alain Guionnet, trente-six ans, directeur de la publication de la revue *Révision* a été condamné lundi 14 mai par la 17ème chambre correctionnelle de Paris à trois mois de prison pour avoir écrit et diffusé des textes antisémites sanctionnés par trois jugements distincts.

Chacun de ces jugements le condamne à trois mois de prison mais le tribunal a ordonné la confusion de ces trois peines prononcées pour « *provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence raciales et diffamation raciale* ». Dans le numéro de septembre 1989 du mensuel *Révision* M. Guionnet avait notamment publié « *le protocole des sages de Sion* » et un texte contestant le « *mythe* » des chambres à gaz qualifiées « *d'histoire de source juive* ». Le numéro d'octobre contenait un texte soutenant « *l'imposture* » du génocide des juifs pendant la seconde guerre mondiale et un « *ultimatum* » que le jugement qualifie de « *menace* ».

Enfin, le mensuel diffusé en novembre 1989 comportait plusieurs passages à caractère antisémite accompagnés de propos que les magistrats désignent comme des appels « *non équivoques à la commission d'actes de violence contre les membres de la communauté juive* ». Le tribunal présidé par M. Alain Lacabarats observe en outre que M. Guionnet « *se livre à une diatribe souvent délirante, voire même obsessionnelle contre la communauté juive* ».

Les juges ajoutent qu'il « *incite le lecteur non seulement à haïr les membres d'une communauté (...) mais aussi à se révolter et à réagir par la violence* ».

En matière de presse, les condamnations sont généralement assorties du sursis mais les magistrats ont prononcé une sanction de trois mois de prison ferme après avoir relevé : « *Dans l'appréciation de la peine il y a lieu de tenir compte du fait que M. Alain Guionnet a déjà été condamné pour des faits similaires à une peine d'emprisonnement avec sursis* ».

Le directeur de la publication de *Révision* a été condamné à verser trente mille francs de dommages et intérêts à la LICRA, la même somme au MRAP et quinze mille francs à la Ligue des droits de l'homme.

M. P.

JUSTICE

Neuf Basques devant le tribunal de Paris

La notion floue d'association de malfaiteurs

Treize personnes soupçonnées d'appartenir à l'ETA militaire ont été renvoyées devant la 16e chambre correctionnelle de Paris présidée par M. Jean-Louis Mazière pour répondre, au cours d'un procès ouvert le 14 mai et qui se poursuivra jusqu'au 23 mai, du délit *« d'association de malfaiteurs »*.

Ils ne sont que onze à répondre à l'appel du président. Parmi les six prévenus libres, Jesus Echevarri Elordi, trente-sept ans, et José-Gabriel Arrizabalaga Altuna, trente-trois ans, tous deux ressortissants espagnols, n'ont pas été touchés par la citation et seront jugés par défaut. Quelques minutes plus tard, deux autres prévenus quittent le box des détenus pour rejoindre leur prison. José-Antonio Urruticoechea Bengoechea, trente-neuf ans, dit « José Ternera » et Héléna Beloqui Reza, vingt-neuf ans, font l'objet d'une autre procédure. A la demande de leurs avocats, leur cas a été disjoint.

« Ternera » est considéré par l'accusation comme l'un des chefs du mouvement séparatiste basque. Quant à Beloqui Reza, l'accusation lui reproche un rôle politique qui se serait exercé à haut niveau dans l'entourage immédiat de « Ternera » arrêté en même temps qu'elle le 11 janvier 1989.

Il reste donc neuf prévenus dont cinq de nationalité espagnole dans le box des détenus... José-Ignacio Bicabea Barunza, quarante-trois ans, serait aussi l'un des principaux personnages de l'ETA. Ancien député de la Coalition indépendante basque espagnole, Harribatasuna, il a été arrêté le 30 septembre 1987 dans un chalet de Saint-Pé-sur-Nivelle où les policiers ont saisi des armes et de nombreux documents dont une liste de 563 noms qui correspondraient à des membres de l'ETA.

A ses côtés, Carmelo Garcia Merchan, trente-sept ans, figurait sur cette liste tout comme José – Ignacio Urdian Ciriza, trente ans, et Marino Gonzalez Betolaza, trente-huit ans, qui devront répondre également du délit d'infraction à la législation sur les armes pour un pistolet découvert à leur domicile. Enfin, José Chavarri Lopategui, trente ans, serait l'adjoint d'Urruticoechea.

Les quatre prévenus libres de nationalité française, Philippe Lassalle-Astis, quarante ans, Catherine Lafargues-Dubos, vingt-six ans, Francis Capot, trente et un ans, et Christine Razin, vingt-huit ans, semblent n'avoir tenu que des rôles mineurs et l'accusation leur reproche surtout « *un soutien logistique* ».

Le débat sur le délit d'association de malfaiteurs devait d'être précédé par les questions de procédure traditionnelles dans ce type de procès. Il est vrai qu'en l'occurrence, les débuts de l'instruction judiciaire ont offert aux avocats une mine de causes de nullité.

Après la découverte des documents dans le chalet de Saint-Pé-sur-Nivelle, une opération policière de grande envergure a été montée le 3 octobre 1989 au Pays basque et a conduit à 120 interpellations suivies de plus de 60 expulsions administratives. Cette « *grande rafle* » a été exécutée avec la caution juridique de la commission rogatoire du juge d'instruction que les avocats ont considérée comme « *trop générale* » et devant donc être annulée. Pour les défenseurs, il s'agit là d'un « *dérapage judiciaire* » que les magistrats ne doivent pas « *couvrir* ». Six conclusions, dont certaines entraîneront la nullité de toute la procédure, ont été déposées, mais le tribunal y répondra plus tard dans son jugement.

MAURICE PEYROT

Pour protester contre le manque de personnel

Les magistrats de La Roche-sur-Yon renvoient leurs dossiers

Les magistrats du tribunal correctionnel de La Roche-sur-Yon (Vendée) ont décidé de renvoyer désormais la majeure partie des affaires dont ils sont saisis, à l'exception des dossiers concernant les détenus. Cette mesure est la conséquence d'un « *ras-le-bol* » dans toutes les juridictions et ne se veut « *ni caractérielle ni corporatiste, mais tournée vers les justiciables* », a expliqué Mme Hélène Cazaux, juge pour enfants.

Depuis avril, une centaine de jugements rendus en audience publique ne sont toujours pas dactylographiés, selon le magistrat, par manque de personnel. Cela fait donc deux mois que les décisions rendues par la juridiction correctionnelle n'ont aucune existence légale.

Réunis vendredi en assemblée générale, les magistrats ont pris cette décision de renvoi systématique après « *mûre réflexion* » alors qu'ils estimaient avoir utilisé toutes les voies officielles. « *C'est un constat d'impuissance* », a conclu Mme Cazaux.

POINT DE VUE

Il est plus tard qu'on ne le pense

par François Léotard

La confusion intellectuelle semble s'être installée au plus haut niveau de l'Etat.

Après avoir confié à SOS-Racisme, c'est-à-dire au Parti socialiste, le soin d'enseigner à des lycéens stupéfaits ce dont on décharge leurs professeurs, après avoir confié au Parti communiste le soin d'ouvrir la voie en 1990 à une nouvelle législation sur la presse, après avoir introduit l'extrême droite dans la panoplie des stratégies électorales, on en arrive aujourd'hui – le dérisoire ne tue pas – à mener avec de petites manœuvres le bataillon des grands sentiments.

Beaucoup d'entre nous – j'en étais – avaient exprimé le souhait de voir les problèmes de l'immigration échapper, autant que possible, à la guerre des partis. C'est dans cet esprit que nous nous étions rendus une première fois – c'était le 3 avril – à l'invitation du premier ministre. Nous envisagions d'ailleurs de revenir puisque la première réunion n'avait pas permis, à proprement parler, de travailler.

Raison et responsabilité

Nous pensions qu'il était possible, sur un sujet aussi grave, de comparer nos méthodes, nos projets, les initiatives que la communauté nationale tout entière était en mesure de soutenir ou d'accepter. Avec une grande naïveté, nous avions considéré qu'avant d'être socialiste M. Rocard était le chef du gouvernement.

Grande fut notre stupeur quand il nous apparut que la seule conséquence pratique de cette première réunion fut la discussion puis le vote d'un texte de loi qui, non seulement n'avait pas été évoqué lors de cette table ronde, mais qui – s'il l'avait été – aurait été majoritairement rejeté.

Et grande est aujourd'hui notre peine lorsque nous constatons que le drame de Carpentras devrait nous amener, comme par une sorte de repentir, à nous soumettre à l'imperium d'une bonne conscience officielle, bien entendu socialiste. On semblerait ainsi nous dire, de toutes parts, qu'il conviendrait d'aller à Matignon pour effacer Carpentras...

Que l'on me comprenne bien : je suis de ceux qui plaident, à l'intérieur de l'opposition, pour un combat politique contre les thèmes et les pratiques du Front national. Non seulement il ne faut pas s'allier – ce que nous disons depuis longtemps – mais il convient aujourd'hui d'engager résolument un débat démocratique devant le pays pour montrer ce qu'il y a de dangereux – et, on l'a vu, de meurtrier – dans certains propos et dans certaines attitudes de ce mouvement. Mais « l'après-Carpentras » ne peut pas, ne doit pas être un moment de confusion mentale. « L'après-Carpentras », c'est d'abord l'exercice de la raison et de la responsabilité.

L'opposition libérale doit rompre définitivement avec le Front national. Elle ne peut le faire que dans le cadre d'une formation commune à tous les partis qui la composent et sur un projet clair, authentiquement républicain. Voilà sa responsabilité.

Elle a aujourd'hui sur l'immigration une politique à la fois forte, fraternelle et responsable. Cette politique n'est pas celle de M. Le Pen. Cette politique n'est pas celle de M. Rocard. Nous avons publiquement demandé à M. Rocard de renoncer à un projet (le droit de vote aux étrangers) qui fabrique, à chaque fois qu'il est évoqué, des électeurs lepénistes. Il appartient aujourd'hui à M. Rocard d'accepter les responsabilités qui sont les siennes. Les plus importantes ne se partagent jamais. Ce n'est pas gouverner autrement que de se faire gouverner par les autres. Mais à droite, comme à gauche, il est probablement plus tard qu'on ne le pense.

▶ **François Léotard est président du Parti républicain.**

La première déclaration du Haut Conseil de l'intégration

Il faut assurer « une meilleure connaissance de l'immigration »

Neuf semaines après son installation, le Haut Conseil à l'intégration s'est exprimé publiquement pour la première fois, mardi 15 mai, au cours d'une conférence de presse à Paris. Ce comité de « sages », nommés pour trois ans, est présidé par M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat. Ses autres membres sont Mme Marie-Thérèse Join-Lambert et MM. Jean-Pierre Delalande, André Diligent, Philippe Farine, Stéphane Hessel, Anicet Le Pors, Georges Morin et Jacques Voisard. Le secrétariat du Haut Conseil est assuré par M. Hubert Prevot, secrétaire général à l'intégration.

Dans une communication, le Haut Conseil souligne que « *la présence en France de communautés étrangères ou allogènes, dont l'apport démographique, économique et culturel est précieux, pose, lorsqu'elles sont mal intégrées, marginalisées ou confinées dans des ghettos, de graves problèmes dont la solution réside, pour une bonne part, dans une politique d'intégration appelée à se développer sur une longue période.* »

« *Cette période*, ajoute-t-il, *ne peut ignorer les problèmes des populations françaises en grande difficulté sociale, placées dans des conditions voisines. Elle ne saurait être réduite, ni à une assimilation pure et simple (...), ni à une insertion superficielle qui aboutirait à pérenniser les différences susceptibles d'entretenir des tensions sociales et des phénomènes de rejet de nature à mettre en cause la paix civile et la stabilité de notre démocratie : priorité absolue doit donc être donnée à la mise en œuvre d'une telle politique.* »

Les « sages » demandent au premier ministre que l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et l'Institut national des études démographiques (INED), « *consacrent les moyens nécessaires à la mobilisation, à la coordination et à la diffusion de toutes les informations existantes. Cette impulsion nouvelle permettra de mettre fin aux rétentions éventuelles d'informations de la part des administrations concernées, ainsi qu'à la circulation de données incorrectes ou fantaisistes.*

Le Haut Conseil compte fair porter ses travaux, dans un premier temps, sur les cinq thèmes suivants :

– « *assurer une meilleure connaissance de l'immigration et, en premier lieu, une transparence réelle des données détenues par les administrations ;*

– *affiner la définition des objectifs poursuivis par une politique d'intégration (...) ;*

– *évaluer les conséquences économiques des flux migratoires et (...) les formes illégales d'emploi et leur lien avec l'immigration clandestine ;*

– *recherche les améliorations éventuelles à apporter à l'organisation administrative ;*

– *traiter en priorité les problèmes des foyers dans le cadre d'une réflexion globale sur le logement des immigrés.*»

Sur l'ensemble de ces thèmes, le Haut Conseil a désigné des rapporteurs et procédé à des auditions. Il rendre publiques, au début de l'été, une série de réflexions et proposera à l'automne, dans son premier rapport, les mesures qu'il soumettra au gouvernement.

□ **Un maire inculpé pour entrave à la liberté du culte.** – Le maire RPR de Charvieu-Chavagneux (Isère), M. Gérard Dezempte, a été inculpé le 14 mai par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon (Rhône), pour « *entrave à la liberté du culte et démolition de biens appartenant à autrui* ». M. Dezempte, qui avait plaidé la méprise de l'entreprise chargée des travaux, est accusé d'avoir volontairement fait démolir la salle de prière de la communauté islamique de sa commune, le 16 août dernier.

EN BREF

□ **Un attentat contre un barrage EDF près de Golfech.** – Un attentat à l'explosif a été perpétré au cours de la nuit de samedi 12 à dimanche 13 mai sur le barrage EDF de Malause (Tarn-et-Garonne), à 11 km de la centrale nucléaire de Golfech. Les dégâts ne sont que matériels, et le barrage a résisté aux explosions. Un « comité antinucléaire» inconnu dans la région a revendiqué cet acte que condamne le responsable local des Verts, M. Alain Bédouret.

Une douzaine de charges représentant au total 3 à 4 kg d'explosif avaient été réparties sur deux des six vannes du barrage, et sur le pont transbordeur servant à leur manipulation.

□ **Des experts demandent la fermeture de la centrale de Greifswald (RDA).** – Une commission d'experts ouest et est-allemands recommande la fermeture, pour raisons de sécurité, de la centrale nucléaire de Greifswald (nord de la RDA), dans un rapport présenté lundi 14 mai à Berlin-Est, et commandé en février dernier par la « Table ronde » des formations politiques est-allemandes. Deux des cinq réacteurs de cette centrale à eau pressurisée, qui fournit toute l'électricité d'origine nucléaire de RFA, avaient déjà été stoppés il y a trois mois. Le site, réputé pour les problèmes de sûreté qui s'y posent, a été inspecté par une équipe de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), en février dernier. – *(AFP.)*

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

La recherche aux armées

Plus d'un tiers des crédits publics de recherche sont consacrés à la défense nationale. Des sommes qui mêlent de plus en plus étroitement recherche civile et recherche militaire.

Environ mille cinq cents scientifiques civils et militaires, issus de laboratoires, d'universités et d'industries travaillant pour la défense nationale, se réunissent, mardi 15 et mercredi 16 mai à Paris, pour débattre de la recherche et des dernières avancées de la science et de la technologie, notamment en matière de lasers, de traitement du signal, de nouveaux matériaux et de mécanique en environnement sévère.

Parmi les applications les plus spectaculaires de ces recherches, figure une conception nouvelle de radar, rendue possible par les progrès de l'informatique.

M. Gérard Renon, sécrétaire d'Etat à la défense, qui préside ce symposium, souligne, dans un entretien au *Monde*, la volonté du gouvernement de rendre les rapports entre les armées et les chercheurs civils encore plus conviviaux qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent, malgré les exigences du secret.

« PARCE *qu'il faut au moins dix années pour réaliser un système de défense qui pourra rester en service vingt ans, les armées sont condamnées à se projeter dans l'avenir.* » Ce constat d'un responsable de la Direc tion des recherches, études et techniques (DRET) n'est pas neuf. Mais il prend une dimension toute particulière en cette période de restriction budgétaire qui a vu tour à tour le char Leclerc, le porte-avions nucléaire *Charles-de-Gaulle*, les sous-marins lanceurs d'engins de nouvelle génération et l'avion de combat Rafale subir les mesures d'économie réclamées par le chef de l'Etat et le premier ministre.

Certes, il convient de nuancer le propos en se souvenant que « *la guerre n'est pas pour demain* », ce qui explique que les réductions préconisées portent essentiellement sur les crédits d'équipement dont le montant s'élève pour 1990 à un peu plus de 100 milliards de francs (1).

AEROSPATIALE

Ainsi, se trouvent touchés par ces restrictions les crédits de fabrication et d'entretien relatifs aux nouveaux programmes d'armement qui, de ce fait, vont prendre du retard sur le calendrier initialement fixé. Un retard que certains estiment cependant supportable parce que les crédits de recherche et développement qui les accompagnent sont maintenus. Et même en augmentation, si l'on en juge par la progression enregistrée entre 1988 (26,1 milliards de francs) et 1990 (31,5 milliards de francs).

Les exemples de cette politique du moindre mal ne manquent pas. Ainsi, la recherche sur les matériaux nouveaux et les systèmes optroniques, grâce auxquels les conducteurs du char Leclerc pourront voir aussi bien le jour que la nuit, est-elle maintenue. Mais le Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) ne sait toujours pas s'il devra produire demain 1 400, 1 200 voire 1 000 ou 700 chars Leclerc. De la même manière, les études et recherches concernant la propulsion nucléaire et le futur armement (missile anti-aérien Aster) du porte-avions nucléaire *Charles-de-Gaulle* sont préservées. Mais le bâtiment ne sera disponible qu'en 1998 au lieu de 1996.

Les sous-marins lanceurs d'engins de la nouvelle génération (SMLE-NG) dont la première unité sera le *Triomphant* n'échappent pas à cette tendance. A une nuance près cependant : le retard de ce programme ne dépassera pas six mois en raison de la priorité accordée par le chef de l'Etat à la dissuasion nucléaire. Que dire enfin de l'avion de combat Rafale pour lequel les études nécessaires à la mise au point d'une nouvelle cellule, d'un nouveau moteur et d'un tout nouveau système d'armes vont engloutir 40 milliards de francs entre 1989 et 1993 sur les 130 milliards de francs réservés à ce programme. Une telle politique s'impose selon les militaires pour préserver l'essentiel. Ce n'est qu'à ce prix qu'il est possible d'identifier les difficultés technologiques, contourner les obstacles, démontrer la faisabilité des idées et être capable de lancer les fabrications pour le jour où les décisions d'engagement des programmes seront prises. Tout cela coûte cher et même très cher car il ne faut pas oublier que pour leurs besoins les armées sont obligées de conduire leur effort sur un large front. Il leur faut puiser dans tous les domaines de recherche : de la micro-électronique aux matériaux composites et aux lasers en passant par la biologie et les sciences humaines.

Rien d'étonnant à cela, car, comme le fait remarquer un ancien conseiller scientifique auprès du ministre de la défense, la science « *a profondément transformé les armements, et les militaires doivent faire face aux nouvelles menaces dont la science est la source ; ainsi, pour rester compétitifs, les armements modernes doivent-ils intégrer les derniers progrès de la technologie* ». Et cela se paie. Cette année, les moyens consacrés à la recherche et au développement par la défense s'élèvent à 31,5 milliards de francs, soit un peu plus du tiers des dépenses totales de recherche consenties par l'Etat.

Aux Etats-Unis, dont l'effort est « *dix foix plus important que le nôtre* », cette proportion est inversée, les deux tiers des dépenses de recherche financées par le gouvernement fédéral sont affectées aux affaires de défense. En Grande-Bretagne, civils et militaires se partagent la manne de l'Etat tandis qu'en Allemagne fédérale les crédits de recherche à vocation militaire ne représentent qu'environ le cinquième des dépenses totales de recherche.

Pour l'essentiel, ces 31,5 milliards de francs dévolus à la recherche et au développement, et dont les deux tiers vont à l'industrie (2), se partagent entre l'aérospatiale (33 %), l'électronique et l'informatique (27 %) et le nucléaire (20 %). Le reste se distribue entre les poudres et explosifs (4 %), la construction navale (4 %), les armements terrestres (5 %) et des activités diverses (7 %). « *Mais*, fait remarquer l'ingénieur général Victor Marçais, directeur des recherches, études et techniques à la DRET, *sur ce total, la recherche proprement dite ne constitue que 6.15 milliards de francs.* » Sommes auxquelles il convient d'ajouter pour être précis environ 2 milliards de francs supplémentaires alloués à la direction des applications militaires du CEA pour le développement des armes nucléaires.

Ces sommes, qui constituent ce que les spécialistes appellent « *les études amont* », permettent deux types d'actions : le lancement de travaux pour préciser l'application opérationnelle d'un concept technique nouveau par une réalisation expérimentale, limitée mais démonstrative ; la conduite d'une recherche plus en amont, fortement orientée par les besoins des états-majors, et comprenant aussi une part non négligeable de travaux se situant à un niveau plus fondamental sans avoir pour autant une finalité militaire bien précise.

Pour cette partie la plus en amont de la recherche, la DRET a la possibilité de mener une action contractuelle auprès des laboratoires de recherche universitaires et industriels. Ce dernier volet est loin d'être négligeable puisque chaque année le service de recherche de la DRET, fort d'une centaine de spécialistes, y consacre environ 1,2 milliard de francs dont la plus grande part va à l'industrie. A titre d'exemple, un millier de contrats ont été ainsi signés en 1989 qui ont permis de faire travailler entre 6 000 et 8 000 chercheurs sur le territoire national.

« *Certes*, reconnaît M. Marçais, *il n'existe pas de tabous qui empêchent de passer des contrats à l'étranger, mais le passé nous a appris que souvent les laboratoires contactés refusaient... Peut-être par peur d'y perdre un peu de leur liberté.* » Liberté de mouvement plus que liberté d'expression puisque près de 90 % des publications faites par les chercheurs sur leur domaine de recherche « *ne sont pas classifiées* ». Mais, avec le temps, les mentalités changeront et, à n'en pas douter, cela se développera, comme se sont développées les coopérations bilatérales. C'est presque une nécessité. « *Car*, note M. Marçais, *en travaillant tous en Europe dans les mêmes domaines et en même temps, nous faisons un bien mauvais emploi de nos crédits.* »

D'où l'idée de lancer par exemple des recherches conjointes sur les composants électroniques et sur les radars entre les treize pays européen de l'Alliance atlantique *via* un nouveau programme européen, EUCLID, qui devrait faire en novembre l'objet d'un accord intergouvernemental et pour lequel, en 1991, environ 120 millions d'unités de compte ont été réservées. Reste à convaincre les industriels de l'armement concernés de s'engager sans trop de réticence dans cette voie.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Soit 54 % du budget total des armées : 189,4 milliards de francs en 1990.

(2) Cette manne ne bénéficie pas seulement aux grands groupes. Depuis quatre ans, une mission a été mise en place pour que les PMI et les PME profitent des recherches lancées par la défense nationale et apportent leurs idées. En 1988, elles étaient soixante-quatre et, en 1989, quatre-vingt-un.

Le radar des grands espaces

Grâce aux progrès des techniques du traitement du signal, les militaires français disposent d'un radar presque idéal

EN apparence, rien de plus anodin : une cinquantaine de pylônes disposés sur deux rangs et des câbles électriques courant sur le sol. Cela ressemble à une série de lampadaires d'éclairage public, un ensemble incongru dans ce coin de garrigue du centre d'essais de la Méditerranée (CEM) sur l'île du Levant. En fait, il s'agit du prototype du « radar à impulsions et antenne synthétiques » (RIAS), un appareil révolutionnaire, mis au point par l'ONERA (Office national d'études et de recherches aérospatiales), organisme dépendant du ministère de la défense, et par la société Thomson.

Rien à voir avec les radars classiques, dont les antennes tournantes émettent un faisceau d'ondes qui est réfléchi et retourne vers sa source quand il rencontre un objet, un avion ou un bateau.

Le RIAS, lui, « *éclaire l'espace de manière uniforme* », explique M. Gérard Garnier, directeur-adjoint des « systèmes électroniques et optroniques » à l'ONERA. Chacun des pôles émetteurs (vingt-cinq pour le prototype de l'île du Levant) diffuse dans toutes les directions un signal qui lui est propre. Il est ainsi possible, à partir des ondes reçues par les pôles récepteurs, d'affecter chaque point de la zone de surveillance d'une « signature » caractéristique.

Ce quadrillage électromagnétique n'a été rendu possible que grâce aux progrès impressionnants enregistrés ces dernières années par les calculateurs spécialisés dans le « traitement du signal ».

Le principe du « balayage électronique » sur lequel fonctionne le RIAS signifie en effet que l'ordinateur « imagine » par le calcul le faisceau des radars classiques. « *En fait*, précise M. Garnier, *l'ordinateur explore chaque direction, fait des suppositions sur la présence éventuelle de cibles, et compare avec ce qu'il reçoit.* » Ce qui implique une énorme puissance de calcul. D'ailleurs, ce système, imaginé et mis au point dès 1975, n'a pu fonctionner en temps réel que depuis l'an dernier seulement. « *Au début des années 80, alors que nous venions de construire le prototype*, se souvient M. Jacques Dorey, directeur des « études de synthèse » à l'ONERA, *une minute d'observation aérienne exigeait une semaine de traitement sur un Cyber 360 !* » Depuis, l'ONERA a mis au point un calculateur parallèle, qui cache sous un volume réduit une puissance de 3 GOPS (trois giga – soit 3 milliards – d'opérations par seconde). Cela représente environ l'équivalent de 30 Cray X-MP, l'ordinateur le plus puissant du marché civil, avec, cependant, une différence de taille : ce dernier est polyvalent, alors que celui du RIAS n'est capable d'effectuer que la tâche pour laquelle il a été conçu.

Pour les militaires, le RIAS se rapproche d'un radar idéal. Il est pratiquement invulnérable. La défaillance de quelques-unes des nombreuses antennes (le futur modèle opérationnel pourrait en compter une centaine) n'affecte guère le fonctionnement de l'ensemble.

D'éventuels saboteurs auraient d'autant plus de difficultés à paralyser le système que l'ordinateur peut être mis à l'abri, loin des pôles émetteurs et récepteurs.

Le RIAS permet d'assurer simultanément la surveillance et la poursuite aériennes, fonctions qui, avec des radars classiques, nécessiteraient deux appareils différents. « *Et cela en quatre, et bientôt cinq dimensions : les trois coordonnées de la position, plus la vitesse et, ultérieurement, l'accélération* », précise M. Dorey.

Dès que des cibles sont repérées par l'ordinateur, elles sont suivies en permanence. Le « champ de vision » restant cependant de 360 degrés, il devient ainsi possible de suivre en temps réel un combat aérien dans son ensemble, ce qui n'était pas le cas avec les radars de surveillance dont l'antenne n'effectue un tour complet qu'en dix secondes environ, laps de temps durant lequel un chasseur volant à Mach 2 parcourt 6 kilomètres.

Le récepteur de bord des avions capte les ondes radar et permet au pilote de savoir immédiatement qu'il est repéré par un radar classique. Mais avec la RIAS, cela signifie simplement que l'appareil est entré dans la zone de surveillance. Impossible de savoir si l'on est repéré ou non.

De plus, en utilisant « l'éclairage » venu des antennes terrestres, un avion ami connaissant les caractéristiques et les positions des pôles émetteurs peut, à l'aide d'un ordinateur beaucoup plus petit que celui du sol, détecter un ennemi sans émettre aucun signal, donc avec une discrétion absolue.

Autre avantage de taille, la longueur d'onde importante des émissions du RIAS, « *largement métrique* », selon M. Dorey (le chiffre exact est secret), rend pratiquement inopérant le revêtement absorbant des « avions furtifs » invisibles aux hantes fréquences des radars traditionnels. Enfin ce radar de nouvelle génération est très difficile à brouiller : l'ordinateur est capable, en effet, de reconnaître les leurres. Il s'adapte alors de lui-même en ménageant des « trous de diagramme », c'est-à-dire en ignorant les zones où se trouvent les brouilleurs !

JEAN-PAUL DUFOUR

Lire la suite page 15

« Develop and wait »

« *Develop and wait.* » C'est-à-dire : chercher, étudier, mettre au point, développer, expérimenter au besoin, mais, surtout, attendre avant de se décider à passer à la production en grande série des armements. Partie du Pentagone, cette formule est devenue le maître mot des gouvernements occidentaux en matière de dépenses militaires. A sa façon, la France agit de la sorte.

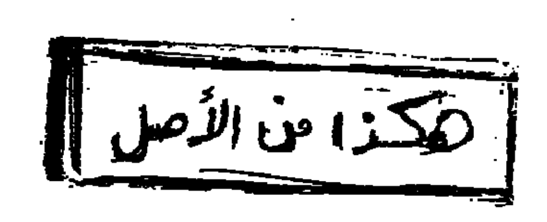
En 1989, le ministre de la défense, invité à réduire les ambitions de son projet de loi de programmation militaire qui fixe les crédits d'équipement entre 1990 et 1993, a préféré étaler, retarder ou limiter la production de certains programmes d'armement pour donner la priorité à la recherche militaire.

Les gouvernements qui se sont ralliés à cette politique-là de la défense en attendent de pouvoir ainsi sauvegarder le savoir-faire des bureaux d'études, où prospère la matière grise en amont, quitte à ralentir le travail, en aval, dans les centres de production, dont la main-d'œuvre subit de plein fouet les fluctuations des commandes. La guerre en Europe n'est sans doute pas pour demain. La négociation de Vienne sur le désarmement devra bien aboutir un jour ou l'autre. Les marchés à l'étranger marquent le pas et une reprise, si elle devait avoir lieu hors d'Europe, n'est pas prévue avant 1995. Autant de considérations qui incitent les gouvernements et les industriels de l'armement à maintenir le niveau de la recherche (en se préparant à lancer des développements rapides et moins onéreux) et à arrêter des mesures conservatoires en matière de production de grandes séries.

Rien n'est plus difficile, en effet, que de rassembler, puis de remobiliser – lorsqu'on en a soudainement besoin – des équipes de chercheurs et des bureaux d'études après les avoir licenciés ou dispersés. Le savoir-faire se perd, le décalage avec les concurrents s'accroît en ce domaine si fragile de la recherche militaire où tout retard menace de devenir vite irrattrapable.

Mais là où le bât blesse, c'est que la gestion des usines de production d'armement est lourde et qu'elle manque souvent de la flexibilité nécessaire. Prendre l'initiative d'en ralentir les activités, voire fermer certains centres, c'est du même coup accepter l'évasion des ingénieurs et des compagnons parmi les plus qualifiés, dont l'absence sera irrémédiable le jour où il faudra relancer la production face à un regain de tension dans le monde. Des solutions sont possibles, comme un réaménagement des horaires, une élasticité accrue de la production, une diversification des activités ou un meilleur équilibre avec le civil. Elles sont toutes contraignantes pour les personnels.

J. I.



SCIENCES ◆ MEDECINE

MST : l'hépatite B avant le sida

Comme le sida, l'hépatite virale B est une MST (maladie sexuellement transmissible) en pleine expansion. Un vaccin existe, remboursé par la sécurité sociale. Faut-il vacciner ou changer de mode de vie ?

BARCELONE

de notre envoyé spécial

ON avait pris l'habitude de la baptiser « hépatite de la seringue ». Il faudra dorénavant la considérer avant tout comme une maladie sexuellement transmissible d'origine virale, aux conséquences particulièrement graves puisqu'on sait qu'elle peut être à l'origine d'hépatites aiguës, parfois mortelles, mais aussi d'hépatites chroniques évoluant fréquemment vers la cirrhose et le cancer du foie. Méconnu, quand il n'était pas ignoré ces dernières années, le risque de transmission par voie sexuelle du virus de l'hépatite B apparaît aujourd'hui particulièrement élevé dans l'ensemble des pays industrialisés, comme viennent de le souligner une série d'études présentées lors d'un colloque international organisé à Barcelone (1) sous la présidence des docteurs Piot (Institut de médecine tropicale, Anvers) et André (Smith Kline Beechan Biologicals, Rixensart, Belgique).

Bien qu'elle ait été initialement décrite comme une maladie virale contractée lors de transfusions sanguines ou d'injections répétées, l'hépatite B fut rapidement perçue comme pouvant également être transmise par voie sexuelle. Les premières hypothèses dans ce domaine remontent au début des années 70, après la description d'hépatites aiguës de type B chez les épouses ou les partenaires sexuels de malades connus pour être des porteurs chroniques du virus. En 1973, une étude effectuée auprès de 1 650 consultants du département des maladies vénériennes du St Mary's Hospital de Londres avait retrouvé une proportion élevée d'homosexuels porteurs de l'un des marqueurs biologiques de cette infection virale. Ces résultats devaient rapidement être confirmés par plusieurs études, et l'on concluait dès lors que l'homosexualité masculine constituait un facteur de risque important vis-à-vis de cette hépatite.

Par la suite d'autres travaux épidémiologiques permirent de démontrer que ce n'était pas l'homosexualité en tant que telle, mais le nombre de relations (homo ou hétérosexuelles) avec des partenaires différents qui augmentait le risque de la contamination par le virus. On découvrait ainsi ce qui devait, quelques années plus tard, être décrit avec le sida, autre maladie virale sexuellement transmissible.

A la différence du sida toutefois, un vaccin contre l'hépatite fut rapidement mis au point – dès 1976 en France – à partir du sang de personnes infectées, puis, plus récemment, grâce aux techniques de manipulation génétique. Le développement des procédés industriels de fabrication et la commercialisation internationale du vaccin contre l'hépatite ont-ils ici modifié le paysage sanitaire? Rien n'est moins sûr et l'hépatite B apparaît au contraire aujourd'hui, dans les pays industrialisés, comme l'une des MST les plus fréquentes. De plus, fait marquant, la transmission apparaît de plus en plus se faire à partir de relations hétérosexuelles.

« Aux Etats-Unis on estimait jusqu'à ces dernières années que l'activité homosexuelle masculine était l'un des principaux facteurs de risque de transmission de l'hépatite B. Or, depuis 1985, le nombre de cas d'hépatite B chez les hommes homosexuels a chuté de 62 %. A l'inverse, les hépatites contractées à partir de relations hétérosexuelles ont augmenté de 38 %. L'activité hétérosexuelle est à l'origine de 25 % du total des cas d'infection. Elle a pris la place, en tant que facteur de risque, qu'occupait jusqu'alors l'homosexualité », a expliqué à Barcelone le docteur M. J. Alter (Centers for diseases control, Atlanta). De la même manière, la majorité des études menées en Europe (Italie, Grèce, RFA, Grande-Bretagne, Espagne, Pays-Bas, France, Suède, Autriche), et présentées à Barcelone, témoignent de la fréquence de l'infection chez les personnes ayant des relations – homosexuelles ou hétérosexuelles, – avec de nombreux partenaires.


D.R.

Vacances à l'italienne de Claude Nori/Contrejour

« Les véritables raisons pour lesquelles on a pendant longtemps méconnu l'importance de la transmission sexuelle de l'hépatite B restent à définir. Il n'en est pas moins vrai que l'ensemble des études dont nous disposons aujourd'hui laisse penser qu'une proportion notable – de 25 à 50% – des cas de contamination par le virus de l'hépatite B dans les pays développés ont pour origine des contacts sexuels, nous a expliqué le docteur Peter Piot. *Beaucoup de spécialistes de l'hépatite B penseront qu'on est là en train de réinventer la roue, mais il ne faut pas sous-estimer l'importance de ces informations auprès du grand public. C'est sans doute le changement de comportement, une des conséquences du sida, de la communauté homosexuelle qui a pour effet de mettre aujourd'hui l'accent sur le risque de contamination à partir des relations hétérosexuelles impliquant de multiples partenaires. Et même si l'intérêt des producteurs de vaccins est de souligner l'existence de ce risque, il est clair que la lutte contre l'hépatite B et son éradication imposent la prise en compte de ce dernier et la vaccination des personnes qui y sont exposées. »* Le parallèle entre l'hépatite B et le sida ne peut être totalement établi dans la mesure où le virus de l'hépatite est nettement plus contagieux que le VIH. Compte tenu de l'existence de contamination au sein de certaines fratries, on a évoqué à Barcelone la possibilité d'infection interhumaine via la salive ainsi qu'à partir de certaines formes plus ou moins établies de promiscuité, ce qui, à l'évidence, relativise l'efficacité que pourrait avoir, dans ce domaine, l'utilisation des préservatifs.

La prise en compte de cette nouvelle voie de contamination vient, à sa manière, compliquer les stratégies visant à l'éradication de cette maladie virale. Elle correspond, pour l'heure, à de nouveaux messages de la part des fabricants de vaccins, et notamment des laboratoires Smith Kline and French *(voir encadré)* qui trouvent là une parfaite opportunité pour faire coïncider des impératifs de santé publique et une intéressante opération commerciale. *« L'une des conséquences du classement de l'hépatite B comme maladie sexuellement transmissible est la remise en question des groupes-cibles pour cette vaccination*, explique-t-on chez SKF. *Il faut désormais inclure les personnes dont l'activité sexuelle constitue un risque de contamination, qu'il s'agisse des sujets ayant des partenaires multiples ou de ceux qui ont des antécédents de maladies sexuellement transmissibles. »*

Ainsi, l'éradication mondiale de l'hépatite B passe aujourd'hui par la vaccination généralisée des enfants (vaccin intégré au programme élargi de vaccination) dans les pays du tiers-monde à haute endémicité, et dans les pays industrialisés par la vaccination des personnes qui, par leur comportement sexuel, sont exposées à l'infection. Mais, parce qu'il s'agit d'une maladie sexuellement transmissible, le problème dépasse aujourd'hui le strict cadre de la stratégie vaccinale et des impératifs sanitaires. L'une des questions soulevées est en effet de savoir si la collectivité et la solidarité nationales (dans la mesure où cette coûteuse vaccination est prise en charge par la sécurité sociale) doivent ou non être associées à la prévention d'une maladie infectieuse dont on sait désormais à quel point elle peut être corrélée à certains comportements sexuels. A la différence de ce qui se passait pour le tétanos, la tuberculose, la diphtérie ou la coqueluche, l'hépatite B peut en effet apparaître comme la conséquence d'un certain mode de vie, plus ou moins délibérément choisi, et non plus comme une pathologie imprévisible due à la malchance, quand elle n'était pas perçue comme un signe du destin. En cela, les questions que soulève et que soulèvera la vaccination contre l'hépatite B ne font que préfigurer celles qui surgiront avec la mise au point à court ou moyen terme d'un vaccin contre le sida.

J.-Y. N.

(1) « Hepatitis B. A sexually transmitted disease in heterosexuals. » Barcelone 6 et 7 mai 1990.

Un entretien avec le professeur Alain Goudeau

« L'espoir d'une éradication mondiale est aujourd'hui permis »

« Pourquoi, selon vous, reparle-t-on aujourd'hui de la transmission sexuelle de l'hépatite virale de type B ?

– On connaissait le risque de transmission sexuelle et on commençait à en parler, notamment en France chez les médecins « gays », au début des années 80. Puis, l'épidémie du sida a tout bouleversé. Parallèlement, dans les pays développés, le créneau commercial le plus facilement accessible avait été identifié : il s'agissait des professionnels de santé. On peut dire aujourd'hui que, même s'il reste des efforts à faire, une bonne partie des personnes professionnellement exposées au risque d'infection par le virus sont aujourd'hui protégées grâce à la vaccination. Les fabricants de vaccins sont donc, dans ces pays, à la recherche d'un nouveau souffle commercial. C'est ce qui explique l'intérêt porté aujourd'hui à la transmission hétérosexuelle, à la protection de l'entourage des personnes porteuses chroniques du virus ou souffrant d'hépatite aiguë. L'intérêt pourrait porter aussi, d'une manière plus générale, sur la vaccination des personnes dont la vie sexuelle est plus ou moins libre.

– Quelle sera, à votre avis, la prochaine étape dans ce domaine ?

– A mon avis, tout cela prépare, d'une certaine manière, le terrain à une vaccination universelle contre l'hépatite B. Je pense que la prochaine étape sera l'inscription de cette vaccination en tant que vaccination obligatoire. On arrivera en effet bientôt à penser qu'il est bon, pour une personne donnée, d'être vaccinée contre l'hépatite compte tenu de la possibilité, à cause notamment de la transmission sexuelle, d'être, un jour ou l'autre, dans une situation à risques. On élargit ainsi la population devant être vaccinée, qui, au départ, n'était constituée que des hémodialysés, des polytransfusés et des professionnels de santé.

– Cela dit, la vaccination coûte très cher, plus de 500 francs. Pourra-t-on élargir cette vaccination sans en diminuer le prix ?

– Le vaccin anti-hépatite B coûte cher dans une situation de monopole. Mais il en ira différemment dans une situation de concurrence, comme on commence à l'observer en France, où l'on trouve pour la première fois deux vaccins, celui de Pasteur-Mérieux et celui de SKF, et où la compétition a déjà conduit à une baisse des prix. Plus le marché s'élargira, plus la compétition ira en s'intensifiant, et il n'y a aucune raison pour qu'au sein de la CEE d'autres vaccins ne soient pas commercialisés. Ce sera d'autant plus facile qu'aujourd'hui le tabou est tombé, puisqu'on accepte en France qu'un vaccin étranger soit commercialisé. Les prix ne pourront d'ailleurs que baisser, puisque le même vaccin est aujourd'hui vendu en France environ trente fois plus cher qu'en Asie.

– Pourquoi n'a-t-on pas vacciné plus tôt les personnes pouvant être contaminées par voie sexuelle, alors que cette indication figurait lors de la décision de rembourser ce vaccin par la Sécurité sociale ?

– Oui, mais cette recommandation n'était formulée que du bout des lèvres, parce qu'on avait alors d'autres urgences. Aujourd'hui, il faut passer à l'étape suivante, c'est-à-dire au risque lié à une activité sexuelle avec des partenaires infectés.

– En d'autres termes, il s'agit là d'une préfiguration du modèle de la vaccination contre le sida ?

– Bien sûr, et les producteurs de vaccins réfléchissent dans cette optique. La vaccination contre l'hépatite B préfigure deux autres vaccinations, celle contre l'herpès et celle contre le sida, du moins si l'on parvient à mettre au point ces deux vaccins.

– L'éradication mondiale de l'hépatite B vous semble-t-elle un objectif réaliste, comme on le soutient à Genève au siège de l'Organisation mondiale de la santé ?

– Il y a cinq ou dix ans, la chose me semblait impossible. Mais, depuis, il y a eu une telle explosion de programmes nationaux, notamment en Asie, que tous les espoirs sont réellement permis. On peut remarquer que le mouvement démarre dans des pays où la maladie sévit sur un mode endémique. Il ne s'agit pas d'une vaccination imposée par les pays développés, mais d'une protection mise en œuvre directement par les pays les plus touchés. Ainsi, Taïwan est aujourd'hui le seul pays qui vaccine l'ensemble de sa population. Les obstacles à franchir sont et seront nombreux, mais je pense, malgré tout, que l'espoir de l'éradication mondiale de l'hépatite B est aujourd'hui permis. »

Propos recueillis par
JEAN-YVES NAU

▶ **Représentant français de la « Task Force » internationale contre cette maladie.**

Qui doit se faire vacciner ?

Qui doit se faire aujourd'hui vacciner contre l'hépatite B ? Comme d'autres fabricants de vaccins, la firme Smith Kline and French n'hésite pas à donner des conseils simplifiés qui, s'ils sont suivis, devraient amener de nombreuses personnes à bénéficier de cette forme de prévention. Ainsi, pour savoir si l'on est un sujet « à risque », trois questions sont posées par ce fabricant.

- **Avez-vous eu plus d'un partenaire sexuel dans les six derniers mois ?**
- **Votre partenaire a-t-il eu d'autres partenaires sexuels durant les six derniers mois ?**
- **Avez-vous souffert – ou votre partenaire a-t-il souffert – d'une maladie sexuellement transmissible ?**

Le fait de répondre oui (ou de ne pas savoir répondre) à l'une ou l'autre de ces trois questions fait de vous, en théorie du moins, un sujet exposé aux risques de contamination par le virus de l'hépatite B et pour lequel la vaccination serait un geste préventif fort utile.

SCIENCES ◆ MEDECINE

Un entretien avec M. Gérard Renon secrétaire d'Etat à la défense

« Les armées doivent renforcer les liens avec la communauté scientifique »



– Existe-t-il une synergie entre recherche militaire et recherche civile ?

– Par nature, la recherche est très largement à vocation civile et militaire. Ce n'est pas une nouveauté et c'est un phénomène général. Aujourd'hui, on constate que, dans beaucoup de domaines, comme l'électronique, les recherches à vocation civile entraînent la recherche militaire. Il faut veiller à ce que les relations entre les deux recherches se renouvellent en permanence. Elles ont déjà entre elles beaucoup de liens. D'abord, les industriels travaillant pour la défense ont une politique de recherche intégrée et nous les y encourageons. Ensuite, les contrats de recherche passés par la défense sont très largement conclus avec des entreprises ou des organismes civils : les contrats passés exclusivement avec les organismes de défense s'élèvent à de 20 % du volume total et les contrats signés avec des PMI/PME représentent la moitié du total. Enfin, à un niveau plus institutionnel, nous avons remodelé, sous la présidence du professeur (et ministre) Hubert Curien, le Conseil scientifique de la défense : ses missions ont été redéfinies, en insistant sur le fait qu'il devait donner des avis sur l'intérêt des sujets de recherche et sur la qualité des méthodes employées, et, en même temps, sa composition a été renouvelée, avec la désignation de responsables de l'industrie et de la recherche de très haut niveau.

– Y a-t-il des « retombées » de la recherche militaire sur les activités civiles ?

– Citons quelques exemples. Dans le passé, des lanceurs balistiques ont donné naissance, en fait, à la fusée Ariane. Aujourd'hui, il s'agit moins de filiation globale de grands projets. L'industrie automobile utilise des méthodes d'études aérodynamiques qui viennent de la défense, des matériaux composites mis au point pour la défense, et elle travaille avec des entreprises de défense, notamment l'aéronautique, pour être à la pointe de la technologie. On pourrait aussi parler de la santé, avec l'utilisation de matériaux composites pour les prothèses ou avec l'emploi de l'imagerie, et des moyens modernes de transport, comme les freins de l'Airbus ou du TGV, qui découlent directement de la recherche militaire. Les « retombées » sont, à mon avis, aussi importantes aujourd'hui que dans le passé, mais elles sont beaucoup plus diffuses.

– Ces « retombées » ne seraient-elles pas meilleures si on levait les contraintes de la « confidentialité » sur les chercheurs ?

– Il existe, dans le monde civil, une certaine méfiance à l'encontre des choses de la défense, qui peut provenir d'une attitude philosophique générale mais aussi des exigences du secret propre au monde militaire. C'est très gênant pour l'industriel ou pour le chercheur de travailler sur des thèmes qui ne pourront pas être exploités largement. En réalité, il y a une part d'idées fausses. Certains thèmes financés par la défense doivent rester impérativement secrets. Mais la grande majorité des sujets sont libres. Dans les contrats (hors nucléaire) passés actuellement, environ 10 % sont soumis à des contraintes de secret. Ce phénomène-là est très marqué en France et moins ailleurs. Il faut, au départ, une volonté politique d'ouverture, et nous l'avons. Je ne suis pas peu fier, lorsque j'étais administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique, d'avoir réussi la performance de faire travailler ensemble, sur les lasers à électrons libres, le CNRS et la direction des affaires militaires du CEA.

La mobilité des chercheurs

– Il y a aussi l'insuffisante mobilité des chercheurs.

– C'est un vrai problème qui concerne l'ensemble de la recherche scientifique. Mais, s'agissant de la défense, qui nous concerne, je crois souhaitable qu'on aide mieux les ingénieurs de l'armement à pratiquer ce qu'on pourrait appeler une sorte de mobilité dans les laboratoires ou des entreprises sans que cela nuise à leur carrière. C'est un état d'esprit qui doit évoluer. La Délégation générale pour l'armement a des carrières-types, et elle ne sait pas toujours bien réintégrer ceux des siens qui en ont été temporairement détachés. Il faut qu'elle soit plus conviviale.

– On a l'impression que la recherche en amont est la plus sacrifiée par les militaires, au profit de la recherche plus appliquée.

– Je n'ai pas le sentiment qu'on puisse le prétendre aujourd'hui. La recherche en amont représente de l'ordre de 8 % des crédits français d'équipement militaire. C'est plus que dans d'autres pays européens : 7 % en Grande-Bretagne, 5 % en Allemagne fédérale et beaucoup moins ailleurs, à l'exception des Etats-Unis (10 %). Notre intention est de maintenir cet effort amont à un haut niveau, compte tenu des impératifs technologiques. Toute notre action pour renforcer les liens avec le civil, tout l'effort investi en matière de coopération internationale, avec les onze projets de recherche EUCLID définis au sein du Groupement européen indépendant de programme (les pays européens de l'alliance atlantique), auront pour effet d'empêcher d'alourdir le poids supporté par le seul budget de la défense, dans la mesure où on peut utiliser des recherches qui ont plusieurs objectifs.

Propos recueillis par
JACQUES ISNARD

Un blindage miracle : le verre

Application spectaculaire de leurs recherches sur les nouveaux matériaux, les militaires viennent de mettre au point un blindage miracle contre les redoutables « charges creuses » : le sandwich d'acier et de... verre ! Les charges creuses sont des explosifs qui, à l'impact, produisent – le temps de l'explosion – un jet brûlant, sorte de chalumeau géant, dont la force d'impact atteint 8 000 mètres par seconde. Capables de percer la plupart des blindages classiques, elles équipent notamment les bazookas.

L'une des parades les plus efficaces imaginées jusqu'à présent (à titre encore expérimental) est le « blindage réactif », une couche d'explosif prise en sandwich entre deux parois d'acier, dont l'effet de souffle parvient à dévier le jet de la charge creuse. Un peu l'équivalent du contre-feu des pompiers, appliqué au blindage. Les ingénieurs de la Direction des recherches, études et techniques (DRET) viennent de trouver une autre solution, encore plus étonnante : le verre. Ou, plus exactement, une lame de pyrex prise en sandwich entre deux couches d'acier. *« Cette application prend en compte les qualités d'élasticité, de résistance à la compression, et, paradoxalement, la fragilité du verre,* explique un spécialiste. *Lors de l'impact, la première couche d'acier et le pyrex sont percés par la chaleur. Mais, en une infime fraction de seconde, le pyrex, bien que pulvérisé, se rétracte, coupant ainsi net le redoutable jet de la charge creuse. »*

J.-P. D.

Le radar des grands espaces

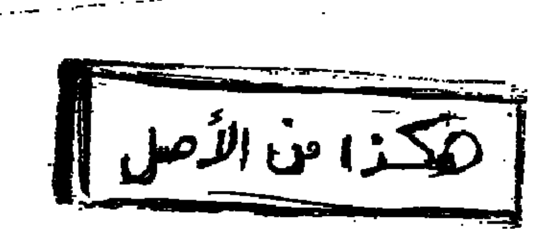
Suite de la page 13

Cette merveille de technologie militaire est-elle unique au monde ? *« J'ai des doutes,* confie M. Dorey. *Il me paraît difficilement imaginable que les Etats-Unis n'aient pas un système équivalent. »* En tout cas, une délégation de l'OTAN se rendra à l'île du Levant le mois prochain pour assister à une démonstration du prototype du RIAS, dont Thomson est désormais chargé de développer un modèle opérationnel.

Le RIAS illustre de manière spectaculaire les potentialités extraordinaires offertes par ce secteur particulier de l'informatique que les spécialistes baptisent « traitement du signal ». Une méthode qui, comme son nom l'indique, consiste à manipuler le plus rapidement possible, une masse énorme de « signaux » provenant de capteurs multiples, et qui s'applique aussi bien à la technique des radars qu'à celle du traitement des images, des sons (ou ultrasons pour l'échographie par exemple). C'est très exactement ce que fait notre cerveau à partir des informations fournies par nos organes des sens.

Les militaires, soucieux de doter leurs missiles d'« yeux » et d'« oreilles » sophistiqués, de démultiplier les facultés des pilotes ou de surveiller les moindres mouvements suspects sur terre, dans le ciel, à la surface comme au plus profond des océans, sont évidemment les premiers intéressés et les plus en pointe dans ce domaine. Mais les applications civiles sont innombrables, de la télévision haute définition aux scanners. Et les perspectives vertigineuses. *« Dans ce domaine, les limites ne tiennent pas aux puces, au matériel, mais à l'architecture des calculateurs et aux algorithmes »* (les programmes mathématiques), estime M. Dorey. *« Pour l'instant,* précise-t-il, *nous en sommes à la dizaine de GOPS* (dix milliards d'opérations par seconde), *mais nous pensons dépasser le TOPS* (téra – soit mille milliards – d'opérations par seconde) *dès la fin de l'année en calcul optique analogique, et dans dix ou vingt ans en calcul numérique* (plus précis, utilisé dans les calculateurs classiques). »

JEAN-PAUL DUFOUR



Cannes 90

de nos envoyés spéciaux

L'Australie parle de son histoire d'aujourd'hui. Bertrand Tavernier célèbre son père. En toutes sections, le Festival célèbre la mémoire, qu'elle soit individuelle, familiale, historique. Le cinéma se préoccupe de sa mémoire, et préserve son patrimoine.

SÉLECTION OFFICIELLE

« Daddy Nostalgie », de Bertrand Tavernier

La douceur de vivre

Savoir mourir est le privilège des bons vivants.

Bertrand Tavernier s'est retrouvé. Il a quitté les châteaux de *la Passion Béatrice* et le monument de *la Vie ou rien d'autre* pour une petite villa sur la Côte d'Azur, à Bandol. C'est là que Caroline (Jane Birkin) vient voir ses parents (Dirk Bogarde et Odette Laure). Son père, surtout, que l'on vient d'opérer. Il est très affaibli. Pas triste pour autant, du moins ne le montre-t-il pas, avec une pudeur dans la détresse, une élégance dans la douleur qui semblent être depuis toujours le style naturel du gentleman Bogarde. Il se chamaille avec une vieille épouse rabat-joie et nettement moins distinguée que lui, qui se dit monarchiste de gauche et vitupère contre les Arabes en ouvrant *le Figaro*, mais doit sûrement avoir un bon fond quelque part.

Elle essaie d'empêcher le convalescent de boire du whisky, tâche impossible. Il s'échappe volontiers de la villa pour parler avec sa fille qu'il adore et qui est beaucoup plus à la coule. Jane Birkin interprête avec drôlerie et sensibilité (beaucoup de mimiques, tout de même) une scénariste de cinéma divorcée, mère d'un petit garçon, une femme indépendante qui doit taper sur la table pour faire taire sa rouspéteuse de vieille maman. Leur dialogue est souvent vif et bien enlevé sans atteindre au mot d'auteur trop appuyé. On passe indifféremment de l'anglais au français tout naturellement et sans que cela paraisse jamais artificiel ou embarrassé.

Avec le père, Caroline a des rapports plus complices. Il a toujours vécu en égoïste, en voyage, à Hongkong ou Singapour, partout où il a pu mener « la belle vie ». Plus belle parce qu'il était plus jeune évidemment, mais aussi parce que le monde était moins laid, moins bétonné, surtout le Midi (applaudissements sur les bancs des Cannois), qu'on ne plastiquait pas les salles de cinéma pour des films qu'on n'avait pas vus (applaudissements sur les bancs scorcésiens), parce qu'il y avait encore un art de vivre.

Cette douceur de vivre que célèbre Tavernier à travers Dirk Bogarde, celle dont son père lui a transmis le goût et la recette, c'est aussi une fête qu'il faut quitter un jour. *« Je n'ai pas peur*, dit Bogarde, *je suis très en colère ».* De retour à Paris, Caroline croisera dans le métro un vieux monsieur qui lui sourira. C'est Louis Ducreux, le père qui mourait déjà dans *Un dimanche à la campagne*, un des meilleurs Tavernier dans une veine intime et tendre avec laquelle il renoue aujourd'hui.

MICHEL BRAUDEAU

UN CERTAIN REGARD

« Night Cries », de Tracey Moffat ; « Night Out », de Lawrence Johnston « l'Ecart entre la porte et le plancher » ; « Hang Up » de Pauline Chan

Extérieurs australiens

Avec leurs courts métrages, trois cinéastes autraliens font leurs débuts à Cannes. Signes particuliers : deux d'entre eux sont étudiants, et deux d'entre eux sont des femmes appartenant à des minorités ethniques.

Photographe de métier, Tracey Moffat est sans doute la première aborigène à figurer en compétition à Cannes (vendredi 18). Curieusement, par son dépouillement et sa stylisation extrêmes, *Des cris, la nuit* – une tragédie rurale – évoquerait *le Regard d'un sourd* de Robert Wilson. *« Je ne connais pas son œuvre : je me sens en revanche très proche du cinéma d'Ozu ».* Le désert, une maison, des toilettes extérieures, le sentier qui mène de l'une aux autres. La vérité par l'artifice. Pas de dialogues mais des sons, des regards – *« celui d'une petite fille lorsque sa mère a un geste peu maternel »* – des sentiments tus : haine ou tendresse. *Night Cries* met en présence deux femmes – une mère (adoptive) et sa fille. La mère (paralytique) est blanche, la fille sang-mêlé. *« Moi aussi, j'ai été élevée par une Blanche. »*

Lawrence Johnston est tout juste diplômé d'une école de cinéma de tendance socio-progressiste. Présenté à un Certain regard ce mercredi 16 mai, *Night Out* raconte les conséquences d'un acte brutal – un couple de jeunes homosexuels agressé par des « casseurs de pédés ». Evitant les pièges du didactisme et du prosélytisme, Johnston traite son sujet, avec une étonnante maîtrise, dans le style du « film noir » le plus pur : sous la réplique la plus anodine, perce constamment le danger.

« Contrôler le rêve éveillé »

Mi-chinoise (HongKong) mi-vietnamienne et installée en Australie, Pauline Chan, 33 ans, est également étudiante en cinéma. Deux de ses films sont présentés au même programme que *Night Out*, de Lawrence Johnston : *L'Ecart entre la porte et le plancher* et *Hang Up*.

Quand Chan était comédienne, elle brûlait de *« toujours avoir la vision complète du film. Diriger la narration de l'histoire, l'équilibre de la scène, la performance de mes collègues. Je voulais contrôler le rêve éveillé. Je ne savais pas que ça s'appelait mettre en scène. »*

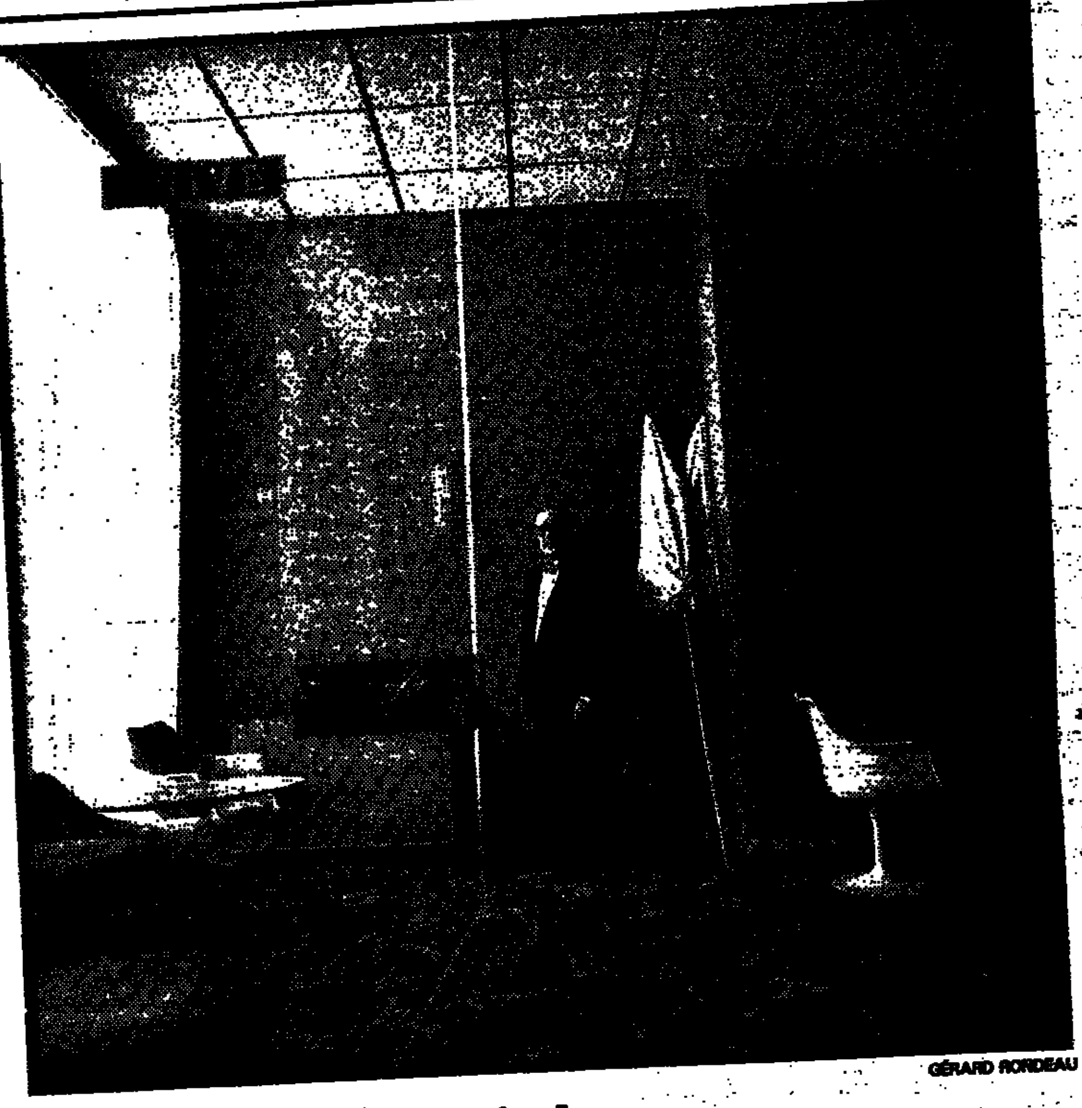
Collant un mari frustré, un poste de radio, une standardiste, un bouquet de fleurs, un coup de téléphone obscène et une ou deux femmes qui s'appellent peut-être Lily, *L'Ecart*... a la logique implacable du cauchemar. *« Etant bouddhiste, je me demande souvent si nous vivons, réellement, dans un monde réel : je crois au surnaturel en direct ».* Un noir et blanc aux cadrages tourmentés ou distordus, une attention portée (en très gros plan) à un détail, un geste, une attitude. Entre surréalisme et journaux illustrés du début des années 40 (*« peut-être mon héritage culturel français à travers mes origines vietnamiennes »*). On pense au Cocteau du *Sang d'un poète*.

Impossible de croire que *L'Ecart entre la porte et le plancher* est une première oeuvre, un film de fin de deuxième année d'Etudes cinématographiques. Non sans condescendance, l'Institut « suggérait » à Chan d'en faire un film contemporain, affirmant que, sur le budget de 2 000 dollars qui lui était alloué, elle ne pourrait jamais recréer les années 40. Elle y a réussi.

Hang Up a également coûté 2 000 dollars. C'est, en couleurs, la rencontre d'une nuit. Désir piège, sexe-frustration. Deux corps (on ne voit jamais les visages), un érotisme par gadgets interposés : un appareil polaroid, un répondeur téléphonique. Tourné en un week-end, filmé (en super-8) comme une critique (ouverte) de la pornographie (latente) des pubs pour parfums – et tout à fait épatant.

Malgré les propositions que la seule annonce de sa présence à Cannes a déjà provoquées, Pauline Chan entend bien finir sa troisième année avant de tenter l'aventure du long-métrage.

HENRI BÉHAR



GÉRARD RONDEAU

L'arbre

UN octogénaire filmait... Manoel de Oliveira, le grand homme, la légende vivante du cinéma portugais était là, pour la présentation de son dernier film (hors compétition), *Non ou la vaine gloire de commander*. Surprenante traversée de l'histoire portugaise, de sa puissance coloniale destinée à s'effondrer, de ses défaites jusqu'à la fameuse révolution du 25 avril 1974. Un arbre devient un monde sous la caméra de Oliveira, les plans glissent, fluides, rapides, légers, pour suggérer plus que montrer les batailles et les hommes de guerre – Vasco de Gama dans l'île de Thétys est contée à travers un poème de Camoens, – les images du passé sont esthétiquement merveilleuses. La mort rôde en Angola. Cette fresque est une philosophie sereine de l'histoire et de la culture portugaises. Le grand vieillard est toujours debout.

J. S.

SEMAINE DE LA CRITIQUE/QUINZAINE DES RÉALISATEURS

« Outremer », de Brigitte Rouan ; « le Lac des cygnes », d'Yuri Illienko ; « le Temps des miracles », de Goran Paskaljevic ; « le Garde du corps », de Suzanne Osten

Familles dans la tourmente

Trois sœurs vivaient en paix en Algérie française. En paix, c'est vite dit. Pour son premier film, *Outremer* (Semaine de la critique), Brigitte Rouan décrit de l'intérieur une famille pied-noir et les conflits personnels qui empêchent de voir ce qui se passe dehors. Trois sœurs, donc, et des quantités d'enfants. Brigitte Rouan est mariée avec un paresseux congénital, Nicole Garcia avec un officier de marine, Marianne Basler répudie ses soupirants. L'histoire est racontée à trois reprises, vue tour à tour par les trois filles.

L'intrigue proprement dite tient sur un temps relativement bref, au moment où la situation se détériore. La grande maison des sœurs n'en perçoit que des échos : présence de l'armée, barbelés autour de la ferme, couvre-feu, discours de de Gaulle *« Je vous ai compris »*... Elles, en tout cas, n'ont rien compris, pas plus que leur entourage.

C'est la grande qualité du film que de ne pas adopter de point de vue partisan ; d'installer un quotidien banal, drôle, attendrissant, exaspérant ; de montrer, sans les juger, les réactions et comportements de ces propriétaires fonciers, pas méchants, simplement bornés, et surtout complètement déphasés, aussi loin de leurs voisins arabes que de la métropole. On ne les voit pas beaucoup, ces voisins, parce que les Blancs ne font pas attention à eux, c'est tout. Très simplement, Brigitte Rouan pose l'absurdité de la vie coloniale, en désigne les dangers, la fin irrévocable. On ne reprochera certainement pas au festival la frivolité de ses programmes. En toutes sections, on traite des bouleversements sociaux, passés ou présents, mais souvent en faisant intervenir les effets de mémoire, l'onirisme. Ainsi, *le Lac des cygnes-la Zone*, de l'Ukrainien Yuri Illienko (coproduction URSS-Etats-Unis-Canada), d'après un récit de Paradjanov : un prisonnier s'évade, se réfugie à l'intérieur d'un monument métallique en forme de faucille et de marteau.

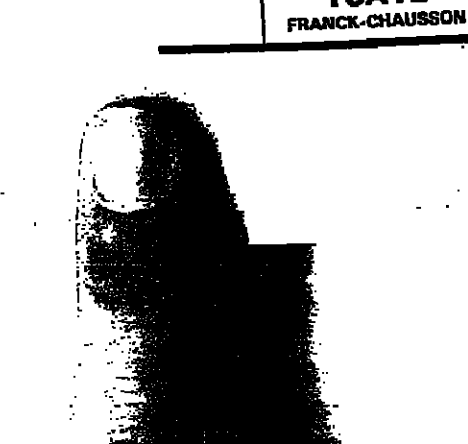
Le film frôle le symbolique, mais s'engage fermement dans une vision satirique, qui enchevêtre étroitement réalisme et poésie. C'est très beau et on en reparlera, comme du *Temps des miracles* du Yougoslave Goran Paskaljevic, déjà venu à la Quinzaine avec *l'Ange gardien*, sur les enfants gitans. Cette fois, son histoire se passe tout de suite après la guerre, dans un village perdu, où les communistes veulent transformer l'église en école. Alors se produisent des phénomènes bizarres. Paskaljevic ne fait pas que frôler le symbolique, il le brasse, le malaxe et par instants s'y perd pour vouloir poser trop de questions...

Mais on se rend compte que, finalement, on ressemble aux pieds-noirs de Brigitte Rouan. Dès que l'on sort de nos histoires occidentales, on manque de références. On ne s'est pas posé assez de questions. Avec *le Garde du corps*, de la Suédoise Suzanne Osten (dont on a pu voir *les Frères Mozart*), on revient à un monde plus familier, et encore une fois familial. Nous sommes en 1910, les étudiants suédois sont en effervescence. Pour empêcher une exécution, un militant est chargé de tuer le ministre de l'intérieur. Il parvient à se faire engager comme garde du corps-secrétaire chez lui, dans sa maison de campagne, dans sa famille.

Une famille bien aimante et même bien caressante. Les parents se bécotent, les enfants, les trois filles et même le garçon, cherchent à séduire le Lorenzaccio du Nord. La gentillesse dégouline comme la confiture du matin. On observe gaiement les traditions, on sourit tant que ça en devient suspect. Parfois, les beaux masques craquent, et la vérité explose – la tyrannie du père, l'égoïsme terrifiant du couple parental, les désarrois des adolescents.

C'est l'envers et le revers de l'équilibre scandinave que décrit en noir et blanc, avec une certaine préciosité, Suzanne Osten. Elle entre un peu beaucoup dans l'esprit de son héros, parfois on se demande si ce n'est pas pour masquer un vide. Pourtant, par ses façons d'être et de souffrir, elle en dit long sur cette famille. On s'y attache, comme on s'attache au jeune justicier vulnérable. Il faut dire que les acteurs, tous, sont magnifiques.

COLETTE GODARD





CULTURE

Cannes 90

Les « aventuriers du négatif perdu »

Martin Scorsese se bat pour sauver la mémoire du cinéma menacée de disparition

Le cinéma entrera d'ici cinq ans dans son deuxième siècle d'existence, mais la mémoire de ses cent premières années s'efface peu à peu. Partout dans le monde, des millions de mètres de vieux films nitrate se décomposent lentement au fond des placards ou périssent dans des incendies. Les négatifs des années 50 et 60, victimes de l'instabilité chimique des supports, perdent inexorablement leurs couleurs. D'autres originaux plus récents sont massacrés par des tirages successifs de copies. Sans une prise de conscience collective et la mobilisation d'importants moyens financiers, cinéastes et spectateurs des prochaines générations perdront inévitablement une grande partie de leur patrimoine.

Le réalisateur américain Martin Scorsese est venu spécialement au Festival de Cannes pour lancer ce grave avertissement. *« Il y a deux ans*, raconte-t-il, *j'ai découvert que le négatif de* Docteur Folamour, *tourné en 1964, n'existait plus. Pour reconstituer son œuvre, Stanley Kubrick est obligé de la rephotographier, plan par plan, avec un Nikon. Alerté, j'ai commencé une enquête : la moitié des films américains antérieurs à 1950 ont pratiquement disparu. Alors j'ai décidé de mobiliser les réalisateurs pour convaincre les grands studios de réagir. »*

Steven Spielberg, George Lucas, Francis Coppola, Sydney Pollack, Robert Redford et Woody Allen ont répondu à l'appel de Scorsese et de Kubrick. Ils ont créé, il y a deux mois, la Fondation du film avec les responsables des plus célèbres cinémathèques américaines : celles de l'Université de Californie, du Musée d'art moderne de New-York et de la Bibliothèque du Congrès. Les *« aventuriers du négatif perdu »* – surnom immédiatement trouvé par Spielberg – font le siège des *majors* hollywoodiennes pour convaincre leurs dirigeants de restaurer systématiquement leurs catalogues de films.

Morale et profit

« Nous les avons persuadés, explique Bob Rosen, responsable de la cinémathèque de l'UCLA, *que la responsabilité morale pouvait se marier avec des espérances de profits : une forte demande de vieux films commence à naître avec la commercialisation des vidéodisques. Et puis il est plus difficile à un patron de studio de refuser quelques millions de dollars à des réalisateurs d'un tel renom qu'à de modestes archivistes ! »* Universal a déjà accepté d'investir 1 million de dollars par an, correspondant à la restauration de 50 films sur un catalogue de 7 000 titres.

La Fox envisage de travailler sur 8 à 12 œuvres par an. Ted Turner a devancé tout le monde en restaurant complètement le catalogue de la Metro Goldwyn Mayer. Mais il en a profité pour coloriser électroniquement les vieux films noir et blanc, ce qui provoque la colère de la Fondation du film, attachée au respect intégral de l'œuvre.

Martin Scorsese a reçu à Cannes, avec Kevin Brownlow (le restaurateur du *Napoléon* d'Abel Gance), le Prix de la fondation Rossellini récompensant les initiatives en faveur du patrimoine. Il veut maintenant s'occuper des multiples producteurs indépendants américains et lance un appel aux réalisateurs européens pour que la croisade s'étende au reste du monde. La Fédération européenne des réalisateurs (FERA) va porter prochainement le message à Bruxelles, mais, au sein de la Communauté, l'état du patrimoine audiovisuel est très différent selon les pays.

La France, comme la Grande-Bretagne, est dans une situation beaucoup moins critique que les Etats-Unis. Depuis cinquante ans, des dizaines de milliers de films ont été sauvés de l'oubli et de la destruction à l'initiative d'Henri Langlois à la Cinémathèque française, des pouvoirs publics à l'institut de Bois-d'Arcy, de compagnies privées comme Gaumont ou de mécènes comme le groupe GAN.

Lenteur de la restauration

« Je suis optimiste, confie Nicolas Seydoux, PDG de Gaumont, *parce que la demande de films d'archives est forte, comme en témoigne le succès de C'était hier, notre chaîne thématique sur le câble. »* Reste que la restauration des films est lente. Les laboratoires de Bois-d'Arcy traitent 500 000 mètres de pellicule par an. A ce rythme, il faudrait encore quarante ans pour transférer tous les films nitrate sur de nouveaux supports ! Dominique Wallon, directeur du Centre national de la cinématographie, espère trouver le budget nécessaire pour tripler ce rythme dès l'an prochain.

Préserver la mémoire du cinéma *ne suffit* pas. Il faut encore que l'accès des jeunes cinéastes et des chercheurs aux archives soit simple et peu coûteux. Aux Etats-Unis, les problèmes juridiques sont simplifiés par l'existence du copyright et Martin Scorsese demande aux grands studios la diffusion gratuite de copies 16 mm dans les universités.

En France, la coexistence des droits d'auteur et des droits commerciaux a toujours gêné la diffusion culturelle du patrimoine audiovisuel. La Bibliothèque de France et la cinémathèque du Palais de Tokyo espèrent pourtant, dès 1995, remplir pour l'image le rôle que la Bibliothèque nationale joue pour l'écrit. Le gouvernement qui travaille à une refonte législative du dépôt légal audiovisuel devra trouver un terrain d'entente avec les producteurs et les propriétaires de droits.

JEAN-FRANCOIS LACAN

VENTES

Rééquilibrage du marché de l'art

Après dix ans d'une ascension spectaculaire des prix les ventes aux enchères à New-York ont débuté dans un climat d'incertitude

Crise des années 70, euphorie des années 80. Les années 90 seront-elles celles du rééquilibrage ? Tout porte à le croire. A Paris comme à Londres, les premiers signes d'essoufflement du marché se sont fait sentir dès mars dernier. Les toiles scandinaves, mises en vente dans la capitale britannique ont été les premières à en faire les frais ; le mois suivant, ce fut au tour des œuvres impressionnistes et modernes de connaître un sort identique. L'art contemporain vient d'emboîter le pas à New-York. Abusé par les chiffres des dernières années, Christie's annonçait avec une belle assurance que l'art pop, expressionniste abstrait, ou minimaliste, apporterait dans ses caisses 190 à 225 millions de dollars (de 1,06 à 1,4 milliard de francs environ). Après deux jours de ventes, la firme a péniblement encaissé 55,88 millions de dollars (plus de 300 millions de francs) ; *Kiss II* de Roy Lichtenstein est parti pour 6,05 millions de dollars (près de 34 millions de francs) ; *Clifford Still*, qualifié de *« sublime »* par les experts, ne s'est pas vendu. A 2,5 millions de dollars (13 millions de francs), *Abstraction*, de Franz Kline n'a pas atteint les deux tiers de son estimation.

Sotheby's a mordu la poussière à son tour mardi 8 mai lors d'une séance à laquelle assistait tout le gratin new-yorkais. Sam Francis et Alexandre Calder y ont été médiocres, les boites de Joseph Cornell modestes, Willem de Kooning faiblard . Seul Francis Bacon avec ses deux portraits (un pape et celui de Lucian Freud), s'en est honorablement sorti.

C'est en fait la politique des maisons de vente aux enchères qui est en cause. Celles-ci ne se contentent plus d'être de simples intermédiaires, elles dopent artificiellement le marché. Le révélateur a été l'affaire des *Iris*, de Van Gogh, où le magnat australien de la bière, Alan Bond, s'était vu prêter par Sotheby's, peu avant la vente, la moitié du prix de la toile. La politique de garantie des prix, qui assure au vendeur une somme *minimum* pour sa collection quel que soit le résultat des enchères, n'a pas non plus amélioré l'image des deux grandes firmes anglo-saxonnes. Enfin, l'achat récent par Sotheby's pour 143 millions de dollars (environ 900 millions de francs) du fonds de la galerie new yorkaise de Pierre Matisse laisse de nombreux acheteurs perplexes.

Ces pratiques, nées du boom des années 80, ont-elles un avenir ? Les dispersions des œuvres impressionnistes et modernes qui ont lieu à New-York du 15 au 17 mai apparaissent plus que jamais comme le test des nouvelles orientations du marché. Si les maisons de vente aux enchères comptent sur *le Portrait du docteur Gachet*, de Van Gogh (Christie's) ou *le Moulin de la galette*, de Renoir (Sotheby's), deux toiles phares, personne ne parle de nouveaux records à battre. Pour ces œuvres, estimées chacune à 50 millions de dollars (environ 300 millions de francs), la grande inconnue reste le comportement des Japonais, qui se sont montrés particulièrement discrets depuis la chute de la Bourse de Tokyo.

ALICE SÉDAR

▶ Ventes à New York : les 15 et 16 mai chez Christie's ; le 17 mai, chez Sotheby's.

PATRIMOINE

Jack Lang en ses jardins

Le ministre de la culture et Henri Nallet devaient lancer mardi 15 à Versailles le mois des jardins.

Le ministre de la Culture, flanqué de son collègue de l'Agriculture, a convié la presse à Versailles pour lancer « le mois des jardins » et accessoirement dévoiler les charmes de Proserpine, une statue de Girardon qui retrouve sa place dans un bosquet, au centre d'une colonnade dessinée par Mansart. Le jardin serait-il en passe de devenir le nouveau fétiche du patrimoine ? La France compte aujourd'hui 704 parcs classés ou inscrits à l'inventaire des monuments historiques, dont 76 en 1989. Devant les parterres du Grand Siècle, Jack Lang devait exalter la France *« à retrouver ses traditions jardinières »*.

« Le jardin, a souligné le ministre, *n'est ni une épure d'architecte, ni un catalogue de grainetier, ni un parc de sculpture, mais le résultat d'un art total qui rassemble des professions aussi diverses que l'architecte, le paysagiste, le sculpteur, le fontainier ou le pépiniériste »* .

Le cabinet de la rue de Valois s'est d'ailleurs gonflé d'un nouveau membre, M. Marc Simonet-Langlart, spécialement chargé des dossiers « verts ». Les affaires sont rondement menées puisque un inventaires des jardins historiques, entrepris avec le ministère de l'Équipement, a déjà été établi dans 19 régions sur 22. Mais il s'agit maintenant de remettre en état les parterres et les quinconces abandonnés depuis des lustres : en 1990, 35 millions de F seront débloqués pour la restauration des domaines de l'État, 20 millions de F pour les propriétés privées ou appartenant aux collectivités territoriales.

Le jardin des Tuileries, réduit en charpie, bénéficie d'un traitement particulier : il reçoit cette année une dotation de 40 millions de F et un concours a été lancé pour son réaménagement sur la base du rapport Simonet-Langlart (*Le Monde* du 20 février). Le président de la République devrait choisir le lauréat parmi huit concurrents à la fin du mois de juin. Parmi les jardins prioritaires cette année : Compiègne, Fontainebleau, Nohant, le Mont-Saint-Michel, Bussy-Rabutin, Fontevrault, Montbard, le Désert de Retz. Et bien-sûr Versailles.

Versailles qui a particulièrement souffert de la tempête de l'hiver dernier (1 300 arbres au tapis). Cette catastrophe a servi de révélateur. Elle a montré à quel point le parc était malade (plantation trop dense, arbres trop agés, absence d'élagage...), peu entretenu et infidèle à son plan d'origine . Les hautes frondaisons ont tué les charmilles et les chèvrefeuilles chers à Louis XIV. Un architecte lui est désormais spécialement attaché : M. Lablaude qui relève de l'unique responsable du domaine (encore une nouveauté) M. Babelon.

Il doit d'abord restituer les bosquets, contrepoints obligés des parterres de Le Nôtre. Certains ont disparus, presque tous sont défigurés. Deux d'entre eux viennent d'être restaurés : la Colonnade qui a retrouvé son *Enlèvement de Proserpine par Pluton*, grâce à une opération de mécénat (la société de produit chimique suisse Ciba-Geigy a versé 500 000 de F pour le moulage de la statue) et le bassin d'Encelade sera ouvert au public à la fin de l'année.

Reste à résoudre le problème de l'animation du parc. On envisage des vistes guidées et des manifestations musicales confiées au Centre de Musique Baroque de Versailles. En attendant l'annonce du Grand Festival d'art baroque qui pourrait se tenir, dès l'année prochaine, au chateau et dans ses dépendances.

EMMANUEL DE ROUX

ARTS

La conversion au néant

Louis Cane, artiste peintre, le plus déroutant des anciens de Support-Surface, brûle ce qu'il a adoré

Il y a trois ans, Louis Cane a peint quelques bouquets de fleurs, de petites huiles sur carton où la simplicité s'alliait à l'élégance. Nulle réminiscence ne s'y était introduite, ni de Manet, ni de Matisse. C'était de belles natures mortes classiques, de l'excellente peinture dans la tradition de Manet. Jusqu'ici rien d'étrange, Cane ayant démontré sa virtuosité depuis longtemps. Mais il ne s'en est pas tenu là. A partir de ces premières oeuvres-matrice, il en a exécuté d'autres, de plus en plus nombreuses, de plus en plus stéréotypées, des séries de *mimosas* et d'iris à la limite du chromo. Il a, de lui-même, changé le tableau originel en modèle à reproduire et accompli le processus de la prolifération des doubles et copies, qui finit en appauvrissement. Dès lors, son travail de peintre a tourné à la manipulation warholienne, à l'autopastiche et, donc, à l'autodestruction. Les charmants bouquets de Louis Cane artiste peintre, Louis Cane artiste assassin les a disposés en colonnes et lignes, de façon à ce qu'éclate le caractère mécanique, délibéré, de leur production. Il les a encadrés de panneaux tantôt abstraits, tantôt frappés de l'inscription « Louis Cane artiste peintre », qu'il employait au temps de Support-Surface.

Les polyptyques ainsi obtenus par montages d'éléments contradictoires, images figurées, monochromes, mots, séduisent par la couleur : rouges et jaunes violents, bleus et verts caressants et la force des constructions à angles droits, qui, pour certaines, évoquent les compositions orthogonales de Marc Devade. Ils seraient plaisants, décoratifs peut-être, s'ils n'étaient d'une cruelle, d'une cynique froideur. Pris à part, ils pourraient leurrer et faire croire que Louis Cane est vraiment revenu à l'abstrait ou définitivement passé à la peinture d'agrément, c'est-à-dire qu'il y a encore des causes à épouser, des partis à prendre. Ensemble, ils s'annulent.

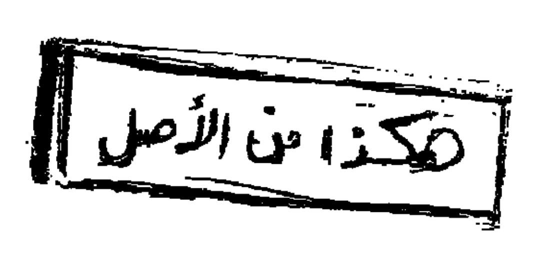
On avait cru, non sans s'en inquiéter quelquefois, Cane fort éloigné de ses premières expérimentations critiques d'il y a vingt ans et engagé dans un périlleux exercice de récapitulation sur l'art moderne, captif par fascination de Picasso et de Kooning. L'imitation menaçait. D'un coup, il s'en dégage et, racontant et liquidant à la fois sa propre histoire, de Support-Surface au retour à la figure, sur le mode de la provocation et de l'ironie il prouve qu'il n'est pas, ou plus, dupe, quoiqu'il lui en coûte.

Il sait que l'innocence ne se retrouve pas et que l'époque n'est pas à la « grande peinture » mais à la fausseté et à l'éclectisme. Il redit, avec une intelligence de la situation plus complète, ce qu'il affirmait jadis de la couleur : *« elle se découvre rouge et se signifie vide »*. Ce « signifier le vide » est nécessaire aujourd'hui, Cane l'a senti et s'y emploie, au risque de dépiter le marché et de passer pour un nihiliste d'autant plus gênant qu'il semblait apaisé.

PHILIPPE DAGEN

▶ Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47 Bd de l'Hôpital, 75013. Jusqu'au 30 mai.





AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 15 mai à 0 heure et le dimanche 20 mai à 24 heures :

Mercredi, on pourra encore profiter d'une journée généralement bien ensoleillée et de températures agréables. Mais une dégradation sensible des conditions débutera jeudi. En effet, une tendance orageuse va se généraliser à la plupart des régions et elle persistera au moins jusqu'en fin de semaine. Cette activité orageuse pourrait se renforcer ce week-end.

Mercredi : assez ensoleillé. Orageux de l'Aquitaine aux Pyrénées et aux Alpes.

Le long des côtes de la Manche, le ciel sera nuageux mais le soleil se montrera.

De l'Aquitaine aux Pyrénées et aux Alpes le ciel deviendra de plus en plus nuageux et des orages éclateront en soirée. Ils seront plus nombreux sur Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon.

Sur le reste du pays, le soleil brillera malgré la présence de nuages.

Les températures minimales seront de 8 à 12 degrés sur la moitié nord, de 11 à 13 degrés sur la moitié sud et localement 14 à 16 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales iront de 20 à 22 degrés près des côtes de la Manche, de 24 à 26 degrés sur le reste de la moitié nord, de 26 à 28 degrés sur la moitié sud.

Jeudi : tendance orageuse sur la moitié sud-est.

Le matin, le ciel sera clair à peu nuageux au nord d'une ligne Nantes-Dijon. Au sud de cette ligne, le temps deviendra orageux, surtout dans le Sud-Ouest, où des pluies instables tomberont. L'extrême Sud-Est et la Corse seront épargnés et le ciel sera dégagé.

L'après-midi, les nuages envahiront tout le pays, excepté la Corse et l'extrême Sud-Est. Il pleuvra faiblement sur le Nord-Pas-de-Calais. Sur les régions Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Massif Central, Bourgogne, Franche-Comté, Rhône-Alpes et Provence, de forts orages éclateront en cours d'après-midi avec des précipitations importantes surtout sur les massifs ; Sur le reste du pays, le ciel sera couvert et bas.

Vendredi : encore des orages.

Sur le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie et les Ardennes, les nuages seront souvent très présents au cours de cette journée et ils pourront donner quelques pluies.

Partout ailleurs, malgré la présence de quelques brumes matinales en particulier du sud-ouest au centre et aux pays de Loire, la matinée sera généralement agréable. Mais à partir de la mi-journée et au cours de l'après-midi, la tendance orageuse se manifestera à nouveau. Elle se ressentira plus nettement du quart sud-ouest au Massif central, aux pays de Loire, aux régions du Centre, aux Alpes et à la Franche-Comté.

Samedi : aggravation de la situation orageuse.

Les nuages bas seront encore nombreux sur les régions de l'extrême nord, surtout le matin.

Sur les autres régions, on observera quelques brumes, consécutives aux orages de la veille. Puis l'activité orageuse se renforcera à nouveau dans la plupart des régions. Les orages se généraliseront à la quasi-totalité de notre pays et ils pourront devenir assez forts par endroits, en particulier des Pyrénées au Massif central, aux régions du centre et aux Alpes.

Dimanche : persistance du temps orageux.

Après un début de matinée parfois brumeux, la tendance orageuse prédominera encore sur l'ensemble de la France. Ces orages pourraient être assez violents localement, en particulier sur les versants sud du Massif central et des Alpes.

SITUATION LE 15 MAI 1990 A 0 HEURE TU

METEO FRANCE

PRÉVISIONS POUR LE 17 MAI 1990 A 12 HEURES TU

METEO FRANCE

LEGENDE

METEO FRANCE

TEMPS PREVU LE 16 05 90 DEBUT DE MATINEE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 15-05-1990

Valeurs extrêmes relevées entre le 14-05-90 à 6 heures TU et le 15-05-1990 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	22	12	D
BIARRITZ	25	14	D
BORDEAUX	25	14	C
BOURGES	20	12	N
BREST	20	13	N
CAEN	22	11	P
CHERBOURG	18	10	D
CLERMONT-FER.	21	10	N
DIJON	22	11	C
GRENOBLE-St-M-H	24	13	D
LILLE	18	10	P
LIMOGES	19	12	N
LYON	21	12	N
MARSEILLE-MAR.	24	14	D
NANCY	20	6	C
NANTES	22	14	A
NICE	21	15	N
PARIS-MONTS.	22	14	N
PAU	24	13	N
PERPIGNAN	25	13	D
RENNES	21	13	C
ST-ETIENNE	21	10	N
STRASBOURG	21	9	N
TOURS	22	11	N
TOULOUSE	24	11	N
POINTE-A-PITRE	30	23	N

ÉTRANGER			
ALGER	25	13	D
AMSTERDAM	15	6	N
ATHÈNES	-	-	-
BANGKOK	35	30	N
BARCELONE	22	14	D
BELGRADE	26	11	D
BERLIN	18	11	P
BRUXELLES	17	8	N
LE CAIRE	-	-	-
COPENHAGUE	14	8	C
DAKAR	26	20	N
DELHI	39	29	D
DJERBA	26	19	D
GENÈVE	23	13	-
HONGKONG	30	23	P
ISTANBUL	-	-	-
JÉRUSALEM	26	14	D
LISBONNE	22	13	D
LONDRES	20	13	P
LOS ANGELES	21	15	N
LUXEMBOURG	18	7	D
MADRID	26	9	D
MARRAKECH	32	17	N
MEXICO	26	14	B
MILAN	26	16	D
MONTRÉAL	21	5	N
MOSCOU	16	5	C
NAIROBI	25	15	C
NEW-YORK	23	13	N
OSLO	17	6	D
PALMA-DE-MAL.	23	9	D
PÉKIN	29	17	D
RIO-DE-JANEIRO	23	19	D
ROME	21	12	D
SINGAPOUR	32	25	O
STOCKHOLM	13	8	B
SYDNEY	18	14	C
TOKYO	24	16	D
TUNIS	25	12	D
VARSOVIE	24	10	N
VENISE	22	15	N
VIENNE	24	12	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heures en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

ÉCHECS

Simultanée Grandes écoles-Kasparov

Neuf équipes de cinq joueurs représentant des grandes écoles (Télécom Paris, Polytechnique, Centrale, Supélec, Mines, Ponts-et-Chaussées, Normale sup, Sup Aéro et HEC) affronteront le champion du monde d'échecs, Gary Kasparov, le vendredi 18 mai, au CNIT à la Défense. Accueil à 19 heures. Prix des places : 40 francs.

▶ **Renseignements : Bureau des élèves. TELECOM Paris, 46, rue Barrault, 75013 Paris. Tél. : 45-81-76-99.**

CARNET DU Monde

Naissances

– M. et Mme Thierry de NAVACELLE

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils

Olivier.

Paris, le jeudi 3 mai 1990.

44, rue de Provence,
75009 Paris.

Mariages

– Paris.

Robert BOURGNE et Xiao-Lin FU

font part de leur mariage.

– Bertrand **TARBÉ de SAINT HARDOUIN** et **Anne-Marie L'HELGOUALC'H**

sont heureux de faire part de leur mariage, qui sera célébré le samedi 19 mai 1990, dans la plus stricte intimité.

Décès

– M. Georges Ambacher,
Ses enfants,
Petits-enfants
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Georges AMBACHER,
née Fanny Grandis,

survenu à Paris, le 2 mai 1990.

L'inhumation a eu lieu à Montagney (Haute-Saône), dans l'intimité.

58-60, rue Amiral-Mouchez,
75014 Paris.

– Mme François Aridon,
son épouse,
M. Lorenzo Aridon,
son fils,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. François ARIDON,

survenu le 6 mai 1990, des suites d'une longue maladie.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité le 9 mai.

8, avenue René-Viviani,
23400 Bourganeuf.

– François et Laurent Vacherot-Ricard,
son mari et son fils,
Pierre et Marie-Thérèse Ayot,
ses parents,
Antoine Ayot,
son frère,
Et toute la famille,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

Anne AYOT-VACHEROT-RICARD,
avocat à la Cour,

survenu le 14 mai 1990, dans sa quarante-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Martin de Meudon, rue de la République, le jeudi 17 mai, à 10 h 45.

Réunion à l'église.

Il n'y aura pas de condoléances, un livre sera ouvert à la porte de l'église.

« Merci de votre amitié, de votre union de prières. »

322, combe de Minuit,
46000 Cahors.
39, rue de la République,
92190 Meudon.

– Mme Maximilien Bukspan,
son épouse,
Mme Elisabeth Bukspan,
Mme Dominique Bukspan,
ses filles,
Justin-Jonathan Bukspan,
son petit-fils,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maximilien BUKSPAN,
dit « Bouchpan »,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 14 mai 1990.

L'inhumation aura lieu le jeudi 17 mai, à 10 h 45, au cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

67, boulevard Saint-Marcel,
75013 Paris.

– Les chercheurs,
Les techniciens
Et la direction du Laboratoire de langues et civilisations à tradition orale (LACITO) du CNRS,
ont la tristesse de faire part du décès de

Raymond DOKO,

survenu brutalement, le jeudi 10 mai 1990, à Paris.

Ils s'associent à la douleur de Paulette Boulon-Doko, son épouse.

La levée du corps aura lieu le mercredi 16 mai, à 13 h 15, à l'hôpital international de la Cité universitaire, 59, avenue du Reille, Paris-14e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Baulne-en-Brie (Aisne), à 15 h 30.

44, rue de l'Amiral-Mouchez,
75014 Paris.

– M. et Mme Jean-Luc de Falloise,
Sabine, Jérôme et Emilie,
M. et Mme Jean-Pierre Kemper,
Brice, Ariane et Charles,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean de FALLOISE,
née Lucienne (Louly) Hermann,

survenu le 11 mai 1990, à Bruxelles.

Le service religieux sera célébré en l'église protestante de Bruxelles, chapelle royale, place du Musée, le 16 mai, à 11 heures, suivi de l'inhumation dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

25, avenue du Parc,
1310 La Hulpe (Belgique).
61, E.-Castelar, Col. Polanco,
11560 Mexico DF (Mexique).

– Mme Pierre Guillaud,
née Geneviève Loiseau,
Ses enfants,
Petits-enfants,
Arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Pierre GUILLAUD,

le 11 mai 1990.

Les obsèques religieuses auront lieu dans la plus stricte intimité à Lyon.

– L'Union pacifiste de France
a la douleur de faire part de la mort, à quatre-vingt-dix ans, de son fidèle ami

Robert JOSPIN,

qui aura milité pour la paix jusqu'à son dernier souffle.

– Aix-en-Provence.

Mme Pierre Lowys,
son épouse,
Ses enfants
Et petits-enfants,
Les familles Meyer, Balteau, Roussel,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Pierre LOWYS,
officier de la Légion d'honneur,
de la santé publique,
du Mérite social
et des Palmes académiques,
ancien directeur du sanatorium
Le Roc-des-Fiz (Haute-Savoie),

survenu à son domicile en sa quatre-vingt-douzième année, le 10 mai 1990.

Suivant la volonté du défunt, son corps a été remis à la science.

Une messe sera célébrée à une date ultérieure.

Le Calendal,
44, avenue Paul-Cézanne,
13090 Aix-en-Provence.

– Les obsèques de notre collaborateur

Louis MARCORELLES

auront lieu le jeudi 17 mai, à 17 heures, en l'église de Vandemian (Hérault).

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– **Gérard MILHAUD,**

est mort le 10 mai 1990, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Sa femme, Marianne,
Ses enfants, Alain, Jean-Claude, Sylvie, Danielle, Elizabeth,
Ses petits-enfants, Olivier, Nathalie, Bruno, Nicolas, Bertrand, Sandrine, Fabien, Grégoire, Mickaël,
Ainsi que leurs conjoints respectifs,
Son frère, Jean Milhaud,
Sa famille,
Ses amis,
se réuniront le mercredi 16 mai, de 10 h 30 à 12 heures, au funérarium du Mont-Valérien, 42, chemin des Cendres, Nanterre (Hauts-de-Seine).

Gérard Milhaud avait fait don de son corps à la science.

206, rue de Grenelle,
75007 Paris.

– Janine Nervet,
Alain, Jean-Yves et Marie-Noëlle Nervet,
Toute la famille,
Tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Guy NERVET,
pharmacien,
ancien interne des hôpitaux de Paris,

survenu le 10 mai 1990, à l'âge de soixante-treize ans.

Les obsèques ont eu lieu lundi 14 mai, en la cathédrale Notre-Dame de Chartres.

41, rue de Reverdy,
28000 Chartres.

– Mme André Rosa,
née Renée Valensi,
son épouse,
Les professeurs Danièle et Jean-Jacques Aron,
M. et Mme Robert Rosa,
Le professeur et Mme Alain Rosa,
ses enfants,
M. et Mme Olivier Aron,
Ariane Rosa, Jean-Marie Rosa, Jean-François Aron, Sandrine Rosa, Delphine Rosa et Judith Rosa,
ses petits-enfants,
Jean-Elie, Joakim, Rébecca et Abigael Aron,
ses arrière-petits-enfants,
M. et Mme Henri Rosa,
ses frère et belle-sœur,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André ROSA,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
médaille d'or du travail,
commandeur du Mérite
de la République italienne.

Ni fleurs ni couronnes.

Donations à l'Insitut Pasteur-Weizman.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Pantin, le mercredi 16 mai 1990, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, avenue Raphaël,
75016 Paris.

– Les présidents,
Les conseils d'administration,
Les directions,
Les cadres
Et les personnels des sociétés du Groupe Generali,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. André ROSA,
vice-président
de Generali SA Italie,
représentant légal
de la Compagnie générale
de Trieste et Venise,
président d'honneur
des compagnies La Concorde
et Continentale d'assurances,
président-directeur général
d'Europe-Assistance,
président d'honneur de la société
Dakar-Saint-Louis,
vice-président de la Compagnie
Fédération continentale,
administrateur
de la Compagnie Generali Finances,
administrateur
de la Compagnie La France.

L'inhumation aura lieu le mercredi 16 mai 1990, à 10 h 30, au cimetière de Pantin.

Ni fleurs ni couronnes.

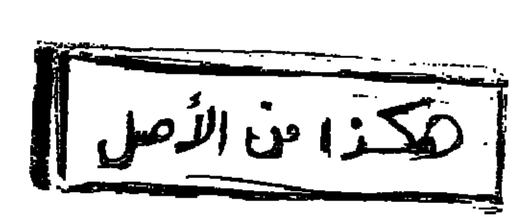
5, rue de Londres,
76, rue Saint-Lazare,
75009 Paris.

– M. Eugenio Coppola di Canzano, administrateur délégué de Generali Italie,
président-directeur général de la Compagnie La Concorde,

partage l'émotion et la peine de tous ceux qui ont connu son ami

André ROSA.

Il s'associe à tous les membres de sa famille dans leur chagrin et leur désarroi,
Renée Rosa, son épouse, Danièle et Jean-Jacques Aron-Rosa, Robert et Yonne Rosa, Alain et Eliane Rosa, ses enfants et tous ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.



AGENDA

CARNET DU Monde

– Le médecin général inspecteur (CR)
et Mme Yves Martin-Sibille,
née Jacqueline Semichon,
Ses beaux-frères, neveux et cousins, Semichon, Marduel, Simeoni, Pouyet, Boussion, l'archiprêtre Jean Simeoni,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Georges SEMICHON,
née Marie-Rose Simeoni,

survenu à l'hôpital des armées Begin, le 11 mai 1990, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 16 mai, à 14 heures, en la chapelle royale du Val-de-Grâce, 1, place Laveran, Paris-5e.

Elle sera suivie de l'incinération au crématorium du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

90, boulevard Murat,
75016 Paris.

– Nantes. Paris. Alignan-du-Vent.

Le directeur
Et l'ensemble du personnel de la direction générale des affaires culturelles des Pays de la Loire,
ont la douleur de faire part du décès de

Mario TORAN,
conseiller pour les arts plastiques
à la direction régionale
des affaires culturelles depuis 1982.

Il a su faire partager sa passion pour les arts plastiques et a contribué à mieux faire admettre l'importance des messages artistiques dans la société contemporaine.

Ses obsèques ont eu lieu le 13 mai 1990, dans l'intimité de son village natal d'Alignan-du-Vent (Hérault)

– François Barré,
délégué aux arts plastiques au ministère de la culture,
Et toute l'équipe de la délégation aux arts plastiques,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Mario TORAN,

survenu le vendredi 11 mai 1990.

Tous ceux qui l'ont connu et qui ont travaillé avec lui perdent aujourd'hui un précieux collaborateur et un amis qui s'était investi avec passion dans sa mission de promotion de l'art contemporain.

– Les conseillers pour les arts plastiques du ministère de la culture,
ont la tristesse de faire part du décès de leur ami et collègue

Mario TORAN,

survenu le 11 mai 1990.

– Georges et Huguette Mesguich,
ses enfants,
Francis et Michèle Mesguich,
Pierre et Muriel Mesguich,
Marcel, Charles et Anne Wiel,
ses petits-enfants,
Claire et Paul Mesguich,
ses arrière-petits-enfants,
Mme Marthe Cohen,
sa sœur,
Les familles Wiel, Bibas, Bonan, Mesguich, Benchetrit, Peiroux, Zelikson,
Parents
Et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Germaine WIEL,
née Drida,

survenu à Paris, le 11 mai 1990, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 16 mai, à 14 h 30, au cimetière du Père-Lachaise.

On se réunira à l'entrée principale, boulevard de Ménilmontant.

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue Fourcroy,
75017 Paris.

Condoléances

– Le directeur de l'IFU,
au nom du conseil d'administration, des enseignants et personnels de l'Institut français d'urbanisme (Université Paris-VIII),
adresse à la famille et aux proches de

Anatole KOPP,
architecte DPLG,
docteur d'Etat,
professeur émérite à l'IFU,

décédé le 6 mai 1990,

ses sincères condoléances et le témoignage de sa sympathie.

[Anatole Kopp fut en 1969 l'un des fondateurs de l'Institut d'urbanisme à l'université Paris-VIII. Il y exerça ses activités d'enseignement et de directeur de recherche et y resta attaché en tant que professeur émérite après la retraite.
Historien de l'urbanisme de l'après-guerre en France et grand spécialiste de l'architecture et de l'urbanisme soviétiques, ses travaux dans ces domaines – entre autres : *Ville et Révolution*, 1967, *Changer la vie, changer la ville*, 1975, *l'Architecture de la période stalinienne*, 1978 – lui ont valu une notoriété internationale.]

Anniversaires

– Il y a dix ans,

Elia ABOUJAOUDE

nous quittait.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

– Il y a deux ans, le 16 mai 1988,

Michel COTTÉ

nous quittait.

– Il y a cinq ans, le 17 mai 1985,

Gabrielle KATZ

nous quittait prématurément.

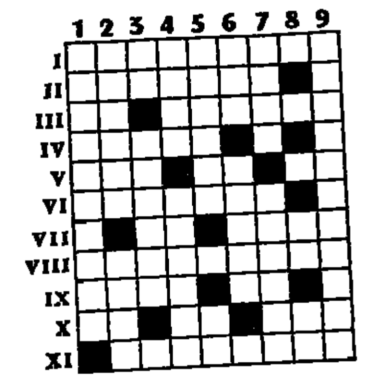
Sa famille, ses amis, ses anciens collègues du Commissariat à l'énergie atomique se souviennent d'elle.

Communications diverses

– **Israël à la recherche d'un gouvernement et d'une politique.** – Le Cercle Bernard Lazare reçoit Arié Yaari, codirecteur du Centre international pour la paix au Proche-Orient. Jeudi 17, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5260



HORIZONTALEMENT

I. Le comble serait de ne pas pouvoir le sentir. – II. Moyens de transport. – III. Fait réagir. Avec eux, il y a de l'abus ! – IV. Peuvent être couvertes de fleurs. – V. Ça chauffe pour lui. Note. Visible sur certaines chaînes. – VI. Remue ciel et terre. – VII. Devint bête. Pour ce qui est contre. – VIII. « Boîtes » de nuit. – IX. Fis le premier pas. Article. – X. N'est donc plus attendu. Tel qu'on se montre pour la première fois. Pouvait mener à la scène. – XI. Telles qu'il vaut mieux ne pas en faire tout un plat.

VERTICALEMENT

1. Fait passer par de rudes épreuves. – 2. Fait cesser l'orage. Chef de tribu. – 3. Il en mettait plein la vue à bien des gens. De quoi se passer de la pommade. – 4. Capable de faire le malin. Spécialités de colporteurs. – 5. Un qui revint de loin. Nous accompagnent au fil des jours. – 6. Fait des rouleaux. Fit plus pour ceux qui avaient moins. – 7. Sut se contenter de peu. Peuvent faire plus que chiffonner. – 8. Est adapté à certains travaux. Note. – 9. Permettent d'avoir plus de forces.

Solution du problème n° 5259

Horizontalement

I. Irrigable. – II. Nuisibles. – III. Ce. Orient. – IV. Révélé. – V. Et. Tues. – VI. Doté. Arme. – VII. Ubu. Scia. – VIII. Li. Taenia. – IX. Rageant. – X. Trace. – XI. Eus. Sexte.

Verticalement

1. Incrédulité. – 2. Ruée. Obi. Ru. – 3. Ri. Vêtu. Ras. – 4. Isoète. Tac. – 5. Girl. Sages. – 6. Abiétacée. – 7. Blé. Urinaux. – 8. Lendemain. – 9. Est. Se. Atre.

GUY BROUTY

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaines dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 15 mai

TF1

20.40 **Cinéma : La passerelle.** ■
Film français de Jean-Claude Sussfeld (1987). Avec Pierre Arditi, Mathilda May, Jany Holt.
22.15 **Magazine : Ciel, mon mardi !**
De Christophe Dechavanne. Invité : Claude Chabrol.
0.05 **C'est à Cannes.**
0.15 **Journal, Météo et Bourse.**
0.35 **Série : Mésaventures.**
1.00 **TF 1 nuit.**

A2

20.40 **Les dossiers de l'écran : Skokie**
Téléfilm de Herbert Wise, avec Danny Kaye, John Rubinstein.
Des néo-nazis organisent un défilé dans une petite ville proche de Chicago.

22.40 **Débat : La liberté pour tous ou pas de liberté pour les ennemis de la liberté ?**
Avec Lionel Jospin, ministre d'Etat chargé de l'Education nationale, Michel Noir maire de Lyon, Jacques Médecin, maire de Nice, François-Henri de Virieu, Charles Libman et Jacques Vergès, avocats, Madeleine Rebérioux, historienne, Georges Vedel, ancien membre du Conseil constitutionnel, Théo Klein, ancien président du CRIF, Anise Postel-Vinay, Léon Lewkowicz, anciens déportés.
0.00 **Informations : 24 heures sur la 2.**
0.15 **Météo.**
0.20 **Magazine : Du côté de chez Fred.**
Un hommage à Andrex.

FR3

20.35 **Magazine : La marche du siècle.**
Présenté par Jean-Marie Cavada. Thème : Megelopolis, les capitales de l'an 2000. Avec Jacques Chirac, et les maires de Tokyo, New-York, Barcelone, Athènes et Le Caire.
22.15 **Journal et Météo.**
22.45 **Cinéma : Blow-up.** ■■
Film britannique de Michelangelo Antonioni (1966). Avec Vanessa Redgrave, David Hemmings, Sarah Miles.
0.30 **Musique : Carnet de notes.**
Préludes nos 8, 9, 10, 11, de Chopin.

CANAL +

20.30 **Cinéma : Robocop.** ■■
Film américain de Paul Verhoeven (1987). Avec Peter Weller, Nancy Allen, Daniel O'Herlihy.
22.10 **Flash d'informations.**
22.13 **Le journal du Festival.**
22.20 **Cinéma : L'île de Pascali.** ■
Film britannique de James Dearden (1987). Avec Ben Kingsley, Charles Dance, Helen Mirren.
0.00 **Cinéma : Reanimator hospital.** ■
Film américain de Brett Leonard (1989). Avec Jeremy Slate, Danny Gochnauer, Cheryl Lawson.
1.35 **Téléfilm : Le piège.**
De Serge Moati. Avec André Dussolier, Grace de Capitani.

LA 5

20.40 **Cinéma : Mon curé chez les Thaïlandaises.** □
Film français de Robert Thomas (1983). Avec Maurice Risch, Darry Cowl, Jacques Balutin.
22.20 **Série : China Beach.**
23.15 **Magazine : Ciné cinq.**
23.25 **Magazine : Réussites.**
0.00 **Journal de minuit.**

M6

20.35 **Téléfilm : Le petit bougnat.** ■
Film français de Bernard Toublanc-Michel (1969). Avec Claude Amazan, Isabelle Adjani, Vincenzo Sartini.
22.15 **Magazine : Ciné 6.**
22.40 **Cinéma : Priez les morts, tuez les vivants.** □
Film italien de Joseph Warren (1971). Avec Klaus Kinski, Victoria Zinny, Paul Sullivan.
0.10 **Six minutes d'informations.**
0.15 **Informations : Dazibao.**
0.20 **Musique : Boulvrockn'hard.**

La Sept

20.55 **Cannes instantané.**
21.00 **Documentaire : Cinéma de notre temps, le dinosaure et le bébé.**
De Janine Bazin, André S. Labarthe et Alain Plagne.
22.10 **Court métrage : Tous les garçons s'appellent Patrick.** De J.-L. Godard.
22.30 **Magazine : Imagine.**
23.00 **Documentaire : Histoire parallèle.**
De Philippe Grandrieux.
23.45 **Jazz soundies collection.**
23.50 **Documentaire : Kaltex en Chine.**

FRANCE-CULTURE

20.00 **Musique : Le rythme et la raison.**
Luigi Nono (rediff.)
20.30 **Archipel science.** Promenade naturelles.
21.30 **Les voyants** (rediff.).
22.40 **Nuits magnétiques.** Fellini-Mondo.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Le rock en RDA.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Musique ensembles.** Grodak, de Bourechliev ; Ballades I, de Mestral ; La nuit, de Vienne ; Etudes pour piano, de Lenot ; Dholak, de Campana, par l'Ensemble Fa, dir. Dominique My.
22.30 **Récital.** Olli Mustonen, piano : Vingt-quatre préludes pour piano op. 31, d'Alkan ; Six bagatelles pour piano op. 126, de Beethoven.
23.07 **Club d'archives.** Hommage à Isaac Stern.

Mercredi 16 mai

TF1

13.35 **Série : Police 2000.**
14.30 **Club Dorothée.**
17.05 Série : 21 Jump Street.
17.55 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
18.45 **Avis de recherche.**
18.55 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.20 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.50 **Tirage du Tac-O-Tac.**
19.55 **Le bébête show.**
20.00 **Journal, Tapis vert, Météo et Loto.**
20.45 **Variétés : Sacrée soirée.**
Spécial Charles Trenet. Avec Charles Trenet, Patrick Bruel, Florent Pagny, Christian Lebon, Les Forbans, Dépêche Mode, Paula Abdul, Robert Charlebois.
22.35 **Sport : Football.** Coupe d'Europe de l'UEFA (finale) : Fiorentina - Juventus, en différé.
0.20 **C'est à Cannes.**
0.30 **Journal, Météo et Bourse.**
0.50 **Série : Intrigues.**
1.15 **TF1 nuit.**
1.50 **Feuilleton : C'est déjà demain.**
2.10 **Info revue.**
2.55 **Feuilleton : Ballerina.**
3.55 **Série : Intrigues.**

A2

13.40 Eric et toi et moi. Quoi de neuf, docteur ; Jeu de rôles ; Les tortues ; Clip fond bleu ; Ma fiancée est un fantôme.
16.00 **Jeu : En avant Astérix !**
17.00 **Jeu : Des chiffres et des lettres juniors.**
17.25 **Magazine : Giga.** Les années collège ; Reportage ; Les deux font la loi ; Reportage.
18.30 **Série : L'homme qui tombe à pic.**
19.20 **INC.**
19.25 **Jeu : Dessinez, c'est gagné !**
19.52 **Divertissement : Heu-reux !**
20.00 **Journal et Météo.**
20.45 **Série : Les héroïnes de Colette.**
Duo, de Claude Santelli, avec Pierre Arditi, Evelyne Bouix.
Drame de la jalousie.
22.25 **Magazine : Etoiles.**
De Frédéric Mitterrand. Luchino Visconti.
23.30 **Informations : 24 heures sur la 2.**
23.45 **Météo.**
23.50 **Magazine : Du côté de chez Fred.**
Spécial Costa Gavras.

FR3

13.30 Magazine : Montagne (rediff.).
14.03 **Magazine : Carré vert.**
Centre de pêche à Goumois.
14.30 **Jeu : Cherchez la France.**
15.00 **Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.**
17.05 **Magazine : Une pêche d'enfer.**
17.30 **Feuilleton : Tom Sawyer.**
17.55 **Dessin animé : Molierissimo.**
18.03 **Magazine : C'est pas juste.**
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.**
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 **Jeux : La classe.**
20.35 **Variétés : Chico-Rio.**
21.55 **Magazine : Mille Bravo.**
Présenté par Christine Bravo. Avec David Lively, Abus, Ball Family, les Tambours du Bronx, Bernard Soustrot, le Quintette de l'art, Greg Hunter.
22.15 **Journal et Météo.**
22.45 **Mille Bravo** (suite).
23.40 **Musique : Carnet de notes.**
Préludes nos 12, 13, 14, 15, de Chopin, par Vladimir Ashkenazy.

CANAL +

13.30 **Téléfilm : Les trafiquants de l'ombre.**
De Willi Patterson, avec Charles Dance, Alexandra Paul.
Un agent de Scotland Yard à Athènes.
15.10 **Spécial Cannes 1990** (rediff.).
15.15 **Documentaire : Les singes des dieux.**
De Vishnu Mathur.
15.40 **Téléfilm : Et si c'était à refaire.**
De Lila Garrett, avec Brooke Adams, Shelley Hack.
17.10 **Magazine : Exploits.**
17.25 **Cabou cadin.**
La couronne magique ; Zorro ; Charlotte, Fléo et Benjamin.

En clair jusqu'à 21.00

18.15 **Dessins animés : Ça cartoon.**
18.30 **Top 50.**
19.20 **Magazine : Nulle part ailleurs.**
Présenté par Philippe Gildas et Antoine De Caunes, à Cannes.
20.30 **Cinéma dans les salles.**
21.00 **Cinéma : Les quatre saisons.** ■■
Film américain d'Alan Alda (1980). Avec Alan Alda, Carol Burnett, Len Cariou.
22.40 **Flash d'informations.**
22.45 **Le journal du Festival.**
22.50 **Concert : James Brown en liberté.**
En direct de Charleston (E.U.).
1.20 **Cinéma : Les deux Fragonard.** ■
Film français de Philippe Le Guay (1989). Avec Robin Renucci, Joachim de Almeida, Philippine Leroy-Beaulieu.

LA 5

13.35 **Série : L'homme qui valait trois milliards.**
14.30 **Série : Soko, brigade des stups.**
15.35 **Série : Bergerac.**
16.40 **Dessins animés.**
17.35 **Magazine : En route pour l'aventure.**
18.00 **Dessins animés.**
18.50 **Journal images.**
19.00 **Magazine : Reporters.**
19.45 **Journal.**
20.30 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Histoires vraies.**
Cas de conscience, téléfilm de David Lowell Rich, avec George C. Scott, Jacqueline Bisset.
Deux grossesses non désirées dans une même famille.
22.25 **Débat : L'avortement.**
23.30 **Magazine : Nomades.**
0.00 **Journal de minuit.**
0.10 **Bergerac** (rediff.).
1.15 **Série : Tendresse et passion.**
1.40 **Série : Voisin, voisine.**
2.40 **Le journal de la nuit.**
2.50 **Tendresse et passion.**
3.15 **Voisin, voisine.**
4.10 **Tendresse et passion.**
4.35 **Voisin, voisine.**
5.35 **Tendresse et passion.**

M6

13.25 **Série : Cosby show** (rediff.).
13.55 **Feuilleton : Dynastie.**
14.45 **Téléfilm : Enlèvement à Nashville.**
De James L. Conway, avec Jeff Conaway, Slim Pickens.
16.15 **Jeu : Match music.**
17.15 **Informations : M 6 info.**
17.25 **Série : L'homme de fer.**
18.15 **Série : L'ami des bêtes.**
18.55 **Série : Aline et Cathy.**
19.25 **Série : La fête à la maison.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Cosby show.**
20.35 **Téléfilm : Un jumeau de trop.**
De Peter Rowe, avec Grant Goodeve, Robin Mattson.
22.15 **Série : Le Saint.**
23.05 **Documentaire : Cuba, personne ne voulait entendre.**
De Nelson Almendros et Jorge Ulla.
0.00 **Six minutes d'informations.**
0.05 **Informations : Dazibao.**
0.10 **Variétés : Fréquenstar.**
2.00 **Rediffusions.**
Avec ou sans rock ; Cuba, personne ne voulait entendre ; Culture pub ; Parcours santé (A la rencontre de bébé) ; M 6 aime (Voyage à Tokyo) : Culture pub.

La Sept

14.30 **Cours d'italien.**
15.00 **Documentaire : Le mystère Le Prince.**
De Christopher Rawlence.
16.15 **Court métrage : Le chien andalou.** De Luis Bunuel.
16.35 **Court métrage : Charlotte et son Jules.** De Jean-Luc Godard.
16.45 **Court métrage : Janine.** De Maurice Pialat et Claude Berri.
17.05 **Documentaire : Cinéma de notre temps, David Lynch. 18.00 Cinéma : Le rayon vert.** ■■ Film français d'Eric Rohmer (1986). Avec Marie Rivière, Rosette, Carita.
19.40 **Court métrage : 24 heures de la vie d'un clown.** De Jean-Pierre Melville.
20.00 **Documentaire : Cinéma de notre temps, Jacques Rivette** (1re partie).
20.55 **Cannes instantané.**
21.05 **Feuilleton : Zastrossi** (3e épisode).
22.00 **Film d'animation : La traversée de l'Atlantique à la rame.**
22.30 **Documentaire : L'âge d'or du cinéma.**
23.00 **Documentaire : Cinéma de notre temps, Jacques Rivette** (2e partie).

FRANCE-CULTURE

20.30 **Tire ta langue !** La polémique ou l'alcool de la prose...
21.30 **Correspondances.** Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
22.00 **Communauté des radios publiques de langue française.**
22.40 **Nuits magnétiques.** Fellini-Mondo.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Rock en RDA.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Opéra** (donné le 6 décembre 1989, au Théâtre des Champs-Elysées) : La noche triste, opéra en cinq tableaux, de Prodromides, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, le Chœur de l'Opéra de Nancy et de Lorraine, dir. Arturo Tamayo.
23.07 **Jazz club.** En direct du Petit-Opportun à Paris : Barney Wilen, saxophone, avec Philip Catherine, guitare, Hein Van de Geyn, contrebasse.

BILLET

Séisme dans l'électronique

Du jamais vu... les observateurs les plus avertis restent pantois devant la brutalité de la sanction qui s'est abattue sur le patron de Philips, M. Cornelius Van der Klugt, un chef d'entreprise à la personnalité attachante, apôtre de la construction européenne... On est assez peu habitué sur le Vieux Continent – et à plus forte raison chez Philips, groupe consensuel, voire feutré – à des méthodes aussi radicales... Certes, il fallait rassurer les milieux financiers. Mais tout semble organisé comme si on avait aussi voulu créer un choc en faisant porter le chapeau à M. Van der Klugt. Car, au fond, Philips n'est pas le seul à enregistrer des pertes dans le secteur des composants électroniques et de l'informatique, en crise dans tout l'Occident !

L'Europe de l'électronique dans son ensemble est concernée par la faiblesse du géant néerlandais, un de ses quatre piliers avec les français Alcatel et Thomson et l'allemand Siemens. Car tout laisse penser que Philips va accélérer son recentrage. Ce qui signifie secteurs à vendre et ... redistribution des cartes. A quel prix ? Le risque de bradage plane évidemment sur ces désengagements, mais il ne sera pas le seul si ces opérations permettent l'entrée de concurrents non européens capables de payer plus cher les activités en vente. A l'inverse, si le réflexe européen jouait, les malheurs de Philips permettraient de combattre une des faiblesses notoires de l'électronique sur le Vieux Continent : l'éparpillement des forces.

En réalité, une des grandes erreurs de Philips (outre d'avoir péché par optimisme, *« la forme la plus sympathique de la bêtise »*, déclarait en février 1989 M. Van der Klugt) est industrielle : n'avoir pas entrepris assez vite sa cure de rajeunissement.

Aujourd'hui, ce type de groupe paternaliste, faisant vivre toute une ville, touche-à-tout, semble désuet... Le néerlandais n'est pas le premier à devoir opérer des révisions déchirantes : on se souvient en France des débats passionnés qui ont entouré le recentrage de Thomson, il y a cinq ans. Les données du problème du groupe français étaient-elles si différentes de celles rencontrées par Philips aujourd'hui ? A l'inverse, l'éternel bon élève de la classe, Siemens, a choisi une tout autre stratégie en se lançant il y a deux ans dans une guerre de mouvement. Et il en ressort, apparemment, plus fort que jamais.

F. V.

Lire nos informations page 23

Une étude de la Chambre des notaires

La hausse du prix moyen des logements à Paris se poursuit inexorablement

On pouvait raisonnablement espérer que le prix moyen des logements anciens, à Paris, allait s'arrêter de grimper follement, pour atteindre un palier inévitable après plusieurs années de forte hausse. Il n'en est rien. L'espoir de pouvoir se loger dans Paris s'évanouit, même pour des cadres au salaire confortable, d'autant plus que la flambée des prix de vente se traduit inévitablement par une flambée du montant des loyers.

Les candidats parisiens à la propriété peuvent se réconforter en se disant que la hausse (21,06 % en 1989 par rapport à 1988) a tendance à se ralentir, puisqu'au deuxième semestre de l'année, la progression de l'indice établi par la Chambre des notaires et l'INSEE n'a été que de 7,73 % par rapport au premier semestre. Hausse moyenne qui cache, bien sûr, de fortes disparités : hausse de 18,41 % dans le XIXe arrondissement, de 15,08 % dans le IXe, de 14,85 % dans le Ve, de 13,46 % dans le XIe, mais seulement de 3,77 % dans le XIVe, de 4,43 % dans le VIIIe, et de 5,03 % dans le VIe.

Le maintien de la tension des prix peut certes s'expliquer par le faible nombre des transactions, qui stagne pour la deuxième année consécutive. Il reste que le prix moyen du mètre carré, en francs courants, s'établit à 18 847 francs. Là encore, il ne s'agit que d'une moyenne. Près de 70 % des appartements anciens et vides vendus en 1989 ont certes été vendus entre 10 000 et 25 000 francs le mètre carré, mais 16,6 % l'ont été à moins de 10 000 francs et 13,6 % à plus de 25 000 francs.

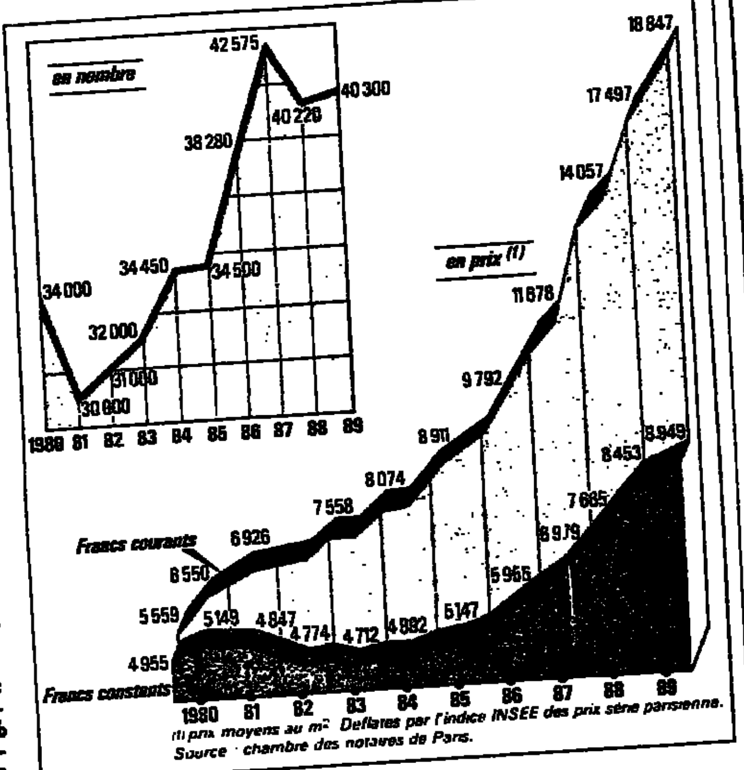
Les petits appartements d'abord

Ce qui est plus inquiétant, à terme, c'est que plus des deux tiers des transactions portent sur les petits appartements (chambres, studios, deux-pièces), tandis que les trois et quatre-pièces ne représentent que respectivement 18,6 % et 7,8 % du nombre des transactions. Il est vrai que le parc des logements parisiens est composé de beaucoup plus de petits logements (58,3 % de deux-pièces et moins) que de logements normaux (23 % de trois-pièces, 10,8 % de quatre-pièces), mais les vrais appartements changent beaucoup moins souvent de mains que les tout petits. C'est ainsi que Paris devient, au fil des années, une ville sans enfants, les jeunes désirant fonder une famille étant contraints de s'installer dans une banlieue plus ou moins lointaine. Il faut dire que le prix moyen d'un trois-pièces dépasse le million de francs, et d'un quatre-pièces, 1,8 million... Quant au studio, il coûte en moyenne 485 000 francs, et le deux-pièces 612 000 francs ! Pour rêver, le cinq-pièces moyen vaut plus de 3 millions, et le six-pièces, 4,6 millions.

Les appartements occupés sont plus abordables, mais le prix moyen du mètre carré dépasse tout de même 12 000 francs, contre 10 900 francs en 1988. Et il faut très bien connaître la loi, avoir un peu temps devant soi et un moral peu sujet auxattendrissements pour récupérer son bien.

Alors, il reste la banlieue... Dans les Hauts-de-Seine, le prix moyen du mètre carré atteint 15 373 francs, en hausse de 13,8 % sur 1988, tiré vers le haut par l'ouest parisien, et plus cher que dans les XXe, XVIIIe et XIXe arrondissements de Paris. Le Val-de-Marne est plus « raisonnable », avec un prix moyen de 10 516 francs, mais c'est la première fois que ce prix moyen dépasse le seuil psychologique des 10 000 francs. Enfin, dans la Seine-Saint-Denis, le prix du mètre carré moyen s'établit à 7 590 francs. Tout cela variant, comme à Paris, très fortement d'une commune à l'autre, d'un quartier à l'autre, d'une rue à l'autre, en fonction des commodités de transport, du voisinage des commerces, du calme, de la vue, de l'environnement...

JOSÉE DOYÈRE



(1) prix moyens au m². Deflatés par l'indice INSEE des prix série parisienne.
Source : chambre des notaires de Paris.

Jour de liesse à Wall Street

Le Dow Jones atteint un record historique

NEW-YORK

de notre correspondant

Jour de liesse à Wall Street. Accentuant la forte avance constatée le vendredi précédent, le marché a atteint un niveau record le 14 mai. En clôture, le Dow Jones des valeurs industrielles se hissait à 2 821,53 points, en hausse de 19,95 points, dépassant sans peine le record établi le 2 janvier dernier (2 810,15).

A l'ouverture, la cote était pourtant en très léger repli, mais les achats se sont rapidement étoffés dans un volume d'affaires qui dépassait les 225 millions d'actions à la clôture. La bonne humeur générale est à mettre au compte du palier atteint ces derniers jours par les taux d'intérêt à l'occasion des adjudications du Trésor et de la baisse de l'indice des prix à la production au mois d'avril, signe pour certains que la poussée inflationniste est contenue (*le Monde* daté 13-14 mai). Les propos du président de la Reserve fédérale, connus en cours de séance, ont également entraîné le marché à la hausse.

S'adressant à un parterre de financiers réunis à Chicago pour le compte de la commission bancaire de la Chambre des représentants, M. Alan Greenspan, a estimé que les investisseurs institutionnels allaient continuer à consacrer la majeure partie de leurs placements à des actifs libellés en dollars. De quoi rassurer les boursiers qui craignaient un reflux des intervenants étrangers sur les places américaines au profit, notamment, des marchés européens. La crainte est à la hauteur des enjeux. En 1989, a rappelé M. Greenspan, le volume d'affaires réalisé sur le marché des bons et obligations du Trésor a représenté 4 000 milliards de dollars (plus de 22 000 milliards de francs). Contre 200 milliards au début de la décennie ...

SERGE MARTI

La baisse des prélèvements obligatoires en 1989

Les surprises de la croissance

La croissance économique apporte comme cela de bonnes surprises. Pas seulement pour les familles qui trouvent plus facilement du travail et – parfois – gagnent plus d'argent ; mais aussi pour les gouvernements qui encaissent beaucoup plus d'impôts que prévu tout en annonçant que les prélèvements obligatoires ont baissé... (*le Monde* du 10 mai).

En 1988 et 1989, les recettes fiscales de l'Etat ont dépassé de quelque 100 milliards de francs ce qui avait été prévu : quand l'activité est forte, les achats des ménages s'accélèrent et la TVA est abondante ; les revenus des particuliers augmentent et l'impôt rentre davantage, de même que les taxes sur l'essence. Les comptes détaillés de l'année 1989 que vient de publier l'INSEE confirment cela, ajoutant que l'introduction – ou plutôt la réintroduction – de l'impôt sur les grandes fortunes nouvelle manière ainsi que la forte progression des cotisations de Sécurité sociale (+ 8,5 % notamment du fait du relèvement en début d'année des taux de cotisations du régime vieillesse) gonflent l'ensemble des prélèvements publics.

Seulement voilà : les prélèvements obligatoires ne sont pas un chiffre absolu mais le poids des impôts et des cotisations sociales rapporté à la richesse nationale. Comme celle-ci a fortement augmenté en 1988 et 1989, le dénominateur du rapport a plus augmenté que le numérateur (les prélèvements) faisant baisser le résultat d'ensemble qui passe de 44,6 % du PIB (produit intérieur brut) en 1987 à 44,13 % en 1988 et 43,9 % en 1989 (1).

Comme quoi, on peut payer plus d'impôts, de taxes et de cotisations tout en apprenant qu'on en paie moins. Ah ! les fractions...

Al. V.

Le débat sur la revalorisation des bas salaires

Créer des emplois ou améliorer le niveau de vie ?

En ce mois de mai 1990, à quelques semaines des grands départs en vacances, et alors que beaucoup de stations balnéaires affichent déjà complet, de nombreux Français, faute de ressources suffisantes, s'apprêtent à rester chez eux. Les inégalités sociales ont, comme chaque été, ce visage.

La croissance économique, de nouveau forte depuis trois ans, rend incompréhensible un tel état de choses et difficile à admettre que de nombreux salariés gagnant moins de 7 500 francs par mois n'aient pas l'espoir d'une amélioration rapide de leur niveau de vie (1). Car l'invite faite par le président de la République au patronat de revoir les bas et moyens salaires n'annonce – malgré les apparences – rien d'immédiat, et sûrement pas un nouveau Grenelle qui, dans le style 1968, relèverait très fortement les faibles rémunérations.

Aussi sensible soit-il à l'inégale répartition des fruits de la croissance retrouvée et aux fêlures qu'elle provoque au sein d'un Parti socialiste troublé par l'enrichissement des plus riches, le président de la République ne peut pas infléchir, encore moins contredire, une politique économique qui vise avant tout depuis deux ans à réduire le nombre des chômeurs et non pas à relever les bas salaires.

En déplafonnant les cotisations familiales, en abaissant leur taux (1989-1990) après avoir exonéré de charges sociales l'embauche d'un premier salarié (1988), en subventionnant des contrats de retour à l'emploi pour les chômeurs de longue durée, en exonérant de cotisations sociales l'emploi des travailleurs de plus de cinquante ans au chômage depuis longtemps, le gouvernement tente, avec persévérance, de remettre un maximum de Français au travail. En réduisant le coût de ce travail pour l'employeur.

Le chômage, la pire des injustices

Politique dictée par la constatation faite – tous les chiffres, toutes les enquêtes le confirment – que la pire des inégalités, la pire des injustices est celle du chômage : une famille dont le père ou la mère ne travaille plus voit son niveau de vie baisser brutalement et fortement (2). Un jeune peu qualifié qui ne s'insère pas très vite dans la vie professionnelle a une intégration difficile, ce qui complique souvent définitivement tous les problèmes de son existence.

Relever fortement et rapidement le SMIC ou les bas salaires aurait un effet catastrophique sur l'emploi non qualifié. Si les rémunérations versées aux salariés situés au bas de l'échelle des revenus sont très faibles – 5 000 francs par mois, – surtout pour ceux qui, habitant les grandes villes, paient des loyers élevés, le coût de ces salaires pour l'entreprise (8 000 francs environ avec les charges sociales) est souvent trop élevé. Trop élevé eu égard à leur utilité économique, beaucoup d'entreprises constatant que, pendant les deux premières années d'une embauche, la productivité est insuffisante.

Il est des choix difficiles à dire ou à écrire. Mais les faits sont les faits : les très bas salaires en France sont souvent trop élevés pour l'employeur. C'est à partir de cette constatation que le gouvernement, refusant de les réduire pour le travailleur, a choisi d'en abaisser le coût pour les entreprises en allégeant ou en supprimant complètement leur composante sociale ou en subventionnant leur coût, ce qui revient pour l'Etat à payer ce que les bas salaires ont de trop élevé par rapport au prix du marché. Une augmentation sensible du SMIC aurait pour résultat d'annuler ou même de contredire cette stratégie.

Des études récentes tendent à montrer l'extrême sensibilité du chômage des jeunes peu qualifiés à une hausse des basses rémunérations, notamment dans des professions comme la réparation automobile, les hôtels, les cafés et restaurants... *Grosso modo*, à chaque fois qu'un bas salaire serait relevé d'un point au-delà de la hausse du coût de la vie, c'est la création d'un demi-emploi qui serait remise en question.

On comprend mieux alors pourquoi le pouvoir d'achat du SMIC, qui, jusqu'en 1984, avait augmenté nettement plus vite que le salaire moyen, ne gagne plus guère de terrain (3).

ALAIN VERNHOLES

Lire la suite page 23

(1) Le salaire médian se situait, selon les dernières statistiques connues, aux environs de 7 700 francs par mois (le salaire médian partage en deux parties égales la population salariée) .

(2) Voir *les Besoins des Français*, par Jacques Méraud. Conseil économique et social. Editions Economica.

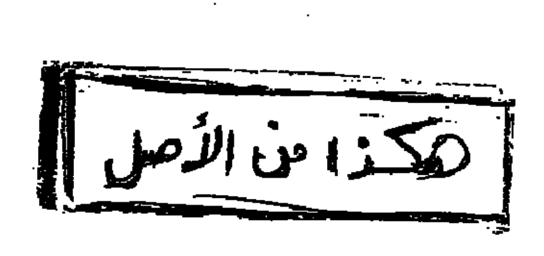
(3) Sur la période 1980-1989 le pouvoir d'achat du SMIC a augmenté de 20,4 % alors que le pouvoir d'achat du salaire moyen brut par tête augmentait de 7 % et celui du salaire moyen net de 2 à 3 % seulement.

INSOLITE

Les Lituaniens vident leurs comptes d'épargne

L'embargo de Moscou contre la Lituanie touche l'économie mais pas les économies. La preuve, la Banque centrale d'URSS a dû réapprovisionner d'urgence les banques lituaniennes en liquidités en raison des retraits massifs des capitaux d'épargne.

Un responsable de la Gosbank, M. Arnold Voïloukov, cité lundi 14 mai par la *Pravda*, indique que la banque centrale a fourni un contingent supplémentaire de 142 millions de roubles en avril, les retraits des comptes épargne en Lituanie ayant dans le même temps totalisé 127 millions de roubles. Malgré les sanctions prises par Moscou envers l'Etat balte, la Gosbank continue d'accorder à la Lituanie le même traitement qu'aux autres républiques socialistes soviétiques.



هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Après un échec en 1985

IBM devrait prochainement lancer un micro-ordinateur domestique

Un micro-ordinateur d'un prix compris entre 7 000 francs et 15 000 francs et signé IBM pourrait *bientôt* faire son apparition sur les rayons de grandes surfaces. Il s'agirait d'un PS-2, c'est-à-dire d'un ordinateur construit autour d'un microprocesseur Intel 286, plus puissant donc que les simples PC. Présenté en juin prochain, il devrait être disponible dès l'automne, quelques mois avant les fêtes de Noël. Il serait doté d'un écran couleur, d'un lecteur de disquette, et d'un disque dur.

En revanche l'imprimante devrait être achetée en sus. Le prix plancher pour ce périphérique est actuellement de l'ordre de 2 500 francs. Mais *« il serait envisageable qu'IBM annonce une imprimante moins chère pour les besoins domestiques »*, spécule-t-on chez IBM où l'on se refuse pour l'instant à confirmer cette annonce.

M. John Ackers, qui préside aux destinées de Big Blue, a reconnu lors d'une présentation des résultats du premier trimestre devant un parterre d'analystes financiers qu'il existait effectivement un marché pour des micro-ordinateurs utilisés à la maison en prolongement de l'usage qui en est fait au bureau. Le prix et les caractéristiques techniques positionnent en effet cette nouvelle machine (dont le nom pourrait être PS Junior ou PS Home) en haut de la gamme des ordinateurs domestiques. Elle pourra être utilisée pour des programmes de jeu, mais aussi pour des applications de traitement de texte, de gestion de fichiers, pour des tableurs, etc...

De la part d'IBM, cette annonce indique un changement stratégique important. Le numéro un de l'informatique avait en effet essuyé un échec cuisant sur ce marché avec son PC Junior commercialisé en 1985 aux Etats-Unis uniquement. Il n'en avait vendu que 700 000 exemplaires. Il est vrai que son prix d'alors, 10 000 francs environ, était assez rédhibitoire.

A. K.

Au lendemain du départ anticipé de M. Van der Klugt

Philips en pleine crise de management

Le sacrifice du patron de Philips semble avoir quelque peu rassuré les investisseurs. Le cours de l'action Philips a remonté de 6 % à la Bourse d'Amsterdam, lundi 14 mai, à la suite de l'annonce du départ anticipé du président de la multinationale, M. Cornélius van der Klugt.

EINDHOVEN

de notre envoyé spécial

La crise qui secoue le géant néerlandais de l'éclairage et de l'électronique est non seulement une crise industrielle (*le Monde* du 15 mai), mais aussi une crise de management. Autant que les mauvais résultats du premier trimestre 1990, c'est la manière dont les dirigeants de Philips les ont présentés qui en a été le détonateur.

La scène se passe le 3 mai dernier dans un grand hôtel d'Amsterdam. M. Appelo, l'un des douze membres du comité de management du groupe, annonce une légère poussée du chiffre d'affaires trimestriel (38,5 milliards de francs, plus 1,4 %), mais une baisse du résultat d'exploitation (1,35 milliard, moins 26 %). Le bénéfice net total ne doit qu'à la vente des activités de défense (pour 990 millions de francs) de progresser, le bénéfice net d'exploitation étant, pour sa part, en chute libre, de 670 à ... 18 millions de francs.

Or, le 10 avril, devant l'assemblée générale des actionnaires, M. Van der Klugt s'était montré résolument optimiste sur la marche de la société. On sait aujourd'hui qu'à cette date-là il n'était pas au courant de la dégradation de la situation de Philips. Il n'en a pris connaissance que *« fin avril »*.

« Tromper la confiance des investisseurs »

La vérité a-t-elle été sciemment cachée à M. Van der Klugt ? Pourquoi ne lui a-t-elle été révélée que si tard ? Pourquoi ne l'a-t-il pas rendue immédiatement publique et commentée lui-même, laissant au contraire M. Appelo avouer, le 3 mai, que *« la direction était un peu surprise par ces chiffres »* découverts *« une semaine et demie auparavant »* ? *« C'est un mystère »*, a reconnu, lundi 14 mai, le président du conseil de surveillance, M. Wisse Dekker, ajoutant même que M. Van der Klugt *« n'avait pas d'explication »*.

Une enquête interne a été lancée afin de remonter le fil de ce scénario indigne d'un des principaux groupes industriels mondiaux. Mais les dégâts sont immenses, et M. Wisse Dekker, conscient de la dégradation de la réputation de l'entreprise, a eu une formule cruelle à l'adresse de M. Van der Klugt : *« Tromper la confiance des investisseurs est le plus grave qui puisse arriver à une entreprise »*.

Le président du conseil de surveillance a démenti la rumeur selon laquelle des menaces d'action judiciaire de la part d'actionnaires américains s'estimant abusés avaient entraîné la mise à la porte de M. Van der Klugt. Mais il y a une coïncidence troublante : M. Dekker était la semaine dernière aux Etats-Unis qu'il a quittés précipitamment pour rentrer aux Pays-Bas et *« prendre des mesures destinées à rétablir la confiance des investisseurs »*.

Le limogeage spectaculaire de M. Van der Klugt est la première étape de la contre-offensive de Philips, qui prépare un assainissement plus vaste. Les circuits intégrés (division « composants ») et les systèmes informatiques (division « appareils et systèmes professionnels ») sont explicitement dans le collimateur. Ce sera la deuxième étape. Mais il reste à savoir si le nouveau président, M. Jan Timmer, réorganisera plus avant la direction de Philips dont les méthodes de travail sont suspectes de légèreté alors qu'elle concentre tous les pouvoirs stratégiques d'une multinationale centralisée depuis la création, par M. Van der Klugt, de quatre divisions de produits dirigées au plan mondial à partir d'Eindhoven.

CHRISTIAN CHARTIER

□ **M. Michel Bon va devenir président de Carrefour.** – M. Michel Bon, directeur général de Carrefour, devrait être nommé président par le conseil d'administration le 20 juin prochain pour succéder à M. Denis Defforey, qui a atteint la limite d'âge de soixante-cinq ans fixée par les statuts. Il sera lui-même remplacé à son poste par M. Michel Pinot, actuellement directeur exécutif de Carrefour au Brésil. Ces nominations entreront en application le 7 juillet, date à laquelle M. Defforey cessera ses fonctions.

ÉTRANGER

Le GATT va accorder le statut d'observateur à l'URSS

Un accord est intervenu lundi 14 mai à Genève sur l'octroi à l'URSS du statut d'observateur au GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers), une décision qui sera formalisée mercredi au cours d'une réunion du Conseil, organe suprême de l'institution, a-t-on appris de source sûre.

Cet accord, qui ouvre la voie, à plus long terme, à une demande d'adhésion de l'Union soviétique à l'Accord général, a été rendu possible par la levée des dernières objections formulées par les Etats-Unis et le Japon, qui souhaitaient initialement que la décision fût reportée à l'an prochain, c'est-à-dire après la fin de l'Uruguay Round, la négociation commerciale multilatérale en cours. – *(AFP.)*

SOCIAL

La revalorisation des bas salaires

Suite de la page 21

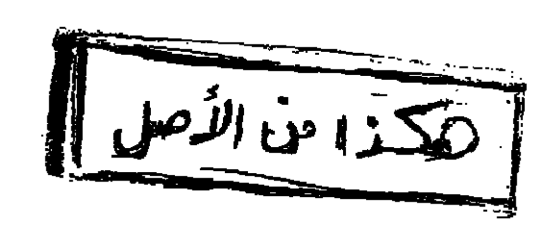
Depuis six ans les gouvernements qui se sont succédé ont fait le choix de la création d'emplois au détriment de l'amélioration du niveau de vie des personnes au travail. Ce choix se révèle maintenant payant puisque l'économie française a globalement créé un demi-million d'emplois en 1988 et 1989. Il serait tout à fait déraisonnable de modifier une politique en train de porter ses premiers fruits.

Revoir les bas et moyens salaires, c'est, avant tout, élever la qualification. Au fur et à mesure que le savoir-faire, les connaissances et les compétences s'améliorent, les rémunérations pourront être augmentées sans risque pour l'économie française. A la limite, la meilleure façon de relever le SMIC serait de ne plus payer personne au SMIC. Ou, pour être plus réaliste, de ne payer un salarié au revenu minimum qu'en début de carrière, c'est-à-dire pendant un ou deux ans.

Si la croissance économique reste forte pendant les dix prochaines années, il sera possible tout à la fois de créer des emplois, d'investir pour améliorer la productivité et d'augmenter les salaires. C'est le sens de la réponse qu'avait faite, en septembre 1989, à Risoul, dans les Alpes, M. Michel Rocard aux militants socialistes qui l'interrogeaient sur le partage des fruits de la croissance.

Mais dans l'immédiat, pour la grande majorité des bas salaires, toute hausse importante aurait des effets très néfastes sur l'emploi. Ne serait-ce qu'en favorisant le choix d'une machine ou d'un équipement au détriment d'une personne.

ALAIN VERNHOLES



TECHNOLOGIES

Bientôt à Lyon et à Paris pour desservir Orly

Les métros sans conducteur

Dans les années 70, on avait un peu rêvé les transports en commun. Le monde de la technique n'avait d'yeux que pour le coussin d'air de l'aérotrain. On jonglait avec le moteur linéaire et la sustentation magnétique. Les ingénieurs tiraient des plans sur la comète de petits véhicules, comme Aramis, guidés et programmés pour se rendre sans arrêts intermédiaires jusqu'à la destination finale de l'usager.

Autant en emporte le vent. Les réalités budgétaires et surtout la montée de la marée automobile ont privilégié des modes de transports plus classiques, tel le tramway, mais surtout comme le bon vieux métro, rénové et automatisé pour mieux concurrencer la voiture en termes de sécurité et de souplesse et pour limiter la croissance des coûts. Désormais, toute nouvelle ligne de métro mise en service, dans un pays industrialisé, sera entièrement automatique, c'est-à-dire sans conducteur.

Cette évolution ne s'est pas faite sans mal. Les hommes étant ces *« animaux d'habitude »* décrits par Goethe, l'automate a été d'abord ressenti comme une menace par les conduteurs, comme un risque par les exploitants et comme un luxe par les décideurs. Dans les réseaux de métro du monde entier, et, notamment, à Paris on a semi-automatisé les tâches de conduite de façon à contrôler le pilote auquel était confiée la responsabilité principale. On a donc choisi d'expérimenter des véhicules tout automatiques dans des zones closes où les tâches qui leur étaient demandées ne semblent pas hors de leur portée. L'aéroport américain de Dallas-Fort Worth a ainsi été équipé, en 1974, d'un Airtrans (Vought Corporation sans pilote ; «8 000 passagers par heure et par sens). L'année suivante, ce fut au tour de l'université de Morgantown (Etats-Unis) d'inaugurer un *people mover* (Boeing) tout aussi automatisé (5 000 passagers par heure). En général, ces systèmes desservaient des expositions, des parcs d'attractions ou des aéroports. Ils ont connu de sérieux problèmes de fiabilité, compte tenu des performances aléatoires d'une électronique balbutiante.

Ce n'est qu'au début des années 80 qu'on a assisté aux premières expériences de dessertes de zones urbaines. Le Japon donna le ton, en 1981, en mettant en service un NTS (licence Airtrans) à Osaka (12 000 passagers/heure), mais ces deux lignes avaient pour fonction de relier une île artificielle à un système ferré plus lourd. Aussi peut-on considérer le VAL (Matra, 12 000 passagers/heure) de Lille comme le premier métro du monde à fonctionner, à partir de 1983, en autonomisme intégral.

Respect absolu

Depuis ces « premières », les villes ont multiplié leurs métros sans conducteur : Vancouver (Canada, UTDC), Docklands de Londres (Grande-Bretagne, GEC), Jacksonville (Floride, Matra), Las Colinas (Texas, Westinghouse), (Detroit (Michigan, UTDC), Laon (France, SGTE). Kobé (7 km de lignes, au total) et Lille (25 km) se sont dotées d'une deuxième ligne. Une dizaine de lignes urbaines fonctionnent aujourd'hui à travers le monde ainsi qu'une quinzaine de dessertes d'aéroports (Seattle, Dallas, Birmingham, Houston) pour lesquelles l'américain Westinghouse a été le plus souvent retenu. UTDC (Canada) et surtout Matra (France) semblent mieux placés pour l'équipement des villes. La firme française a été choisie par Taïpeh (Taïwan), Barcelone (Espagne), Toulouse, Rennes et Bordeaux.

Par la magie des microprocesseurs, qui se surveillent de plus en plus eux-mêmes, les métros sans pilote maintiennent entre eux les distances et les vitesses requises pour s'arrêter à temps et au bon endroit. Sur simple pression d'un bouton, les agents du poste central de commande injectent de nouvelles rames dès que le trafic l'exige. A tout moment, ils connaissent la situation des rames et peuvent intervenir grâce aux micros et aux caméras qui équipent le réseau. La sécurité anti-collision repose sur un dispositif de détection électronique des trains et le respect absolu du cantonnement, section de voie ou espace séparant obligatoirement deux rames.

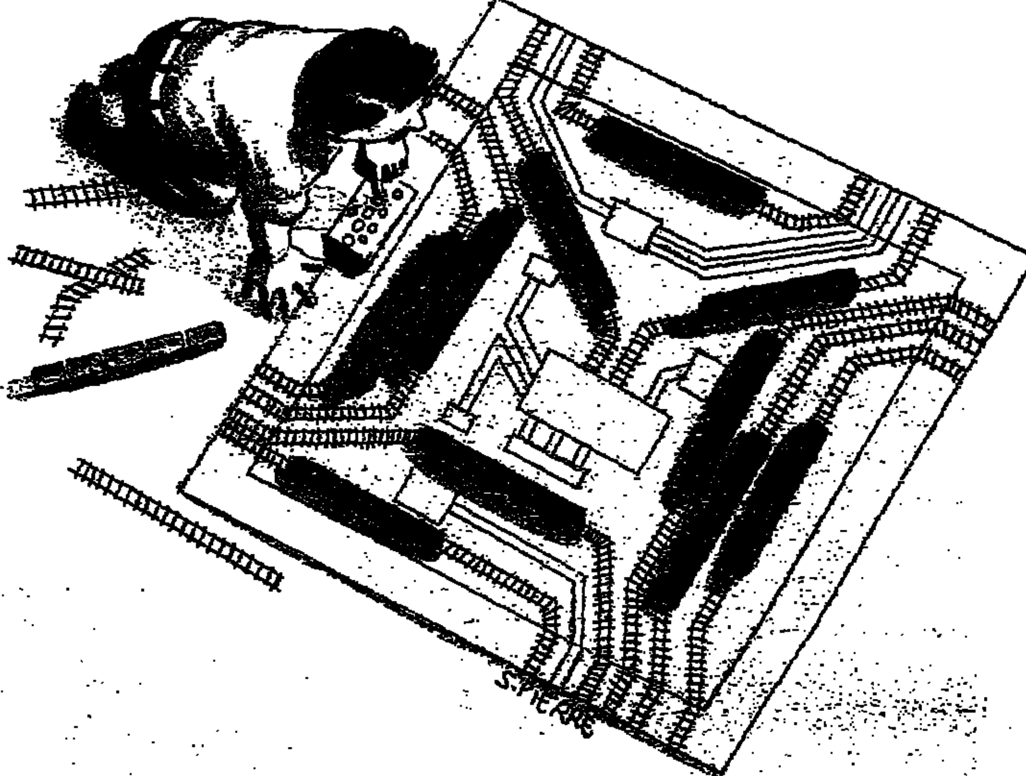
Pourquoi cet engouement pour une technologie qui entrera bientôt en service sur la ligne D du métro de Lyon et qui irriguera l'aéroport d'Orly ? L'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS) a cherché à analyser ces motivations. Pour le grand public, les avantages économiques, du fait de l'absence de conducteur, l'emportent sur tous les autres. *« Il est vrai que l'automatisation offre un bilan économique positif »*, répondent deux responsables de l'INRETS, M. Alain Bieber, directeur pour la prospective des transports, et M. Yves David, directeur du centre de recherche et d'évaluation des systèmes de transports automatisés. *« Il convient de tenir compte du fait qu'elle nécessite de doubler la chaîne de conduite, de renforcer les communications entre le train et le sol pour pouvoir acheminer 8 000 informations toutes les secondes et demie et de se prémunir contre la chute d'un voyageur sur la voie. Nous estimons que ce surcoût représente entre 3 % et 5 % du coût d'une ligne de métro de type VAL, soit 100-150 millions de francs sur 3,5 milliards. De même, les coûts de maintenance s'accroissent. En contrepartie, le poste salarial connaît une nette décroissance. En gros, l'équilibre d'exploitation d'un métro entièrement automatique se situe entre vingt et trente rames. Pourtant, les atouts principaux nous semblent être ailleurs que danns ce bilan économique. »*

D'abord une amélioration de la qualité de service. *« N'oublions pas que 80 % des accidents sont dus à l'erreur humaine. De 1965 à 1974, le métro « traditionnel » de Chicago a connu trente-cinq collisions, toutes imputables à l'homme. Aucun des métros sans pilote n'a connu le moindre accident ni à Vancouver, ni à Lille, ni à Londres, ni à Kobé. »*

La fiabilité des mécanismes est devenue excellente. Elle est meilleure que celle des métros classiques, et les voyageurs qui se confient aux microprocesseurs ont moins de cinq « chances » sur mille d'être bloqués par une panne, autrement dit, ils peuvent s'attendre à ne pas arriver à temps une fois tous les deux ans.

« C'est la souplesse du système automatique qui est son arme numéro un, soulignent MM. Bieber et David. *Il n'est plus tributaire des contraintes humaines et des horaires des conducteurs. Il permet, sans surcoût, de maintenir une bonne fréquence aux heures creuses. Il s'adapte immédiatement à la demande. Ainsi, au-delà de 21 heures, il n'y a plus à Paris qu'une rame tous les quarts d'heure, mais, à Lille, une toutes les six minutes. Le VAL lillois assure aisément l'écoulement d'une fin de meeting ou de match : il fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre pendant la Grande Braderie de septembre durant laquelle il est le seul moyen de circuler dans une métropole en fête. »* (1).

Restent quelques problèmes. Pas tellement du côté des usagers japonais, américains ou français, qui n'éprouvent aucune crainte à emprunter un moyen de transport totalement automatique. En revanche, les techniciens discutent pour savoir s'il convient d'équiper les stations de portes palières qui s'ouvrent – comme celles d'un ascenseur – lorsque les portes des rames se trouvent en vis-à-vis (Lille, Singapour). La solution est plus chère et difficile à mettre en œuvre dans les stations en courbe. Ou bien suffit-il d'empêcher l'entraînement accidentel du passager par la fermeture d'une porte, par la présence d'un joint ultra-sensible qui détecte même une cravate (ligne D de Lyon) et de prévenir une chute sur la voie par une nappe photoélectrique ou par la présence de plaques sensibles qui coupent le courant électrique instantanément ? Malheureusement, ces astuces sont, à la différence des portes palières, peu efficaces contre l'une des plaies du métro parisien, qui connaît plus de deux suicidés par semaine. Les Britanniques n'ont pas eu ces scrupules sécuritaires et n'ont installé aucune protection particulière contre les chutes sur leur ligne automatique des Docklands.



La sage lenteur de la RATP

Il ne faut pas s'attendre pour autant que les « vieilles » lignes de métro soient automatisées à bref délai. Il est difficile de réaliser cette modernisation tout en maintenant l'exploitation. Les lignes RER à gros débit sont trop rapides pour être gérées, pour l'instant, par des automates. Pour que le problème social posé par les conducteurs ne tourne pas au drame, la conduite manuelle mettra une trentaine d'années à disparaître. C'est pour cela que la RATP avance, dans ce domaine, avec une sage lenteur en se gardant de provoquer les syndicats par des projets qu'autoriseraient les progrès techniques. On sait seulement que la future ligne Météor (métro est-ouest rapide), qui reliera – peut-être en 1996 – le 13e arrondissement de Paris à la gare Saint-Lazare, *via* la gare de Lyon et les Halles, n'aura pas de conducteur. L'appel d'offres pour la mise au point de ce robot sera lancé au cours de ce printemps.

Il ne restera plus qu'à réintroduire l'homme, devenu inutile dans la cabine de tête, pour assurer les fonctions de surveillance et de convivialité sans lesquelles le transport public pourrait devenir une jungle effrayante et désertée. Cette humanisation sera moins aisée à réussir que celle de la révolution du microprocesseur !

ALAIN FAUJAS

(1) *Le bilan économique de l'automatisation intégrale d'un système de transport guidé* – Recherche, transports, sécurité – mars 1987.

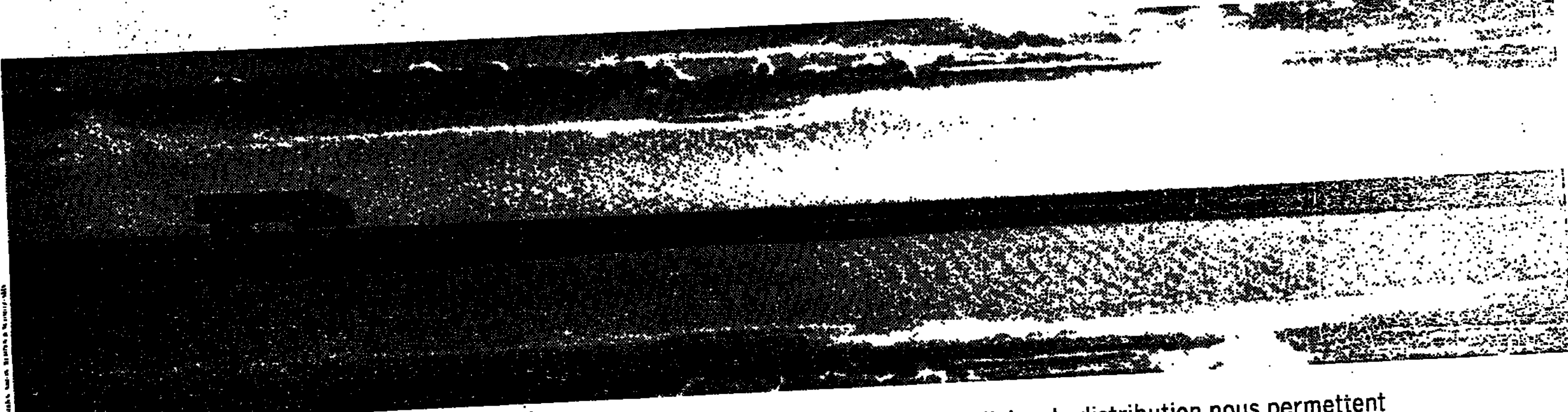
CHNOLOGIES

sans conducteur



«L'essentiel est d'être prêt.»

William Shakespeare



Aujourd'hui, l'importance des véhicules industriels dans l'économie est plus grande que jamais. Et la concurrence de plus en plus rude.

Pour survivre, il faut donc être le meilleur et le plus rapide. Cela vaut pour nous comme pour nos clients.

Pour contribuer à leur réussite, nous mettons à leur disposition la gamme de Véhicules Industriels Mercedes-Benz, une gamme large dont les modèles répondent à tous les problèmes de transport.

Autre facilité, nos unités de production et nos filiales de distribution nous permettent d'être présents sur tous les grands marchés internationaux. Ainsi nos clients peuvent nous joindre partout et à tout moment.

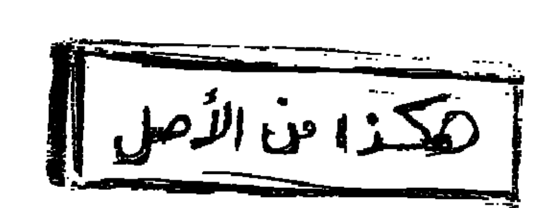
Aujourd'hui, l'accès direct à la haute technologie au sein du groupe Daimler-Benz nous donne de nouvelles possibilités de progrès.

Ainsi nos véhicules industriels vont devenir encore plus utiles à nos clients.

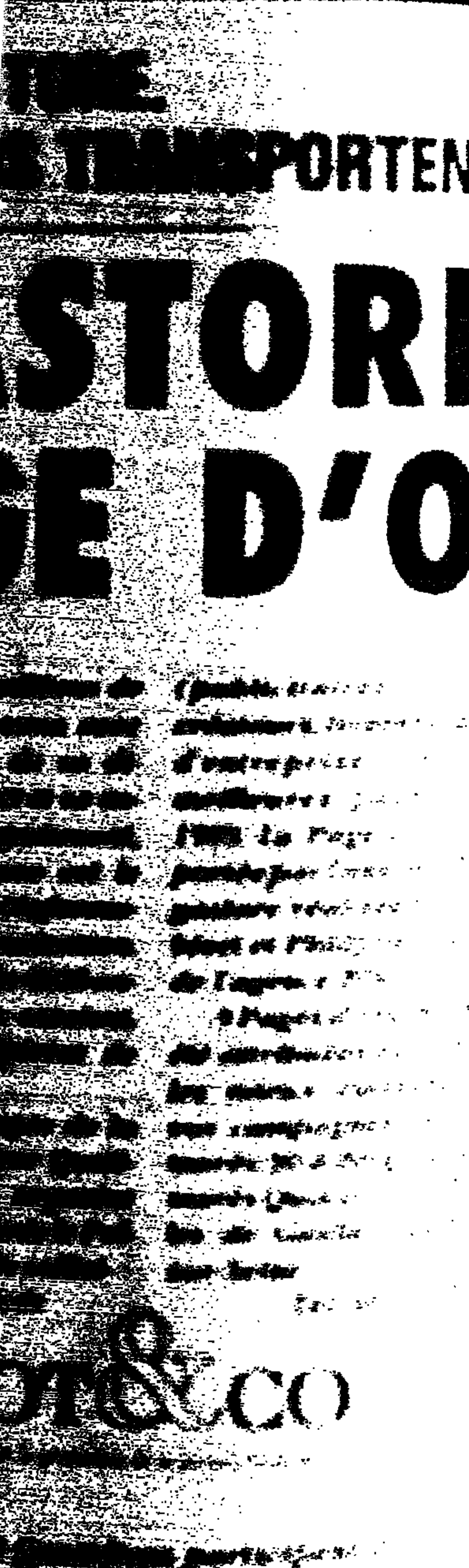
Et c'est bien ce que ceux-ci attendent de nous.

DAIMLERBENZ

Daimler-Benz AG B.P.N. 800230, D-7000 Stuttgart 80, République Fédérale d'Allemagne



هكذا من الأصل



COMMUNICATION

La puissance du groupe Hersant inquiète agences et journaux

La bataille des petites annonces

Le marché des petites annonces a flambé ces trois dernières années, pour le plus grand bénéfice de certains journaux. Cela n'a pas échappé au groupe Hersant, qui a fait son entrée sur ce marché publicitaire en rachetant plusieurs agences spécialisées. Une pratique qui sème l'inquiétude dans les rangs de la presse et des professionnels des petites annonces.

Divine surprise : en 1987, alors qu'elle aborde le marché publicitaire en faisant le dos rond face à la concurrence accrue de la télévision et notamment des chaînes privées, la presse écrite découvre avec ravissement que les annonces classées, appelées aussi petites annonces ou PA, ne se sont jamais si bien portées. Le bilan de cette année-là est le meilleur de la décennie. Et les petites annonces – immobilier, automobile et marché du travail – tirent partie de cette embellie.

En 1987, selon l'Institut de recherches et d'études publicitaires (IREP), les PA « pèsent » 3,6 milliards de francs, soit moins de 10 % du total des investissements publicitaires réalisés dans les médias. Mais leur caractère monomédia – les PA profitent à la seule presse écrite – leur confère un rôle exceptionnel : leur volume et leur poids dans les recettes publicitaires d'un titre lui assurent richesse et puissance. Les grandes entreprises sont bien placées pour le savoir. Elles sont fréquemment sollicitées pour « passer » une offre d'emploi dans un titre qui lance sa rubrique PA afin de la nimber de notoriété. Quitte à le faire... gratuitement. Certains titres investissent à long terme pour conquérir cette toison d'or. Comme *le Nouvel Observateur*, qui a lancé sa rubrique PA l'an dernier. Pour la faire reconnaître par les professionnels, l'hebdomadaire passerait, selon des sources concordantes, 60 % à 70 % d'annonces gratuites. Coût annuel : 25 millions de francs. Mais le jeu en vaut la chandelle.

En 1987 encore, les PA représentaient 18 % des investissements publicitaires réalisés dans la presse. C'est encore peu comparativement à la publicité commerciale, qui en totalisait 82,2 %, soit 16,6 milliards de francs. Mais ces dernières années, leur poids s'est accru : en 1989, le marché traverse une phase qualifiée d'« euphorique » par les professionnels. Les annonces classées représentent 5,6 milliards de francs (dont 3 milliards pour la seule presse nationale) et constituent 21,4 % des investissements publicitaires réalisés dans la presse écrite. La progression est de 26,5 % par rapport à 1988. Un record.

Pourtant, les journaux ont diversement tiré profit de la manne des PA. En 1989, elles représentaient moins de 30 % des recettes publicitaires de la presse quotidienne régionale, de 40 % à 70 % des recettes des quotidiens parisiens et plus de 60 % de celles des magazines spécialisés. Mais même parmi les gagnants, certains journaux tirent mieux que d'autres leur épingle du jeu, renforcés en cela par leur progression sur le plan de la vente, du lectorat et par l'étendue de leur notoriété. *« Le volume vient au volume »* : la formule que les professionnels des PA répètent à l'envi a effet de loi. D'autant que si l'époque est bénéfique, la crise a laissé des traces, et les annonceurs choisissent avec précaution le « support » dans lequel ils décideront de passer une offre d'emploi ou une offre imobilière. *« Il y a quelques années, on passait facilement la même annonce dans trois journaux : un quotidien, un hebdomadaire d'informations générales et un magazine spécialisé*, se rappelle M. Guy Bénat, responsable de l'agence Parfrance annonces et président du Syndicat national des publicitaires en annonces classées (SNPAC). *Aujourd'hui, statistiquement, un annonceur passe son texte dans 1,09 support.* » Les PA, il est vrai, sont coûteuses : selon sa dimension, une annonce vaut de 5 700 F à 98 000 F dans *01 Informatique*, de 8 500 F à 160 000 F dans *le Figaro*, de 15 900 F à 79 500 F dans *le Point*, etc.

Concurrence farouche

Résultat : seuls sont élus les grands journaux, ceux dont l'audience garantit que ces PA atteindront leur cible. Selon la Société d'études de la consommation et de la distribution publicitaire (SECODIP), les parts du marché des offres d'emploi en 1989 étaient de 19 % pour *le Figaro*, 17 % pour *le Monde*, 12 % pour *01 Informatique*, 12 % pour *l'Express* et 8 % pour *l'Usine nouvelle*. Le groupe Le Moniteur n'occupait que 4 % de la part de marché, tandis que *le Parisien, France-Soir, les Echos, Libération*, etc. ne recueillaient que des miettes. Très circonscrit, le marché favorise donc les grandes manœuvres. D'autant qu'après trois années glorieuses, 1990, sans être *a priori* catastrophique, se présente sous de moins bons auspices : le recrutement des plus grandes entreprises se ralentit, les offres de postes administratifs et financiers se stabilisent, tandis que le secteur de l'informatique connaît des déboires.

De quoi intensifier la concurrence entre les titres mais également entre les agences spécialisées. Ces dernières jouent le rôle d'intermédiaires entre les journaux (les « supports ») et les entreprises désireuses de passer une PA dans leurs colonnes. Elles sont rétribuées par une commission de 15 % à 20 %, selon la nature des journaux (quotidien national ou régional, magazines) mais aussi par des « surcommissions » concédées par certains titres. La compétition entre agences est farouche et les incite à des efforts particuliers dans la rédaction et la mise en page des annonces classées. Une lutte similaire a lieu entre journaux.

Certains titres, comme *l'Express* avec son supplément *Réussir* ou *le Nouvel Observateur* avec *l'Observateur des carrières*, ont développé une politique de suppléments susceptibles de regrouper des petites annonces dans un environnement rédactionnel lié à l'emploi. Une politique somme toute classique. Celle consistant pour un journal ou un groupe de presse à prendre le contrôle des agences de PA l'est beaucoup moins.

Le groupe de M. Robert Hersant est le premier – et le seul – à s'être aventuré sur ce terrain. En dépit de sa bonne tenue sur le marché de l'immobilier et de l'emploi, *le Figaro* arrive après *le Monde* dans le domaine des emplois cadres. Il va donc mettre les bouchées doubles grâce à une stratégie audacieuse. L'initiative revient au fils de M. Hersant, M. Jacques Hersant. Son passage à la direction de *France-Soir* dans les années 80 l'a conduit à rencontrer bon nombre de responsables d'agences de PA avec lesquels il a sympathisé.

Or le monde des agences de PA est relativement étroit. Et si certaines d'entre elles appartiennent à un groupe publicitaire – Media System et Jonction dépendent de Publicis, Havas Contact Aum (HCA) ou Organisation et publicité du groupe Havas, Média PA de BDDP, – si d'autres sont contrôlées par des cabinets de recrutement, le reste est composé d'agences indépendantes structurellement plus fragiles.

Un fief dans les PA

C'est vers elles que s'est tourné le groupe Hersant. Avec parfois les mêmes méthodes que celles qui l'ont conduit à racheter une vingtaine de quotidiens régionaux... cueillis en situation financière délicate. *« Quand on possède des journaux comme* le Figaro *ou* France-Soir, *il est facile d'accepter les retards de paiement d'une agence qui a passé une annonce pour un de ses clients. Ou de lui réserver un traitement de faveur en lui accordant des « surcommissions*, explique un directeur d'agence sous le couvert de l'anonymat. *Un jour, l'ardoise débitrice est trop lourde, ou les rabais ne sont plus possibles. Emportée dans une spirale déficitaire, l'agence ne peut qu'accepter le rapprochement qui lui est proposé par le groupe Hersant et qui se transforme en prise de contrôle majoritaire en échange de l'effacement des créances. Ou en rachat pur et simple, une agence valant environ cinq à six fois son bénéfice.* »

Plusieurs agences ont succombé à la tentation. La première fut Levi-Tournay en 1985, juste avant l'agence Pierre Lichau (rebaptisée ORC sous l'enseigne du groupe Hersant). En août 1987, c'est au tour de Contesse Publicité. Convoitée par Média PA, Havas et Publicis, cette agence plus que cinquantenaire finira par tomber dans l'escarcelle du groupe Hersant. La jeune agence Dessein est la dernière à avoir cédé aux sirènes du groupe. *« Il est arrivé sur le marché au bon moment »*, note M. Régis Humbert, PDG d'Organisation et publicité (Havas).

Asphyxie ou encerclement

En cinq ans, le groupe Hersant s'est bâti un véritable fief au royaume de la PA. Ses quatre agences sont désormais regroupées dans une société holding, Petites Annonces Communication (PACOM). Réorganisées, informatisées, confiées à des managers de talent qui n'hésitent pas à procéder à des investissements colossaux (notamment en matière d'études et de recherches), elles ont rapidement recouvré la santé. Leur chiffre d'affaires cumulé dépasse les 700 millions de francs, et, en 1990, Contesse Publicité et ORC devraient figurer parmi les cinq premières agences du secteur et réaliser, respectivement, une marge brute de 55 millions et 40 millions de francs.

Enfin, selon certains professionnels, plusieurs agences de PA, dont Bleu Publicité ou Poulain, susciteraient actuellement l'appétit du groupe Hersant. Ce que dément pourtant M. Bertrand Jousset, PDG de Contesse et gérant de PACOM, selon lequel *« il n'y a pas l'ombre d'un rachat futur »*.

Les méthodes de rachat parfois employées par le groupe Hersant sont vertement critiquées, en privé, par les professionnels de la PA. Même si certains reconnaissent *« l'attrait très fort exercé sur les agences par ce groupe, le seul à pouvoir payer rubis sur l'ongle »*. Mais c'est le principe qui leur semble le plus choquant. *« On ne peut pas être à la fois juge et partie, jouer le rôle d'agence-conseil auprès d'une entreprise qui veut vendre ses offres d'emploi et posséder des supports*, note le PDG d'une agence liée à un groupe publicitaire. *Inévitablement, on est tenté d'orienter l'annonceur vers ses propres journaux.* »

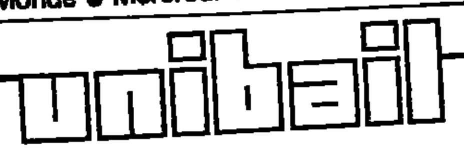
Le petit monde des professionnels murmure qu'en outre d'importantes remises seraient accordées à ceux qui choisiraient de passer leur annonce dans les journaux du groupe. Sans preuve. *« Il y a des arguments plus subtils, comme ces articles louangeurs sur telle ou telle entreprise, dont on s'attire ainsi la sympathie ou la fidélité, ou encore la pratique des « repasses » gratuites »*, fait remarquer un spécialiste. Le PDG d'une grande agence de PA va plus loin. *« Le danger le plus grave*, fait-il remarquer, *vient du pouvoir détenu par les agences du groupe Hersant sur d'autres journaux* (le Monde, l'Express *ou* 01 Informatique) *avec lesquels elles traitent. Elles pourraient un jour décider de les asphyxier en les privant de petites annonces ou en les raréfiant. Il n'est pas difficile d'empêcher un titre d'accéder au marché des PA en omettant de le citer ou de le présenter à ses clients. On peut ainsi s'interroger sur l'absence de* Libération *dans le marché des PA...* » L'idée fait sourire M. Bertrand Jousset. *« Nous sommes un groupe multimédia, pas un groupe de presse*, justifie celui qui fut aussi directeur des annonces du *Figaro*. *Notre métier est un métier de conseil, il s'agit de démontrer grâce à des outils statistiques qu'un média est plus adéquat qu'un autre. Pas de pousser tel ou tel titre, ni d'ignorer tel autre.* »

Dans un marché passé de l'euphorie à la stabilisation, voire à la stagnation, la puissance du groupe Hersant fait réfléchir. *« Robert Hersant a des moyens et une volonté que les pleurnicheries n'arrêteront pas*, affirme Mme Anne Perru, PDG de l'agence indépendante Carré Turenne. *Le seul moyen de combattre son offensive est d'améliorer encore les journaux. Ils feront la différence auprès des clients.* » Pour M. Willy Stricker, PDG du groupe Express, *« il faut se situer sur le même terrain que le groupe Hersant, et racheter aussi des agences. Mais cela coûte très cher »*. Le groupe Hersant provoquera-t-il des alliances tactiques entre journaux décidés à ne pas se laisser asphyxier ? Aboutira-t-on à ce « front du refus » que des publicitaires indépendants érigèrent en 1987 face à la candidature d'Havas pour l'achat de TF 1 ? Selon les spécialistes, tout devrait se jouer d'ici deux ans. La bataille des PA ne fait que commencer.

YVES-MARIE LABÉ



هكذا من الأصل



ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

22 MAI 1990

Les actionnaires d'Unibail sont convoqués en Assemblée générale ordinaire **le mardi 22 mai à 17 heures au siège social situé 108, rue de Richelieu - Paris 75002**, à l'effet notamment de statuer sur les comptes de l'exercice 1989.

Les actionnaires peuvent se procurer le rapport annuel 1989 ainsi que les formulaires de vote par procuration ou par correspondance au siège de la société.

Pour toute information complémentaire contacter le **service d'information des actionnaires au (1) 40.15.21.14.**

ARC UNION MANDATAIRE



Le chiffre d'affaires global du groupe pour le premier trimestre 1990, hors Framatome, est de 6 545 millions de francs hors taxes (6 977 MF toutes taxes comprises). A périmètre égal, il est en augmentation de 18 % sur celui du premier trimestre 1989 et se répartit comme suit :

- B.T.P. ..... 2 821 MF hors taxes :
- Distribution . 2 976 MF hors taxes
- Electricité, immobilier et divers ...... 748 MF hors taxes

Les travaux commandés et restant à exécuter en B.T.P., au 1er avril 1990, correspondent à 16 milliards de francs.



ELYSÉE INVESTISSEMENTS S.A.

80, rue Taitbout - 75009 Paris

Assemblées Générales Ordinaire et Extraordinaire

14 juin 1990

Les actionnaires d'Elysée Investissements sont invités aux Assemblées Générales Ordinaire et Extraordinaire le **jeudi 14 juin 1990 à 9H30 au Palais des Congrès de Paris, 2 place de la Porte Maillot, Paris 17ème.**

Pour tout renseignement concernant la tenue de ces assemblées, contacter le service d'information des actionnaires au (16) 40.68.58.02.



RESULTAT DU PREMIER SEMESTRE 1989/1990

Le Conseil d'Administration de la Fnac s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Louis Pétriat le 10 mai 1990. Il a arrêté les comptes au 28 février 1990 qui se présentent de la manière suivante :

■ GROUPE FNAC

Le bénéfice net du groupe après IS et participation s'élève à 53,3 MF contre un résultat comparable de 44,8 MF au 28/02/1989, soit une progression de 19 %. Ce résultat conforme aux prévisions se résume de la manière suivante :

en millions de francs	28/02/89 (MF)	% sur ventes	28/02/90 (MF)	% sur ventes	variation %
C.A. H.T.	3 005,8		3 606,3		20,0
Résultat courant	107,6	3,6	132,5	3,7	23,1
Résultat net après IS et part. (part du groupe)	44,8	1,5	53,3	1,5	19,0

Par secteur d'activité, à surface totale, les progressions du groupe ont été les suivantes : photo : + 28,0 % - vidéo-son : + 17,5 % - disques : + 22,9 % - livres : + 13,1 %.

■ FNAC SA

Le compte de résultat comptable se résume ainsi :

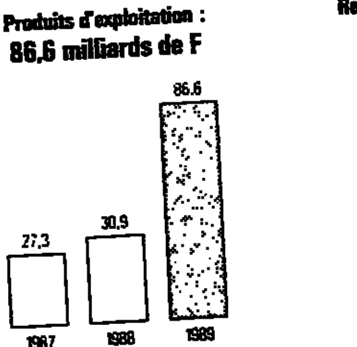
en millions de francs	28/02/89 (MF)	% sur ventes	28/02/90 (MF)	% sur ventes	variation %
C.A. H.T.	1 719,7		1 928,1		12,1
Résultat courant	50,8	3,0	55,8	2,9	9,8
Résultat net après IS et part.	34,2	2,0	36,8	1,9	7,6

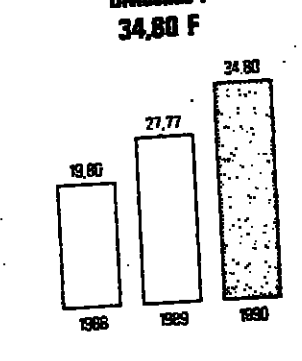
■ DEVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES

Les investissements du groupe pour l'exercice en cours seront de l'ordre de 400 MF. En effet, conformément à son nouveau plan de développement à trois ans, après les inaugurations du CNIT, de Tours, de l'Opéra Bastille et le transfert de Mulhouse, la Fnac verra en 1990 les ouvertures de Toulon, du boulevard des Italiens, de Saint-Etienne et les rénovations de Lyon et de Clermont-Ferrand. Une quinzaine de Fnac Services seront également lancées. Les résultats au 28/02/90 sont conformes aux prévisions et s'inscrivent dans le cadre du plan à trois ans visant à doubler les surfaces de vente et le chiffre d'affaires et se traduisant par la création de 2 700 emplois. Sauf événements imprévus et compte tenu de la saisonnalité affectant le chiffre d'affaires de l'entreprise au deuxième semestre, la progression du résultat net de l'exercice devrait être comparable à celle du chiffre d'affaires.

Groupe GAN Résultats 1989

DIVIDENDE + 25 %





Les comptes consolidés du GAN, arrêtés en conseil d'administration le 26 avril 1990, font ressortir, pour l'exercice 1989, un bénéfice net de 2.468 millions de Francs contre 1.949 millions de Francs en 1988.

Il a été indiqué à l'issue du conseil d'administration qu'en raison des modifications apportées par la loi du 31 décembre 1989 au régime juridique de la Société Centrale du GAN, le versement du dividende serait effectué, à titre transitoire, sous forme d'acompte fixé par le conseil d'administration.

Ce versement doit être réalisé à l'époque habituelle de paiement du dividende et le conseil d'administration se réunira, à cet effet, en juillet prochain.

Compte tenu des produits que la Société Centrale du GAN doit recevoir de ses filiales, il pourra être proposé au conseil d'administration le versement de 34,80 Francs par action, hors avoir fiscal, à comparer à un dividende de 27,77 Francs payé l'année dernière, soit une augmentation de 25,3 %.



ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT DEVIENT : DASSAULT ELECTRONIQUE

ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 10 MAI 1990

Assemblée Générale Ordinaire (AGO)

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de l'ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT s'est tenue le 10 mai 1990 sous la présidence de Monsieur Bertrand DAUGNY et a approuvé les comptes de l'exercice 1989.

Le Président a présenté la situation de la Société qu'il a qualifiée de satisfaisante dans la conjoncture actuelle. Il a notamment rappelé que :

- en France, l'année 1989 s'est caractérisée, pour la Société, par le haut niveau d'activités d'études et de développements concernant la génération des matériels militaires qui seront livrés au milieu de la décennie : radar et contremesures (avec THOMSON-CSF) de l'ACT/ACM RAFALE, autodirecteurs des missiles MICA de MATRA et ASTER de l'AEROSPATIALE dans le cadre des accords de coopération de l'ESD avec GEC-MARCONI en Grande-Bretagne et SELENIA en Italie :
- à l'exportation, 1989 a été marquée par deux importants succès, dans le domaine militaire avec le contrat "CARAPACE" d'un milliard de francs pour l'équipement en contremesures de la flotte d'avions F16 de la Force Aérienne Belge, et dans le domaine civil avec la signature du contrat cadre d'un milliard de francs également, pour l'équipement informatique de la SBERBANK d'URSS.

Malgré la non prise en compte de ce dernier contrat cadre, il faut souligner les très fortes progressions des prises de commandes en 1989 :

- à l'exportation (+ 65 %) : 1 676 MF HT contre 1 016 MF HT en 1988 ;
- dans le secteur civil par la Division ESD Automatismes (+ 64 %) : 951 MF HT contre 579 MF HT en 1988.

L'année 1989 s'est caractérisée par une consolidation du chiffre d'affaires qui atteint 4 112 MF HT contre 4 041 MF HT en 1988, et par une progression de 16 % du bénéfice net qui s'élève à 133,5 MF contre 115,3 MF en 1988 et représente ainsi une marge nette supérieure à 3,2 %.

Les investissements de la Société pour 1989 en immobilisations corporelles s'élèvent à 189 MF contre 160 MF en 1988. Les investissements incorporels correspondant aux études autofinancées en 1989 se sont élevés à 222 MF contre 211 MF en 1988.

La capacité d'autofinancement de la Société en 1989 est de 459 MF. Corrigée de l'incidence nette d'une provision FNE, elle atteint 481 MF, soit 12 % du chiffre d'affaires, contre 464 MF en 1988.

Les commandes prises au cours de l'exercice 1989 s'élèvent à 4 001 MF HT contre 3 956 MF HT en 1988. Le carnet de commandes au 31 décembre 1989 atteint 7 450 MF HT, en progression de 150 MF sur celui du 31 décembre 1988 et représente environ 22 mois de chiffre d'affaires 1989 (soit 23 mois pour l'activité militaire et 16 mois pour l'activité civile).

Les capitaux propres au 31 12 1989 après affectation des résultats approuvés par l'Assemblée Générale s'élèvent à 793 MF, en excédent de 309 MF par rapport au montant de l'actif net immobilisé.

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires a approuvé le paiement d'un dividende global de 50,8 MF au titre de l'exercice 1989.

Compte tenu de la création de 80 770 actions nouvelles en 1989, consécutive aux levées d'options de souscription d'actions effectuées par le personnel, le dividende unitaire brut 1989 est identique à celui de 1988, soit 16,20 F par action, dont 5,40 F de crédit d'impôt.

L'AGO a renouvelé pour 18 mois l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'acheter et de revendre en bourse les actions de la Société, en vue de régulariser le Marché (dans les cours limites de 800 F maximum à l'achat et de 300 F minimum à la vente, le nombre des actions autodétenues ne pouvant pas excéder 200 000 titres).

L'AGO a autorisé le Conseil d'Administration à émettre un emprunt obligataire d'un montant maximum de 800 MF (voir également décision de l'AGE ci-dessous).

Assemblée Générale Extraordinaire (AGE)

L'AGO a été suivie d'une Assemblée Générale Extraordinaire qui a approuvé :

- le changement de dénomination sociale de la Société et la modification des statuts en conséquence.

L'Electronique Serge Dassault devient donc désormais :

"DASSAULT ELECTRONIQUE"

- l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de procéder à un appel au Marché Financier sous la forme d'une émission d'obligations convertibles en actions ou d'une émission d'obligations à bons de souscription d'actions (cette autorisation est complémentaire de celle donnée par l'AGO précédente au Conseil de pouvoir émettre un emprunt obligataire).

Ces décisions ont pour but de permettre au Conseil d'Administration de procéder dans les meilleures conditions et à la date qu'il jugera opportune, à un renforcement des capitaux permanents de la Société, pour un montant maximum de 800 MF pour la part obligataire du ou des emprunts (étant entendu que l'augmentation du capital social qui pourrait résulter à terme de la conversion des obligations convertibles en actions ou de l'exercice des bons de souscription d'actions ne peut excéder 100 MF).

L'objectif de renforcement des capitaux permanents de la Société vise :

- d'une part, à améliorer la trésorerie qui bien que positive au 31.12.1989, doit être rééquilibrée après la diminution des avances clients ;
- d'autre part, à satisfaire le besoin de financement des opportunités de croissance interne et externe de la Société, notamment dans le domaine civil où une croissance annuelle de l'ordre de 20 % est attendue en 1990 et en 1991.

Le Président a rappelé que ces autorisations d'appel au Marché Financier visaient à assurer un avenir de croissance pour DASSAULT ELECTRONIQUE et devaient s'apprécier au regard de l'excellente situation financière de la Société qui n'a, à ce jour, aucun endettement financier au bilan et dispose de capitaux propres de l'ordre de 800 MF.

Saint-Cloud, le 10 mai 1990



SOCIÉTÉ POUR LA GESTION DE L'ÉPARGNE A COURT TERME DES ASSOCIATIONS

MODIFICATION DES MODALITÉS DE RACHAT

Afin d'offrir aux actionnaires une plus grande souplesse dans la gestion de leur trésorerie, le conseil d'administration de SICAV-ASSOCIATIONS a décidé de modifier les conditions de rachat des actions de la SICAV.

Ainsi, à dater du 1er juin 1990, les demandes de rachat présentées chaque jour avant 11 heures seront exécutées sur la base de valeur liquidative calculée la veille, soit à cours connu, et non plus sur la base de la valeur liquidative calculée le jour même.

Pour toute information complémentaire : SICAV-ASSOCIATIONS 5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris - tél. : (1) 49.27.63.00

SOURCE Perrier

Le conseil d'administration de la Source Perrier S.A. s'est réuni le 10 mai 1990 pour approuver les comptes de l'exercice 1989 qui seront présentés à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 29 juin 1990.

Les comptes de l'exercice 1989 enregistrent, bien entendu, l'impact des provisions annoncées au titre de l'incident survenu en février dernier.

Le résultat net comptable non consolidé de Source Perrier S.A. ressort à 651 200 000 F contre 303 100 000 F en 1988. L'écart est en grande partie le résultat du jeu décalé de l'intégration fiscale.

En consolidé, le total des produits : 17 185 000 000 F est en progression de 11 % (16 % à périmètre de consolidation comparable) ; le bénéfice d'exploitation de 1 412 000 000 F est en progression de 20,5 %.

Après une provision exceptionnelle de 435 000 000 F pour l'incident cité plus haut, et en tenant compe de 254 000 000 F de plus-values de cessions, le résultat net du groupe est de 266 000 000 F. Ceci est à comparer au résultat de 1988 de 1 027 000 000 F dont 857 000 000 F de plus-values.

Perrier est à nouveau présent sur tous les marchés et le rythme actuel de la production devrait permettre assez rapidement de faire face à l'énorme demande de Perrier à travers le monde.

Les ventes d'eaux minérales à fin avril sont en progression de 12 %.

L'exercice actuel de 1990 bénéficiera d'un niveau élevé de plus-values de cessions dont celle, déjà réalisée, sur ACOVA, filiale à 90 % de Source Perrier S.A., et qui laisse une plus-value supérieure à 250 000 000 F. D'autres cessions donnant lieu à des plus-values beaucoup plus importantes doivent intervenir dans l'exercice en cours.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire la distribution d'un dividende complémentaire de 10 F. Compte tenu de l'acompte sur dividende de 10 F par action déjà payé, le dividende global pour l'exercice sera de 20 F par action, soit avec l'avoir fiscal un revenu total par action de 30 F. Ce dividende est identique à celui de l'exercice précédent.

E U R I S

Le conseil d'administration d'Euris s'est réuni le 28 mars 1990 sous la présidence de Monsieur Jean-Charles Naouri et a examiné les comptes de la société au 31 décembre 1989, qui se résument comme suit :

(en MF)	1988	1989
Résultat net social	20	57,2
Résultat distribué	0	46,4
Résultat net consolidé, part du groupe estimé	N.S.	152

Le résultat net consolidé n'est pas comparable à celui de l'année précédente, compte tenu de l'élargissement du périmètre de consolidation.

L'actif net réévalué, calculé en valorisant les titres cotés à leur valeur boursière et les titres non cotés à leur valeur comptable, s'élève à 3,2 MF au 30 avril 1990, soit 171 F par action. Compte tenu de l'exercice prochain de bons de souscription arrivant à échéance fin 1990, l'actif net réévalué s'élèverait à 3,5 MF.

Depuis la création de la société en mai 1987, l'actif net par action s'est accru en moyenne de 20 % par an, à comparer à un taux moyen du marché monétaire de 8,8 % et une évolution annuelle moyenne de l'indice CAC de 6,6 %.

L'exercice 1989 a été marqué par la constitution ou le renforcement de grandes participations stratégiques, notamment SPEP, Sofical, Novaillance, Centenaire Blanzy et Imétal. Euris figure désormais parmi les tout premiers actionnaires de ces groupes dont elle entend soutenir le développement.

Euris a participé à plusieurs opérations de LBO en France et à l'étranger : DJ-Presse, Pembridge, Isosceles, Spontex.

Euris a également accru son implantation internationale en ouvrant des filiales en Grande-Bretagne et en Espagne, et en concluant un accord de coopération aux Etats-Unis avec Carlyle.

L'assemblée générale réunie le 9 mai 1990 a décidé la distribution d'un dividende de 2,50 F par action, formant avec l'avoir fiscal un revenu global de 3,75 F, avec option de paiement en action.



Suite à l'acquisition par Casino de La Ruche Méridionale et de Francap qui sont membres de DIFRA, Casino confirme qu'il a décidé d'adhérer à l'organisation française DIFRA, rejoignant ainsi les groupes Monoprix, Rallye, Catteau, Montlaur, Arland, etc.

Par ailleurs, Casino rappelle qu'il est membre d'AMS (Associated Marketing Services). AMS est une organisation européenne avec une large gamme d'activités centrées sur le développement du « synergy marketing » entre fabricants et distributeurs sur un plan européen.

Information permanente
3615 INFORMATION CASINO



AUGMENTATION DE CAPITAL PAR INCORPORATION DE RÉSERVES

En vertu de l'autorisation et des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'assemblée générale extraordinaire du 26 mai 1988, le conseil d'administration du 15 mars 1990 a décidé d'augmenter le capital par attribution d'actions gratuites. Ces actions nouvelles, portant jouissance du 1er janvier 1989, bénéficieront donc du dividende versé au titre de l'exercice 1989.

Cette augmentation de capital est réalisée par voie d'émission de 183 785 actions de cent francs chacune, entièrement libérées et attribuées gratuitement aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour cinq anciennes.

Les actions nouvelles seront attribuées à partir du 15 mai 1990 par les établissements suivants :
- Banque Rivaud ;
- Crédit lyonnais ;
- Société générale ;
- Banque nationale de Paris ;
- Crédit commercial de France ;
- Banque Louis Dreyfus ;
- Banque industrielle et commerciale du Marais ;

ainsi que dans les succursales et agences de ces établissements, en France.

Le droit d'attribution sera négociable sur le marché de la Bourse de Paris.

Les actions nouvelles seront délivrées sous la forme nominative ou au porteur, au choix des actionnaires et seront inscrites au compte des attributions dans les registres de la société pour les actions nominatives et dans les comptes des intermédiaires habilités pour les actions au porteur.



Banca della Svizzera Italiana

LE BILAN DE LA BSI AU 31 MARS 1990

Au terme du premier trimestre, le total du bilan de la BSI-Banca della Svizzera Italiana, Lugano, atteint 9,4 milliards de francs suisses, marquant ainsi une progression de 277 millions (+ 3 %) par rapport à la fin de l'année.

Cette hausse est, dans une large mesure, imputable à l'intensification des affaires interbancaires. Les fonds de la clientèle, soit un total de 5 840 millions de francs suisses, se sont, par contre, contractés. Cette évolution est la conséquence des taux d'intérêt élevés, qui se sont traduits par une diminution tant des dépôts à vue que de la récolte provenant des carnets d'épargne et de dépôt. Les obligations de caisse ont, en revanche, enregistré une hausse de 9 % pour s'inscrire à 504 millions de francs suisses. A l'actif, les prêts s'élèvent à 5 572 millions de francs suisses ; la légère baisse de 1,3 % est due uniquement au repli du dollar, qui, à fin mars, s'échangeait à 1,48 %, contre 1,58 % au 31 décembre 1989.

Le résultat du compte de pertes et profits est inférieur à celui enregistré au premier trimestre 1989. En effet, les charges se sont alourdies, en dépit d'un contrôle rigoureux, tandis que les recettes ont subi le contrecoup de l'évolution défavorable des marchés boursiers et de la hausse du coût des fonds passifs.

12,8 MILLIARDS DE FRANCS de chiffre d'affaires au 31 mars 1990

BSN PROGRESSE

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe BSN s'est élevé à 12,8 milliards de francs pour les trois premiers mois de 1990 contre 10,8 milliards pour la période correspondante de 1989.

DONNÉES PAR BRANCHE :

(en millions de francs)	*1990*	*1989*
Produits Frais	3355	3015
Epicerie	2596	2560
Biscuits	3139	2004
Bière	1436	1244
Champagne, Eau minérale	1147	951
Emballage	1451	1289
	13124	11063
Cessions internes	(280)	(233)
Total Groupe	12844	10830

Les données relatives à la Branche Biscuits intègrent, en 1990, les ventes des sociétés Belin (France), Jacob's (Angleterre) et Saiwa (Italie), acquises en juin 1989.

A structure et taux de change comparables, l'augmentation du chiffre d'affaires par Branche est la suivante :

Produits Frais	14,1 %
Epicerie	3,3 %
Biscuits	4,8 %
Bière	12,9 %
Champagne, Eau minérale	20,6 %
Emballage	13,1 %
Total Groupe	9,6 %

Pour plus d'information, composez sur votre minitel : 3616 - CLIFF



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

INTERFLORA

Le conseil d'administration, dans sa séance du 5 avril 1990, a approuvé les comptes de l'exercice 1989, qui font apparaître, par rapport à l'exercice précédent, une croissance du chiffre d'affaires H.T. de 24,80 %, dépassant les prévisions faites en début d'année.

Le résultat net après impôt s'élève à 5 051 738 francs.

Le conseil proposera à l'assemblée générale convoquée le 6 juin 1990 la distribution d'un dividende de 10 francs par action (majoré de 5 francs d'avoir fiscal).

Compte tenu de l'attribution de 5 actions gratuites pour une ancienne intervenue le 30 janvier 1990, le dividende de 15 francs par action de l'exercice 1988 se compare à 90 francs pour 6 actions équivalentes de l'exercice 1989.



En réponse à une dépêche de presse erronée et reprise par certains organes de presse, la direction générale du groupe Hachette, sans engager de polémique, s'en tient à préciser les faits suivants :

La direction générale du groupe Hachette rappelle que les résultats consolidés 1989 ont été (en millions de francs)

	1989	1988
Chiffre d'affaires	28 945	24 404
Résultat d'exploitation	1 619	1 376
Résultat courant	649	824
Résultat net avant plus et moins value (part du groupe)	330	323
Résultat net (part du groupe)	469	327

L'exploitation intègre en année pleine les résultats de Grolier et de Diamandis acquis en 1988 et, pour la première fois, ceux des sociétés Salvat et Ferry-Peter.

La direction générale du groupe Hachette a pris connaissance de la dépêche rectificative de l'agence Reuter concernant la réunion d'analystes tenue le jeudi 10 mai 1990.

– Elle s'étonne du fait que la citation des propos d'un analyste, d'ailleurs anonyme, soit modifiée d'une dépêche à l'autre. La direction générale du groupe rappelle qu'elle a publié le 11 mai un communiqué précisant à nouveau la composition exacte de ses comptes consolidés 1989 en réponse à ces informations erronées.

– Elle s'inquiète que sur la base de ces informations inexactes reprises par l'agence Reuter, plus de 190 000 titres aient été échangés le 11 mai.

– Elle a protesté auprès de l'administrateur de la Société française des analystes financiers présent à cette réunion.

– Elle a attiré l'attention de la Commission des opérations de Bourse sur ces événements.

Conformément au calendrier prévu, deux autres réunions d'analystes se tiendront la semaine prochaine.

CFI

compagnie foncière internationale

ÉMISSION D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS

Modalités de l'emprunt

Actionnaires de la C.F.I. - Compagnie Foncière Internationale, vous avez priorité pour souscrire du 14 mai au 28 mai 1990 inclus, à raison d'une obligation pour 7 actions anciennes détenues.

Montant de l'emprunt : F 700 millions.
Nombre d'obligations émises : 1 272 000.
Prix d'émission : le pair, soit F 550.
Intérêt : 7 % payable annuellement le 1er janvier (jouissance : 11 juin 1990).

Echéance : 1er janvier 1999.
Amortissement : en 5 tranches égales à 110 % soit F 605.
Amortissement anticipé au gré de l'émetteur : possible à 100 %, à compter du 1er janvier 1994 à condition que le cours de l'action excède 130 % du prix d'émission.
Taux de rendement actuariel à l'échéance : 8,23 %.

Conversion des obligations :
1,1 action pour 1 obligation jusqu'au 31 décembre 1991.
A compter du 1er janvier 1992 : 1 action pour 1 obligation.

Visa COB n° 90-173 en date du 10/05/1990. Balo du 14/05/1990
La note d'information est disponible sur simple demande à la Banque Indosuez. Opérations sur titres Emetteur, 96, boulevard Haussmann 75008 Paris.



هكذا من الأصل



BOZZO

COMMERCE DE CAFÉ S.A. GENÈVE

BOZZO COMMERCE DE CAFÉ S.A. de Genève, pour le compte des sociétés du groupe, un des leaders mondiaux dans le commerce du café vert.

RECHERCHE

des cadres professionnels qualifiés qu'elle souhaite intégrer dans son organisation présente dans divers pays du monde, consommateurs et producteurs.
Dans le cadre de son plan de développement en cours de réalisation, elle envisage de recruter :

UN VENDEUR SENIOR AFRIQUE DU NORD - MOYEN-ORIENT

H/F (réf. 9014) (Gênes)

pour la SOCIÉTÉ BOZZO S.p.A, basée à Gênes, qui coordonne les activités de vente des marchés de l'Europe du Sud et du bassin méditerranéen. Age : 35/45 ans ; titulaire, au moins, de la maturité ; compétence technico-commerciale ; introduit auprès de la clientèle des pays nord-africains et/ou du Moyen-Orient dans le domaine des denrées agricoles, de préférence du café vert : expérience de vente au moins de dix ans et connaissance de l'anglais et, si possible de l'arabe.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

M/F (réf. 9026) (Zaïre)

pour la SOCIÉTÉ MIGROS COMITURI S.r.L., basée à Kinshasa (Zaïre). La société Migros Comituri est l'un des exportateurs leaders de « l'origine Zaïre » avec son organisation de cultures de café, d'achat, de préparation et de transports fluviaux et terrestres. Le candidat idéal a une solide expérience (d'au moins dix ans, dont trois si possible en Afrique) dans la gestion administrative, financière et du personnel, la planification/contrôle et l'informatique ; parle français ainsi qu'anglais si possible et prévoit de résider sur place. On apprécie la connaissance des lois locales et des règles d'organisation des groupes multinationaux.

Le statut et la rémunération seront déterminés en fonction du niveau professionnel et du lieu de travail. Ils se situent, de toute façon, au-dessus de la moyenne offerte par le marché.
Les intéressés sont priés d'adresser leur CV à :

STUDIO BONFANTI

VIA F. GAFFURIO, 5 - 20124 MILANO ITALIA

notre conseil chargé de la sélection qui assure confidentialité et réponse. Le lieu des entretiens reste à établir avec les candidats.

DIRECTEUR MARKETING PRODUITS

Nous sommes un groupe industriel Européen leader dans son domaine, un C.A. de 2,5 milliards, nous recherchons un :

Vous animerez plusieurs groupes de chef de produits mécanique ou électronique... ils connaissent leur métier ! C'est vous qui élaborerez et mettrez au point la stratégie produits, apporterez de la méthodologie à vos équipes, aurez un sens politique suffisant pour «vendre» les travaux de marketing à la Direction commerciale.

Nous souhaitons un «patron» entre 35-45 ans, Ingénieur Grandes Écoles : Centrale, Mines... ou Hec, Essec, Escp, avec une solide expérience de marketing industriel. Vous savez ce qu'est le terrain. Le leader ship, votre charisme et vos compétences vous le donnent... alors nous devons nous rencontrer. L'Anglais serait un plus.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous référence DM/10244 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

(Organisation et Publicité)

VOTRE ENERGIE COMME FIL CONDUCTEUR !

Dans notre société (5000 personnes) le champ d'action des différentes activités s'est beaucoup élargi ces dernières années.
Avec 170 personnes et 200 MF de C.A., notre Département conçoit, fabrique et commercialise une gamme d'accessoires relative au transport d'énergie. Le Service Etudes et Développement (15 personnes : Ingénieurs et Techniciens), recherche le

Responsable Etudes et Développement

Assurant, en liaison étroite avec le Directeur du Département, la conception, la mise au point et l'industrialisation de nos produits, il anime les études, organise l'activité de son service et oriente l'activité "produits" à partir des besoins déterminés en amont.
Par suite de l'évolution de son titulaire, nous recherchons pour ce poste un **ingénieur diplômé généraliste ou électrotechnicien**, disposant d'une expérience réussie de quelques années dans un poste d'études, par exemple chez un constructeur de matériel électrique. Expérience ou aptitudes pour l'encadrement, aisance relationnelle, bonne pratique de la langue anglaise seront des atouts importants.
Le poste est à pourvoir en proche banlieue parisienne.

Notre conseil, Joël HAXAIRE, attend votre candidature sous la référence V/ER/LM à :
RPC - 34 rue de la Fédération - 75015 PARIS.

membre de SYNTEC — EuroPA



Raymond Poulain Consultants

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



RECHERCHE POUR SA DIRECTION RAFFINAGE/DISTRIBUTION

De jeunes ingénieurs, managers en puissance.

Jeunes ingénieurs, sûrs d'une solide formation, (Centrale, Mines, Arts et Métiers, ENSI...) et d'une première expérience, ELF FRANCE est prêt à vous confier tout de suite de vraies responsabilités : d'abord dans la maintenance de ses unités où la production mobilise les techniques les plus avancées (1 milliard de francs d'investissements d'ici 93).

A la tête d'une équipe de 7 à 8 agents techniques, de budgets de plusieurs millions de francs, responsables des contrats avec les entreprises extérieures spécialisées, et en liaison constante avec l'exploitation, vous pourrez révéler rapidement votre potentiel.

Ensuite, c'est la perspective d'une carrière ouverte, en France ou à l'étranger, dans le groupe Elf Aquitaine (premier investisseur français - 65% du CA à l'international). Vous voulez en savoir plus ? Alors écrivez à Claire de Bucy au 140, Boulevard Haussmann - 75008 Paris, sous la référence 135 252.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec



HEWLETT PACKARD FRANCE, c'est 7,6 milliards de francs de CA dont 41 % à l'exportation ; c'est 3 900 personnes et deux sites industriels à Grenoble et à l'Isle d'Abeau près de Lyon. Notre réussite, nous la devons d'abord aux performances et à la qualité de nos produits, à notre souci de la recherche et de l'innovation, mais surtout aux hommes et aux femmes qui font vivre leur entreprise au quotidien. Le développement de notre activité nous conduit à recruter 200 nouveaux collaborateurs sur nos sites industriels ; ainsi avons-nous besoin d'étoffer nos structures "personnel". Nous recherchons :

Consultant en recrutement

Membre d'une petite équipe, vous êtes responsable d'une partie des recrutements de cadres, techniciens, agents de production et ingénieurs depuis l'analyse des besoins jusqu'à la présentation des candidats aux managers. Vous participez également à la mise en place de projets visant à développer les relations humaines et sociales dans l'entreprise. Ce poste, basé à **Grenoble**, s'adresse à un candidat de formation supérieure (IEP, DESS, CELSA ...) qui a une première expérience du recrutement acquise chez un conseil ou en entreprise. Il a une bonne maîtrise de l'anglais. De réelles opportunités existent dans notre société. **Réf : 1145.90 M**

Compensation & benefits manager

Rattaché au responsable du département "politique du personnel", ce collaborateur prend en charge la partie opérationnelle de la politique et des procédures de rémunération et avantages sociaux, c'est-à-dire : les définitions de postes, les enquêtes de salaires, le bon fonctionnement du système d'évaluation des performances, la mise en place des nouveaux éléments de la rémunération. Il lui appartient également de mener des études et réaliser des projections relatives aux évolutions de la masse salariale et des systèmes de prévoyances, mais aussi consécutives à des changements d'organisation interne ou de législation. Ce poste convient à un candidat de 30/40 ans justifiant d'une expérience de la fonction "C & B" acquise dans une entreprise internationale ou dans un cabinet conseil en rémunération et ayant une bonne maîtrise de l'anglais. Ce poste est basé à **Grenoble**. **Réf : 1146.90 M**

Si l'une de ces propositions vous intéresse, adressez votre candidature, sous la référence choisie, à notre conseil 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

LA NATURE, C'EST NOTRE MÉTIER

L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

recrute par concours externe des

TECHNICIENS FORESTIERS

Niveau : Bac + 2, dominante scientifique.

Pour toute candidature, composez sur Minitel
3614 ONF DG * CONCOURS
Date limite de retrait des dossiers : 28 mai 1990.



Office National des Forêts

Le Monde des Cadres

PPG BOUSSOIS

DU VERRE ET DES HOMMES

Le groupe Boussois (2 200 personnes, 3 usines, 19 filiales en France et à l'étranger, C.A. : 2,2 milliards de francs dont près de 50 % réalisés à l'exportation), filiale de PPG Industries, groupe américain de 37 000 personnes à fort niveau d'investissement en Europe, offre au sein de son usine la plus importante située à Boussois (proximité de Maubeuge) deux postes :

RESPONSABLE FORMATION ET COMMUNICATION INTERNE

Rattaché au Directeur de l'usine (1 100 personnes), il sera le moteur de l'élaboration et de la mise en place de la politique de formation.
Son action s'exercera dans le cadre d'un projet d'entreprise privilégiant l'évolution des hommes, l'initiative et la qualité totale. Il sera responsable de l'élaboration du plan de formation et de la gestion d'un budget important (environ 4 % de la masse salariale).
Dans le cadre de sa fonction, il aura également à définir et à réaliser l'ensemble des actions de communication interne.
Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure disposant d'une expérience de 4 à 5 ans acquise en milieu industriel et témoignant d'une forte motivation pour les relations humaines.
Des capacités de réflexion et de conception alliées à un esprit de réalisation, une grande force de persuasion ainsi qu'une bonne aisance relationnelle sont nécessaires.
Réf. 20A 1829-0M

MANAGER DES ACHATS INDUSTRIELS

Il succèdera à court terme au titulaire actuel du poste amené à prendre sa retraite. Responsable d'un budget d'achats de l'ordre de 500 millions de francs sur des matériels, et des prestations de services destinés aux 3 usines du groupe, il sera assisté par une petite équipe qu'il devra animer. Il sera étroitement associé à la mise en place d'un nouveau système informatique temps réel très performant.

Ce poste sera confié à un candidat ayant une formation commerciale ou technique et une expérience confirmée des achats dans un environnement industriel.

Il possèdera de solides qualités de dynamisme, de négociateur et de gestionnaire.

Connaissance de l'anglais appréciée.
Réf. 20A 1828-0M

La réussite dans ces postes ouvre de réelles opportunités d'évolution au sein du groupe.

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Un puissant groupe industriel de dimension internationale connu pour ses performances économiques et son dynamisme en gestion des ressources humaines, recherche pour une de ses filiales (1700 personnes - 5 usines - 2 unités à l'étranger) son

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

450 000 F +

SA MISSION : assurer et développer une gestion dynamique et efficace des ressources humaines :
• en participant activement à l'élaboration des stratégies, à leur mise en oeuvre quant à l'évolution des hommes
• en étant une force de proposition pour l'adéquation des moyens humains aux objectifs
• en étant un gestionnaire avisé et véritable animateur, afin de valoriser les compétences internes, garantir la cohérence de la politique sociale et assurer le dialogue avec les partenaires sociaux
• en encadrant et motivant une équipe compétente chargée de l'administration, la formation, le recrutement, la gestion des cadres, la communication interne et externe.

SON PROFIL : diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 35 à 40 ans environ, il aura acquis au sein d'une entreprise connue pour ses méthodes modernes de gestion du personnel, une expérience réussie qu'il souhaite valoriser dans un nouvel environnement exigeant mais prometteur, qui privilégie le dynamisme, la volonté, le tempérament de gagneur et offre de réelles perspectives d'évolution de carrière dans le groupe.

Pratique de l'anglais indispensable.

Poste proche banlieue ouest.

Ecrire sous réf. 20 A 1830-0M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

SUD EST

DIRECTEUR DE SOCIETE

Un grand Groupe Français, développant une activité de prestation de services, en étroite collaboration avec les collectivités locales (mairies, départements, ...) recherche le Dirigeant d'une de ses filiales (300 personnes).

De formation supérieure (Ecole d'Ingénieur ou de Gestion), il aura dix ans d'expérience, impliquant capacités de gestion, animation d'équipes étoffées et relations commerciales.

La réussite dans ce poste nécessite les qualités d'un Chef d'Entreprise, solide et autonome, doté de capacités relationnelles marquées.

Larges perspectives d'évolution ultérieure dans le Groupe.

Ecrire sous réf. 20 A 1831-0M.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

JOUEZ GAGNANT AVEC FRANCE loto

FRANCE LOTO dans le cadre de sa gestion des ressources humaines poursuit le développement et la mise en place d'importants projets (projet d'entreprise, analyse de poste, évaluation des performances, outils de gestion prévisionnelle des emplois...) et offre un poste intéressant et motivant à un jeune

CHARGÉ DE MISSION EN RESSOURCES HUMAINES HF

Son profil :
Le titulaire du poste devra disposer d'une formation supérieure type IGS - CIFFOP - CELSA... et d'une expérience de 2 ans environ acquise dans un environnement opérationnel.

Sa mission :
Rattaché au responsable des relations humaines :
• Il participera activement à toutes les actions de développement social - conception et mise en place - et assurera le suivi des réalisations.
• Il aura en charge la coordination des réunions de travail visant à la mise en oeuvre des projets et des procédures.
• Il facilitera le dialogue entre les responsables concernés.
• Il sera l'interlocuteur des consultants extérieurs (cahier des charges, appel d'offre, suivi des interventions) ainsi que des organismes extérieurs (DDTE - Inspection du travail...).
• Il effectuera des études visant à réunir l'information (interne ou externe) nécessaire à la préparation des décisions et des choix stratégiques.

La réussite à ce poste implique des qualités d'écoute, de contact mais aussi une réelle capacité d'organisation et d'esprit de synthèse.
Poste situé en région parisienne.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous référence 20A 1843-OM (à noter sur courrier et enveloppe) à notre conseil :

ETAP - 71, rue d'Auteuil - 75016 PARIS.

LOTO JACKPOT TACOTAC ■ TAPIS VERT ■ loterie nationale

PUBLIPANEL

JEUNE DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

300.000 +

Nous sommes une société industrielle et commerciale performante (500 personnes) rattachée à un groupe français de premier plan à l'échelle internationale.

Nous recherchons notre D.R.H.

Rattaché au PDG de sa société, il apportera une contribution déterminante dans l'élaboration et la mise en oeuvre d'une politique du personnel dynamique, prospective et rigoureuse.

Nous sommes prêts à faire confiance à un jeune diplômé (Droit, Sciences Po...) ayant 5 ans d'expérience dans la fonction, désireux et capable de prendre un poste de responsabilités globales et d'avoir un rôle important dans notre stratégie de développement.

Larges possibilités d'évolution dans ce groupe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 20 B 1679-0M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Ingénieur, participez à la création de notre département Télésurveillance.

Nous sommes un Groupe de 1100 personnes spécialisé dans la prestation des services liés à l'électricité. Nous souhaitons confier à un Chef de Projets la mise en œuvre de solutions originales dans le domaine du contrôle des sites électriques, nucléaires, portuaires et industriels au travers des systèmes de télésurveillance sophistiqués. Vaste programme, en effet, que la responsabilité technique des projets ! De l'élaboration du cahier des charges aux installations, le Chef de Projets assure la coordination entre le bureau d'études, les sous-traitants associés, les équipes de réalisation et de maintenance ; parallèlement, il est le garant de la bonne application des accords technico-commerciaux. Ingénieur ESME ou équivalent, vous bénéficiez d'une expérience de 3 à 5 ans. Vous possédez une compétence significative dans les domaines de l'Electronique et l'Automatisme ; vous vous intéressez à l'Informatique Industrielle et à la Vidéo. Votre démarche pluridisciplinaire, votre esprit entreprenant et vos qualités relationnelles vous assureront une large ouverture et notamment la responsabilité d'un nouveau département.
Notre conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui votre dossier de candidature et votre niveau de rémunération sous référence 2009.M.

ALPHA CDI
181, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY SUR SEINE



ALPHA CDI

CONTESSE

L'information-outil est une des clefs du futur et l'un des deux piliers de notre Société.

Votre mission : créer un outil d'information sur l'entreprise et ses dirigeants.

Notre Société se développe au carrefour du traitement de l'information et de l'expertise des institutions financières. Notre nouveau projet est ambitieux : créer une nouvelle source d'information sur l'entreprise et ses dirigeants. Ce produit doit devenir l'outil de référence pour tous ceux qui ont affaire aux décideurs d'entreprise, tant à titre personnel que professionnel.
Nous recherchons le "maître d'oeuvre" capable d'aboutir dans la réalisation de ce projet. Pour réussir, vous bénéficierez de l'aide de notre service documentation et de notre expérience dans la réalisation d'un outil très voisin, devenu un leader.
Vos talents sont multiples. Par ordre d'importance décroissante : vous bénéficiez d'un vrai "vécu" dans la gestion de l'entreprise ou le conseil aux entrepreneurs ; le droit, la fiscalité et, si possible, l'assurance ne vous sont pas étrangers ; vous exprimer correctement et très clairement par écrit ne vous pose aucun problème ; vous avez à coeur de créer des produits répondant effectivement à la demande immédiate du marché.
En France, bientôt en Europe, notre activité connaît un développement continu et nous serons à même de vous offrir une carrière à la mesure du succès remporté.
Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui votre dossier de candidature et votre rémunération sous référence 25M.

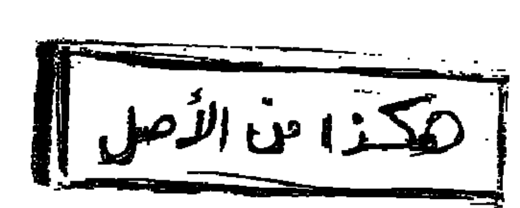
ALPHA CDI
181, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY SUR SEINE.



ALPHA CDI

CONTESSE





هكذا من الأصل





N°1 français sur le marché du soudage/coupage
(800 personnes, 950 MF de CA) filiale d'AIR LIQUIDE, le groupe SAF recherche son

RESPONSABLE DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

poste basé à Saint-Ouen-l'Aumone

VOTRE PROFIL :

Agé de 35 ans environ, et diplômé de l'enseignement supérieur (BAC + 4 minimum), vous avez, dans une unité d'au moins 300 personnes du secteur industriel en tant que Responsable du personnel, une réelle expérience de la fonction Ressources Humaines, tant au niveau de la gestion, que du recrutement et de la formation, voire de la négociation sociale.

VOTRE MISSION :

En relation directe avec notre Directeur des Ressources Humaines, à partir de votre connaissance de notre organisation et des personnes qui l'animent, vous aurez à détecter et satisfaire just in time les besoins en personnel du Groupe SAF c'est-à-dire : • détecter nos potentiels, • connaître nos besoins, • les satisfaire en temps voulu, par du personnel préalablement formé (promotion interne ou recrutement).

NOTRE OBJECTIF :

Second de la fonction aujourd'hui vous devez en être le premier à trois ans. La réussite de ce challenge suppose un individu capable de s'impliquer, pragmatique, curieux et disposant de bonnes capacités relationnelles. La pratique de l'anglais sera un atout supplémentaire à votre candidature.

Intéressé par cette mission, motivé par cet objectif, envoyez rapidement votre CV + photo + salaire actuel s/réf. LM 1139B à Claude BERNARD





CABINET BOTH
Département Sélection Recrutement
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

MEDIAPA

Notre société, filiale d'un groupe français, a un nom qui compte dans le COGNAC et recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

• Homme de confiance et d'expérience, vous secondez le PDG et le DG au siège de l'entreprise situé en CHARENTE, sur le plan de la gestion administrative, du personnel et d'une partie des approvisionnements.

• Ouvert aux aspects commerciaux, "fluent" en langue anglaise, votre culture et votre éthique personnelles vous permettront en outre de recevoir des clients étrangers et de représenter la société lorsque nécessaire.

• Diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 28 à 45 ans, vous envisagez une implantation durable dans l'entreprise et la région.

CP CONSEIL S.A.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à Raoul PINEL CP CONSEIL SA - 1, rue du Rempart 79000 NIORT.

MEDIAPA

FICHET

Notre groupe Fichet Bauche est aujourd'hui le leader Européen de la sécurité : coffres, serrures, contrôles d'accès, télésurveillance, centrales d'alarmes avec un CA de 2,3 milliards de francs et 6500 personnes. Pour notre Département Marketing nous créons le poste d'

Attaché de presse H/F

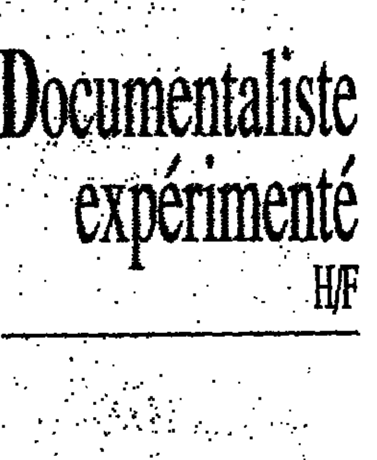
Vous avez 30 ans environ, une formation EFAP, CELSA... 2 à 3 ans d'expérience dans ce créneau au sein d'une Entreprise de biens d'équipements (équipement de bureau, industriels ou de services), l'habitude d'utiliser la micro-informatique, vous parlez Anglais.
Vous aurez à vous occuper de toutes les relations extérieures, y compris la presse, gérer votre budget, suivre l'argus de la Presse.
Ce poste doit vite devenir indispensable par vos qualités de vivacité, de diplomatie, de pertinence et de rigueur, et par votre aisance rédactionnelle.
Quelques déplacements sont à prévoir.



Notre projet vous enthousiasme, vous avez plein d'idées, notre Conseil, Madame Claude Favereau, attend votre candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous référence A 04 30 à
FAVEREAU CONSULTANTS,
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Organisation et Publicité

Documentaliste expérimenté H/F



MOET et CHANDON, n°1 mondial du champagne, nous recherchons pour diriger notre service de documentation un(e) documentaliste expérimenté(e).

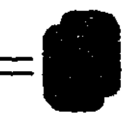
Agé d'environ 35-45 ans, vous possédez une solide culture générale et un sens inné pour la recherche d'informations. Vous créerez, organiserez et gérerez entièrement votre structure composée de trois personnes. Vous travaillerez dans un premier temps, en relation avec la Direction de la Planification et de l'Information et serez très rapidement autonome.

La pratique de l'anglais est indispensable, la connaissance d'une seconde langue serait un atout supplémentaire.

Si vous êtes prêt à partager votre passion, adressez-nous votre C.V. + lettre manuscrite, à MOET & CHANDON - Direction des Ressources Humaines - B.P. 140 - 51205 EPERNAY CEDEX.

MOËT & CHANDON

MEDIAPA



30 ans, la liberté d'innover dans le marketing.

Nous avons créé le métier de l'Assistance et le développons sans cesse pour répondre aux besoins de nos abonnés et leur assurer 24 heures sur 24 une qualité de service irréprochable. Nous entreprenons aujourd'hui une profonde diversification de nos activités.

C'est dans cet esprit que notre Directeur Commercial crée la fonction de Responsable du Développement Produits/Marchés. Votre mission : étudier, proposer, tester et lancer de nouveaux services à forte valeur ajoutée à l'intention d'une clientèle d'apporteurs d'affaires, d'institutionnels et de particuliers. Nous avons identifié nombre de marchés inexplorés ou en forte croissance tels que les voyages, la sécurité des personnes, les services à domicile,... à vous de les exploiter.

De formation Grande Ecole Commerciale, fort(e) de votre expérience Marketing, vous voulez prendre sans tarder la responsabilité globale du Développement. Notre environnement international implique une bonne pratique de l'anglais. Ecrivez à notre conseil Jean-Michel Court, associé de Sirca, 140 boulevard Haussmann 75008 Paris, en précisant la ref. 096 131 LM ainsi que votre niveau de rémunération.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec



- Un marché international
- Des technologies de pointe
- Des projets ambitieux
- Une culture d'entreprise
- Une dynamique des carrières
- Une politique de formation

MATIF
MATIF : Marché à Terme leader en Europe

La Direction Centrale "Recherche et Développement" crée un nouveau poste **d'assistant chef de projet H/F** pour participer à

L'ETUDE ET L'ORGANISATION

des différents travaux relatifs au lancement des nouveaux contrats du MATIF : études de faisabilité, opportunité de lancement, rédaction des cahiers des charges, réalisation de documentations techniques et commerciales, mise en place de pôles d'expertise...

Nous recherchons un jeune diplomé

D'ECOLE SCIENTIFIQUE (Centrale, ENSAE...) ou de GESTION (HEC, ESSEC, ESCP...)

ayant des stages significatifs dans le domaine financier et si possible des marchés à terme.

Esprit d'organisation, sens des contacts, goût pour la rédaction, très bonne pratique de la langue anglaise, maîtrise de la micro-informatique, sont autant d'atouts pour postuler et réussir. Ce poste est évolutif, y compris vers d'autres fonctions dans l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la référence E 600 sur l'enveloppe, à notre conseil ORNICAR - 6 rue Halévy - 75009 PARIS.

ornicar

Larousse

"Un nouveau souffle dans l'édition"

RESPONSABLE MARKETING H/F

AU SEIN DE LA SOCIETE DES PERIODIQUES LAROUSSE

La société des Périodiques LAROUSSE (SPL) assure la commercialisation dans les circuits presse d'ouvrages sous forme d'encyclopédies hebdomadaires.

Au sein d'une petite équipe, et rattaché au Directeur Général, vous aurez pour mission le développement marketing et commercial des produits.

Vous serez plus particulièrement chargé : • des études marketing et du suivi de la concurrence, • des actions publicitaires de lancement et soutien des produits, • du suivi des ventes et de la mise en place des produits.

De formation commerciale (grande école de commerce) vous maîtrisez bien les outils statistiques.

Agé de 28-30 ans, vous pouvez, aujourd'hui, vous prévaloir d'une expérience réussie de 4-5 ans dans la vente ou la promotion de produits, si possible dans un grand groupe de presse.

Polyvalent, vous savez allier analyse, réflexion et sens du terrain.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à C. LHUILLIER, Responsable de la Gestion du Personnel, sous réf. FO2, Librairie LAROUSSE, 17, rue du Montparnasse - 75298 Paris Cedex 06.

GROUPE DE LA CITE — Larousse

JEUNES DIPLOMES

BAC + 5 SCIENTIFIQUE - TECHNIQUE - COMMERCE

OSEZ L'INFORMATIQUE ET LA FINANCE

SSII française, parmi les premières sur les marchés Banque, Bourse, Finance, elle est aussi la meilleure **«prépa» aux métiers de l'informatique** : après 3 mois de formation vous participerez à la réalisation de Projets. Et vous vous apercevrez très vite qu'il existe mille et une occasions d'enrichir vos compétences.

Car à la SITB, tout va très vite. L'explosion de ses domaines d'application fait naître chaque jour des besoins nouveaux. Dans la grande variété des missions offertes, nous cherchons ensemble celle qui convient le mieux. Attention... soyez curieux, observateur : c'est à vous d'aller au devant des opportunités. Ensuite, vous serez surpris de la rapidité avec laquelle vous prendrez des responsabilités.

Autonomie, ouverture, compétence et qualité : c'est cela la SITB. C'est aussi plus de 950 personnes et une croissance qui n'est pas près de faiblir.

Chantal FONTAINE, vous invite à lui adresser votre candidature sous réf. PROMO/0590/M à **SITB Recrutement**, 137 Boulevard Voltaire, 75011 PARIS.



VOTRE VALEUR EST A LA HAUSSE





Le Monde des Cadres



AGENCE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'OISE

ADO

FUTUR DIRECTEUR ADJOINT

Rattaché au Directeur de l'Agence, vous êtes chargé de prospecter des entreprises en vue d'implantations nouvelles et de jouer un rôle d'interface avec les responsables des collectivités locales.

Jeune chargé de mission, vous participez activement à la vocation de l'Agence pour le développement de l'Oise : améliorer l'emploi, enrichir le tissu économique et faciliter les relations entre les élus locaux et les industriels par la promotion des qualités du département.

Vous êtes issu d'un IEP ou d'une Ecole de commerce, possédez une première expérience concluante en entreprise ou dans un organisme similaire à un poste de développement et de relations commerciales. La maîtrise de la langue anglaise est souhaitable.

Jacques SKOWRON vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo, sous réf. 3415B/LM
BOSSARD CARRIERES
4, rue Quentin Bauchart
75008 PARIS

BOSSARD Carrières

Images & Caractères

L'un des tout premiers fabricants mondiaux de produits de conditionnement et d'emballage met en route son unité de production la plus performante du monde de boîtes de boissons. Elle recherche son

FUTUR CHEF DE PERSONNEL D'USINE

Dans le cadre des axes définis par la Direction des Ressources Humaines et en relation étroite avec la hiérarchie de l'usine, il prendra en charge progressivement l'ensemble de la gestion des ressources humaines (effectif prévu pour 1991 : 200 personnes) : recrutement, gestion prévisionnelle, communication, relations sociales...

Homme de terrain et de dialogue, il possèdera une formation supérieure (Bac + 4/5, Droit, Sciences Eco...) et une première expérience (2 à 4 ans) acquise en milieu industriel.

Anglais souhaitable pour l'évolution ultérieure dans le groupe.

Poste : Ville Nord de la France.

Ordre de grandeur de rémunération : 250 000 F/an.

Ecrire sous réf. 20 A-1840 OM.
Discrétion absolue.
Membre de Syntec

etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

PSYCHOLOGUE CLINICIEN
DEBUTANT

De formation universitaire (Maîtrise - DESS) ou Psycho Prat, le titulaire du poste devra disposer impérativement d'une solide formation aux méthodes projectives (TAT - Rorschach) et être désireux d'acquérir une pratique concrète des bilans psychologiques.

Au sein d'une équipe dynamique et soudée, il pourra évoluer vers des responsabilités plus larges et plus complètes.

Poste à Paris.

Ecrire sous référence 1.559/M à :

JLT Consultants

145, rue de Vaugirard - 75015 PARIS.

INTERNATIONAL BANKERS FRANCE

Banque d'affaires internationale en rapide expansion crée pour base à Paris 16e un poste de

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

Placé sous l'autorité de la Direction Générale et au sein d'une équipe performante et dynamique, il sera chargé de l'exploitation et du développement d'un portefeuille de clientèle existante, largement axée sur l'immobilier. Il mettra au point des dossiers de crédit et montera des projets d'ingénierie financière.

Pour ce poste évolutif, nous recherchons un cadre de formation supérieure de type HEC, ESSEC ou équiv. Agé d'une trentaine d'années, il pourra faire état d'une expérience réussie dans le monde bancaire ou juridique, et de qualités d'initiative et de synthèse.

Discrétion absolue. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV dét., photo et rémunér.) sous réf. 9207 à notre Conseil :

SC sélection conseil
16 RUE MEDERIC, 75017 PARIS

MSD
MERCK SHARP & DOHME
CHIBRET

Premier Groupe pharmaceutique international, 33.000 personnes, C.A. 1989 : 6 milliards de $.
Première filiale en France avec un C.A. de 4,2 milliards de francs et 2.000 personnes.

Un contexte international ...
Un dynamisme prouvé par un fort développement remarqué sur le marché ...
Une recherche de qualité qui s'attache aussi bien aux produits qu'aux ressources humaines.
Voici de quoi tenter des professionnels motivés pour devenir en AUVERGNE un :

PERSONNEL MANAGER réf. C/PM/LM

D'un site industriel de 500 pers. (production et centre de recherche).
Sous l'autorité du Directeur des affaires sociales, vous assurerez avec une large autonomie l'intégralité de la fonction Gestion des Ressources Humaines/Relations Sociales.
Vous participerez à une large opération de refonte de la classification des emplois. Vous serez étroitement associé à l'élaboration d'une politique sociale Groupe avancée, auprès d'un Directeur qui pratique avec conviction la délégation.

Professionnel de la fonction, vous vous imposerez par la qualité de vos prestations, votre clairvoyance, votre sens relationnel auprès de catégories professionnelles diversifiées.

TRAINING MANAGER réf. C/TM/LM

Des établissements industriels (1000 pers.).
Au sein du Service Développement et Formation, vous bénéficierez d'une grande délégation pour assurer la responsabilité de la formation sur deux sites de production et un centre de recherche.
Vous vous adapterez avec subtilité et souplesse à des interlocuteurs et préoccupations variés, tout en restant dans la ligne de la politique de formation Groupe à l'élaboration de laquelle vous participerez activement.

Professionnel de la formation, vous interviendrez dans un environnement ouvert et évolué avec les moyens de votre action : budget Formation de plus de 7,5% de la masse salariale.

Notre environnement nécessite bien-sûr une bonne maîtrise de l'anglais. Si l'un ou l'autre de ces deux postes évolutifs, et basés à Clermont-Ferrand vous intéresse, rencontrons-nous !
Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à notre Conseil Pierre CHAUSSEMIER en indiquant la référence choisie à : RPC - 34, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

membre de SYNTEC

EuroPA



Raymond Poulain Consultants

Case Poclain s.a.

Une volonté d'avenir

Filiale du puissant groupe américain TENNECO, nous sommes un des leaders mondiaux dans le domaine des matériels agricoles et T.P.

Pour l'Europe, la gestion des pièces détachées (achats et distribution) est commune et dirigée depuis Paris. Quelques chiffres pour situer l'ampleur de l'activité : 450 000 références, 2 500 fournisseurs répartis dans toute l'Europe, 1 200 clients...

Pour coordonner le tout, une informatique puissante et une liaison permanente par satellite. C'est pour ce contexte très professionnel que nous recherchons :

Un Chef de Projet Achats Pièces Détachées — Réf. MPA 548 M

A partir des indications de l'ingénierie et en relation avec les différents responsables nationaux (RFA, UK, France...), vous entretenez tous contacts avec les fournisseurs, évaluez leurs possibilités, négociez les meilleures conditions de collaboration (prix, qualité, délais...) et si nécessaire, recherchez de nouveaux partenaires.

Vous avez une formation universitaire (Dauphine, Sciences Eco), vous avez déjà pratiqué les achats et peut-être même dans des domaines techniques et quantitatifs, et vous n'avez pas trente ans. Superbe occasion pour vous de faire évoluer votre carrière dans un contexte international.

Un Chef de Projet Distribution Pièces Détachées — Réf. MPD 549 M

A partir d'un stock commun pour l'Europe, vous coordonnez les actions entre tous les services concernés (études, ventes, qualité...). Vous améliorez les programmes existants, gérez les flux (12 000 transactions/jour) et avez le souci permanent de la rentabilité de la gestion des approvisionnements.

Vous avez une formation de type Gestion, Sciences-Eco, votre première expérience professionnelle s'est déroulée dans l'auto, les T.P... et vous savez déjà ce que sont les stocks et leur gestion. Maintenant, vous voulez devenir Européen.
Tous ces postes sont situés en région parisienne, mais la langue de travail du groupe est l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (en précisant la référence choisie) à SEFOP notre Conseil qui, nous connaissant bien, vous parlera de nos projets.

SEFOP
11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.
MEMBRE DE SYNTEC

1er GROUPE FRANÇAIS D'ASSURANCES MUTUELLES



Les Mutuelles du Mans Assurances (16 Milliards de Francs de C.A. en 1989 - 9.000 personnes) souhaitent intégrer des :

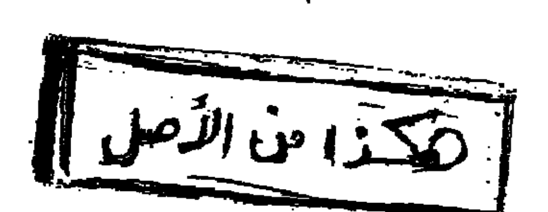
Organisateurs confirmés

- *Développer notre stragégie d'organisation et maintenir sa cohérence,*
- *Optimiser notre organisation par l'apport de méthodologies novatrices,*
- *Conseiller nos directions opérationnelles,*

tels sont les grands axes des fonctions que nous souhaitons confier à des candidats qui, après une formation supérieure (Écoles d'Ingénieurs, Écoles de Commerce, Miage, IESTO, ...) ont acquis obligatoirement une première expérience en organisation et en conduite de projets.
De bonnes aptitudes au management, de fortes qualités d'écoute et de dialogue nous paraissent indispensables pour réussir dans ces missions.

Ces postes, basés au Mans et riches de contacts et de réalisations, vous ouvriront d'intéressantes perspectives de carrières au sein du Premier Groupe Français d'Assurances Mutuelles.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions, sous réf. ORG/LM, au Service Recrutement
LES MUTUELLES DU MANS ASSURANCES
19-21, rue Chanzy - 72030 LE MANS CEDEX.



هكذا من الأصل

Le Monde des Cadres

Futur Directeur d'Usine

Nous sommes la filiale française d'un groupe allemand leader mondial dans le secteur des produits réfractaires. N°1 français, nous réalisons un Chiffre d'Affaires de 550 Millions de Francs et employons 650 personnes entre le siège et nos 6 usines.

*Dans un premier temps Chef de Fabrication de notre usine de **Meurthe et Moselle** vous avez pour mission d'organiser la fabrication et d'assurer la production selon les spécifications de la Société Mère. Vous participez activement à la mise en place de l'assurance qualité. Vous supervisez une cinquantaine de personnes. Votre potentiel évolutif vous permettra à terme de prendre la direction d'une de nos usines.*

De formation ingénieur ou universitaire, vous avez acquis une expérience de 4/5 ans en production industrielle et en animation d'équipe. Homme d'ouverture et de contact, vos qualités relationnelles et votre autorité naturelle vous permettront de jouer un rôle d'entraîneur dans l'usine. Vous avez une bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous réf.115-01/M à ARPE, 38 rue de Lisbonne - 75008 PARIS



MEDIAPA

HAUT POTENTIEL COMMERCIAL...

WUNDERBAR !

Filiale d'un très grand groupe allemand de renommée mondiale, où la mobilité gagne du terrain, nous distribuons en France des biens de consommation durables grand public et professionnels dans les canaux adéquats (distribution traditionnelle et GMS - GSB ...). Nous occupons la première place sur le marché français et recherchons maintenant pour la région Parisienne notre

Chef de Région

En liaison avec le Directeur des ventes, il animera (dans l'acception complète du terme : accompagner, aider, déléguer, former, contrôler, motiver ...) 7 représentants et développera son marché avec le souci d'une approche pragmatique d'homme de terrain cultivant une fidélisation à «long terme» et qualitative de la clientèle, tout en ayant l'intelligence du recul et de l'approche globale. Réussir chez nous est aussi une porte ouverte vers un avenir prometteur ... Pour ce poste, basé en proche banlieue parisienne, nous recherchons un jeune diplômé (HEC - ESSEC - ESCP) ayant vécu avec succès une première expérience commerciale de 3 à 5 ans, dans un domaine... ou un autre ! votre potentiel nous intéresse ! Sens commercial, sens du terrain, réalisme, grande capacité d'adaptation, désir d'investissement personnel, sont aussi les qualités recherchées ; De surcroît, pour nous comprendre mutuellement, pour vous projeter dans l'avenir, votre excellente connaissance de la langue et de la culture allemandes véhiculeront votre réussite. WILLKOMMEN !

Vous vous reconnaissez ? Adressez alors en toute confiance votre candidature, à Joël HAXAIRE, sous la référence V/REG/LM à **RPC - 34 rue de la Fédération - 75015 PARIS**

membre de SYNTEC



Raymond Poulain Consultants

LE CONSEIL GENERAL DE L'ISERE recrute

pour la Direction de la Santé et de la Solidarité par voie de détachement ou de mutation (fonctionnaires uniquement)

2 SOUS-DIRECTEURS

PROFIL : - Administrateur ou Directeur Territorial ou grade de l'Etat équivalent ou Attaché Principal ayant vocation à être nommé Directeur. - connaissance de l'action sociale. - Bon gestionnaire.
- Excellentes qualités d'encadrement.

FONCTIONS :

SOUS-DIRECTEUR des Circonscriptions d'action sociale

- Fournir au Directeur de la santé et de la Solidarité et aux services fonctionnels Aide Sociale à l'Enfance, Service Départemental d'Action Sociale et Protection Maternelle et Infantile, les éléments de gestion permettant la définition des grands axes de l'action sociale.
- Assurer la mise en application sur le terrain de la politique sociale.
- Assurer la consolidation des informations provenant des circonscriptions d'action sociale concernant les partenaires extérieurs

SOUS-DIRECTEUR des Aides et Actions Sociales départementales

- Encadrer et coordonner les activités de la Sous-Direction qui regroupe les services de l'Aide Sociale Générale (bénéficiaires individuels) et des actions sociales départementales (établissements et services subventionnés sur le budget du Conseil Général.
- Mettre en place des indicateurs permettant une vision financière globale.

Les candidatures sont à adresser avant le **15 juin 1990** à : Monsieur le Président du Conseil Général de l'Isère Direction de l'Administration Générale - Service du Personnel - HOTEL DU DEPARTEMENT - 7 rue Fantin Latour - BP 1096 - 38022 GRENOBLE cedex.

CONTESSE



MOTOROLA

MOTOROLA, 100 000 personnes dans le monde, 3 000 en France, à la pointe de l'electronique, recherche aujourd'hui pour l'une de ses unités MOTOROLA ELECTRONIQUE AUTOMOBILE (260 personnes, CA 200 MF) située à ANGERS,

Responsable communication interne

Rattaché au Directeur du Personnel, vous assurerez la gestion des rémunérations, intimement liée à l'autre volet de votre fonction : la communication interne. Vous devrez y faire preuve de créativité, de rigueur, d'écoute, devançant ainsi les évènements, sachant réaliser, négocier nos propositions.

Nous voulons, impérativement, car votre poste est susceptible de prendre une autre dimension, une première expérience après vos cinq années d'études supérieures. Naturellement, vous devez parler anglais.

Si vous souhaitez entrer dans un tel groupe par la grande porte, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. et prétentions) sous référence A/05/02 à notre Conseil : Madame Claude Favereau - FAVEREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération 75015 PARIS



LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DE LA CONFÉDÉRATION NATIONALE A BESOIN DE VOS COMPÉTENCES.

MARKETING BANCAIRE

ADJOINT AU CHEF DE MARCHÉ DES ENTREPRISES

Vous serez chargé plus particulièrement des PME/PMI. Vous participerez à l'élaboration des orientations de politique commerciale et à la mise en œuvre des actions retenues : analyse marketing, adaptation de l'offre, actions commerciales.

Vous travaillerez en coordination étroite avec les personnes responsables de ces clientèles dans nos banques régionales. Réf. 202/RH

ADJOINT AU RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT ÉPARGNE / MARCHÉ DES PARTICULIERS

Vous participerez à l'élaboration et à la mise en œuvre des lignes de produits et services adaptés aux stratégies clientèles du marché des particuliers. Vous aurez donc à analyser l'environnement, la concurrence, les données marketing et à coopérer étroitement avec les responsables de nos groupes régionaux. Réf. 203/RH

De formation supérieure (Bac + 4/5), vous avez une expérience concrète de ces marchés sur le plan marketing et commercial. Rigoureux et créatif, vous avez des qualités relationnelles certaines.

Le Crédit Mutuel, c'est à travers 21 Fédérations régionales, 7 millions de clients, 22.000 collaborateurs et 4.500 points de vente, la plus forte croissance de ces 10 dernières années, la puissance de la 5e Banque Française.

La Confédération Nationale du Crédit Mutuel est l'organisme national chargé du contrôle et du bon fonctionnement du Crédit Mutuel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à la DRHS, Confédération Nationale du Crédit Mutuel, 88-90, rue Cardinet - 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

Animer la politique d'information et d'accueil de la Villette

la Villette

L'Etablissement Public du Parc de la Villette, qui construit et gère le Parc de la Villette, recherche son Responsable de l'Information et des Accueils, rattaché à la Direction du Développement Culturel. Il anime une douzaine d'agents et gère les différents points d'accueil et d'information des publics sur le site du Parc. Véritable interface entre l'EPPV et ses partenaires (la Cité des Sciences, la Géode, la Grande Halle, le Zénith, etc.) il conçoit et organise la communication entre eux ainsi que les relations avec les publics du site. En recherche permanente d'informations, il en assure ensuite la diffusion par des messsages destinés à établir ou à maintenir l'image du Parc par le biais de médias appropriés (plaquettes périodiques ou ponctuelles, panneaux, répondeurs, serveurs télématiques, audiovisuel, etc.). Mature et d'un bon niveau culturel, à 25-30 ans, doté d'une bonne capacité d'analyse et d'un fort talent de manager avec le souci du service public, voilà la femme ou l'homme que nous cherchons.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + prétentions à notre conseil PAUL-EMILE TAILLANDIER 11, rue Jean Mermoz 75008 PARIS, sous la référence 4014/M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER
ÉTHIQUE ET RECRUTEMENTS

FORMATION SUPERIEURE (BTS - DUT) + EXPERIENCE

EN PROVINCE, UN ROLE CAPITAL : L'ADMINISTRATION DES VENTES...

Depuis sa création, PRECILEC étudie, conçoit et réalise des matériels électromécaniques et électroniques à très forte valeur ajoutée technologique. 270 collaborateurs, 3 établissements à PARIS, COURTENAY et AUXERRE, 90 MF de C.A, ce sont les chiffres significatifs de notre entreprise.

Chez nous, l'administration des ventes est une fonction clé. En effet, elle est le véritable pivot entre le commercial, les études et la production.

Nous recherchons, aujourd'hui, **LE PATRON DE CE DEPARTEMENT.** A la tête d'une équipe de 3 personnes que vous animez, rattaché au Directeur Général, vous êtes l'interface dynamique de notre entreprise.

Esprit carré et rigoureux, vous assurez la gestion des commandes et le suivi du tableau de bord commercial. De plus, vous participez à l'implantation d'un logiciel de gestion commerciale adapté à nos ambitions de développement.

Pour réussir dans ce poste, à la mesure de votre talent d'organisateur et d'animateur, vous avez environ 35 ans et une expérience confirmée d'au moins 10 ans dans une fonction similaire en milieu industriel. Vous connaissez l'anglais et les procédures d'exportation.

Basé à AUXERRE, vous concilierez management et qualité de vie.

Ecrivez avec CV et prétentions sous référence LM / 922 à A.L CONSEIL - 35 rue de Naples - 75008 Paris.

PRECILEC
LE DYNAMISME TECHNOLOGIQUE

A Plus Management

SOCIETE DE CONSEIL EN MANAGEMENT, ORGANISATION ET SYSTEMES D'INFORMATION
Pour faire face à son développement
recrute

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

- Formation supérieure (X, Centrale, Mines, HEC, ESSEC,...)
- Débutants ou confirmés (3 à 5 ans d'expérience en entreprise ou Cabinet de Conseil)
- Postes basés à Paris

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. DD 901 à : A plus management - 33, avenue du Maine - B.P. 112 - 75755 PARIS Cedex 15

Le Monde des Cadres

LA FONDATION SANTÉ DES ÉTUDIANTS DE FRANCE
recherche, pour l'un de ses établissements situé en proche banlieue Sud de Paris, un :

DIRECTEUR

Responsable de la gestion de cet établissement à but non lucratif - capacité hospitalière de 200 lits et places, 200 salariés - il en animera et coordonnera l'ensemble des activités. Associé à la réflexion stratégique conduite actuellement, il aura pour mission de mettre en place une organisation nouvelle adaptée aux objectifs définis ensemble.

40-50 ans, vous possédez une solide expérience de gestionnaire et une bonne connaissance du milieu hospitalier. Homme de communication, vos qualités de dialogue et votre talent de négociateur font de vous un interlocuteur apprécié de vos collaborateurs comme des partenaires sociaux.

Nous vous proposons une rémunération de 280/300 KF, complétée par un appartement de fonction.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite et CV, sous réf. C256, à Ernst & Young Conseil - 6, rue de Téhéran 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

Carré Turenne

Ernst & Young Conseil

Responsable Communication

H/F

Après une formation supérieure et une première expérience minimum de 2 ans en entreprise, vous souhaitez rencontrer une société prête à accueillir votre sens créatif, votre force de proposition et votre autonomie.

Réussir une croissance continue et soutenue depuis bientôt quinze ans, représenter en Normandie-Picardie le dynamisme du groupe leader du BTP, dont nous sommes la première filiale régionale (1.500 personnes) : nos atouts ne sont pas étrangers à l'attention que nous portons à la qualité de notre communication interne et externe.

Vous aurez la responsabilité de développer une stratégie de communication et d'en assurer la mise en oeuvre : information écrite (journal d'entreprise, plaquettes) et orale (manifestations internes, réunions), supports audio-visuels, photothèque, sponsoring, relations presse... Poste basé à ROUEN.

Adressez votre candidature sous référence 10137 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

Organisation et Publicité

Vous êtes intéressé(e)... Adressez votre candidature à OP PARIS

CONSULTANT HF

Recherche et Sélection de Cadres

Spécialistes du conseil aux entreprises dans le domaine de la gestion des ressources humaines, nous sommes basés à Paris et intervenons, au niveau national, dans les domaines high tech, industrie, banque et services. Notre développement est important et, dans ce contexte, nous recherchons un(e) **CONSULTANT(E)**.

Autonome et possédant une forte vocation commerciale, vous assumerez avec le soutien d'une équipe de spécialistes une mission complète : Développement d'un portefeuille clients, étude et mise au point des cahiers des charges des missions, mise en place des moyens de recherche, sélection des candidats et suivi de leur intégration.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur (ESC, IEP, Sciences Humaines, etc) vous disposez d'une expérience significative "Ressources Humaines" en entreprise ou cabinet conseil.

Les conditions offertes sont motivantes.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, **sous référence 001 M à AFFLUENTS** - 43, rue du Chemin-Vert 75011 PARIS, en mentionnant les noms des cabinets auxquels vous ne souhaitez pas que votre dossier soit transmis.

VILLE D'EPINAY-SUR-SEINE
(Seine-Saint-Denis)
recrute

1 INGÉNIEUR
Adjoint au chef du service bâtiments

Mission : Elaborer des projets dans le domaine du bâtiment (entretien et travaux neufs).

1 INGÉNIEUR
Chef du service infrastructures

Mission : Etudes et travaux V.R.D. Gestion du domaine public.

1 ARCHITECTURE
Responsable d'étude en urbanisme

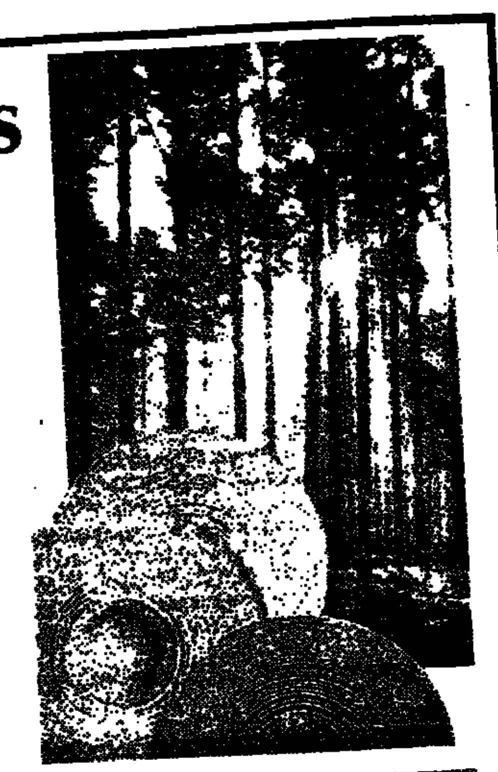
Mission :
Etudes de projets d'aménagement de l'espace urbain. Titulaire diplôme d'architecte.

Conditions de recrutement :
ingénieur subdivisionnaire ou ingénieur en chef (avantages et primes statutaires).

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à Monsieur le Député-Maire
Hôtel de ville, 93806 EPINAY-SUR-SEINE.



Papeteries de Golbey



Nous sommes filiale du groupe norvégien NSI, de dimension internationale (6400 personnes, 10 Milliards de Francs de CA), producteur en particulier de papier pour la presse.

Nous investissons à GOLBEY, près d'EPINAL (Vosges), 2,8 Milliards de Francs dans la construction d'une nouvelle unité de production de papier journal à la pointe de la technologie.

Elle sera opérationnelle fin 1991 pour une capacité initiale de 200 000 t/an.

Sur le plan géographique, l'usine est située dans un cadre agréable et de qualité, proche du massif vosgien et de grandes villes universitaires.

METTEZ-VOUS AU VERT POUR FAIRE CARRIERE !
EMBALLEZ-VOUS POUR LE PAPIER JOURNAL

Participer à la création et à l'exploitation de cette usine sera un challenge permanent dans le cadre d'un management moderne assurant la formation et le développement de ses collaborateurs.

Nous vous proposons de nombreux postes de responsabilité à différents niveaux dans les secteurs :

- **Production** (PTM, désencrage, papier, chaufferie)
- **Maintenance** (mécanique, électrique, instrumentation)
- **Laboratoire**
- **Formation**

Nous vous demandons une formation de type BAC + 3 à Ingénieur avec, de préférence, quelques années d'expérience dans le domaine choisi.

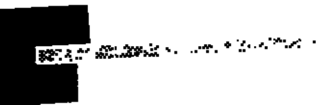
Vous maîtrisez l'anglais et êtes familiarisé avec le travail sur informatique, mais c'est surtout votre enthousiasme et l'envie de vivre avec nous cette nouvelle expérience qui pourra nous convaincre.

Adressez-nous votre candidature avec C.V. en précisant le poste qui vous intéresse.

Si vous souhaitez des renseignements complémentaires, appelez notre directeur technique : Monsieur Jan OKSUM au 29 68 68 68

PAPETERIES DE GOLBEY – 11, RUE DE NIMBOIS BP 109 – 88194 GOLBEY CEDEX

FICHET



Notre société à ouverture nationale et internationale, leader de la sécurité électronique en Europe en vue de garder et d'améliorer son positionnement recherche un :

Chef de produit vidéo-alarme H/F

Sous la responsabilité d'un Chef de Groupe sécurité électronique, en collaboration étroite avec la recherche, le développement commercial vous aurez à analyser les marchés français et européens, préparer le cahier des charges des nouveaux produits, en assumer le lancement, le suivi, vous tenir au courant des évolutions technologiques.

Votre profil idéal : Ingénieur Electronicien ESIEE, INSA, ENSI + une formation commerciale avec à 28/35 ans une expérience dans l'industrie électronique doublée d'un passage au commercial ou au marketing. Naturellement, vous êtes créatif, rigoureux, communiquez facilement, parlez Anglais. Votre réussite dans ce poste vous fera évoluer dans notre groupe.

Organisation et Publicité

Merci si vous vous reconnaissez de ne pas hésiter à adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous référence A 04 29 à notre Conseil.
Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS,
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS



FAVEREAU CONSULTANTS

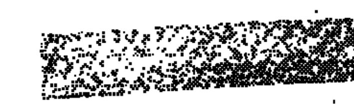
SOCIETE DES BOURSES FRANCAISES
BOURSE DE PARIS

LA RESPONSABLE DES RELATIONS PUBLIQUES INTERNATIONALES.

COMPTE TENU DE SON ACTIVITÉ ET DE SON RAYONNEMENT, LA SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES REÇOIT TOUT AU LONG DE L'ANNÉE UN CERTAIN NOMBRE DE VISITEURS DE MARQUE : BANQUIERS, INDUSTRIELS, HAUTS FONCTIONNAIRES... FRANÇAIS OU ETRANGERS.

LA QUALITÉ DE LA RÉCEPTION DE CES VISITEURS DE MARQUE EST L'UNE DES COMPOSANTES MAJEURES DE NOTRE COMMUNICATION EXTÉRIEURE.

C'EST POURQUOI NOUS RECHERCHONS AUJOURD'HUI :



Au sein de la Direction de la promotion du marché, elle se verra confier l'organisation complète de l'accueil de ces visiteurs.

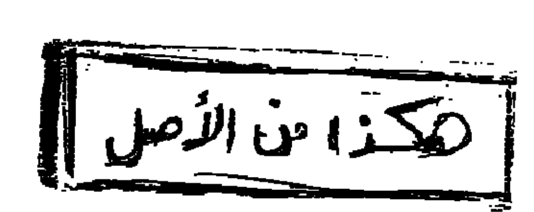
Nous lui demanderons en outre d'assurer la liaison internationale et l'assistance administrative sur les dossiers européens.

Diplômée de l'enseignement supérieur, vous avez acquis à environ 35 ans, une expérience réussie des relations publiques. Vous avez un réel sens des contacts, qui vous permet d'être à l'aise avec toute sorte d'interlocuteurs.

Vous êtes complètement bilingue (Français et Anglais), l'Allemand serait un atout supplémentaire.

Pour un premier contact, envoyez un dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à notre conseil **COR'EX** - 11, avenue Myron T. Herrick 75008 PARIS sous référence RP/M. Il vous garantit toute discrétion.

MEDIAPA



هكذا من الأصل

Le Monde des Cadres

ACHETEUR EMBALLAGES — LYON

Bienvenue dans un monde plus fertile, plus sain, plus performant chez "JARDIN et ESPACES VERTS" Département de RHÔNE-POULENC AGROCHIMIE.

A 30 ans environ, de formation ingénieur, vous avez exercé une fonction équivalente dans une société, soit parachimique, soit de produits d'entretien ou de cosmétologie.
Vous avez de solides connaissances techniques en matière d'emballage carton et plastique.
Nos enjeux reposent sur vous : acheter aux meilleurs prix et aux meilleures conditions, en prenant en compte nos impératifs de qualité ainsi que les contraintes réglementaires de notre profession.
Nous vous confierons un CA de 65/70 MF et un portefeuille de 40 fournisseurs.
Dans une optique internationale, largement rompu aux techniques de la négociation, c'est à vous qu'incombe la recherche de nouveaux fournisseurs (France, Europe), la mise en place de procédures et de structures logistiques avec les firmes étrangères.
Vous gérez également les problèmes de douane et règlements financiers.
Imaginatif, ouvert aux nouveaux concepts, créatif, vous êtes capable de prendre en compte et de faire évoluer nos emballages en intégrant une dimension Marketing.
Vous travaillerez en étroite collaboration avec les services Marketing et les ingénieurs "emballage" du Groupe.
Vos idées neuves, votre soif de réalisation, vous aideront à évaluer, et anticiper les besoins en matière d'emballage.
Bilingue, anglais courant, de fréquents et courts déplacements sont à prévoir à l'étranger.
Si votre ambition va de pair avec un désir d'innovation, rejoignez-nous !!

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : Eliane GIRAUD RHÔNE-POULENC AGROCHIMIE - s/réf. : ACH - 14/19 rue Pierre Baizet - 69009 LYON.



CONTESSE

Société financière en développement rapide, nous recherchons un

Jeune cadre financier
H/F

Vous rejoindrez une équipe de professionnels et participerez aux opérations de front et back office sur les marchés obligataire, interbancaire et de nouveaux instruments financiers.

Associé à la mise en place d'un contrôle de gestion, vous évoluerez pour exercer la responsabilité de cette fonction.

Votre formation supérieure en finance (Ecole de Commerce, IEP, Université) complétée, si possible, par une première expérience utilisant la micro-informatique, votre esprit rigoureux et imaginatif vous assureront une rapide progression.

Merci d'adresser votre candidature : CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. 90/12, à notre conseil : ER Ressources Humaines - 118, rue de Tocqueville 75017 Paris.

ER Ressources Humaines

Carré Turenne

FORMATEUR MANAGEMENT

Faire évoluer les modes de management d'une grande entreprise vous intéresse !
Vous aurez à concevoir et à animer des séminaires destinés aux Cadres de notre entreprise. Votre créativité et votre goût de la communication sont des qualités indispensables pour réussir dans ce poste.
Diplômé d'un 3ème cycle en Sciences Humaines ou Sociales, débutant ou première expérience courte, venez rejoindre notre équipe de formateurs.
Des connaissances en gestion ou économie seraient appréciées. (Réf. MAN 1)

CHARGE DE RECRUTEMENT

Psychologue du Travail, titulaire d'un DESS, débutant ou première expérience courte, nous vous invitons à nous rejoindre.
Autonome, vous souhaitez aussi vous impliquer dans un travail d'équipe. Vous aurez à prendre en charge des missions de recrutement en collaboration avec nos différentes Directions, et à représenter la Banque auprès des étudiants.
Votre capacité à innover, associée à votre sens de l'humour sont des atouts que nous saurons apprécier ! (Réf. CR 1)

Merci d'envoyer sous la référence indiquée, lettre de motivation, C.V. et prétentions à BNP - Service Recrutement - 5/7, rue St Fiacre - 75002 PARIS

BNP

MEDIAPA



Dans le cadre de son plan de développement, l'Ecole Supérieure de Commerce de Bretagne établissement de Brest

recrute pour septembre 1990

trois

PROFESSEURS PERMANENTS DE MARKETING

Spécialisations souhaitées :
– Etudes de marché
– Marketing international
– Distribution.

De formation supérieure, les candidats devront témoigner d'une réelle expérience en entreprise.
La pratique des langues étrangères est souhaitée.

Adresser candidatures et C.V. avant le 30 mai 1990 à :
M. Jacques BAGUENARD
Directeur de SUP DE CO BRETAGNE-BREST
2, avenue de Provence, BP 214, 29272 Brest Cedex.

UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHE...

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons, notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (25 000 personnes, 40 milliards de C.A. consolidé dont près de 25 % à l'International, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

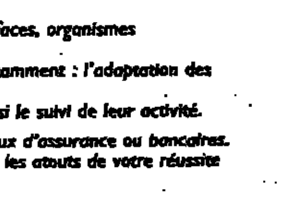
ESC, ECOFI ou DROIT, devenez notre Responsable nouveaux circuits de distribution

La direction des Produits Vie recherche pour son secteur diversification de la distribution un responsable nouveaux intermédiaires.

Vous aurez pour mission :
- de prospecter de nouveaux partenaires (banques, grandes surfaces, organismes professionnels) afin de les amener à distribuer nos produits.
- de coordonner le lancement de ces actions de partenariat, notamment : l'adaptation des produits, la répartition des tâches, la mise en place des circuits.
- de former et d'animer ces nouveaux partenaires, assurant ainsi le suivi de leur activité.

Vous possédez 5 ans d'expérience, de préférence dans les milieux d'assurance ou bancaires. Sens des contacts et de la négociation, rigueur, autonomie, sont les atouts de votre réussite dans cette fonction.

Si ces perspectives vous motivent, merci d'adresser lettre, CV et rémunération souhaitée sous réf. M 36 à J. Marlaux - Département des Ressources Humaines - AGF - 33, rue La Fayette - 75009 Paris.





A G F, L'ESPRIT OLYMPIQUE

plato Zela

GROUPEMENT D'ORGANISMES DE LOGEMENT SOCIAL

RECHERCHE

Sous-directeur technique

Situé dans l'Yonne, notre groupement assure, outre la gestion de 7 000 logements, des opérations de constructions neuves ou de réhabilitations lourdes ainsi que des missions d'urbanisme.

Pour animer le service DÉVELOPPEMENT, cellule technique et d'urbanisme du groupement, nous recherchons un **INGÉNIEUR** pouvant justifier d'une expérience en montage d'opérations de 3 ans minimum, et qui souhaite étendre son expérience aux problèmes d'urbanisme et de développement local (charte intercommunale, maîtrise d'oeuvre urbaine, G.P.A.H.).

Membre du Comité de direction, il aura la responsabilité complète de son service et de l'équipe dont il sera l'animateur (10 salariés). Il coordonnera l'ensemble des opérations techniques du groupement.

Si vous êtes intéressé par ce poste, adressez votre candidature (lettre, c.v., et rémunération actuelle) à :

H.L.M. 89
B.P. 36
89010 AUXERRE CEDEX



LA BANQUE D'INITIATIVES

GROUPE CIC

Nous sommes un partenaire économique de poids avec 350 000 clients (entreprises, professionnels et particuliers), 2 800 collaborateurs, 170 agences en Ile-de-France, Lorraine et Champagne-Ardenne.

Vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur, (E.S.C., Ingénieur, D.E.S.S...), débutant ou déjà expérimenté, passionné par l'action commerciale et la conquête de nouveaux marchés.

Construisons notre avenir

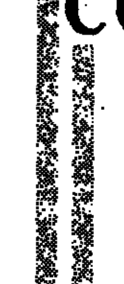
Notre réseau d'exploitation vous attend, venez intégrer l'équipe de Direction d'une agence.

Notre processus d'intégration comporte une formation à nos techniques et services bancaires et un suivi personnalisé (parrainage). Il vous permettra d'accéder immédiatement à un poste alliant responsabilités et autonomie.

Merci d'adresser un C.V. et une lettre de motivation manuscrite sous réf. 0131 à : J.P. Pomet Conseil, 8, rue Jean-Jaurès - 54320 Maxeville.

GROUPE CIC

MEDIA-SYSTEM



Nos activités sont le Conseil en Ingénièrie Industrielle et la prise de contrôle de PMI. Pour accompagner notre développement, nous recherchons un :

CONSULTANT H/F

en développement industriel

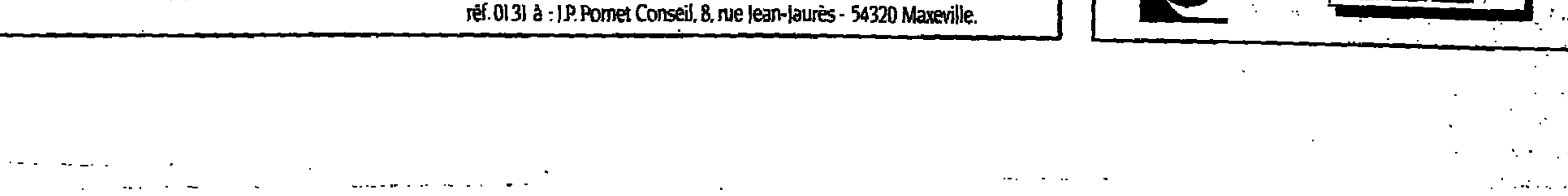
Nous demandons au candidat :
- diplômé Grandes Ecoles Scientifiques ou Commerciales,
- quelques années d'expérience industrielle,
- à l'aise dans toutes les fonctions de l'entreprise,
- ouverture d'esprit, dynamisme et autonomie,
- la connaissance de l'allemand est un atout.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions à ERI S.A. - Immeuble le Cèdre Avenue des Andes - Z.A. de Courtaboeuf 91952 LES ULIS Cedex.









Le Monde des Cadres



JEUNE PROFESSIONNEL DE L'ORGANISATION

Organiser, optimiser, innover

Angers - Au sein du groupe financier de la Caisse des Dépôts, la Caisse Nationale de Prévoyance se situe au tout premier rang de l'assurance vie, avec un chiffre d'affaires de 16 milliards de francs. Le site d'Angers, qui regroupe 350 personnes, gère des produits grand public et des produits collectifs. Dans le cadre de son développement, et au sein du service organisation, est créé un nouveau poste d'organisateur. Doué d'une excellente communication, il prend en charge des missions concernant l'évolution des structures, l'harmonisation des procédures et participe à la conception des systèmes informatiques. Il lui sera confié en outre, l'assistance aux missions de qualité du centre en matière de diagnostic, de plans d'actions et de suivi. De formation supérieure scientifique ou commerciale, vous possédez une première expérience similaire acquise dans un service organisation ou une société de conseil et vous souhaitez élargir votre champ d'action. Pour ce poste basé à Angers, et offrant de larges possibilités d'évolution au sein du groupe, écrire à Annaïck de LA ROCHEFORDIERE en précisant la référence A/1583M - **PA Consulting Group - 1, rue Duguesclin - BP 164 - 44018 NANTES Cedex - Tél. 40.48.48.82.** (PA Minitel 36.15 code PA)

Pour la Vie.

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Consultant senior
Consultants juniors

PA Consulting Group: avec 2.500 personnes nous sommes leader parmi les cabinets internationaux de conseil en management et technologie. Notre activité de conseil en management des ressources humaines se développe rapidement. Nous recherchons un consultant senior qui souhaite trouver dans une structure dynamique un milieu favorable à son ambition. Vous êtes de formation supérieure. Vous avez plus de 30 ans. Plusieurs années d'expérience ont fait de vous un professionnel du conseil en ressources humaines. Vous savez diagnostiquer, proposer des solutions, les mettre en œuvre et suivre leur application. Vous parlez couramment l'anglais. Au sein d'une équipe qui cultive la qualité de l'ambiance de travail, vous bénéficierez d'une large autonomie. Maître des relations avec vos clients, vous réaliserez pour eux des missions d'audit social, gestion des carrières et des rémunérations, conduite du changement, communication interne... Nos exigences de qualité sont élevées. Nombreux contacts internationaux. Poste basé à Neuilly sur Seine. Par ailleurs, nous sommes prêts à intégrer deux consultants juniors, disposant de 2 à 5 ans d'expérience. Ecrire en précisant la référence A/062M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.79.** (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

BANQUE NATIONALE

PARIS 8ème

RECHERCHE

ORGANISATEUR

Vous avez de 25 à 28 ans.
Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur : Ecole Scientifique ou Commerciale ou Formation Universitaire BAC + 4.
Vous bénéficiez d'une première expérience dans un service des méthodes ou de contrôle ou dans un cabinet de consultants, qui vous a permis d'aborder les techniques de traitement des opérations bancaires.
Vous souhaitez maintenant évoluer vers une fonction qui vous ouvre une participation personnelle aux choix d'organisation interne.
Si la perspective de vous joindre à une équipe restreinte et de travailler à l'optimisation des moyens de l'Entreprise vous tente, adressez lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 4309 à SOURCES - 108, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

SOURCES

UN ADJOINT A LA DIRECTION STRATEGIQUE

Le leader mondial dans les métiers des pompes et de la robinetterie est un puissant Groupe franco-allemand en forte expansion, organisé en divisions binationales. Pour renforcer ses structures, la Direction du Groupe recherche :

Il aura un rôle d'études, d'analyse et de coordination :
- études marketing concernant les marchés et leur analyse stratégique,
- assistance auprès des différentes divisions dans leur réflexion stratégique.

Ce poste offre des perspectives d'évolution certaines dans le Groupe. Il s'adresse à un candidat de formation supérieure (Université ou grande école) dans les domaines de la stratégie ou du marketing, débutant ou ayant une première expérience en milieu industriel.

De bonnes connaissance en anglais et/ou en allemand sont nécessaires pour réussir dans ce poste basé près de Francfort et/ou à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à Anne PELOURDEAU - POMPES GUINARD - 179, boulevard Saint-Denis - B.P. 320 - 92402 COURBEVOIE CEDEX.

POMPES GUINARD — KSB

MEDIAPA

BANQUE PRIVEE FRANÇAISE
PARIS
recherche
dans le cadre du développement de son
DEPARTEMENT FUSIONS-ACQUISITIONS

CHARGE D'AFFAIRES

H/F

De formation supérieure, ayant une expérience de 3 à 5 ans acquise dans l'Audit, en Entreprise ou dans la Banque, il se verra confier de façon largement autonome le traitement de dossiers d'affaires, depuis l'analyse jusqu'à la négociation.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo à :
BICM - Madame BOURDILLAT
15, rue des Pyramides - 75001 PARIS

CONTESSE

Un chargé d'études à la Direction des Ressources Humaines car anticipation et innovation sont des maîtres-mots de notre stratégie

En rejoignant la Direction des Ressources Humaines du Crédit Commercial de France, groupe bancaire privé à taille humaine, vous participerez à notre projet d'entreprise volontairement innovateur.

Véritable Chef de Projets, vous disposerez d'une grande autonomie pour mener à bien des études de prospective permettant le développement du dialogue social et l'évolution du statut considérés comme indispensables à la réussite de notre groupe. Vous proposerez pour cela des solutions innovatrices qui contribueront au succès de notre politique d'entreprise.

Votre mission impliquera de nombreux contacts avec les différentes équipes de notre Direction des Ressources Humaines, et selon les études à mener, avec les décideurs et les partenaires sociaux.

30 ans environ, de formation Grande Ecole (Ingénieurs, Commerce, Sciences Politiques...), doublée d'une première expérience dans l'audit ou la fonction personnel, votre capacité d'innovation et votre goût du contact vous permettront de réussir pleinement dans cette mission évolutive.

Pour parler ensemble de ce poste, merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la référence B884 F à :

SdB CONSEIL
1, rue de Chazelles
75017 Paris.



SOURCES

DEVELOPPER LA "BANQUE D'AFFAIRES" EN PME-PMI.

Nous sommes une Banque à taille humaine bien implantée en Région Parisienne et proposons nos services aux entreprises et aux particuliers. Nous offrons aux entreprises (PME-PMI et Grandes entreprises) la gamme classique des services bancaires et souhaitons compléter nos prestations en devenant une Banque d'Affaires pour PME-PMI. Pour mener à bien cette stratégie, notre Direction des entreprises recherche deux nouveaux chargés de clientèle (senior).

Nous vous confierons un portefeuille d'entreprises d'un même secteur d'activité, auprès desquelles vous développerez des services allant de la banque classique à l'ingénierie financière. Du développement des "ressources à vue" aux montages financiers les plus sophistiqués, rien ne doit échapper à votre éventail de propositions. Pour réaliser des prestations de qualité et afin de vous rendre plus crédible auprès de vos clients et prospects, votre collaboration commencera par une immersion totale au sein de votre secteur d'activité.

De formation supérieure économique et commerciale (Maîtrise de Gestion, DESS, IAE, Ecoles de commerce...), vous possédez, à 35 ans environ, une expérience significative de l'exploitation bancaire. Vous avez fait vos premières armes auprès des grandes entreprises et vous sentez prêt à dupliquer votre savoir-faire à un tissu de PME-PMI. Si vous souhaitez partager notre qualité de vie et nos valeurs-clé (simplicité, équilibre personnel et innovation technique), merci de bien vouloir adresser votre "argumentaire professionnel" sous référence CCM à notre conseil : Josiane Agard Développement - 67, Avenue Georges Mandel - 75116 Paris

SOURCES

Josiane Agard Développement

Important Réseau National de Professionnels nous sommes leader sur notre marché :

L'IMMOBILIER

Dans un contexte concurrentiel, notre objectif est triple :

L'EUROPE

Accélérer
LA MUTATION
de la Profession

Développer
et améliorer
LES PERFORMANCES
de nos équipes.

CONSULTANT-FORMATEUR

Acteur de changement

En relation avec la Direction Générale, interlocuteur privilégié des professionnels du réseau :

■ Vous savez **analyser les besoins** à partir d'informations recueillies sur le terrain.

■ Vous remettez en cause, éventuellement, l'existant et **concevez vos propres produits et outils de formation** adaptés à vos différents interlocuteurs (commerciaux, managers...).

■ Vous contribuez à l'essor de notre organisation en participant à la création d'une **ECOLE DE VENTE** et en élaborant son programme.

■ **Vous animez personnellement ces formations** auprès de petits groupes spécialisés et vous savez créer, grâce à votre sens de la communication, un climat de confiance et d'adhésion qui fera le succès de vos interventions.

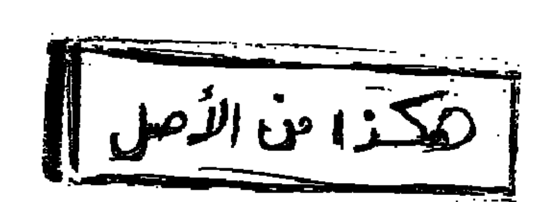
Agé de 30 ans environ, vous avez une formation supérieure de type commercial (Bac + 2 ou 3...) et éventuellement en Ressources Humaines, une expérience d'au moins 4 ans de préférence en secteur banque/assurances..., de bonnes connaissances de tous types et méthodes de formation.

Créatif, relationnel, vous souhaitez participer à nos projets ambitieux et passionnants ?...

Alors, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à notre Conseil : Sophie Guénot - MEDIATEAM (Réf. 351) - 15, rue de Vanves - 92100 BOULOGNE.

MEDIATEAM





هكذا من الأصل



Filiale française du Groupe international **MOORE**
LEADER DE LA COMMUNICATION PAR L'IMPRIME C.A. 1 Milliard de F. 1.800 personnes dont 200 commerciaux.

LA COMMUNICATION PAR L'IMPRIME POUR FORMATEUR DE CARACTERE

Dans un premier temps, vous assurerez l'animation de stages existants.

Ensuite, votre analyse des besoins sur le terrain vous permettra d'optimiser notre programme de formation technico-commerciale.

En étroite collaboration avec notre Directeur des Opérations, vous saurez faire face à l'évolution technologique de nos produits pour donner à l'imprimé de gestion toute sa dimension.

Une étude marketing approfondie vous permettra de vendre et faire vendre à nos collaborateurs (force de vente, cadres commerciaux...) une approche nouvelle du conseil, de la gestion, de la production... en un mot du service.

A 30 ans environ, de formation supérieure, vous possédez les qualités inhérentes à votre fonction : ouverture d'esprit, écoute, charisme... des atouts que vous avez déjà mis à profit au cours d'une première expérience similaire, si possible transposable à l'industrie graphique.

Si ce challenge vous séduit, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à **MOORE FRANCE** - Service Recrutement - 22, rue de Sèvres - 92100 Boulogne-Billancourt.

QUAND FORMATION ENGENDRE QUALITE ...

Notre groupe, fort de 3000 ingénieurs et techniciens, est leader sur le marché du contrôle, du conseil et de l'assistance technique. Déjà fortement présent sur celui de la Formation Professionnelle Technique, nous voulons, dans un contexte national et international, développer nos prestations dans ce domaine tout en consolidant l'existant et confier cette mission à notre futur

RESPONSABLE FORMATION PROFESSIONNELLE

Basé à Paris, vous avez à coordonner, harmoniser, développer nos différentes démarches : du diagnostic des besoins - externes et internes - au suivi des réalisations en passant par la mise au point de supports pédagogiques. Interlocuteur reconnu de nos unités opérationnelles implantées sur tout le territoire, et des Institutions Extérieures, vous anticipez également, en liaison étroite avec votre hiérarchie, sur l'avenir : Force de proposition en terme de méthodologies, de programmes, d'outils, vous êtes associé à des projets d'envergure plus globaux dont nous sommes porteurs.

Votre longue expérience réussie, soit d'ingénieur, soit de responsable formation (en entreprise ou en conseil) vous a donné la crédibilité nécessaire.

De plus vos qualités d'analyse, de synthèse et de communication de même que votre bonne connaissance de la langue anglaise garantissent votre réussite.

Ecrivez dès aujourd'hui à notre conseil, Joël HAXAIRE, sous référence V/FOR/LM à :
R.P.C. - 34 rue de la Fédération - 75015 PARIS.

membre de SYNTEC

EuroPA



Raymond Poulain Consultants

A uditer différemment... PARIS

Département d'Audit d'une Société prestigieuse, notre équipe dépend de la Direction Générale. Par les missions qui nous sont confiées et la manière dont nous les conduisons, nous sommes des interlocuteurs reconnus dans l'ensemble du groupe (C.A. 5 Mds, nombreuses filiales en France et à l'étranger). Nous sommes chargés d'audits financiers opérationnels, d'audits d'acquisition et de mission de conseil en organisation. 2 à 4 années d'expérience dans un Cabinet d'Audit anglo-saxon vous permettent d'être techniquement opérationnel ; vos qualités relationnelles, votre capacité d'écoute, votre sens du terrain sont les meilleurs garants d'une évolution vers des fonctions élargies au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. à notre Conseil, sous réf. BD/3M2 : INFRAPLAN - 83, Boulevard Raspail - 75006 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

FORCE 5

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

Un thème d'actualité

Le GECOM est une association qui regroupe les industriels de la chimie des plastiques, des emballages plastiques, des eaux minérales, etc. Son but est de favoriser une meilleure gestion des déchets plastiques.

De ce fait, il est en liaison avec plusieurs organismes dont l'ANRED (Agence Nationale pour la Récupération et l'Elimination des Déchets).

JEUNE DIPLOME PASSIONNE PAR L'ENVIRONNEMENT 250 KF +

Mission : détaché par le GECOM auprès de l'ANRED, vous participez à des études micro ou macro-économiques sur les filières plastiques, vous assurez la veille technologique. Enfin, vous êtes le véritable interface entre le monde industriel du plastique et les ministères publics.

Nous vous offrons : • des contacts et des tâches diversifiés (administrations, collectivités, entreprises...) • la découverte du monde du service public dans un cadre européen • des possibilités d'évolution à moyen terme (3 ans) au sein du GECOM ou d'une des entreprises adhérentes.

Vous : 30 ans environ, formation grande école (gestion ou ingénieur), vous êtes sensibilisé à la fois aux problèmes d'environnement et industriels qui en découlent. Vous savez allier qualités relationnelles et diplomatie et appréciez une certaine autonomie. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et possédez de grandes facilités rédactionnelles.

Poste basé à Angers. 1 jour/semaine à Paris.

Conquis ? Alors adr. CV, photo et rém. s/réf 47.3685 LM, à MERCURI URVAL, 95 av. Victor Hugo - 92563 RUEIL-MALMAISON CEDEX.

Mercuri Urval

CONTESSE



Le Centre d'Echanges de Données et d'Informations du CREDIT AGRICOLE MUTUEL

filiale MONETIQUE et TELEMATIQUE

de la première banque française par son résultat et son bilan,
recherche pour son **Département Gestion des moyens de paiement**, un

Responsable du système de commande et de personnalisation des cartes de paiement émises par le Crédit Agricole

Il aura à :
- définir en tant que maître d'ouvrage les évolutions du système de commandes du **CREDIT AGRICOLE.**
- adapter nos spécifications aux normes internationales
- mener des études sur l'évolution technologique des cartes
- s'assurer de l'adéquation des processus et des matériels de personalisation de cartes aux besoins des Caisses Régionales
- veiller au respect des délais d'acheminement des supports et à leur qualité

Formation exigée : BAC + 5. Expérience appréciée dans le domaine de la carte de paiement.

*Lieu de travail : **St Quentin en Yvelines.***

Adresser lettre, CV, photo et prét. ss/réf.GMP/TC au ***CEDICAM — M. ALLOUF Jean-Louis,***
Les Quadrants, 3 avenue du Centre, 78182 ST QUENTIN EN YVELINES CEDEX.

PUBLIVAL







Notre position de leader : le reflet d'une politique commerciale dynamique

Avec deux marques, Audi et Volkswagen, V.A.G France est le premier importateur automobile français. Au-delà de la qualité de ses produits, c'est avant tout le dynamisme de ses équipes et les investissements destinés à soutenir leurs actions qui permettent à V.A.G France de défendre ses positions sur son marché.

Formateur

Au sein de l'équipe Formation, vous saurez élaborer la démarche, le contenu et les outils des stages que vous animerez auprès de nos concessionnaires et de nos forces de vente. Vous assurerez également le suivi pédagogique dans nos concessions.

De formation Bac +4/5 (type ESC), avec une expérience de 2 à 3 ans de la vente ou de la formation, vous êtes très motivé par le marché automobile. Votre capacité d'analyse, votre méthode et votre rigueur ne sont plus à prouver. D'un tempérament curieux, vous saurez allier créativité et pragmatisme.

Prêt à vous mobiliser avec nous ? Adressez votre candidature à la Direction du Personnel et des Relations Sociales, BP 64, 02601 Villers-Cotterêts Cedex.

V·A·G

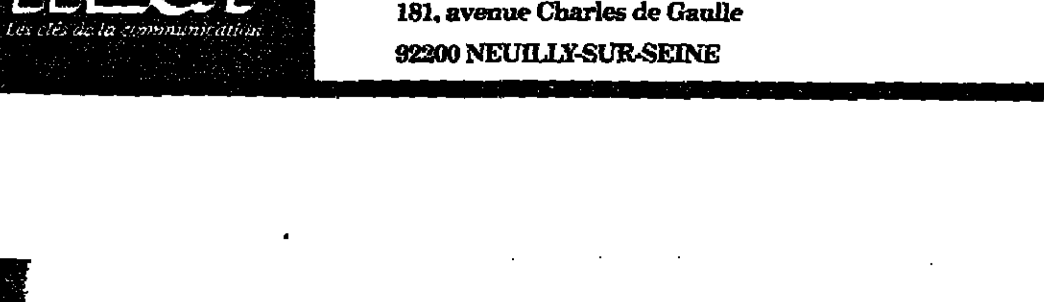
UNE IMAGE, DEUX MARQUES

MEDIA-SYSTEM



Nous sommes le Numéro 1 sur le marché des équipements terminaux de communication.

Télécopie
Eurosignal
Alphasignal



Nous préparons l'avenir... et vous?

Pour accentuer notre avance dans les équipements terminaux de communication, pour assurer le développement de nos gammes face aux challenges techniques de l'informatique et du RNIS et bien sûr face à la compétition européenne, nous recherchons :

1 Chef de Produits Télécopie Bureautique
1 Chef de Produits Radiocommunication

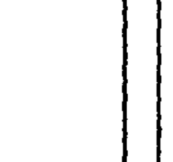
Responsables des résultats de leur ligne de produits, ils participent à la définition et à la mise en œuvre du marketing-mix ; proposent les améliorations nécessaires à l'évolution de leur gamme ; enfin ils assistent et forment la force de vente.

De formation commerciale supérieure, possédant une bonne maitrise de l'anglais, vous bénéficiez d'une expérience de 3 ans dans la vente de biens d'équipements.

Notre conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui votre dossier de candidature et votre niveau de rémunération s/réf. 114M à

ALPHA CDI
181, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY-SUR-SEINE





ALPHA CDI

CONTESSE

7 MAI 1990. CHANGEMENT DE LOCAUX ET CHANGEMENT DE LOGO.

RSCG CARRIERES



2-4, RUE ROUGET DE LISLE - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
TELEPHONE : 40.93.00.19 - TELECOPIEUR : 40.93.52.06
PARIS LYON LILLE RENNES STRASBOURG

ROUX SEGUELA CAYZAC & GOUDARD







Le premier constructeur immobilier des D.O.M. recherche son



Adjoint au directeur général

360 personnes/13 500 logements en gestion

Votre mission : en collaboration étroite avec le Directeur Général, vous vous attacherez à la définition, la mise en place et le contrôle de la politique générale et de l'organisation de l'entreprise. Vous serez plus particulièrement chargé de la coordination des services techniques (Foncier, Programmation, Travaux, Commercialisation, Entretien).

Votre profil : âgé d'environ 40/45 ans, vous êtes diplômé d'études supérieures (Bac + 5) et de préférence ingénieur à orientation Génie Civil, vous avez une expérience confirmée d'environ 10 ans dans le secteur de la construction ou de l'aménagement urbain à un poste de responsabilités.

- Vous avez avant tout de réelles capacités de propositions, d'initiatives et d'organisation.
- Habitué à manager, vous êtes homme de bon sens et d'innovation.
- Efficace dans la gestion des hommes et des tâches, vous êtes aussi un excellent "Relations Publiques".

Envoyez C.V. + photo sous réf. P290AV au Florian Mantione Institut, Conseil en Recrutement, 39 rue Etienne Marcel, 75001 Paris ou consultez la définition de fonction sur Minitel 3615 code SOFTEL.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

MMG PATRICOF CONSEIL

Résultats, productivité, performance... Un conseil très opérationnel.

Implantés en Europe et aux Etats-Unis, nous sommes actifs dans trois domaines : le venture capital, dont nous sommes l'un des leaders, le conseil financier et le conseil en management. C'est dans cette dernière division que nous souhaitons vous intégrer. Nos interventions très "result-oriented" s'étendent à tout ce qui est audit et transformation des structures et des organisations, gains en termes de qualité, d'efficacité, de productivité. Notre approche, originale et pragmatique, ne se résume pas à la production d'un beau rapport, mais résulte d'un travail sur le terrain en collaboration avec les opérationnels.

Diplômé(e) d'une de nos grandes écoles d'ingénieur ou de gestion, que vous avez peut-être complétée par un 3e cycle, vous totalisez aujourd'hui 3 à 5 années d'expérience, au moins en partie dans un cabinet de conseil. A l'aise dans les contacts à tous niveaux, vous aimez analyser, structurer, argumenter, convaincre. Vous voulez vous investir à fond au sein d'une petite équipe performante, dans un contexte très professionnel, où votre autonomie et votre évolution seront à la mesure de votre contribution personnelle.

Elizabeth Morin, associée de Sirca, traitera confidentiellement votre candidature et étudiera avec vous votre adéquation à ce poste. Voulez-vous dans un premier temps lui écrire sous référence 072 527 LM au 140 Boulevard Haussmann - 75008 Paris. Merci de joindre votre résumé de carrière et de préciser votre rémunération.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

CHEFS DE PRODUITS INDUSTRIELS

La maîtrise des fluides

Le groupe TROUVAY & CAUVIN (chiffre d'affaires 1,5 milliard de francs, 1350 personnes), implanté en France et à l'étranger, spécialisé dans la fabrication et la distribution de matériel industriel (robinetterie, tuyauterie et accessoires...) a acquis une excellente notoriété internationale. La direction marketing de sa division robinetterie recherche deux chefs de produits. Vous prendrez en charge le développement et la gestion d'une gamme de produits destinés principalement aux marchés du pétrole et du gaz, de la chimie-pétrochimie, l'ingénierie, l'industrie agro-alimentaire, le nucléaire. Vous mènerez vos actions en relation constante avec le réseau de vente ainsi qu'avec la fabrication et la recherche développement. Diplômé d'une école supérieure de commerce et muni d'une expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel, ou ingénieur ayant acquis 3 à 5 ans d'expérience commerciale, vous faites preuve de qualités de rigueur, de créativité et d'initiative. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Les possibilités d'évolution seront à la mesure de vos résultats et de la dimension internationale du groupe. Ces postes sont basés à Asnières (92). Ecrivez à Christine BERNET en précisant la référence A/S8529M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.51.** (PA Minitel 36.15 code PA)





Ingénieur Matériaux Physique - Chimie

ESSILOR

L'un des Leaders Mondiaux en optique et lunetterie ESSILOR a choisi d'être toujours à la pointe de la technologie et de privilégier la recherche et la participation des hommes.

De formation Ingénieur ou universitaire (Sciences des Matériaux, polymères) vous êtes essentiellement motivé par la recherche et l'innovation, tout en étant également très proche des résultats débouchant sur des applications concrètes.

Au sein de notre département R. et D., nous vous proposons de participer à l'étude et à la mise au point de produits originaux de haute performance et bien sûr à la mise en œuvre de technologies nécessaires à leur élaboration et à leur transformation.

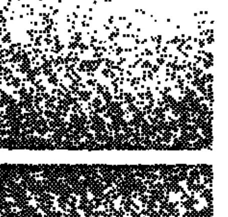
Vos qualités de rigueur jointes à une curiosité toujours en éveil face aux nouvelles technologies vous donnent de bons atouts pour réussir au sein d'une équipe pluridisciplinaire fortement motivée.

Lieu de travail : **SAINT MAUR.**

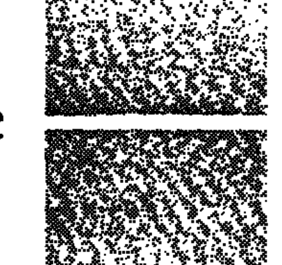
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la réf. IMPC/LM à :

ESSILOR INTERNATIONAL - Service Recrutement Ingénieurs et Cadres 1, rue Thomas Edison Echat 902 - 94028 CRETEIL cedex.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL DIVERSIFIÉ RECHERCHE POUR L'UNE DE SES FILIALES :



Adjoint au Responsable du Personnel



De formation supérieure (Sciences Po, ESC...), vous avez acquis une première expérience en milieu industriel.

Vous assisterez le Responsable du Personnel d'une filiale industrielle nouvellement créée, spécialisée en mécanique. Vous prendrez en charge le recrutement, la formation et participerez aux relations avec les partenaires sociaux dans le cadre d'une politique groupe particulièrement innovante.

Votre évolution professionnelle à partir de ce poste basé en Province (région Rhône-Alpes) pourra ultérieurement se dérouler au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre + C.V. sous réf. 77495 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.



Exporter nos produits avec votre talent !



Filiale du Groupe A.O.I.P. (500 personnes), nous étudions et fabriquons des instruments de Mesure. Présent dans plus de 30 pays, A.O.I.P. MESURES est l'un des tout premiers industriels européens dans le domaine des mesures électriques et physiques. Pour répondre à notre vocation internationale, nous recherchons un

Responsable de zone

Rattaché à la Direction Commerciale et en étroite relation avec le Directeur Général, vous avez pour missions de:

- *définir l'ensemble de la politique commerciale des distributeurs et optimiser leurs résultats par un suivi terrain,*
- *développer de nouveaux marchés, produits et implantations,*
- *animer la structure Export.*

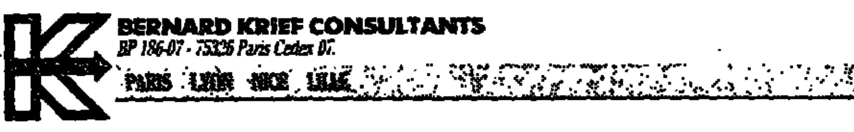
A 30 ans environ, de formation BTS ou DUT (Electronique, Electrotechnique, Automatisme), vous souhaitez valoriser votre expérience et votre potentiel où responsabilité, tenacité et curiosité technique sont vos atouts pour réussir.

La maîtrise de l'anglais est impérative; l'allemand est souhaité.

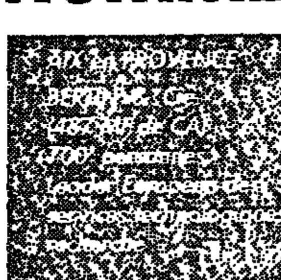
Formation assurée. Poste basé à Evry.

Merci d'écrire avec lettre, CV, photo et prétentions sous réf. S004307.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
BP 186-07 - 75326 Paris Cedex 07.
PARIS LYON NICE LILLE







RESPONSABLE DES CONTRATS

De formation juridique (Droit Privé, Droit des Affaires), votre mission est la suivante :

Sous l'autorité du Responsable Administratif, vous préparez des accords de coopération, contrôlez les propositions commerciales et les projets de marchés. Vous assistez les divisions opérationnelles dans leurs négociations avec nos clients ou partenaires.

Après une période de formation initiale, vous organisez votre travail et la gestion de vos dossiers.

Vous justifiez d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans un service contrats d'une entreprise.

L'anglais courant (négociation et rédaction) est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence RC/LM à BERTIN & Cie - Service DRS - BP 22 - 13762 LES MILLES CEDEX

BERTIN ET COMPAGNIE
LES TECHNOLOGIES GAGNANTES

DELEGUE GENERAL
"communicant et fédérateur"

Nous sommes une importante organisation professionnelle de la distribution (13 000 points de vente ; 80 milliards de Chiffre d'Affaires).

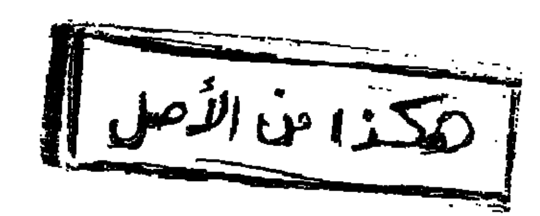
Votre rôle : Assurer la direction générale opérationnelle de notre organisation. Négocier avec les pouvoirs publics. Développer l'image des affiliés par des relations publiques à tous les niveaux. Participer activement à l'évolution de nos métiers (tant en France qu'à l'étranger). Animer une équipe de collaborateurs permanents.

Votre profil : Agé d'au moins 38 ans, vous justifiez d'une formation de type Science-po ou équivalent. Par une expérience de généraliste, vous avez confirmé votre prédilection pour un métier aux compétences multiples : commerce, négociations avec les pouvoirs publics, juridique, relations publiques...

Vos qualités pédagogiques, d'écoute, de communication et votre motivation seront bien sûr d'indispensables atouts pour réussir dans cette mission délicate.

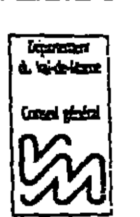
Si cette offre vous concerne, adressez votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) sous référence DGLM 1605 à notre conseil qui le traitera en toute confidentialité. Groupe PANISSOD 109, rue de Turenne 75003 Paris.





هكذا من الأصل

Le Monde des Cadres



Le département du Val-de-Marne
Budget : 4 210 000 000
Population : 1 300 000
5 200 agents

recrute

SON DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX

Condition :
être titulaire du cadre d'emploi d'administrateur.

Envoyer votre candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :
Monsieur le Président du Conseil Général du Val-de-Marne
Avenue du Général-de-Gaulle
94011 Créteil Cedex

avant le 31 mai 1990, le cachet de la poste faisant foi.

Diriger une équipe de consultants à Orléans

Développement Technologie Gestion Export

Dans cet établissement public vous aurez pour mission de gérer et d'animer un service (10 pers.) dont la vocation est de conseiller et d'assister les PMI régionales dans de nombreux domaines (création, transmission, technologique, développement, export...). A 40 ans au moins, de formation supérieure, vous avez acquis une solide expérience de la gestion d'entreprises et si possible de l'export pour le montage de missions d'industriels à l'étranger. Enfin vous maîtrisez bien l'anglais et vous vous imposez par vos qualités d'homme de terrain très relationnel et bon organisateur.

Merci d'écrire à notre conseil : Rémy OPPERT
IPPA, 57 rue d' Amsterdam 75008 PARIS,
sous réf. 4010 M en précisant votre rémunération et en joignant un C.V. détaillé et une photo.

IPPA

ASSISTANT(E) DU PRESIDENT ET CHARGE(E) DE LA COMMUNICATION


GROUPE HOCHE

Nous sommes un Groupe Immobilier en très rapide expansion, 1 milliard de C.A.

Nous vous offrons un poste d'Assistant(e) du Président, qui vous permettra une vue globale sur la marche de l'entreprise. Parallèlement vous serez responsable de la création et de la promotion d'une politique de communication interne et externe.

Vous avez une formation supérieure (Sciences Po, Ecole Commerciale, Agrégation Lettres, etc...) une expérience dans l'assistanat de Direction et la Communication, vous pratiquez TTX et *micro-informatique*. Votre sens des contacts à haut niveau, votre rigueur d'organisation, votre enthousiasme vous permettront de réussir dans un environnement très performant.

Lieu de travail : Paris VIIIe - Rémunération élevée pour candidat(e) de premier plan.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo et *CV détaillé précisant votre rémunération actuelle* à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion, sous la réf. 11801/M.
CEGOS Département Recrutement
Tour Chenonceaux - 92516 BOULOGNE Cedex.

cegos
Bruxelles · Lisbonne · Londres · Madrid · Milan · Paris

Membre de Syntec

IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC DU SUD-EST
recherche son

DIRECTEUR PORTS ET CENTRES ROUTIERS

Rattaché hiérarchiquement au Directeur Général Adjoint de l'Etablissement, il sera Responsable de la gestion et du développement de nos Ports et Centres Routiers, *c'est-à-dire* :

L'étude et la conduite des programmes d'investissements (plus d'un milliard de francs sur 5 ans) ;
L'élaboration des plans de financement ;
L'ensemble des relations avec l'Administration, les Collectivités locales et les autres partenaires publics et privés ;
Le management des équipes placées *sous* son autorité (100 personnes).

Le candidat retenu sera un professionnel de haut niveau ayant l'expérience d'une fonction similaire et d'excellentes qualités d'organisation et de management d'équipes.

Adresser les candidatures sous n° 8907
Le Monde Publicité,
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS

ORGANISME DE FORMATION
recherche pour son Centre de Ressources Documentaires, une

Documentaliste

Outre les missions traditionnelles liées à la fonction, votre action portera plus particulièrement sur :
• la publication d'une revue bibliographique destinée aux professionnels de la formation,
• la mise à jour d'un *service documentaire* télématique.

Entre 25 et 35 ans, vous bénéficiez d'une expérience de 2 ans minimum, acquise si possible dans le domaine de la formation.
Goût du contact, capacités relationnelles doublées de réelles qualités d'analyse et de synthèse sont des *atouts indispensables* pour réussir.
Vous souhaitez nous rencontrer au plus vite, adressez lettre manuscrite, C.V. et photo à Isabelle CASTAGNE, Responsable des Ressources Humaines UNAPEC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIAPA



RECHERCHE

LE DIRECTEUR DE SON FOYER-RESTAURANT

implanté à PARIS (porte de la Chapelle)

Pour coordonner cette structure de 69 lits, qui a pour vocation d'accueillir temporairement des personnes dans le cadre de la **mobilité professionnelle**, les candidats *devront présenter des références* universitaires, professionnelles et personnelles.

Titulaires d'un diplôme de **niveau licence au minimum**, dans les domaines du **droit, de l'économie, du commerce ou de la gestion**, ils devront en outre, avoir exercé des fonctions comparables et démontré leur savoir-faire dans un ou plusieurs organismes de ce type.

Outre sa formation et sa technicité, le directeur de ce foyer-restaurant est aussi un homme ou une femme ayant un **sens relationnel** très poussé.

Disponible et ouvert, il est également doté de qualités d'**animateur** reconnu tant par l'équipe d'une vingtaine de collaborateurs qu'il aura à gérer que pour les personnes qu'il sera amené à accueillir.

Les candidats (es) devront adresser leur demande manuscrite précisant leurs prétentions, accompagnée d'un curriculum vitae et d'une photo d'identité à
LA REPRÉSENTATION DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA RÉUNION
3, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.



Leader Mondial des Céréales Prêtes A Consommer recherche pour son siège France et Benelux basé à Rosny-sous-Bois (93), un

CHARGE D'ETUDES LOGISTIQUE

Au sein de la Direction Logistique, vous coordonnerez et contrôlerez l'activité logistique des prestataires belges et néerlandais (étude - suivi journalier des arrivages - livraisons - gestion des stocks)

Vous travaillerez également a l'amélioration et au développement des procédures de fonctionnement logistique.

Agé(e) d'environ 25-30 ans, de formation supérieure (Bac + 5 Universite Grande Ecole), vous êtes débutant(e) ou vous avez 2 à 3 annees d'expérience acquises en logistique.

Maitrisant parfaitement l'anglais, connaissant la micro-informatique (Lotus 1.2.3.) vos qualités relationnelles et votre personnalité *vous permettront de progresser* au sein d'un groupe en pleine expansion.
Deplacements frequents.

Adresser CV + photo + rémunération actuelle
a HELP INTERNATIONAL
8 rue de Louvois, 75002 PARIS
sous réference KEL 93.

Avec Kellogg's, la journée commence bien !

Morillon Corvol

SABLIÈRES ET ENTREPRISES

Important groupe production de granulats,
nous recrutons

pour le Service Foncier de la Zone ILE-DE-FRANCE

LE CADRE susceptible de devenir à terme le Responsable de ce service.

Vous êtes avant tout rompu aux négociations à tous niveaux (administrations, élus, agriculture), jeune mais pas *débutant*.
De formation T.P., géologue, géographe, *juriste*, géomètre.
Votre *adaptabilité* et votre dynamisme vous permettront d'intervenir rapidement à la base de notre métier.
Merci d'adresser votre candidature avant le 15 JUIN 1990 (lettre manuscrite, C.V., prétentions) à S.E. MORILLON CORVOL chemin de l'Epine-Blanche, 77440 Congis-sur-Therouanne.

Comité d'expansion du pays des Olonnes
RECRUTE

1 PERMANENT

pour sa promotion économique

Facultés relationnelles.
Ayant capacité à définir et mener à bien un projet.

Profil :
– Formation universitaire.
Grande école ou bonne expérience économique et administrative (anglais obligatoire, allemand apprécié).
– Grande disponibilité nécessaire.
– Connaissance des logiques administratives et d'entreprises.
– Sens des relations et des contacts.

Rémunération : fonction expérience et capacité.

Adresser lettre *manuscrite*, C.V. + *photo*
au plus tard le **31 mai 1990**
à Monsieur le Président du CEPO -
17, rue Nationale, BP 391
85100 Les Sables-d'Olonne.

L'ÉCOLE NATIONALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
recrute

un ÉCONOMISTE

chargé d'assurer des activités de formation, conseils, recherche, pour renforcer son potentiel en économie de la santé.

Profil souhaité :
– Formation en économie (minimum DEA ou DESS).
– *Intérêt pour le domaine de la santé*, l'aide à la décision, la planification, le calcul économique.
– Volonté d'associer une activité de recherche et de conseil à l'enseignement.
– Ouverture à la pluridisciplinarité et à l'orientation professionnelle de l'enseignement.

Les candidatures accompagnées d'un c.v. sont à envoyer à :

Monsieur le Directeur – École nationale de la Santé publique
Avenue du professeur Léon-Bernard – 35043 RENNES CEDEX
Avant le 10 juin 1990

Pour toute information complémentaire, s'adresser à :
Monsieur Michel FROSSARD par courrier à l'adresse ci-dessus ou par téléphone au 99-28-28-50.



GROUPAMA
ASSURANCES

Recherche pour son siège de LILLE

JEUNE CHARGE DE LA COMMUNICATION EXTERNE H/F

Au sein de l'équipe marketing, le candidat aura en charge les dossiers **sponsoring, mécénat et relations presse.**
La conception, le secrétariat de rédaction et la gestion du journal externe de l'entreprise, destiné à *notre clientèle*, lui *seront* également confiés. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, **débutant ou première expérience**, disposant d'un bon *esprit d'analyse et de synthèse*, du **sens des contacts et de la négociation.**
Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions et CV sous réf. 1014 M à notre Conseil.

Corinne Van Loey 39, rue Amiral Mouchez 75013 PARIS

GESTION ADMINISTRATIVE DU PERSONNEL.

.. UN TREMPLIN VERS LA DRH

Notre société, fortement internationalisée et partenaire de l'automobile, est implantée au Nord-Est de la Bourgogne. Notre très belle croissance actuelle nous incite à plusieurs créations de postes. Nous souhaitons des hommes enthousiastes, car nous le sommes !

Adjoint immédiat du Responsable du Personnel, vous participerez à la définition et à la mise en œuvre de la gestion des ressources humaines et vous contribuerez à la conception et au développement de la politique sociale de la société. Ce poste est destiné à évoluer vers *de plus larges responsabilités*. Il s'adresse à un professionel d'une trentaine d'années, de formation *supérieure*, actuellement très rodé à la gestion administrative du personnel dans l'industrie.
Merci d'adresser lettre, CV + photo, sous réf. 4752, à Managing
Informations Minitel 3616 : code Managing.

MANAGING
40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG
Tél. 88.36.12.00

MEDIAPA

Le Conseil général de la Mayenne
(Laval)
RECHERCHE

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

Avec minimum 5 ans de pratique professionnelle de la communication institutionnelle (de préférence dans une collectivité locale ou territoriale).
Envoyer, **avant le 15 juin 1990**, dossier avec lettre manuscrite, C.V., prétentions, photo à :
Monsieur le Président du Conseil général
Hôtel du département, *Service* du personnel
39, *rue* Mazagran, 53018 Laval Cedex.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC PARIS
recherche

UN CONSEILLER EN FORMATION

- 30 à 35 ans environ ;
- prospection et conseil aux entreprises ;
- aptitudes commerciales ;
- relations avec les organismes de formation ;
- *formation supérieure* ;
- expérience milieu industriel souhaitée ;
- connaissance de la règlementation sur la formation continue.

Ecrire avec lettre manuscrite, c.v., photo, sous le n° 8904
Le Monde Publicité – 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

GROUPE IMMOBILIER PARIS 9e
recherche

CADRE DE GÉRANCE LOCATIVE

Relations avec investisseur institutionnel

Professionnel confirmé, sens du contact, libre rapidement. Rémunération suivant expérience.

Envoyez lettre manuscrite + CV, photo et prétentions s/réf. 014 à : Francocip - 17, rue de la Banque 75002 Paris.

Le Monde des Cadres

ASSISTANT(E) PRESIDENT ET CHARGE DE LA COMMUNICATION



LE DIRECTEUR DE SON HOTEL-RESTAURANT

CAMIF

Notre métier : V.P.C., des catalogues et des magasins.
Notre dimension : C.A. 4 milliards, 1700 salariés, des filiales.
Recherchons pour notre ***Direction Communication Interne***

CHARGE H/F D'ETUDES DOCUMENTAIRES

Animateur d'une petite équipe, vous participez à la gestion de l'ensemble des activités du service documentation. A l'écoute des utilisateurs, vous développez plus particulièrement les recherches et l'informatique documentaires.
De formation supérieure (INTD, DESS Documentation) complétée par une expérience professionnelle, vous avez comme qualités personnelles reconnues le dynamisme, la rigueur, l'écoute, le sens de l'anticipation et de réelles capacités managériales.
Ce poste est à pourvoir à NIORT.



Adressez votre dossier de candidature (C.V. + photo + prétentions) s/réf. 1508 à la Direction du Personnel - CAMIF. Trévins de Chauray 79045 NIORT Cedex.

ORC

Spécialiste en gestion immobilière et transactions

Vous maîtrisez aujourd'hui parfaitement l'ensemble des aspects (juridiques, administration, urbanisme) se rapportant à la propriété foncière et à la gestion immobilière.

Votre expérience vous a également permis de développer votre sens du contact, votre goût de la négociation et votre capacité à travailler en équipe.

Rejoignez la Direction de la Gestion Immobilière et Transactions du Crédit Commercial de France, banque privée, innovatrice et à taille humaine.

Responsable d'un secteur géographique, vous serez chargé d'y assurer la gestion de notre patrimoine foncier et locatif (baux commerciaux, propriétés, contentieux, négociations et transactions).

30-35 ans environ, une formation DEA Droit Privé, si possible doublée d'une spécialisation immobilière (type ICH) et une expérience confirmée (3/4 ans) de la gestion immobilière et de la micro-informatique acquise au sein d'un cabinet administrateur de biens ou d'une grande entreprise font de vous un candidat opérationnel et autonome.

Pour vous associer à nos ambitions nous souhaiterions vous reconnaître des qualités de rigueur, d'initiative et de dynamisme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence B 884 E à :

SdB CONSEIL
1, rue de Chazelles
75017 Paris.



FOURCE

Directeur Régional

Filiale de REDLAND AGGREGATES, l'un des tous premiers producteurs mondiaux de matériaux de construction, REDLAND GRANULATS représente en FRANCE déjà 400 personnes, 30 sites et un tonnage multiplié par 8 en moins d'un an.
La mise en place progressive de nos structures, nous amène à créer à LYON un poste de :

En accord avec la politique générale du groupe, vous vous impliquerez totalement dans la gestion commerciale, foncière et technique et dans le développement de votre région (actuellement 3 sites, 2 millions de tonnes).

Vous êtes du métier, ou vous vous en approchez. Bon gestionnaire, homme d'action et de dialogue, vous saurez rapidement vous intégrer à une équipe de direction motivée, et fédérer auprès des responsables de sites un courant stimulateur.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous référence M02/3 à :

La Direction des Ressources Humaines
Cité DESCARTES - 6 allée Lorentz
77436 CHAMPS SUR MARNE



FOURCE

ISL CONSEIL • FK DEVELOPPEMENT • COGEF CONSEIL

Groupe Cogef — l'enthousiasme !

Notre Groupe : Conseil en Entreprises, fédère trois sociétés et réalise 40 MF de CA.
Nos métiers : stratégie et management ; communication interne ; ressources humaines ; qualité ; organisation, développement et formation commerciale ; ingénierie de formation ; conception d'outils pédagogiques.
Nos clients : les plus grandes entreprises françaises et internationales, le secteur public : administrations centrales et collectivités territoriales.
Notre ambition :
- Devenir l'un des 1ers Groupes Européens de Conseil et de Formation.
- Développer une réflexion prospective sur le management des organisations.
- Offrir à chacun les conditions de son épanouissement personnel (formation, autonomie, responsabilité...).

Nous recherchons :

Directeur de Clientèle

Après 8 années d'expérience en entreprise et en cabinet, vous êtes expert d'au moins trois de nos métiers. Vous apporterez une clientèle et la développerez. Vous gérerez des budgets de conseil, d'étude et de formation. Vos qualités d'écoute, de rigueur, de chaleur et d'autonomie, vous porteront vers des responsabilités de partenaire associé. (réf A)

Consultants en Formation

Vous avez acquis une expérience d'au moins quatre années de la formation au management, à la communication et aux techniques commerciales en entreprise ou en cabinet.
Vous aimez ce métier et êtes excellent animateur. Vous concevrez et animerez des séminaires de formation, au sein d'une équipe et réaliserez des outils pédagogiques (Kits, jeux, audiovisuels...). (réf B)

Consultants en organisation

Vous aimez le secteur public et avez deux années d'expérience dans le conseil. Vous maîtrisez notamment les outils de gestion, la mise en place et le suivi de tableaux de bord. Vous interviendrez dans les actions de modernisation pour ISL Conseil. (réf C)

Nous vous remercions d'adresser votre candidature et vos prétentions (ou vos propositions de partenariat) sous la référence correspondante à Eva Flanquart Groupe Cogef 175, rue Chevaleret 75013 Paris.

VOG

RESPONSABLE ACHATS

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL
recherche pour
son UNITE DE PRODUCTION située dans l'OISE

De formation Ingénieur Mécanique/Chimique, ou Commercial Supérieur, complétée de préférence par le M.A.I. vous avez acquis une expérience des Achats Industriels de 3 années minimum.

Vous vous exprimez parfaitement en Anglais et êtes très motivé par les problèmes de communication. Vous êtes également un créatif et avez le sens du challenge.

Nombreuses possibilités d'évolution au sein du Groupe pour candidat efficace et mobile.

Adresser CV + prétentions + photo (retournée) à : SODAE sous réf. BWC/JL



62, Bd du Maréchal Joffre
92340 BOURG LA REINE

ESSCA

ECOLE SUPERIEURE DES SCIENCES COMMERCIALES D'ANGERS

L'Ecole Supérieure des Sciences Commerciales d'ANGERS accroît son implantation régionale.
Dans ce contexte, nous souhaitons intégrer à l'équipe pédagogique un

Professeur permanent en techniques quantitatives

4 jours par semaine

Vous assumerez des interventions en formation première, mais aussi en formation continue, "Etudes et Recherches".
La pratique de l'outil informatique est indispensable.
Merci d'adresser votre candidature à Mr POTHIER, ESSCA, 1, rue Lakanal BP 2007, 49 016 ANGERS Cédex 01.

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

Jeune responsable recrutement

Filiale d'un grand groupe dans le domaine des services, nous sommes en pleine expansion et recherchons notre :

Très autonome, vous conduirez l'ensemble des recrutements de nos chargés d'assistance avec la responsabilité complète de la sélection (de l'annonce à l'intégration).
Votre formation supérieure en Sciences Humaines (DESS, Psycho-Prat, ...) est complétée par une première expérience professionnelle ou pré-professionnelle (stages) qui vous permet de bien maîtriser tous les aspects de la fonction.
Merci d'adresser un dossier de candidature, sous réf. DA/1M à notre Conseil : INFRAPLAN
83, Boulevard Raspail - 75006 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

FORCE 5

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

ACTIMAN

Présent à Lyon depuis 1987

Conseil en recrutement et Ressources Humaines

vous fait part de sa nouvelle adresse

Pour mieux faire face encore à l'internationalisation des marchés de l'emploi, Henri BLAQUIERE, fondateur d'ACTIMAN (1985) et Denis CHAM (Ingénieur Civil des Mines), responsable du bureau de Lyon, sont heureux de vous annoncer l'association d'ACTIMAN à un réseau international de correspondants déjà implantés à Lausanne, Munich, New York et Zurich.

ACTIMAN Lyon
10, Place Charles Béraudier - 69428 LYON Cedex 03
Téléphone : (16) 78.53.74.74 - Télécopie : (16) 72.34.17.94

251 Bd Péreire - 75017 Paris

Actiman

Chimie Analytique

Labo professionnel de l'AGRO-ALIMENTAIRE – Région Parisienne – de notoriété & compétence reconnues, offre un poste passionnant à un (e)

INGENIEUR CHIMISTE

Au contact de nos industriels, il développera notre activité de Surveillance Alimentaire ; pour cela, il réalise certaines analyses – chromatographies en phase liquide ou gazeuse, etc... – et détermine les moyens d'études appropriés au sein de son équipe.

Pour postuler, écrire avec CV. sous référence RC084/142 à

ALLIANCE Hommes & Entreprises
10, rue Jean Perrin
93330 Neuilly sur Marne.

Documentaliste H/F

PROGRESS, Conseil en recherche de dirigeants, un des leaders Européens, recherche pour accompagner son développement un

A 25 ans environ, de formation 3ème cycle (INTD ou DESS des techniques de l'information), vous avez acquis de bonnes connaissances en micro-informatique.
Vous possédez une première expérience et parlez anglais.

Vous constituerez des dossiers documentaires et mènerez des études de fond pour nos associés, à Paris et en Europe.

Par ailleurs, vous gérerez et développerez le fonds documentaire, en utilisant l'outil informatique et des banques de données extérieures.

Si cette opportunité vous interresse, envoyez votre candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. DOC/FG à François GILLE - PROGRESS 57, avenue Franklin Roosevelt - 75008 PARIS.

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

CITEVISION — TV par câble

Filiale de COMMUNICATION - DEVELOPPEMENT
Groupe CAISSE DES DEPOTS recherche

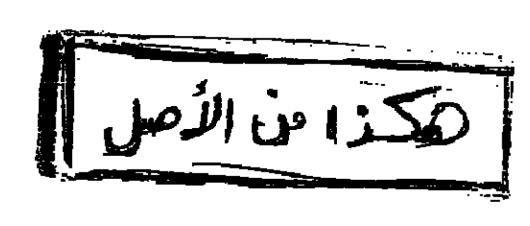
RESPONSABLE TECHNIQUE

Mission :
- Construction et exploitation réseaux
- Management de l'équipe technique
- Gestion des marchés et des budgets

Profil :
- Ingénieur
- ≥ 5 ans exp. réseaux vidéocom ou téléphone

Envoyer CV + lettre manuscrite + prétentions à
GRECOM 3, rue Stephenson - 78182 St Quentin Cedex

GRECOM



هكذا من الأصل

Le Monde des Cadres

Groupe Agro-Alimentaire performant
N° 1 sur son marché
recherche son

CHEF DU SERVICE ADMINISTRATION COMMERCIALE

- Rattaché du Directeur Général Adjoint, le titulaire du poste aura une formation BAC + 2, type DUT Gestion des Entreprises.
- Age de 30 à 40 ans, il *justifie d'une experience significative dans un emploi similaire.*
- Charge de l'organisation de la partie administrative du Service FRANCE et EXPORT, il est le relais entre les commerciaux et les services internes (logistique, informatique, comptabilité et achats) de l'Entreprise et *anime une equipe d'une dizaine de personnes.*
- Vous parlez Anglais et vous pourrez vous perfectionner dans cette langue.

Le Poste est basé près d'ANGERS

ML II conseil — Merci d'envoyer CV + lettre manuscrite + photo s/réf: 50560 à: M.L.2 Conseil 16, rue Jacques Dulud *92200 NEUILLY SUR SEINE*

OLC

Cabinet de Conseil en Développement des Ressources Humaines, nous sommes aujourd'hui leaders en France dans le domaine du recrutement d'informaticiens.

En complément de moyens de sélection reconnus pour leur fiabilité, nous avons mis en place des méthodes de recherche originales et performantes.

Souhaitant confirmer notre approche globale et notre spécialité, nous recrutons un

• Consultant expérimenté

Autonome et responsable de l'ensemble d'une opération de recrutement, vous prendrez en charge, depuis l'élaboration d'un projet, les phases de recherche, de sélection et d'intégration du candidat retenu. Vous interviendrez sur tous types et tous niveaux de postes.

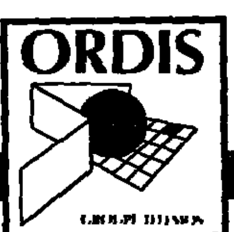
Dans le cadre d'un travail d'équipe, vous participerez activement au développement et à la promotion du Cabinet, en cohérence avec des accords de partenariat que nous proposons à nos consultants.

Vous bénéficierez au quotidien de moyens logistiques importants.

Au delà d'une formation supérieure, vous justifiez d'une expérience confirmée dans le domaine du recrutement, notamment d'informaticiens et vous souhaitez vous investir pleinement dans une activité en fort développement.

Olivier BALLU vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence BA-OR-CO.

CONSEIL EN RECRUTEMENT



13, RUE AUBER 75009 PARIS

Passionné par le fond,

vous saurez mettre les formes.

Dièse, agence conseil en stratégie et communication, recherche Jeune Diplômé (Grande Ecole de Commerce, Sciences Po) pour prendre en charge un puis plusieurs projets chez nos clients.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite et photo à Laurent DEMENE, Dièse, 6-8 Rue St SABIN 75011 Paris.



Pour sa filiale en France (rég. Paris ouest), important groupe européen, fabricant de produits métalliques de grande série, recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

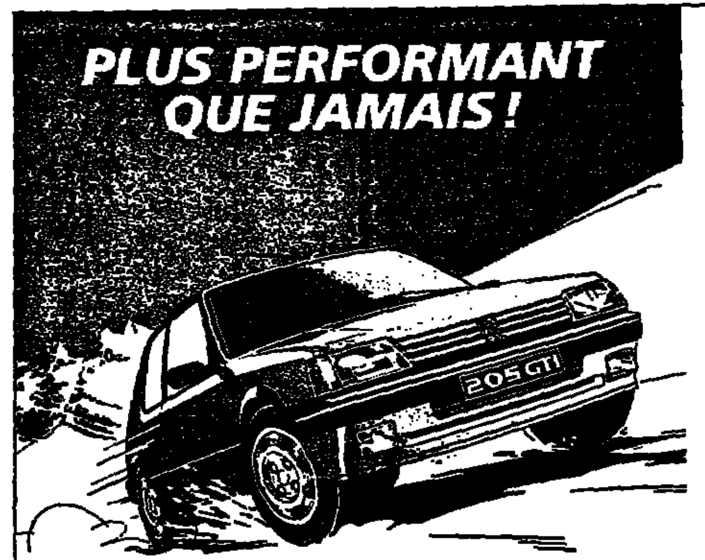
pour lui confier la future responsabilité des ventes aux clients OEMs et Equipementiers des secteurs automobile et électroménager.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de 28-35 ans, ayant déjà une (bonne) expérience de vente de produits industriels, une connaissance des problèmes liés à l'assurance qualité, et maîtrisant parfaitement l'anglais ou l'allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre *manuscrite, photo + prétentions*) à : El. ARNAUD (réf. FC) - 4, place Grimaldi, 06000 Nice, qui transmettra.

Le Monde de la Fonction Commerciale

PLUS PERFORMANT QUE JAMAIS !



Avec nous, relevez le défi des années 90

PSA : 153 milliards de francs de Chiffre d'Affaires et 159.000 personnes, la volonté et les moyens de devenir le premier constructeur européen.

CADRES GRANDES ÉCOLES

Créatif, enthousiaste, animé de l'esprit de compétition, vous êtes à la fois homme de terrain et de marketing.

Vous voulez exercer des responsabilités correspondant à votre formation et à vos aspirations.

Vous recherchez une société dynamique offrant une grande variété de postes formateurs dans un environnement professionnel stimulant. ***Alors, rejoignez notre***

DIRECTION COMMERCIALE

L'animation du réseau, les développements marketing ou l'organisation de la logistique et de nouveaux services à la clientèle constitueront votre première expérience.

Vos perspectives d'évolution seront à la mesure des objectifs ambitieux que nous nous fixons.

Venez gagnez avec nous, écrivez-nous :

AUTOMOBILES PEUGEOT
DCP/RES - Réf LM/DC
75, avenue de la Grande-Armee 75016 Paris

DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE

Participez à la conquête de notre cible : les 100 plus grandes entreprises mondiales

Paris - SALES TECHNOLOGIES INC, nous faisons partie du groupe DUN & BRADSTREET, n°1 mondial de l'information commerciale, nous créons notre filiale française pour renforcer notre très fort succès aux *Etats-Unis*, en *Grande-Bretagne et en* Allemagne. Nous sommes pionnier et leader dans la production et la mise en œuvre de progiciel d'aide à la vente (support des vendeurs en clientèle et gestion/animation des forces de vente). Nos clients sont les plus grandes entreprises dans les secteurs des biens de consommation, des produits pharmaceutiques, des produits chimiques et pétroliers, des services financiers... Nous cherchons notre n°1 commercial pour la France. Nous lui confions la responsabilité intégrale du développement commercial et marketing. Il répond au directeur des ventes Europe basé en Grande-Bretagne. Ce poste très évolutif et motivant s'adresse à un candidat âgé de 30 ans au moins, ESC ou équivalent, justifiant d'une expérience solide de chef des ventes ou de directeur régional dans une importante structure de vente. Anglais courant. Rémunération attractive + voiture. Si ce jump vous intéresse, merci d'écrire à Paul-André FAURE en précisant vos prétentions et la référence A/R9739M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.70. (PA Minitel 36.15 code PA)**

PA Consulting Group



- Vous êtes jeune
- Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole ou Universitaire
- Vous disposez d'une expérience d'environ 5 ans
- Vous avez de l'ambition
- Vous aspirez à élargir votre *horizon professionnel* et à plus de responsabilités

REJOIGNEZ LES EQUIPES COMMERCIALES D'UNE BANQUE INDUSTRIELLE A PARIS

Nous vous offrons :

UN POSTE D'EXPLOITANT COMMERCIAL

chargé de gérer et de développer un portefeuille de clients industriels, grandes et *grandes-moyennes entreprises, en France et en Europe.*

Généraliste, vous assurerez la relation globale avec vos clients et l'offre des produits et services de la Banque.

UN POSTE D'OPÉRATIONNEL

en matière d'ingénierie bancaire à l'échelle européenne :Financements d'actifs, LBO, Financements de projets, crédit bail...

Maitrise de l'Anglais dans l'un et l'autre cas

Si l'un ou l'autre de ces postes vous convient, envoyez sous référence n°4308, candidature manuscrite, curriculum vitae et photo, à

108 rue Saint Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra



Le GROUPE MICHEL FERRIER, un des leaders en Immobilier d'Entreprise, recherche pour sa filiale "PROMOTION REGION ILE DE FRANCE"

CHARGE D'AFFAIRES CONFIRME - H/F

Vous assurerez complètement les missions de maîtrise d'ouvrage déléguée en immobilier d'entreprise et logements.

Vous aurez la responsabilité du montage complet des opérations en maîtrisant les aspects de gestion et en assurant le bon suivi de la commercialisation.

Vous avez de préférence plus de 30 ans, une formation supérieure et une solide expérience professionnelle.

Poste basé à PARIS les ULIS.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) à notre Conseil
ALBATROS Consultant - Denis Cormons
51, Chemin du Vieux-Chêne - 38940 MEYLAN ZIRST.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE FABRICATION ET DIFFUSION DE PARAPLUIES recherche :



Responsable des ventes

grands magasins

Vous avez une expérience significative de la grande distribution.

Vos talents de négociateur vous amènent à négocier personnellement les référencements et les *promotions auprès de l'ensemble de la clientèle.*

30-35 ans, de formation supérieure ou autodidacte confirmé, autonome et ouvert, vous saurez saisir toutes les opportunités de développement.

La rémunération : fixe + primes, sera liée à votre valeur.

Localisation du poste : PARIS et périphérie, intégration immédiate.

Ecrire avec CV + prétentions à notre conseil :

MC2 MULTI CONSEIL (s. réf. PO74/COM)
34, bd Haussmann — 75009 PARIS



MULTI-CONSEIL



VOTRE RENDEZ-VOUS AVEC L'EMPLOI

L'UNIVERS DE LA GESTION

Administration - Finances - Comptabilité

CHAQUE LUNDI

(numéro daté mardi)

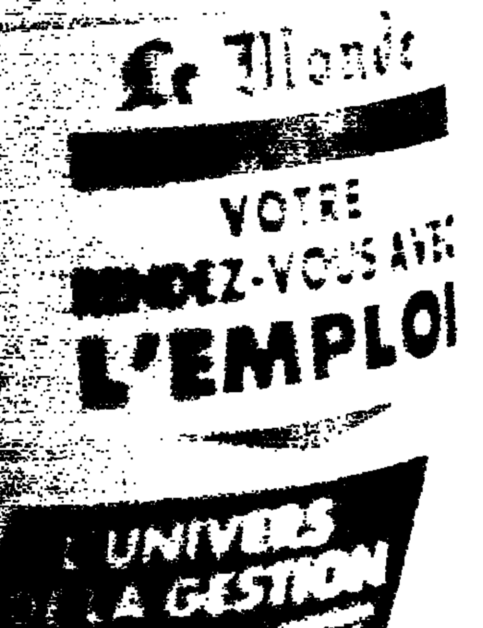
LE MONDE, point de rencontre des grandes ambitions

LE MONDE point de rencontre des grandes ambitions





Le Monde de la Fonction Commerciale



Ingénieurs débutants ou confirmés

Après les ponts, faites le pas pour l'enthousiasme en… 4 enjambées !

[illegible] 3 500 ingénieurs et cadres, consacrée à la maîtrise de l'énergie électrique [illegible] mobilisés par une stratégie d'efficacité industrielle et d'innovation technologique. [illegible] qui prolongent sur le terrain celui du Groupe. [illegible] qui font progresser notre CA de +15% par an [illegible] 14,6 milliards en 1989 [illegible]

Notre groupe bouge beaucoup !
Chaque terrain d'action est un espace de liberté pour nos ingénieurs commerciaux au service d'une clientèle diversifiée :

- Installateurs, tableautiers, prescripteurs pour nos activités basse tension.
- Ensembliers, industriels et EDF pour nos activités haute tension.
- SSII, PME-PMI, grands comptes pour participer à l'exceptionnelle croissance de notre activité onduleurs.

Notre image de marque est alors un formidable atout : les commerciaux n'ont guère à argumenter pour vendre le professionnalisme et la maîtrise technique du Groupe ! Autant de temps gagné pour comprendre les vrais besoins du client, le conseiller et développer nos ventes !
Tel est l'environnement de qualité que nous vous proposons de rejoindre en... 4 enjambées !

Vous êtes de formation ingénieur (ou éventuellement commerciale avec une expérience significative dans un domaine technique) ?

Vous êtes débutants et souhaitez mettre de votre côté le potentiel incontestable d'un parcours commercial chez Merlin Gerin ?
Vous êtes confirmés et décidés à trouver aujourd'hui, la dynamique et le professionnalisme d'une entreprise solide pour qui foisonnement de projets n'est pas synonyme de "presse-citrons" ?

Il n'est pas facile de vous présenter une telle diversité, sans doute parce qu'elle est unique !
Une raison de plus pour nous rencontrer !

Merlin Gerin est l'un des plus importants constructeurs mondiaux d'appareillages et d'équipements électriques. En informatique industrielle, automatismes, électronique, électrotechnique, le Groupe développe son professionnalisme et son enthousiasme pour garantir la fiabilité, la sécurité, la disponibilité de l'énergie électrique.

la maîtrise de l'énergie électrique



MERLIN GERIN

GROUPE SCHNEIDER

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence B MOND 441 à Merlin Gerin, Gestion Prévisionnelle des Cadres 38050 Grenoble.

Directeur des ventes administrations et services publics

SILEC

Située au sein de l'ensemble SAGEM-SAT-SILEC, notre entreprise réalise un CA de 1,8 milliard de Francs au travers de deux divisions : le câble électrique pour le transport d'énergie et les réseaux de télécommunication, et le matériel de signalisation. Aujourd'hui, notre directeur commercial souhaite recruter un collaborateur pour prendre en charge les ventes de câbles aux administrations et aux services publics. Après une période de formation aux produits et aux marchés, celui-ci remplacera l'actuel titulaire du poste proche du départ à la retraite. Responsable de la définition et de la mise en oeuvre de la politique commerciale vis-à-vis des grands clients comme FRANCE TELECOM, la SNCF, la RATP, la DEFENSE NATIONALE, il assure en particulier avec l'aide d'une équipe de technico-commerciaux la préparation des offres et la négociation des contrats, le suivi des relations, l'étude de nouveaux produits (contrats d'études). Ce poste, basé à **Paris**, convient à un ingénieur grande école (CENTRALE - SUPELEC - TELECOM ...) ou à un HEC, ESCP, etc, ayant une expérience commerciale réussie acquise au sein d'une entreprise de biens d'équipement électrique ou électronique, capable de négocier des contrats importants, s'inscrivant dans la durée. La pratique de l'anglais et si possible de l'allemand est nécessaire.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1138.90 M à notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

CB Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

LES CABLES DE LYON

Notre position de n° 1 mondial du câble avec 24 milliards de CA consolidé se traduit par une [illegible] internationale (30000 personnes implantées dans 20 pays, 65 % des ventes réalisées hors de France) et s'appuie sur une politique d'indépendance technologique par intégration et la compétence (installation de systèmes complets et maîtrise totale du produit). Notre croissance s'effectue pourtant dans le respect de l'identité de chacune des 50 sociétés du groupe dont les structures à taille humaine de nos 100 établissements industriels confèrent à chacun créativité, esprit d'entreprise et goût des responsabilités. Nous relevons chaque jour de nouveaux défis technologiques et nous souhaitons vous associer à notre expansion.

CGE

RELIER LES CONTINENTS ET LES HOMMES

INGENIEURS DE VENTE

Ingénieur de formation ou diplômé d'une école de commerce, vous possédez une première expérience commerciale acquise dans un environnement industriel.

Animateur d'un réseau de grossistes, vous participez au développement commercial de nos câbles de grande consommation auprès des installateurs et des utilisateurs.

Vous êtes autonome sur votre région et en relation avec des interlocuteurs de haut niveau.

Plusieurs postes sont à pourvoir sur Rennes (Réf. IV/3), Paris (Réf. IV/2), Lyon (Réf. IV/3).

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à la Direction des Relations Sociales, CABLES DE LYON, 30, rue des Chasses, BP 309, 92111 CLICHY Cedex.

ALCATEL CABLES

CONTESSE

Chargés d'affaires PME-PMI

AISNE OISE

Une expérience confirmée sur le marché des entreprises et une technicité reconnue vous donnent l'ambition de partager la réussite d'une banque régionale performante.
Nous vous proposons de valoriser vos compétences en rejoignant nos équipes de l'Aisne et de l'Oise : vous y aurez pour mission de gérer et développer un portefeuille d'entreprises (PME - PMI - Entreprises individuelles).
En choisissant la BANQUE SCALBERT DUPONT, vous êtes décidés à réussir avec nous !
Emmanuel MERIAUX étudiera votre candidature en toute confidentialité : **Direction du Personnel - 36, rue de l'Hôpital Militaire- B.P. 567 - 59023 LILLE cedex.**

BANQUE SCALBERT DUPONT
L'esprit de décision.

GROUPE CIC



- Toulouse
- 600 personnes
- Systémier Aéronautique
- N° 1 européen du traitement de l'air
- Mécanique de précision

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un :

Rattaché au Responsable commercial, vous animez l'équipe administrative des ventes (10 pers.) vous assurez la gestion du carnet de commandes, la gestion (et l'amélioration) du plan directeur de production, et veillez au respect des délais de livraison et des différentes réglementations.

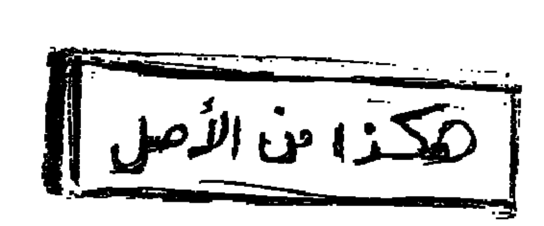
Vous suivez les comptes clients, préparez les prévisions de CA.... "patron" de votre service, mais surtout homme de coordination, rigoureux mais suffisamment souple, vous serez séduit par les possibilités d'évolution au sein de notre entreprise.

A 30 - 35 ans fort d'une expérience de l'encadrement d'une équipe administrative et d'une connaissance des systèmes informatiques (et micro) d'administration des ventes, vous êtes diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce ou similaire, bilingue français / anglais.

Envoyez CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 18 rue Lafayette 31000 TOULOUSE, sous réf. 48.3785 LM. (ou télécopiez votre dossier au 61 23 84 47).

Mercuri Urval

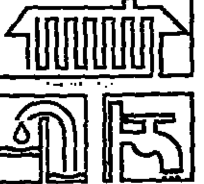
MEDIA PA



هكذا من الأصل

Le Monde de la Fonction Commerciale

Pompes Salmson

- 650 personnes
- CA 89 : 500 Millions
- CA export : 40%

CHEF DE ZONE EXPORT
EUROPE DU NORD ET DE L'EST

Nous lui confierons deux missions essentielles : tout d'abord dynamiser nos réseaux de distributeurs en Scandinavie, Bénélux, RFA, Autriche et Suisse ; puis, dans un second temps, implanter nos produits dans les Pays de l'Est. En relations constantes avec le Marketing et les Services Techniques (Achats, Méthodes et Qualité), il réalisera les études et effectuera les choix de partenaires, de moyens et de stratégies qui lui permettront d'affirmer notre présence sur son secteur, selon les objectifs et la politique de développement définis par la Direction Générale et la Direction Export. Cette fonction exige, outre des qualités et des compétences commerciales, une bonne compréhension des problèmes techniques et des processus de fabrication. D'où la nécessite d'une expérience significative (3 - 4 ans minimum) dans la vente de biens d'équipement. La pratique de l'anglais et de l'allemand est egalement indispensable, la connaissance du russe constituant un atout supplementaire.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. CL 905005.



35, rue du Rocher 75008 Paris

CONTESSE

Responsable régional Service après-vente
300 KF +

Nous sommes le leader sur notre marché de produits grand public. Notre passion du service nous amène à développer notre implantation sur tout le territoire pour répondre aux attentes des consommateurs et de nos distributeurs.

Notre réussite passe par la vôtre, si vous devenez Responsable Régional Service Après-Vente, Région Ile de France.

Dès aujourd'hui, prenez la responsabilité d'un centre de profit de 15 personnes, avec un objectif de développement pour 1993 de CA de 150 MF et de 150 personnes.

De formation supérieure, à 35 ans environ, vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans dans le Service Après-Vente de produits grand public et vous savez manager une équipe. La connaissance de la distribution est un plus pour réussir.

Poste basé Paris Nord.

Si l'on dit de vous que vous êtes meneur d'hommes, gestionnaire, autonome et professionnel, adressez votre candidature avec lettre de motivation, CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée, sous référence LM/90372, à notre conseil : SELECOM - 226 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.



FORMATION PROFESSIONNELLE

EXPERTISE EN INFORMATIQUE DE GESTION
DIPLOME DE L'UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE

■ *FORMATION* : 11 mois dont un stage de 2 mois en entreprise : cursus pluridisciplinaire d'informatique et de gestion conduisant aux fonctions de chef de projet, consultant ou concepteur de systèmes d'information (ouverte aux salariés bénéficiant d'un congé individuel de formation).

Piloter, LA DECISION

■ *ADMISSION* : Bac + 4 et expérience professionnelle.

■ *SÉLECTION* : juin 1990

■ *INFORMATION* : Brigitte VICTOIRE
Tél. (1) 47 27 27 04
U.F.R. Informatique de Gestion.



Place du Maréchal de Lattre de Tassigny 75775 Paris Cédex 16

L'INSTITUT D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE recherche

10 à 12 ingénieurs, débutants ou confirmés, motivés par des partenariats industriels et R&D dans le cadre de formations Mastère réalisées en coopération avec **Sup Télécom Bretagne.**

Partenariats à l'étude pour les ingénieurs stagiaires 90/91 :
- lecture automatique de bordereaux de saisie
- Numeris : ingénierie
- concept de CIM
- transputers et Génie Logiciel
- automatisation dans le secteur de la pêche
- applications industrielles des réseaux neuronaux

Les Mastères concernés :
- **GÉNIE LOGICIEL & TEMPS RÉEL pour l'Informatique Industrielle**
- **IMAGE & INTELLIGENCE ARTIFICIELLE**

Envoyez-nous votre CV et contactez : Aline Gaborel au 98.05.43.19, Fax : 98.05.47.67
Institut d'Informatique Industrielle - BP 50 - 29278 Brest Cedex



STAGES DE FORMATION AU JAPON

Le COMITÉ FORME organise six stages d'une durée de 24 mois au Japon. Ces stages, qui comportent une période de 6 mois d'études intensives en japonais, 12 mois de recherches en laboratoire d'État ou universitaire et 6 mois dans l'industrie, sont destinés à des ingénieurs salariés d'entreprises françaises.

PROFIL : *Ingénieurs ou chercheurs salariés ayant une expérience industrielle.*

DOMAINE : Sciences et techniques appliquées à l'industrie.

DÉPARTS : Automne 1990 - Printemps 1991.

Contacter : COMITÉ FORME
11, rue Hamelin, 75783 PARIS CEDEX 16
Tél. : 47-27-21-67

FORMATION PROMOTIONNELLE AU DIPLÔME D'INGÉNIEUR EN TÉLÉCOMMUNICATIONS

POUR TECHNICIENS SUPÉRIEURS

■ ADMISSION : DUT/BTS + 3 ans d'expérience professionnelle au 31/7/92 en électronique, informatique, télécommunications.

■ INSCRIPTIONS : avant le 31/12/90.




École Nationale Supérieure des Télécommunications de Bretagne
BP 832 - 29285 BREST Cedex ☎ 98 00 13 30

CENTRE D'EDUCATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITE PARIS X NANTERRE / STAGES 1990-1991

INFORMATIQUE

DECISION ET IMPLANTATION INFORMATIQUES :
Responsable de projet moyens et petits utilisateurs (1200H) Tél. 40 97 78 64 • Licence Universitaire de Technologie • Structure et fonctionnement des ordinateurs PASCAL-COBOL-MERISE-C-ORACLE • Bases de données • Réseaux et relationnelles • Aspects juridiques de l'informatique de gestion.

ANALYSTE UNIX :
(1200H) Tél. 40 97 78 64 • Licence Universitaire de Technologie • Système d'exploitation UNIX • Langage C • APPELS SYSTEME • Bases de données • Réseaux et relationnelles • Introduction aux drivers • STREAMS

SYSTEME D'INFORMATIONS, INFOCENTRE ET FONCTION EXPERT :
Tél. 40 97 78 64 Diplôme d'Etudes Supérieures Universitaires en Informatique (Bac+4-900h de Janvier à Septembre 1991) • Système experts • Systèmes d'exploitation • Réseaux et télématique • Drivers UNIX • Conduite de projets.

COMMUNICATION

CONCEPTEUR MEDIATIQUE :
Tél. : 40 97 78 66 (1200H) Licence Universitaire de Technologie • EAO • Télématique • Vidéodisque • Infographie • Méthodologie de l'interactivité •

CONCEPTION ET REALISATION AUDIOVISUELLES :
(1200H) Tél. 40 97 78 96 Diplôme Universitaire de second cycle technologique (niveau licence) De Janvier à Septembre 1991 • Formation à l'audiovisuel de commande •

GESTION ET DROIT

DIPLOME EUROPEEN DES AFFAIRES :
Tél. : 40 97 78 66 • Formation de cadres à l'ouverture européenne des entreprises •

CADRE COMMERCIAL :
Tél. : 40 97 77 77 • Stage professionnel : 220h • Licence de Technologie Universitaire : 440h • Licence d'Etat de Sciences Economiques : 720h • Métiers du marketing et de la vente •

GESTION DU PERSONNEL :
Tél. : 40 97 77 77 • Licence de Technologie Universitaire • Formation de cadres de la fonction "personnel" •

GESTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES :
Tél. : 40 97 71 07 • Licence ET Maîtrise en droit • DESS d'Administration Publique • Diplôme d'Etat aménagés pour la gestion de la décentralisation •

CHEF DE PROJET-COMMERCE INTERNATIONAL :
Tél. : 40 97 71 08 • Licence de Technologie Universitaire • Formation de cadres export •

GESTION DES ENTREPRISES DE TOURISME :
Tél. : 40 97 77 77 • Licence de Technologie Universitaire •

GESTION DES ORGANISMES DE L'ECONOMIE SOCIALE :
Tél. : 40 97 71 07 • Licence de Technologie Universitaire (Secteurs coopératif, associatif et mutualiste). •

ANGLAIS :
Tél. : 40 97 71 09 • Cours hebdomadaires •

200 Avenue de la République 92001 NANTERRE Cedex
Tél. 40 97 78 66
Informations Minitel : 40 97 76 08 puis 2 FOCO

DEVENEZ ARCHITECTE DE SYSTEMES D'INFORMATION, CONCEPTEUR, CHEF DE PROJET, COGNITICIEN

A AIX-EN-PROVENCE

SYSTEMIA
la liaison permanente entre les entreprises et l'enseignement supérieur

Ecole des Mines d'Alès

MASTERE SPECIALISE
SYSTEMES D'INFORMATION et INTELLIGENCE ARTICIFICIELLE

Un an de formation de haut niveau (6 mois de cours, 6 mois de stage) aux nouvelles technologies de l'informatique
(3ème Promotion)

Admission :
diplômés des Grandes Ecoles d'Ingénieurs, de Gestion ou d'Universités (Bac + 5), cadres en activité, sur dossier, entretien et jury d'admission.

Dépôt des dossiers avant le **30 JUIN 1990**

Renseignements : Catherine PARET (16) 42 24 24 64 - SYSTEMIA
Domaine St-Hilaire, Pichaury, Les Milles, 13290 Aix-en-Provence



INGÉNIEUR ou SCIENTIFIQUE, vous pouvez élargir vos perspectives de carrière, tout en continuant à exercer votre activité.

Le CEPRIM a conçu pour vous une formation générale au Management donnant lieu à la délivrance d'un diplôme.

De novembre à juin, sur 2 ans, le vendredi toute la journée et certains samedis matin.

Nombre de places limité.

Renseignements et documentation : auprès du :

CENTRE DE PRÉPARATION DE L'INGÉNIEUR AU MANAGEMENT
2, rue Conté - 75141 PARIS Cedex 03
Téléphone : (1) 40.27.25.59

DMV Communication

LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE PARIS, CONTINUE SON ACTION DE FORMATION. D'ASSISTANTS DE COMMISSAIRES AUX COMPTES,

lance une Nouvelle Promotion destinée à des jeunes diplômés de l'Université possédant au minimum une maitrise en droit des Affaires ou équivalent et désireux de débuter leur carrière dans un cabinet de Commissariat aux Comptes.

L'engagement d'embauche est assuré aux candidats sélectionnés.

La durée de la formation axée principalement sur la technique comptable, l'audit et le commissariat aux comptes est de dix semaines à plein temps à compter du

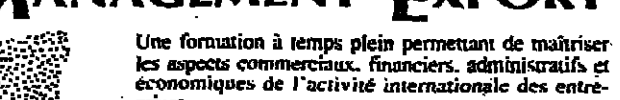
Lundi 15 Octobre 1990

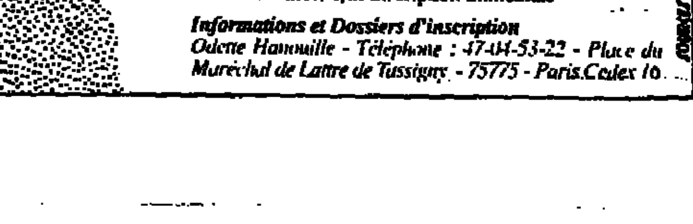
Le nombre de places est limité à 33.

Adresser lettre manuscrite et CV détaillé ainsi qu'une photo à l'attention de Madame PUYAU
Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes
6, rue de l'Amiral de Coligny 75001 PARIS - Tél. : 42 60 16 46




LE DEPARTEMENT D'EDUCATION PERMANENTE propose





Une formation à temps plein permettant de maîtriser les aspects commerciaux, financiers, administratifs et économiques de l'activité internationale des entreprises.

Public concerné : Bac + 2, 3 ans d'expérience professionnelle et niveau moyen en anglais.
- Salariés en Plan ou en Congé individuel de formation
- Demandeurs d'emploi : rémunération régionale possible

Début de la formation : 15 octobre 1990 pour une durée de 7 mois 1/2. Inscription immédiate

Informations et Dossiers d'inscription
Odette Hanouille - Téléphone : 47-04-53-22 - Place du Maréchal de Lattre de Tassigny - 75775 - Paris Cedex 16

Le Monde des Cadres

CABINET D'EXPERTISES INCENDIE - VOL - DDE

cherche

INGÉNIEUR ou ARCHITECTE

Très bonne culture générale, débutant accepté.

Envoyer C.V. détaillé, références et prétentions à cabinet FERRAND, boîte postale 84, 95223 HERBLAY Cedex.

CAISSE DE RETRAITES PARIS recherche

CADRE

chargé de mission auprès du directeur général
FORMATION BAC + 4
Age 35 ans maximum
Env. C.V. + photo + prétentions à : La France Mutualiste, réf. C, 44, avenue de Villiers 75854 PARIS CEDEX 17

ETABL. PRIVÉ CATHOLIQUE S/CONTRAT, 1 H. DE PARIS

cherche rentrée 90

PROFESSEURS

Angl., esp., maths, sc. phys., commerce international.

Adresser lettre + C.V. + photo sous nº 8910 Le Monde Publicité 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

ORGANISME FORMATEUR recherche URGENT

FORMATEUR (TRICE) EN ANGLAIS

Tél. : (1) 45-97-19-94.

Important organisme de formation connu de longue date et très implanté à Paris et en région parisienne, recherche le

RESPONSABLE DE SON SERVICE DÉVELOPPEMENT

Avec l'aide d'une équipe, il est en contact permanent avec les entreprises pour suivre les besoins actuels et à venir dans le domaine de la formation tertiaire, prend en charge tous documentations, plaquettes, catalogues, salons professionnels... et est en relation permanente avec les responsables produits de l'Institut.

Pour ce poste, il est nécessaire d'avoir une formation supérieure ESC, 32 ans minimum, une bonne connaissance du tissu industriel et une expérience dans le domaine de la formation.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous réf. 1308 à :

INTERCARRIÈRES,

5, rue du Helder, Paris-9e.

OFFICE NOTARIAL BANLIEUE OUEST recherche

PRINCIPAL CLERC H/F

ACTES COURANTS

CLERCS

SPÉCIALISÉS DROIT immobilier ou construction

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prét. à : EGGO Conseil, réf. NB 37, rue de la Tombe-Issoire, 75014 Paris. Fax : 45-89-68-87.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE RÉASSURANCE A PARIS recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR HOMME/FEMME

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions en précisant la réf. 63806 :

BLEU, 17, rue Lebel 94307 Vincennes Cédex qui transmettra.

LA VILLE D'ARGENTEUIL (Val-d'Oise) 96 000 habitants recherche POUR LA DIRECTION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

INFORMATICIEN ANALYSTE CHEF DE PROJET

Chargé d'assister les services dans la demande d'informatisation : formulation des besoins, recherche et implantation des solutions, programmation, accompagnement lors du démarrage.
Il assurera cette mission dans un environnement BULL DPS 7, IDS, PROTEE et MICRO MSDOS.
PROFIL SOUHAITÉ : ingénieur informaticien expérimenté de formation BAC + 4 minimum.
Motivé par le secteur des collectivités locales. Envoyer lettre + C.V. + photo à Monsieur le Député-Maire, MAIRIE D'ARGENTEUIL, BP 721, 95107 ARGENTEUIL CEDEX.

Entrepr. métallerie rech. DESSINATEUR d'EXÉCUTION petite charpente, métallerie diverse, acier, alu. 94290 VILLENEUVE-LE-ROI. Tél. : 45-97-48-29 ou 45-97-70-73.

UNIVERSITÉ DE STRASBOURG II recherche à compter du 01/10/1990

UN LECTEUR D'ESPAGNOL

Latino-américain, niveau maîtrise ou dipl. équivalent reconnu : (enseigt deug et initiation, spécial philologie et littérature).
Salaire mensuel net : 6 000 F.

Ecrire à M. MARX Direct. faculté L.V. 22, rue Descartes 67000 Strasbourg. Tél. : 88-41-73-84.

LE SYNDICAT D'AGGLOMÉRATION NOUVELLE DE CERGY-PONTOISE 150 000 habitants

recherche urgent pour la mission locale pour l'insertion des jeunes

UN DIRECTEUR (trice)

Une expérience en animation d'équipe, relations interinstitutionnelles, gestion et contacts avec les entreprises est demandée.

Adresser C.V. à : M. le Président de l'ALIJFT Maison de l'information 6, pl. des Arts, 95000 Cergy.

REPRÉSENTANT

Secteur photocopieurs, rég. parisienne, possibilité association. Tél. : 39-81-39-74.

LE CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU VIN DE BORDEAUX

recrute

UN CHARGÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

débutant, niveau bac + 3, formation généraliste mais maîtrisant les outils statistiques.

Adresser candidature manuscrite et curriculum vitae au C.I.V.B. (à l'intention de J.-P. CODE), 1, cours du XXX-Juillet 33075 BORDEAUX CEDEX.

CENTRE DE RECHERCHE EN PHILOSOPHIE

RECRUTE POUR SA STRUCTURE ADMINISTRATIVE

UN(E) ASSISTANT(E)

qui s'occupera du suivi des séminaires, conférences, colloques (information, gestion des dossiers, planification...).

Envoyer C.V. et prétentions à l'administrateur du Collège international de philosophie, 1, rue Descartes, 75005 Paris.

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX

RECHERCHE

JURISTE

Ayant quatre ans d'exp. en droit des affaires et des sociétés. Anglais courant.

Envoyer c.v. + rémunérat. Ecrire sous le nº 8906 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

P.S.I.
Sté leader dans le domaine électro-optique recrute

UN INGÉNIEUR TECHNICO-CIAL

Adjoint au directeur commercial, il aura rapidement la responsabilité de la promotion et de la vente des produits des départements.
SOURCES ET TRAITEMENT DES FAISCEAUX LASERS SCIENTIFIQUES
Ce poste s'adresse à un ingénieur spécialisé, parfaitement bilingue anglais. Stage de formation chez nos principaux fournisseurs aux ETATS-UNIS, en ALLEMAGNE et en ANGLETERRE. Carrière évolutive pour un(e) candidat(e) de valeur.
Env. c.v., photo et prét. à : PHOTON SCIENCE INSTRUMENTS Z.A. de l'autodrome 1, avenue Louis-Delage, Linas, 91310 MONTHLERY.

LA VILLE DE MAISONS-ALFORT

RECRUTE

POUR SON SERVICE INFORMATION :

1 COLLABORATEUR

du responsable du service, niveau attaché, chargé de la gestion et de la coordination des moyens administratifs, financiers et humains.
Exp. professionnelle dans un service information ou communication exigée.
Salaire de début : 7 400 F brut + 13e mois + prime de vacances.

Adresser C.V. + photo à Monsieur le Maire de MAISONS-ALFORT 118, av. du Gal-de-Gaulle 94700 MAISONS-ALFORT.

RECH. PROF. publicité et marketing. niveau min. BAC + 2. Ex. prof. si possible pour étudiants niv. BAC. 10 h/hebd. pour sept. 90. ATET-C.C.I. de PARIS. tél. : 49-54-28-81.

LE SYNDICAT D'AGGLOMÉRATION NOUVELLE DE CERGY-PONTOISE 150 000 habitants

recherche

1 DIRECTEUR DE LA PROMOTION CULTURELLE

– pour développer le projet de la promotion culturelle de l'agglomération ;
– coordonner l'activité des institutions locales ;
– promouvoir des actions intercommunales.

Adresser candidatures manuscrites et C.V. à : M. le Président du S.A.N., BP 309, 95027 Cergy, avant le 30 mai 1990.

Sté PRODUCTION CONCERTS & DISQUES recherche :

RESPONSABLE COMMERCIAL et COMMUNICATION

– Goût et connaissance du show-biz, jazz et rock ;
– pratique informatique.
Envoyer c.v. à : GVE, 16, bd Vital-Bouhot, 92220 NEUILLY.

ACUTRONIC-FRANCE recherche

1 TECHNICIEN DE MAINTENANCE

Périphériques ordinateur, bonnes qualifications requises, possibilité formation complémentaire. Bon niveau rémunération. Adrs. C.V., photo + prétent. à M. POMMIER. ACUTRONIC, BP 64, 78340 LES CLAYES-S/BOIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

Puisque Nous sommes Nés pour être Européens, Soyons-le Ouvertement !

SPECIALISTE EN COMMUNICATION

Dimension européenne – 31 ans
Quadrilingue (All., Fr., Ang., NL) – Diplômé du supérieur
5 ans d'expérience dans l'Edition et la Publicité

Ecrire sous référence : 8901
Le Monde Publicité – 5, rue Monttessuy – 75007 Paris

Pour qu'Ensemble nous Ouvrions l'Europe à nos Projets.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

DIRECTEUR COMMUNICATION. – Dipl. marketing (BAC + 4), anglais, espagnol, cadre supérieur, 25 ans d'activités internationales, grands groupes haute technologie et institution, spécialiste communication globale. Homme de challenge, très introduit presse, éco. et fin + milieu ind. et pol. Travaille en binomes avec dirigeants, références haut niveau. SOUHAITE : intégrer organisation pour faire de la communication un centre de profits (section BCO/AB 1515).
BILINGUE POLONAIS. – Connaissance autres langues, bon commercial et négociateur opérationnel en conseil de gestion. Très bonnes connaissances pays de l'Est, ouverture débouchés. RECHERCHE : poste interface entreprises et/ou institutions françaises et CEE vers Pologne et autres (section BCO/JV 1516).
J.F. SUP. DE CO. – 24 ans, dynamique, motivée, autonome, expérience des études de marchés MKG direct. RECHERCHE : poste assistante marketing responsable études ou assistante chef de produit, anglais, espagnol (section BCO/CR 1517).
CADRE BUREAU D'ÉTUDES INGÉNIERIE. – 39 ans, DEA sciences sociales travail. Formation + stage management participatif, bilingue espagnol + anglais, 18 ans de réalisation, coordination, suivi d'études, mise en place outil informatique et politique de formation, travail équipe, créatif, disponible. RECHERCHE : responsabilités département, développement et ressources humaines, Paris, R.P. (section BCO/JCB 1518).
CADRE LOGISTIQUE INTERNATIONAL. – 10 ans expérience de gestion informatisée des achats à l'import et d'administration des ventes à l'export dont 3 ans de conseil en organisation et gestion de PME-PMI, 35 ans, ESCE, bilingue anglais, connaissance allemand. SOUHAITE : apporter sa compétence à l'entreprise ou organisme à vocation internationale et contribuer à son développement, mobilité géographique (section BCO/JV 1519).
JOURNALISTE FEMME. – 28 ans, formation CPFJ, anglais courant, 4 ans expérience presse écrite audience nationale et professionnelle (gestion rubriques). Bonne maîtrise outils d'information interne, rompue aux relations entreprises, disponibilité, goût du défi. RECHERCHE : situation auprès de toute entreprise désirant développer service communication, Paris, déplacements France, étranger acceptés (section BCO/JCB 1520).

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

Dame 56 ans, bonne présentation, sérieuse référence, cherche emploi mi-temps dame de compagnie ou aide à personnes âgées sur Paris. Tél. : 69-43-06-05.

Cadre tech/ccial spécialisé vignes, vins, matériel vinicole, rech. gestion domaine, collaboration dans Engeneering industrie vinicole avec apport matériels nouveaux. Écrire : Havas Bourges 18000, nº 5339.

J.F., 30 ans, 3e cycle d'anglais. Expérience en agence de publicité et support cherche poste à responsabilités dans un service information/relations extérieures/promotion. Ecrire sous le nº 8042 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

SECRÉTAIRE/ASSISTANTE QUADRILINGUE

All., français, angl., esp. (avec sténo), conn. russe, goût de l'efficacité, des contacts, sens des responsabilités. Libre à partir du 1/01/90. Ecrire sous nº 8897, Le Monde Publicité 5, rue de Monttessuy 75007 PARIS

J.H. anglais, 22 a., licencié philo. Sciences Po. ch. emploi ttes prop. consid. Ecrire : PETER FITTON, 7 St. Saviours Close, Retford, Notts. DN22 6FA. G.B.

CADRE DE BANQUE
20 ans exp., diplômé IAE-ITB, rech. poste à responsab. Ecrire sous le nº 8902 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

INGÉNIEUR ESE.DEA
Matériaux Paris-6e, postule à un poste recherche développement micro-électro-physique fondamentale ou enseignement. Grande exp., formation techniciens SUP et ingénieurs électriciens. Tél. : (16) 74-63-20-13.

Documentaliste fr., pol., ital., not. angl., russe, conn. éco, juridique, Japon, mark. ch. emploi. Tél. : 45-75-38-19.

J.F. 36 ans

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Bilingue anglais, libre de suite, 14 ans d'expérience, recherche emploi dans le commercial, région EVRY (91). Ecrire sous le nº 7110 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F., 30 ans, secr. direction, bilingue russe, anglais, expér. relat. publiques, presse, communication, ferait traductions, interprétariat, ou poste assistante direction, évolutif. Tél. après 18 h 30 : 47-86-20-53.

J.H. cherche poste juriste, cabinet ou entreprise, exp. internat de recherche en droit de contrats, doctorat droit commercial, inter., maître en droit public privé. DEA. DESS. droit aff., diplôme IFG. Ecrire sous le nº 8890 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy. Paris-7e.

Français, 31 ans, ing. INSA Lyon, japon. et angl. courant, resp. technique et export de PME japonaise, électricité, électronique à Tokyo. Disponible sous peu. Contacter : Marc Laforêt, Taito-Ku Yanaka, 7-17-9, Tokyo Japon. Tél. dom. : 03-821-16-41.

représentation offres

Recherche représentants à la commission en France pour papier d'impression papier hygiénique ainsi que pour 390 autres produits à base de papier et des quilts (couvertures)
FAX : USA 213-859-1042

capitaux propositions commerciales

Métro International Corp. recherche représentation exclusive ou exclusivité de vente pour la Suisse. Prière d'adresser vos offres à : Metro International Corp., 5 ch. de Bouzenet, CH-1033 CHESEAUX. Tél. + fax : 19-41-21/731-20-71.

Sté guadeloupéenne de préparation de spécialités antillaises (rens. et détails sur demande), ch. distributeur de ses produits en Métropole : M. ALEXIS Patrice, 18, résid. les Pervenches, 97160 MOULE, Guadeloupe. Tél. : 19-590-23-20-98 19-590-83-83-17.

automobiles

ventes

moins de 5 C.V.

Vends AUTOBIANCHI A112 LX, modèle 84, bon état général. Prix : 12 000 F à débattre. Tél. heures bureau : 45-55-91-82, poste 43.95, THIERRY.

SECRÉTAIRES

AGENCE DE DESIGN ET ÉDITION

SECRÉTAIRE

RECHERCHE

ASSISTANTE

Secrétariat TTX, suivi de dossier, suivi de fabrication. Formation supérieure. Expérience appréciée.

Merci de faire parvenir vos c.v., photo et prétentions à :

CONTOURS SOFT DESIGN 302, RUE DE CHARENTON 75012 PARIS.

VOSSEN FRANCE FABRICANT ÉPONGE

recherche

SECRÉTAIRE COMMERCIALE BILINGUE ALLEMAND

Expérience et connaissances informatiques indispensables.
Poste à pourvoir immédiatement.
Adresser C.V. à : VOSSEN FRANCE
Tour de bureaux Rosny 2
93118 Rosny-sous-Bois. Tél. : 48-55-95-09.

Société de Conseil cherche

SECRÉTAIRE STÉNO PARFAITEMENT BILINGUE ANGLAIS

Déjà expérimentée, vous avez 25/30 ans env.

Rigueur, sens du contact, bonne présentation et disponibilité rapide sont vos principaux atouts.

Merci de téléphoner rapidement ou d'envoyer c.v. complet, photo et lettre à : Alain TRAMOND, M.C.S. & ASSOCIÉS 9, rue Richepanse, 75008 PARIS. Tél. : 42-60-27-77.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

4e arrdt

IMM. XVIIe, 75 m²
SPLENDIDE VUE SUR HOTEL DES ARCHIVES NATIONALES. 45-62-16-40.

5e arrdt

CARDINAL-LEMOINE 2 P. 38 m² env. refait nf, sal. de bains. 1 210 000 F

3615 IMMOB
Tél. : 43-87-86-76

JARDIN DES PLANTES à saisir, ravissant 2 p., cuis. américaine équipée, bains, w.-c. séparé, réf. nf. Vue dégagée, soleil, calme. 705 000 F. 43-27-81-10.

NOTRE-DAME 3 P.
Duplex liv. + 2 chbres PETITE TERRASSE PLURIMMO 45-46-25-01

PLACE MAUBERT
Ds imm. p. de t., beau liv. + chbre, cuis., bains, w.-c., chf. cent., ref. nf. Tél. : 43-45-37-00

PRÈS NOTRE-DAME
150 m², dernier ét., asc., duplex caract. 6 500 000 F

SERGE KAYSER 43-29-60-60
RECH. APPARTEMENTS ORIGINAUX

7e arrdt

AV. BRETEUIL, 75 m²
Dble liv. Ouest + 1 chbre plein Sud. Etage élevé, balc. EMBASSY, 45-62-16-40.

10e arrdt

VUE SUR TOUT PARIS
TERRASSE 120 m²
appt 102 m², park., piscine, dernier et seul à l'étage, imm. récent, 26 000 F/m², exclusivité. 42-78-68-56.

Mº CHATEAU-D'EAU urgt cse départ province, beau 2 p., cuis., sal. eau, cave, clair, calme. 685 000 F. 43-27-81-10.

PL. COLONEL-FABIEN Ds imm. p. de t., asc., 7e ét., 2 P., entrée, cuis. Poss. bains, w.-c. A rénover. Tél. : 43-46-37-00

15e arrdt

LA MOTTE-PICQUET
Au 1er étage Réception 70 m² jardin - terrasse 80 m²
Au 2e étage 5 ou 6 chambres 4 salles de bain, loggia et balcon, 2 parkings.
8 300 000 F
45-74-20-43

15e CONVENTION EXCEPTIONNEL 6e ét., asc., 1 P. cuis., sal. eau, w.-c. Prix : 539 000 F. Crédit. 48-04-08-60

PL. D'ALLERAY près, cse mutation, bel imm., gd 2 p., balc., asc., petits travx. 945 000 F créd. possible. 48-04-84-48.

STUDIO 645 000 F 8e ÉT. PLEIN SUD
CROIX-NIVERT, Mº Boucicaut. 8e ét., dernier ét., imm. stand., entr., séj., kitch., bains, gde baie vitrée, ttes commodités, cave, jouissance, parking. 48-04-35-35.

CHARLES-MICHEL
Vrai 3 P., refait neuf, vue dégagée, 1 280 000 F. 2/3 P. rénové, 3e ét., asc., rue et cour, 1 230 000 F. FRANÇOIS FAURE 45-49-22-70

OLIVIER-DE-SERRES (près)
3e, asc., vue dégagée, 5 P., 2 bains, refait neuf. 3 000 000 F Tél. : 42-88-64-01

BD GRENELLE. Calme, 5e, asc., beau 2 P., cft moderne. 1 400 000 F Tél. : 42-88-64-01

17e arrdt

PRÈS PEREIRE
Bel ancien 6 p., 130 m², asc. 4 950 000 F. UFFI INVESTISS. S.A. 45-22-02-44.

R. ST-JEAN, stand., asc., interphone, séj. + cuis., w.-c., s.d.bns, balc., ch. centr., s/rue. 458 000 F. Crédit 43-70-04-84

18e arrdt

MOULIN DE LA GALETTE AV. JUNOT et NORVINS ds superbe imm. bourgeois, 4e ét., asc., vue sur Paris, 58 m² env., cft. 2 350 000 F. Exclusivité S.I. 38-89-92-37.

FAITES ESTIMER GRATUITEMENT VOTRE APPARTEMENT
TÉL. : 45-41-11-00

Mº MARX-DORMOY Beau studio, cuis., tout confort. Px : 249 000 F crédit possible. 48-04-85-85.

Mº MARX-DORMOY à saisir beau 2 P. cuis. américaine équipée, sal. eau, w.-c., ref. nf, bel imm. 545 000 F. Tél. : 43-27-95-83

2 P. 59 m². 875 000 F
MARX-DORMOY exceptionnel, 4e ét., bel imm., gd balc., entr., séj., 1 chbre, cuis., s.d.bns, dressing, poss. 3 P., cave, digicode, concierge. 48-04-35-35

94 Val-de-Marne

VINCENNES. 3 P., parfait état, clair, 1er ét. sans asc. 1 050 000 F. Sur place ce jour de 13 h à 18 h et mercredi de 8 h à 14 h : 63, bd de la Libération.

Province

MONTPELLIER CENTRE VILLE GDS APPTS DU 1 AU 5 P. DANS PARC PRIVÉ. Prêts conventionnés. Excel. rentab. invest. Tél. : (16) 67-27-51-27.

appartements achats

Rech. 2 à 4 pces PARIS. Préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-48-07 même le soir.

hôtels particuliers

NOGENT BOIS HOTEL PART. REFAIT NF LUXE
triple récept., 3 chbres, 2 s. de bains (marbre), dressing, cuis. équipée + jard. 250 m² et gar. 200 m². Sur place samedi de 11 h à 17 h 74, bd GAMBETTA

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
Rech. pour BANQUES, STÉS MULTINAT. et DIPLOMATES, GDS APPTS de stdg. 5-6-7 pces. Tél. : 42-80-20-42.

locations non meublées offres

Paris

Rep. bail appart. F3 disp. 1er juin de immeuble anc., tt confort, 5e ét., ss ascenseur Paris-12e ps DUGOMMIER, 4 700 F cc. Tél. : 43-45-02-52 heures bur. 49-60-31-04.

locations non meublées demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY
URGENT. Rech. pour dirigeants étrangers d'importants groupes anglo-saxons, LUXUEUX APPARTEMENTS, QUARTIERS RÉSIDENTIELS et MAISONS OUEST-EST.
(1) 45-27-12-19.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, Paris-8e recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS, HOTEL PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST. Tél. : (1) 45-62-78-99.

MASTER GROUP
recherche appts vides ou meublés de stand. pour clientèle de société. 47, rue Vaneau, Paris-7e 42-22-14-61/42-22-24-66.

maisons individuelles

MAISON proximité DAUPHINE, insolite, 2 CH., plusieurs niv., calme, luxe, + terrasses. 4 200 000 F poss. park. 47-27-10-19 part. le soir

ISSY 2' Mº CENTRE VILLE
Maison de ville 1986 avec très belles prestations. Environ 210 m² habitables avec séj. 45 m², cheminée + mezzanine, 4 gdes chbres, nombreux rangements, belle cuis. équipée 20 m², 2 sanitaires, salle de jeux 38 m², gar. 2 voitures, cave, terrasse. Frais 3 %. Prix 4 200 000 F 46-44-10-40

100 km PARIS EST rég. bois. maison, cuis., séj. + 6 P. cft. sur 5 500 m² clos, arboré, libre suite. Px 580 000 F Tél. : 28-81-40-39

ST-NOM-LA-BRETÈCHE
Maison neuve de caractère, calme. Dispon. juillet 1990. Tél. : 34-62-00-14.

villas

MAROLLES-EN-BRIE
VAL-DE-MARNE
Villa 7 pièces sur 900 m² terrain, r.-c. séj. dble cathédrale, cheminée, 2 chbres, s.d.bns, cuis. équipée, w.-c., buanderie. 1er ét. 2 chbres, s.d.bns, dressing, garage 2 voit., terrasse 200 m², quartier résid., proche com., écoles, lycée, équip. sportifs, golf, tennis, centre équestre. Prix 1 690 000 F Apr. 19 h : 45-98-12-78 bur. : 40-74-18-57 M. LECLERCQ.

fermettes

Vds FERME LANDAISE EN PIERRE, entièrement rénovée sur 1 200 m² département 40, 15 km océan, cuisine américaine, salle à manger 45 m², salon, cheminée, garage, 4 ch., w.-c., s. d'eau, surface : 190 m². 595 000 F. Tél. : (16) 58-57-47-13.

pavillons

A vendre à AVORD-Bourges, pavillon 5 ans, pl.-pied, 4 p. + cuis. équip. + w.-c. + sal. de bains + garage attenant. Sur 550 m². Prix 700 000 F. M. TOURLOUR 68-01-74-73 ou 45-46-09-43

ST-CYR-L'ÉCOLE CENTRE
sur 440 m², solide construction, séj. dble, cuis., terrasse, 4 chbres, tt cft, ss-sol, 1 500 000 F. I.N. 40-45-29-09

bureaux

Locations

PRÈS PARIS
Prox. Pte de la Chapelle PRÈS SORTIE A1
400 m² BUREAUX
Ref. neufs + 5 park. Loyer 400 000 F/an + TVA + charges. Tél. pour r.v., Mme Mayot : 42-67-54-30.

DOMICILIATION Bureaux, télécopie, télex
AGECO, 42-94-95-28

SIÈGE SOCIAL
Burx équipés ts services, démarches R.C.-R.M. SODEC SERVICES CHPS-ÉLYSÉES, 47-23-55-47 NATION, 43-41-81-81.

A PARTIR DE 50 F HT/mois Votre ADRESSE COMMERCIALE PARIS 1er, 8e, 9e, 12e, 15e, 17e. LOCATION DE BUREAUX CREADOM : 42-67-05-99.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM Constitution de Sociétés Démarches et tous services Permanences téléphoniques.
43-55-17-50.

VOTRE SIEGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO Burx, secrét., tél., télex, fax. Domicil. : 170 à 390 F/ms. CIDES : 47-23-84-21.

Z.I. ANTONY AUTOROUTE SUD GD STANDING
IMM. DE 870 m², CLOISONNÉS + ACTIVITÉS 1 250 m², PKGS, ESPACES VERTS. 45-02-13-43.

fonds de commerce

Ventes

Vends cause retraite, pas de porte avec murs 220 m², large façade face à port de plaisance en pleine expansion, situé dans villa moyenne de Charentes-Maritimes. Tél. h.b. : (16) 46-99-04-41 domicile : (16) 46-99-83-19.

L'AGENDA

Cours

COURS D'ARABE
INTENSIFS EXT. JUIN A SEPT. AFAC 42-20-72-88.

Informatique

Vend, remise jusqu'à 35 %, PC et autres dont portatif Compaq Toshiba... Garantie HT + TVA. Tél. : 47-55-84-15.

Éditions

Editeur rech. pour nouvelles, coll. économ. et sociales, manuscrits sur l'entreprise, hist., vie quotid., droit, économie, succès ou échecs. Le Livre de l'Entreprise B.P. 334-09 75428 PARIS CEDEX 09.

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

La stratégie du groupe et le lancement de la Clio

Les résultats de Renault « seront moins bons que l'an dernier », *avertit M. Lévy*

« Gagner chez Renault se conjugue avec le mot argent. Je ne vais donc pas déchaîner mes circuits commerciaux pour conquérir des parts de marché. Renault reste endetté face à des concurrents qui ont, eux, des trésoreries abondantes ». A la veille du lancement de la Clio, remplaçante de la Super 5, et au moment où les ventes d'automobiles semblent s'essouffler en France après quatre ans de croissance vive, M. Raymond Lévy, le PDG de Renault donne le ton : *« Pas de fantaisie ».* La nouvelle société anonyme – l'assemblée vient de voter la transformation de son statut de Régie – se veut sérieuse, fiable, solide.

La Clio répond à cet objectif. La voiture est extérieurement sans risque, voire banale. L'accent a été mis, comme pour sa grande soeur la Renault 19, sur la rentabilité. La Clio a été dessinée à la japonaise pour être simple à fabriquer (malgré les 45 versions offertes aux clients, il n'y a que 27 types de caisse contre 208 pour la Renault 5), et plus rapide à monter (16 heures contre 22). Dans ce schéma, le gain est alors réparti en deux : une marge meilleure pour le constructeur, mais aussi l'offre en série au client d'équipements que l'on ne trouve en général qu'en option dans cette catégorie de véhicules.

Cette stratégie avait été amorcée avec la 19, remplaçant les Renault 9 et Renault 11. La Clio monte en gamme, tirant le constructeur vers le haut avec des voitures un peu plus grandes, mieux équipées, plus spacieuses. *De sorte d'ailleurs que soit créé un trou en bas de catalogue (niveau de la R4), que Renault occupera sûrement.* En attendant la Régie va continuer à fabriquer la R5 de bas de gamme, plus rentable, mais sans fantaisie.

M. Lévy s'est donné des objectifs raisonnablement ambitieux pour la *Clio qui doit reconquérir la* première place dans sa catégorie en Europe. Ces petites voitures représentent 28 % des ventes sur le vieux continent (soit 3,5 millions de voitures) et Renault vise une tranche de 16 % contre 14,9 pour la Super 5 en 1989. Le rythme de production sera porté au début de 1991 à 2 850 véhicules/jour, montés dans quatre usines : à Flins, en Belgique, en Espagne et au Portugal.

Le ralentissement des ventes observé en avril en France et la montée en cadence de la production de la Clio feront que Renault aura une année 1990 plus difficile. *« Les résultats seront moins bons que l'an dernier »*, prévient M. Lévy. *La route de l'automobile* en Europe devient plus cahoteuse...

ERIC LE BOUCHER

Eurotunnel va augmenter son capital de 5 milliards de francs

Le consortium Eurotunnel, concessionnaire du tunnel sous la Manche, convoque ses actionnaires en assemblée générale extraordinaire le 20 juin, à Paris – ou le 27 juin, si le quorum n'est pas atteint – afin d'obtenir l'autorisation de procéder à une augmentation de capital de quelque 5 milliards de francs. D'ici cette date, le consortium espère avoir persuadé les deux cent vingt banques qui assurent le financement de ses prêts de lui accorder une rallonge de 20 milliards de francs. Estimé à *ses débuts à un peu moins de 50* milliards, le coût de l'ouvrage a bondi à 75 milliards sous l'effet des dépassements de devis et des modifications techniques. A ce jour, 24 milliards ont été dépensés pour percer 80,5 km de tunnel sur *les 150 km prévus et pour commencer* l'équipement des terminaux.

M. André Bénard, *président* d'Eurotunnel, a estimé, lundi 14 mai, que *« la rentabilité de l'ouvrage ne sera pas maintenue »* telle qu'elle avait été annoncée au début des travaux, mais qu'*« elle restera tout à fait convenable »*, aucun bouleversement n'étant attendu dans les prévisions de recettes. A ce sujet, il a déclaré que les tarifs de passage dans l'ouvrage, qui sera mis en service le 15 juin 1993, *« seront fixés en fonction des modes de transports concurrents ».*

Les accidents du travail à répétition *du côté britannique qui ont* coûté la vie à six ouvriers contre un seul du côté français peuvent ralentir la cadence du chantier en raison des enquêtes diligentées. Pourtant, M. Bénard prévoit toujours que la jonction sera effective *dans le tunnel de service entre* les équipes françaises et britanniques à la fin du mois d'octobre. Le premier ministre britannique a manifesté le désir de se rendre sur le front de taille pour célébrer ce moment historique.

Cartes bancaires

Les banques vont devoir modifier leurs tarifs

Après l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 20 avril dernier sur la tarification de la Commission interbancaire de paiement par carte (*le Monde* daté 29-30 avril 1990), qui donnait raison aux commerçants et tort aux banques, ces dernières *vont devoir* modifier leurs tarifs, le plus souvent à la baisse. *La direction générale de la* concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes donne aux établissements bancaires jusqu'au 5 juin pour se conformer à l'arrêt.

On sait qu'après un autre arrêt de la cour d'appel de Paris, en date du *16 novembre 1989*, infirmant une décision du Conseil de la concurrence et confirmant l'instauration d'une nouvelle commission interbancaire à un taux compris entre 0,50 % et 0,70 %, un certain nombre de banques en avaient profité pour relever les tarifs applicables aux commerçants dans la mesure où ils étaient inférieurs à ces taux. Maintenant, il va leur *falloir* annuler pour tout ou partie ces relèvements, *faute de quoi le Conseil de la* concurrence pourrait sévir, par injonction ou amendes.

F. R.

Développement de la Générale des eaux aux Etats-Unis

Le groupe français Générale des *eaux va prendre une participation* supérieure à 15 % dans le capital de la firme américaine Air and Water Technologies (AWT), 3 000 salariés, spécialisée dans le travail d'ingénieur-conseil, la gestion de l'eau, la mesure et le contrôle des pollutions (*notamment les déchets toxiques*), ainsi que la récupération des résidus d'épuration. AWT, qui compte dix-huit filiales, a un chiffre d'affaires de plus de 600 millions de dollars (environ 3,3 milliards de francs) ; celui de la Générale des eaux aux Etats-Unis *s'est élevé à 4,4 milliards de francs* en 1989, toutes activités confondues. Le groupe français va verser 100 millions de dollars (550 millions de francs environ), par un placement privé hors des Etats-Unis et une offre publique de vente.

LONDRES, 14 mai ↑

Forte hausse

La Bourse de Londres a cherché lundi à rattraper le retard pris récemment sur Wall Street par exemple, qui, le 14 mai, atteignait un niveau record. La cote a gagné 1,8 %, l'indice Footsie des cent valeurs gagnant 38,6 points à 2 214,5. Les échanges ont porté sur 375 millions d'actions contre 506 millions vendredi. Les fonds d'Etat ont terminé sur une note irrégulière.

L'exemple donné par New-York a permis au marché britannique de négliger deux indices économiques décevants, une hausse de 1 % des prix de gros en avril, à leur plus haut niveau annuel depuis sept ans, et une progression de 1 % des ventes de détail le même mois.

Les grandes valeurs internationales ont enregistré les plus forts gains, *notamment ICI, Glaxo, Unilever et* Cable and Wireless. Les pétrolières ont été demandées grâce à la hausse des cours du brut et aux nouvelles réductions de la production du Koweït, tandis que les brasseries progressaient fortement à l'approche de la publication de leurs résultats.

En revanche, Eurotunnel a cédé du *terrain après l'annonce de ses plans* pour une augmentation de capital de 392 millions d'actions *destinée à* financer en partie son dépassement de budget. Le conglomérat Hanson a grimpé à la veille de l'annonce de ses résultats.

Selon les Japonais
Londres est la future capitale financière

Les quatre grandes maisons de titres japonaises Nomura, Yamaichi, *Daiwa et Nikko affirment voir en* Londres la future capitale financière de l'Europe.

Ces déclarations interviennent après la confirmation récente par Nomura Securities de l'installation de son quartier général opérationnel européen dans la capitale britannique. L'ouverture devrait intervenir *courant juin.*

NEW-YORK, 14 mai

Record historique

(Lire page 21.)

VALEURS	Cours du 11 mai	Cours du 14 mai
Alcoa	64 1/4	64 1/2
A.T.T.	42 1/8	42 5/8
Boeing	78 1/8	78
Chase Manhattan Bank	25 1/8	25 3/8
Du Pont de Nemours	38 5/8	40 3/8
Eastman Kodak	40 5/8	40 3/8
Exxon	47 7/8	48 1/8
Ford	46 1/2	47 5/8
General Electric	68 1/4	68 3/8
General Motors	47 3/8	47 7/8
Goodyear	35 1/2	35 1/2
I.B.M.	114 1/8	114 1/8
I.T.T.	57	56
Mobil Oil	61 3/4	62 1/2
Pfizer	60 5/8	60 5/8
Schlumberger	56 3/4	57
Texaco	59 7/8	60 1/2
UAL Corp. ex-Allegis	156 1/2	155 1/8
Union Carbide	20 1/8	19 7/8
U.S.X.	33 3/8	34 3/8
Westinghouse	73 1/8	73 3/4
Xerox Corp.	48	48 1/2

PARIS, 14 mai ↓

Consolidation

L'entracte observé la semaine dernière, durant lequel les valeurs françaises ont perdu en moyenne 0,5 %, semblait se poursuivre lundi à la Bourse de Paris. Après une ouverture en hausse de 0,34 %, l'indice CAC 40 devenait rapidement négatif. Il perdait 0,45 % en début d'après-midi dans un marché calme avant de clôturer sur une note quasi stable (– 0,08 %). La place parisienne semblait alors faire cavalier seul en ignorant les performances appréciables de New-York vendredi (+ 2,3 %) et celles dans son sillage lundi de Tokyo (+ 1,68 %) et même de Londres, où l'indice Footsie s'appréciait de 1,3 %. *« L'heure serait-elle enfin à la consolidation ? »*, se demandait un gestionnaire rappelant que la Bourse française avait été seule à s'envoler au mois d'avril et dans les premiers jours de mai, alors que ses concurrentes faisaient plutôt grise mine.

Certains investisseurs justifiaient cet attentisme également par les craintes de tensions sur les taux d'intérêt en Allemagne, redoutant une faiblesse du mark au lendemain de deux élections régionales en RFA où le parti du chancelier Kohl a subi un revers. Le Matif était de ce fait orienté à la baisse. D'autres expliquaient cette vigilance par la perspective de publications d'indices américains dans les jours prochains dont les deux plus importants seront *la production industrielle d'avril* mardi et le commerce extérieur *de mars jeudi.*

Dans ces conditions, les plus fortes hausses étaient emmenées par les Galeries Lafayette, le GAN, Essilor ADP, et la CGP. Du côté des baisses, on notait Olipar, CEP Communication, Fives Lille et Aussédat.

TOKYO, 15 mai ↓

Effritement

Après deux séances où, à chaque fois, elle avait gagné plus de 500 points, la Bourse de Tokyo a marqué une pause mardi. L'indice Nikkei a *terminé la séance sur un* repli de 45,61 yens à 31 997,04 yens, *soit une baisse de 0,1 %.*

Les arbitragistes ont décidé de dénouer certaines de leurs positions longues sur indices boursiers, déclaraient les courtiers. Malgré la fermeté du yen face au dollar, le marché n'a pas réussi à maintenir le rythme des jours précédents. Mais les intervenants n'étaient pas pessimistes, estimant que la pause était tout à fait normale après plusieurs *séances de forte hausse.*

VALEURS	Cours du 14 mai	Cours du 15 mai
Akai	1 030	1 010
Bridgestone	1 510	1 510
Canon	1 780	1 740
Fuji Bank	2 880	2 800
Honda Motors	1 830	1 810
Matsushita Electric	2 230	2 190
Mitsubishi Heavy	1 010	990
Sony Corp.	8 680	8 530
Toyota Motors	2 480	2 440

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Source Perrier : hausse de 11 % du chiffre d'affaires.** – *« Les comptes de l'exercice 1989 enregistrent bien entendu l'impact des provisions annoncées au titre de l'incident survenu en février dernier »*, précise en tête de son communiqué la société *Source Perrier pour annoncer que son* bénéfice net est de 266 millions de francs au lieu de 1 milliard en 1988. La provision exceptionnelle à la suite de la découverte de traces de benzène dans les bouteilles se monte à 435 millions de francs. Le chiffre d'affaires s'élève à 17 milliards de francs, en progression de 11 %. Le résultat d'exploitation est de *1,4 milliard*, en hausse de 20,5 % par rapport à l'exer*cice précédent*. Pour l'année 1990, Perrier prévoit *« un niveau élevé de plus-values de cessions »*, dont 250 millions de francs sur ACOVA.

□ **SGB : offre publique de vente d'actions ACEC-Union minière.** – La Société générale de Belgique (SGB) va mettre en vente 1,8 à 2,2 millions d'actions ACEC-Union minière. Avec une participation de 87,5 %, la SGB est le principal actionnaire d'ACEC-*Union minière dans laquelle elle a* regroupé récemment ses activités *dans le domaine des métaux non ferreux.* L'offre publique de vente fera baisser la participation de la SGB de 7 à 9 % dans sa filiale des non ferreux. L'opération doit rapporter au minimum 7,38 milliards de francs belges à la SGB, soit 1,2 milliard de francs français sur la base du prix minimum offert.

□ **BAT vend sa dernière chaîne américaine de magasins.** – Le conglomérat britannique BAT a décidé de vendre sa dernière chaîne de magasins aux Etats-Unis Ivey's, au groupe de distribution Dillard Department Stores pour 110 millions de dollars comptant. Dillard possède 166 grands magasins, surtout dans le sud des *Etats-Unis*, et Ivey's 23 en Floride et dans les Carolines. BAT a déjà vendu ses deux prestigieuses chaînes Marshall Fields et Saks Fifth Avenue, ainsi *que Breuners, une chaîne californienne* de magasins de meubles, pour *se recentrer sur le tabac et les services* financiers.

□ **Informatique financière : accord entre la BNP et Concept.** – La Banque nationale de Paris et le groupe Concept ont annoncé lundi 14 mai la création de deux sociétés spécialisées dans l'informatique financière : Financesoft, destinée aux PME-PMI, *et Coris, destinée aux grandes entre*prises. La BNP souhaite ainsi se positionner *sur le marché de la « banque* de services », où elle est déjà présente, notamment grâce au *minitel* (banque à domicile) et au Vidéotex (225 000 clients abonnés en 1989). Dans un marché en pleine expansion – le taux d'informatisation des entreprises françaises est de 70 %, – la BNP compte porter sa part de marché de *10 %* actuellement à 50 % dans trois ans.

— *AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS* —

CRICA
(CAISSE DE RETRAITE PAR RÉPARTITION DES INGÉNIEURS, CADRES ET ASSIMILÉS)
30, terrasse Bellini, 92807 Puteaux Cedex.

Les délégués des adhérents et des participants sont convoqués en assemblée générale ordinaire le

MERCREDI 13 JUIN 1990,
à 15 heures

dans le salon Vendôme de l'hôtel George-V, 31, avenue George-V, 75008 Paris.

PARIS :

Second marché *(sélection)*

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnaux Associes	430	428
Asystel	111 40	113 20
B.A.C.	255	251 50
B. Demachy Ass.	800	....
Bqe Tarneaud	189	....
B.I.C.M.	852	....
Boiron (Ly)	384	382
Boisset (Lyon)	230	....
Câbles de Lyon	3295	3320
Calberson	606	564 o
Cardif	768	....
C.D.M.E.	2319	2310
C.E.E.	350	....
C.E.G.E.P.	285	290
C.F.P.I.	280	280
Ciments d'Origny	722	722
C.N.I.M.	1028	1000
Codetour	295	....
Comareg	361	....
Conforama	1100	1100
Creeks	410	....
DAFSA	210 50	....
Dauphin	710	715
Devanlay	1278	1250
Deville	497 90	496
Dolisos	164	165
Editions Belfond	250	....
Elysée Invest.	15 45	15 05
Finacor	201	....
Garonor	800	800
GFF (group.fon.f.)	432	438 90
Grand Livre	455	....
Gravograph	248 50	245 50
Guintoli	982	982
I.C.C.	290	290
IDIA	356	354
Idianova	152	....
I.M.S.	1260	1249
IN2	298	....
I.M.S.	1250	1248

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
I.P.B.M.	....	....
Loca Investis.	312 90	313
Locamic	144 90	....
Matra Comm.	207	205 10
Métall.Minière	225	225
Molex	203	....
Navale-Delmas	1325	1320
Olivetti Logabax	590	599
Om. Gest. Fin.	595	583
Pinault	602	....
Presbourg	93 50	....
Présence Assur.	444	404 50 o
Publ.Filipacchi	803	790
Razel	730	....
Rémy et Associés	389	....
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	324	320
St-H. Matignon	279	....
S.C.G.P.M.	720	....
Segin (Li)	367 50	364
Select Invest (Ly)	109 70	....
S.E.P.	....	....
Serbo	558	....
S.M.T. Goupil	294	....
Sopra	202	....
Supra	230	....
TF1	329 80	....
Thermador H. (Ly)	355	....
Unilog	200	....
Union Fin. de Fr.	545	....
Viel et Cie	190 20	....
Yves St Laurent	1167	....

Marché des options négociables le 14 mai 1990

Nombre de contrats : 11 330.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier
Bouygues	680	–	33,20	–	–
CGE	560	68	–	1,60	–
Elf-Aquitaine	680	30	44	12	28
Eurotunnel SA-PLC	50	3,90	9,40	3	4,50
Euro Disneyland SC	110	3,60	7,70	7	–
Havas	712	6	10	–	–
Lafarge-Coppée	400	51	55	3,80	–
Michelin	140	6	12	7	–
Midi	1 300	65	–	–	–
Paribas	720	11	32	42	45
Pernod-Ricard	1 333	45	–	–	–
Peugeot SA	1 000	7	22,10	135	–
Rhône-Poulenc CI	–	–	–	–	–
Saint-Gobain	640	13,50	13	–	–
Source Perrier	1 800	83	–	–	–
Société générale	600	–	–	19,20	–
Suez Financière	520	3,90	15,10	–	–
Thomson-CSF	140	3,20	6,40	11	18,10

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 14 mai 1990

Nombre de contrats : 53 000.

COURS	ÉCHÉANCES Juin 90	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90
Dernier	103,14	103,12	103,08
Précédent	103,28	103,24	103,28

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 90	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Juin 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90
104	0,11	0,90	1,03	1,79

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,5365 ↓

Le dollar s'est assez nettement affaibli mardi à Paris, en particulier *vis-à-vis du yen, atteignant* 150,85 en milieu de matinée. Le deutschemark lui aussi a enregistré un repli à 1,6440 pour 1 dollar, et à 3,3670 francs français. Le franc français connaît un raffermissement à Paris comme à Francfort.

FRANCFORT	14 mai	15 mai
Dollar (en DM)	1,6450	1,6350
TOKYO	**14 mai**	**15 mai**
Dollar (en yens)	153,35	151,30

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (15 mai) ...... 10 7/16 - 10 9/16 %
New-York (14 mai) 8 1/4

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	11 mai	14 mai
Valeurs françaises	102	101,9
Valeurs étrangères	93,4	94,6
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	554,6	554,18
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	2 091,85	2 090,14

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	11 mai	14 mai
Industrielles	2 801,58	2 821,53

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	11 mai	14 mai
Industrielles	1 708,8	1 733,5
Mines d'or	227,7	224,2
Fonds d'Etat	77,05	76,95

TOKYO

	14 mai	15 mai
Nikkei Dow Jones	32 042,65	31 997,04
Indice général	2 398,32	2 399

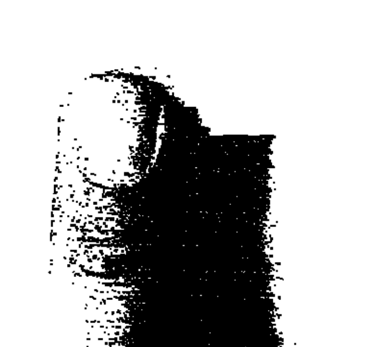
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,5420	5,5450	+ 68	+ 78	+ 120	+ 140	+ 355	+ 435
$ can.	4,6887	4,6952	– 176	– 152	– 300	– 269	– 811	– 720
Yen (100)	3,6653	3,6690	+ 74	+ 93	+ 135	+ 166	+ 436	+ 502
DM	3,3665	3,3698	+ 41	+ 58	+ 75	+ 97	+ 189	+ 258
Florin	2,9965	2,9997	+ 29	+ 41	+ 49	+ 69	+ 135	+ 198
FB (100)	16,2713	16,2897	– 51	+ 33	– 125	+ 64	– 9	+ 558
FS	3,9699	3,9749	+ 20	+ 36	+ 40	+ 63	+ 160	+ 240
L (1 000)	4,5802	4,5864	– 151	– 94	– 247	– 194	– 594	– 466
£	9,3189	9,3295	– 441	– 396	– 842	– 771	– 2426	– 2247

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 1/16	8 5/16	8 1/8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 3/8	8 1/2
$ Yen	7	7 1/4	7 1/8	7 1/4	7 3/16	7 5/16	7 1/4	7 3/8
DM	7 13/16	8 1/16	7 7/8	8	8	8 1/8	8 7/16	8 9/16
Florin	8 1/16	8 5/16	8 5/16	8 7/16	8 3/8	8 1/2	8 5/8	8 3/4
F.B. (100)	9 3/4	10	9 13/16	10 1/16	9 7/8	10 1/8	9 7/8	10 1/8
F.S.	8 1/2	8 3/4	8 13/16	8 15/16	8 13/16	8 15/16	8 13/16	8 15/16
L (1000)	13 5/8	14 5/8	12 3/8	12 7/8	12 1/4	12 3/4	12	12 1/2
£	14 11/16	14 15/16	15	15 1/8	15	15 1/8	15 1/4	15 3/8
F franç.	10 1/8	10 3/8	9 5/8	9 3/4	9 11/16	9 13/16	9 7/8	10

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



MARCHÉS FINANCIERS

Cours relevés à 10 h 12

BOURSE DU 15 MAI

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3785	C.N.E 3%	3676	3676	3676	....
1056	B.N.P. T.P.	1100	1109	1109	+0 82
1236	C.C.F. T.P.	1235	....	....	....
775	C.I.C.A (M)	945	....	....	....
1095	Cr.Lyon. T.P.	1107	....	....	....
1780	Renault T.P.	1923	1929	1930	+0 36
1990	Rhône Poul. T.P.	2000	....	....	....
1221	Saint Gobain T.P.	1270	1245	1245	-1 97
1243	Thomson T.P.	1228	....	....	....
945	ACCOR	988	984	978	-1 01
....	AGF Sté Centrale	1234	1250	1250	+1 30
715	Air Liquide	721	722	720	-0 14
1950	Als.Superm.	2080	....	....	....
585	ALSPI	565	571	571	+1 06

COMPTANT (sélection)

Obligations

Actions

Etrangères

Hors-cote

SICAV (sélection) 14/5

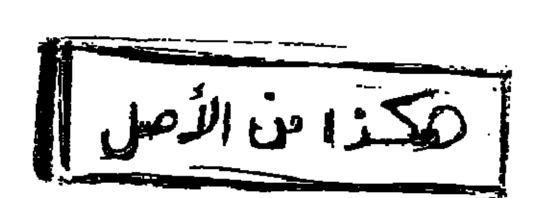
Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 15/5	COURS DES BILLETS préc.	COURS DES BILLETS jour
Etats-Unis (1 usd)	5 635	....	5 900	5 900
Ecu	6 895	....	....	....
Allemagne (100 dm)	337 130	....	345 500	345 500
Belgique (100 F)	16 288	....	16 800	16 800
Pays-Bas (100 fl)	....	....	308	308
Italie (1000 lires)	4 583	....	4 850	4 850
Danemark (100 krd)	88 340	....	92	92
Gde-Bretagne (1 L)	....	....	9 750	9 750
Grèce (100 drachmes)	3 413	....	4 050	4 050
Suisse (100 f)	396 340	....	398	398
Suède (100 krs)	....	....	96	96
Norvège (100 k)	86 600	....	90	90
Autriche (100 sch)	47 910	....	49 600	49 600
Espagne (100 pes)	5 372	....	5 650	5 650
Portugal (100 esc)	3 802	....	4 350	4 350
Canada (1 $ can)	4 705	....	5 050	5 050
Japon (100 yens)	3 616	....	3 660	3 660

Marché libre de L'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 15/5
Or fin (kilo en barre)	65950	.....
Or fin (en lingot)	65950	.....
Napoléon (20f)	391	.....
Pièce Fr (10 f)	414	.....
Pièce Suisse (20 f)	421	.....
Pièce Latine (20 f)	390	.....
Souverain	495	.....
Pièce 20 dollars	2380	.....
Pièce 10 dollars	1285	.....
Pièce 5 dollars	840	.....
Pièce 50 pesos	2535	.....
Pièce 10 florins	396	.....

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu



هكذا من الأصل

Le Monde

Le débat sur l'immigration à Matignon

L'opposition souhaite le report de la table ronde

Le comité de coordination de l'opposition qui s'est tenu, mardi 15 mai à l'Assemblée nationale, devait préconiser le report de la deuxième table ronde sur l'immigration, prévue normalement mercredi 16 mai à 17 h 45 à Matignon. Ses responsables souhaitent attendre le débat qui doit avoir lieu à l'Assemblée nationale sur le même thème, le mardi 22 mai.

Après bien des hésitations et des tractations, les responsables de l'opposition devaient se décider à couper la poire en deux : pas de refus de principe de maintenir le contact avec Matignon, mais refus de se précipiter chez le premier ministre dans ce qu'ils nomment *« un piège médiatique »*. Ce devait être la position de principe arrêtée par le comité de coordination convoqué le 15 mai.

Si tel était le cas, ce résultat devrait donner satisfaction à M. Jacques Chirac, qui le premier avait préconisé le refus de participer à cette deuxième table ronde, devant le conseil national du RPR du 5 mai dernier, et qui depuis a réussi à donner la cadence à ses partenaires. Alors que, sur Europe 1, lundi matin, M. Charles Pasqua venait juste de défendre la thèse inverse, au motif qu'il serait incompréhensible pour l'opinion de voir l'opposition défiler côte à côte avec les socialistes et refuser le surlendemain de dialoguer avec eux, alors que, les jours précédents aussi, dans l'émotion suscitée par l'affaire de Carpentras, MM. Charles Millon et Gérard Longuet avaient suggéré à leurs amis une position conciliante, le président du RPR a réussi à maintenir son cap, sinon à renverser la vapeur. Il est vrai qu'il a trouvé en la personne de M. Léotard un allié précieux qui n'hésitera pas à déjuger le secrétaire général de son parti, M. Longuet. Lundi midi, MM. Chirac et Léotard penchaient pour un non catégorique, prenant à revers certains de leurs partenaires, tel le CNI, lequel, pourtant peu suspect de tendresse à l'égard des socialistes, faisait savoir lundi midi qu'il se rendrait mercredi à Matignon.

Les contacts se sont poursuivis toute la journée de lundi, pour tenter notamment de convaincre MM. Charles Millon, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, franchement favorable à la participation de l'opposition à cette table ronde, et M. Pierre Méhaignerie, le président du CDS, qui l'était tout autant, mais qui commençait déjà à ne plus exclure l'hypothèse d'un report, afin de mieux préparer cette deuxième séance de travail. Inlassablement MM. Chirac et Léotard ont fait valoir les mêmes arguments. A savoir qu'il n'était pas possible de se rendre ventre à terre à Matignon comme s'il n'y avait pas eu entretemps *« la duperie »* de la proposition de loi communiste sur le racisme et qu'il était plus logique de laisser se dérouler auparavant le débat sur l'immigration prévu de longue date à l'Assemblée nationale pour le mardi 22 mai.

Le forcing de MM. Chirac et Léotard

Si, mardi matin, MM. Chirac et Léotard ont finalement accepté de mettre un peu d'eau dans leur vin, de passer du refus catégorique au refus conditionnel, c'est pour trois raisons. La manifestation de lundi soir à Paris a bien entendu frappé les esprits et les consciences. *« Nous avons conscience que personne ne peut aujourd'hui prendre le risque de briser ce climat consensuel »* expliquait-on mardi matin dans l'entourage de M. Léotard. Ensuite, les responsables de l'opposition n'ont pas pu ne pas percevoir quelques signes de bonne volonté de la part des socialistes.

Après la lettre œcuménique du premier ministre, Matignon a fait parvenir lundi soir à chacun des participants potentiels à la table ronde un document préparatoire d'une trentaine de pages faisant le point sur le dispositif institutionnel, la maîtrise des flux migratoires, la situation dans les pays voisins, les problèmes de logement, etc... Des dirigeants de l'opposition ont également été attentifs à la position du numéro deux du PS, M. Marcel Debarge qui, confirmant la position qu'il avait défendue lors du dernier bureau politique du PS (*le Monde* 12 mai), s'est prononcé, mardi matin sur Europe 1, contre le maintien à court terme de la demande du droit de vote des immigrés. Depuis le début, l'opposition en fait un préalable à toute négociation politique sérieuse. Enfin, MM. Chirac et Léotard ont dû rapidement mesurer le risque pour l'union de l'opposition de maintenir leur position intransigeante.

DANIEL CARTON

Quatre cent mille malades d'ici à 1995

Le nombre des cas de sida pourrait tripler aux Etats-Unis

De nouvelles statistiques alarmantes sur l'expansion du sida aux Etats-Unis ont été récemment rendues publiques au cours de la troisième conférence annuelle organisée à Cleveland (Ohio) par la Cleveland Clinic Foundation.

CLEVELAND (Ohio)

de notre envoyé spécial

Pour certains commentateurs politiques, les Etats-Unis sont en passe de perdre la bataille de la drogue. Dans le même temps, la lutte contre le sida – les deux fléaux sont souvent liés – exigera des efforts redoublés. D'ici à 1995, quelque 400 000 Américains auront été frappés par la maladie, soit un triplement par rapport aux 128 319 malades recensés fin mars 1990, dont plus de la moitié (78 000) sont décédés à ce jour.

Parallèlement, à côté des catégories « à risque » (homosexuels et bisexuels masculins, consommateurs de drogue par voie intraveineuse) qui représentent les trois quarts des cas de sida, le virus pourrait contaminer une proportion croissante de femmes, de nouveaux-nés et de représentants des minorités (noires et hispaniques).

En présentant ces prévisions alarmantes, jeudi 10 mai, lors de la troisième conférence annuelle de la Cleveland Clinic Foundation, M. James Curran, directeur de la division sida au Centre fédéral de contrôle des maladies situé à Atlanta (Géorgie), a apporté des précisions chiffrées plus récentes. *« Au cours des quatre dernières semaines*, a-t-il indiqué, *4 300 cas nouveaux ont été rapportés au centre, soit autant que pendant les trois premières années qui ont suivi l'identification du virus, en 1981. »* Selon cet expert, plus d'un million d'Américains sont à présent infectés par le sida.

Le double stéréotype de l'homosexuel et du drogué se piquant dans une banlieue sordide est dépassé. La maladie gagne maintenant la classe moyenne américaine, dans les grandes métropoles comme à la campagne, a tenu à souligner M. Michael Shernoff, un praticien new-yorkais dont le frère est mort du sida et lui-même séropositif. De fait, à côté des 28 000 cas recensés à ce jour dans l'Etat de New-York ou en Californie (25 000), les deux régions qui restent les plus touchées, entre 8 000 et 10 000 malades ont été déclarés en Floride, dans le New-Jersey et au Texas.

Pour ces experts, le facteur le plus préoccupant est la propagation du sida dans les communautés noires et hispaniques, la contamination se faisant essentiellement lors de l'échange de seringues pour l'usage de drogue. Plus de 80 % des femmes atteintes du sida sont noires ou hispaniques, a précisé le docteur Shernoff. Et plus de 90 % des enfants contaminés appartiennent désormais à ces deux minorités. Avec des conséquences terrifiantes. *« Toutes les deux heures, un Afro-américain meurt du sida. »*

SERGE MARTI

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Un symbole

On est pas près de l'oublier, dites donc, cette immense marée humaine venue déferler hier sur les chemins de la liberté, où surnageaient, sous l'œil clignotant des caméras ellesmêmes emportées comme fétus de paille, nos politiciens applaudis, bousculés, apostrophés avec une familiarité bon enfant, nos politiciens stupéfaits, asphyxiés, à deux doigts de la noyade. Les bains de foule, ils ne détestent pas, ils ont l'habitude, mais faut qu'ils soient à la bonne température, ni trop chauds, ni trop froids, ni trop agités. Faut qu'ils puissent y mettre le doigt, puis la main tendue à travers ou au-dessus des barrières qui les protègent du contact, mauvaise haleine et paumes moites, des petites gens.

Là, rien de pareil. Ils ont dû faire le pied de grue, pendant des heures, ils ont été ballottés, baladés, engloutis par la houle, entourés, pressés de tous côtés, complètement isolés, pris au piège d'un fabuleux happening. Les Rocard, cramponnés l'un à l'autre. Méhaignerie, à peine remis d'une grosse opération, au bord de l'évanouissement. Marchais, décomposé, qui boitait bas en regagnant sa bagnole. Et Simone Veil, prise à partie devant la brasserie Jenny, et qu'on a eu toutes les peines du monde à sortir de ce mauvais pas. Et Jospin gentiment chahuté par ses écoliers. Et le Jacquot flanqué d'un Juppé en compote. Et Pasqua, paniqué, c'est pas sa faute, l'agora, lui, il supporte pas. Et Mauroy qui virait du rouge au violet.

Si Le Pen est pas venu, cherchez pas, c'est parce qu'il a pas osé, il en serait rien resté ! Les gorilles se sont perdus corps et bien. Et les services d'ordre, de sécurité, ne savaient plus où donner du sifflet. Le plus drôle, normal, c'est Bedos, un Bedos congestionné, écartelé, débraillé, crachant dans le micro tendu par un confrère : Les droits de l'homme, pour vous, c'est quoi ? – Ah ! Ne me demandez pas de penser, c'est pas le moment !

Et le plus grave, le plus digne, il a été vraiment souverain, c'est mon Mimi, pardon, c'est le président de la République, dont l'apparition surprise a tourné court, coincé qu'il était boulevard Beaumarchais, on a mis quarante-cinq minutes à le dégager, bloc de marbre coulé dans un bloc de chair et de sang. Un symbole. Il était là où il devait être. Au cœur et à la tête de la France fraternelle, profonde, éternelle.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 15 mai

Recul

Pour la troisième fois consécutive, la tendance s'est orientée à la baisse mardi matin rue Vivienne. Le mouvement est allé en s'accélérant. A l'effritement seulement au moment de l'ouverture (- 0,11 %), l'indice CAC-40 reculait très nettement aux alentours de 11 heures (- 0,62 %).

Repli de Rochette, Galeries Lafayette, Skis Rossignol, SEB, Bis, Olipar, Thomson Tp, Peugeot, Schneider. Progrès de Lebon, Bel, Midland, MMB, Bellon, Geophysique, Fichet, Navigation Mixte, BHV, Damart, Casino.

A l'OMS

Le docteur Michael Merson, nouveau directeur du programme contre le sida

Le docteur Michael Merson a été confirmé, lundi 14 mai, au poste de directeur du programme mondial de lutte contre le sida de l'Organisation Mondiale de la santé (OMS) par le directeur général de l'organisation, le docteur Hiroshi Nakajima. Le docteur Merson assurait l'interim de la direction de ce programme depuis le 26 mars dernier, remplaçant à ce poste le docteur Jonathan Mann, qui avait démissionné à la suite de différends l'opposant au directeur général (*le Monde* daté 18-19 mars et 23 mars).

[Né le 7 juin 1945 à New-York, après des études à l'hôpital John Hopkins de Baltimore, Michael Merson entre en 1972 au Center for disease control (CDC) d'Atlanta. Après avoir travaillé dans divers pays, parmi lesquels le Brésil et le Bangladesh, il entre en 1978 à l'OMS où il s'occupe du programme de lutte contre les maladies diarrhéiques, ainsi que, depuis 1987, du programme contre les maladies respiratoires aigües.]

□ **Collision entre deux navires au large de la Suède : 1 500 tonnes de pétrole à la mer.** – Près de 1 500 tonnes de pétrole brut se sont échappées le 14 mai des réservoirs d'un pétrolier soviétique à la suite d'une collision avec un cargo ouest-allemand au large de Karlskrona (sud de la Suède). Selon les autorités, *« tout danger de marée noire est à exclure sur les côtes pour le moment »*.

Un groupe verrier américain veut créer une grande usine dans le Gard

Le Languedoc-Roussillon a engagé une compétition difficile avec la Catalogne pour obtenir la création, sur son territoire à Beaucaire, près de Nîmes, d'une importante usine de la société américaine Guardian. Il s'agirait de l'installation d'une fabrique de *float*, c'est-à-dire de verre, destinée à alimenter l'ensemble du sud de l'Europe.

Les responsables de la région Languedoc-Roussillon font le « forcing » pour obtenir cette implantation significative, puisqu'il s'agit d'un investissement de près d'un milliard de francs avec, à la clé, plusieurs centaines d'emplois. Si la France est choisie, c'est sur la zone industrielle de Beaucaire, gérée par la Chambre de commerce et d'industrie du Gard, en bordure du Rhône, que l'usine américaine s'installera.

La décision des Américains dépendra en définitive des aides que fourniront les Espagnols ou les Français. La Délégation à l'aménagement du territoire (Datar) peut accorder une prime d'aménagement du territoire, et les collectivités locales des subventions pour l'acquisition des terrains et des bâtiments.

Si ce groupe américain, déjà implanté au Luxembourg, confirme son choix de la France, c'est qu'il aura obtenu préalablement le feu vert politique des autorités françaises. M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie, aura certainement à subir les pressions des fabricants français concurrents de Guardian, au premier chef, Saint-Gobain que préside M. Jean-Louis Beffa.

Mort de l'écrivain sudiste Walker Percy

L'écrivain américain Walker Percy est mort, vendredi 11 mai, dans sa propriété de La Nouvelle-Orléans. Le romancier sudiste était âgé de soixante-quatorze ans.

Né en Louisiane, élevé en Alabama et au Mississippi, Walker Percy n'a pas cessé, depuis son premier roman, *le Cinéphile*, paru en 1961, jusqu'à son sixième et dernier, *le Syndrôme de Thanatos*, publié en 1989, d'évoquer les déchirements du Sud profond. Les livres de Percy confrontent les traditions des vieux Etats sudistes, repliés sur eux-mêmes, désireux de conserver un mode de vie et des valeurs hérités d'une mythique civilisation « à l'européenne », avec la modernité américaine, les nouvelles manières d'agir et de comprendre imposées par le développement économique, les organismes fédéraux, le boom de l'industrie pétrolière ou l'apparition de la technologie du nucléaire.

Walker Percy, influencé par les romanciers russes comme par l'existentialisme de Kierkegaard, mais aussi par les romanciers-moralistes français comme Sartre ou Camus, n'a jamais cessé de dénoncer, dans des livres houleux, savoureux, parfois trop riches d'idées et de personnages pour n'être pas confus, la perte de la conscience de soi et la régression de l'humanisme qu'entraîne l'acceptation aveugle du monde moderne et de sa fausse euphorie. Quatre romans de Percy ont été publiés en français : *l'Amour parmi les ruines* (Calmann-Lévy), *le Cinéphile* (Pandora. Réédité chez Rivages-poche), *le Syndrome de Thanatos* (Rivages) et *le Dernier Gentleman*, paru, il y a deux semaines, aux éditions Rivages.

L'ESSENTIEL

Une erreur de transmission nous empêche de publier les programmes des spectacles. Nous prions nos lecteurs de nous en excuser.

La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 15 mai 1990 a été tiré à 528 927 exemplaires.

